

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION AU LIBAN

La force arabe de dissuasion s'apprête à « pacifier » les régions de Tripoli et de Saïda

Alors qu'un nouveau pas vers la normalisation était franchi vendredi 19 novembre, à Beyrouth, avec la réouverture de l'aéroport, la presse locale croit savoir que la « pacification » du Nord et du Sud-Liban pourrait commencer dès dimanche 21 novembre. Selon « Al Anouar », l'opération Tripoli serait menée par six bataillons de la force de dissuasion et l'opération Saïda par cinq bataillons, qui seraient éventuellement renforcés.

D'autre part, une décision de principe a été prise en ce qui concerne la « réunification » des moyens d'information. Selon « Al Nahar », les stations de radio d'Amchit (phalangiste) et de Beyrouth-Ouest (palestinien) devaient diffuser dès samedi les mêmes bulletins d'information.

Enfin, pour la première fois depuis le début de la crise libanaise, un dirigeant phalangiste, M. Amine Gemayel, membre du bureau politique du Parti des phalanges, a rencontré vendredi un diplomate soviétique, M. Vladimir Kolotoucha, deuxième secrétaire de l'ambassade de l'U.R.S.S. à Beyrouth.

La Bekaa à l'heure syrienne...

Baalbek (A.F.P.). — La province de la Bekaa, occupée en juin dernier par les troupes de Damas, vit à l'heure syrienne. De nombreux portails du président Assad ornent les routes et les lieux publics. Les soldats basés dans les villages de la région de Baalbek, au chef-lieu de la Bekaa, Baalbek. Leurs véhicules n'ont pas eu droit à un seul coup de pneu blanc, signe distinctif de la force arabe de dissuasion, à laquelle appartiennent, en principe, les unités de Damas. Ils ont fait dire à certains habitants de la région qu'il s'agit toujours d'une force d'occupation, même si elle a apporté la paix.

Des soldats, souriants ou inquiets, vous interpellent : « Où allez-vous ? ». Les papiers sont vérifiés, les coffres des voitures sont parfois fouillés. Les gros engins blindés sont regroupés à l'écart, dans des cantonnements. Alors qu'à Zabbie, ville syrienne où habitent les riches propriétaires terriens, la présence

syrienne se limite à un seul char, elle est plus importante dans les petits villages voisins, favorables aux palestiniens progressistes.

Lorsque les langues se délient, on entend parler dans la région de Baalbek de douze exécutions par les troupes syriennes — antérieurement au départ du Liban — à la suite, et sur les lieux mêmes, de l'attaque de véhicules militaires syriens. De nombreuses personnes parlent également de la « déportation » et de l'« emprisonnement » en Syrie de « plusieurs centaines d'habitants » de la Bekaa, favorables aux palestiniens progressistes. (Des informations en ce sens avaient été publiées par la presse de Beyrouth.) Aujourd'hui, la situation est plus détendue, même si certains affirment que la force arabe est loin d'avoir conquis toutes les armes.

Les troupes syriennes n'ont pas procédé à des pillages, et ont toujours payé — en livres syriennes — les vivres et marchandises, disent les villageois.

L'O.L.P. ouvrirait prochainement un bureau permanent à Washington

M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P., qui représente l'organisation palestinienne aux travaux de l'Assemblée générale des Nations unies, a répondu, vendredi 19 novembre, aux questions de notre correspondant auprès de l'organisation internationale.

— Quelles est votre position concernant l'éventuelle création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza ? — Nous sommes prêts à créer un Etat palestinien dans toute partie du territoire libéré ou évacué par les forces israéliennes, en accord avec la décision prise par le Conseil national palestinien au cours de sa douzième session. La création de cet Etat représenterait un premier pas en direction d'une paix durable et permanente au Proche-Orient.

— Des informations en provenance du Liban, qui furent reprises dans la presse américaine, ont fait état récemment d'un engagement que vous

auriez pris discrètement vis-à-vis d'Israël, et de ne pas mener d'opération militaire contre l'Etat hébreu à partir du Liban. Qu'en est-il ?

— Ce que je puis vous dire c'est que, libérés enfin de la crise du Liban, nous allons accentuer la lutte en territoire occupé et concentrer nos forces sur la guerre de libération à l'intérieur d'Israël.

— Êtes-vous disposé à vous rendre à Genève ?

— Pour commencer, nous n'y avons pas été invités. Ensuite, nous combinerons la session de la Conférence nationale de sécurité du 22 novembre 1976, et nous ne participerons à aucune conférence qui prendrait pour point de départ cette résolution.

— L'O.L.P. encourage-t-il la création d'un gouvernement palestinien en exil ?

— Ce problème sera discuté lors de la prochaine session du Conseil national palestinien, qui se réunira au mois de décembre au Caire. Pour l'instant, rien n'a été décidé à ce sujet.

M. Kaddoumi nous a déclaré qu'il son avis la « sonnette » de l'Etat palestinien, et que l'O.L.P. ouvrirait très prochainement un bureau d'information permanent à Washington. « Du point de vue juridique, nous a déclaré notre source, rien ne peut empêcher des étrangers d'être nommés à l'autorisation de séjour d'ouvrir un bureau de ce genre. » Mais il semble que cet argument technique masque une volonté politique : celle de M. Kissinger, qui souhaite, avant de quitter son poste, consolider l'ouverture de l'O.L.P. en tant qu'entité politique, et non pas en tant que simple représentant des Palestiniens.

— L'O.L.P. s'est-elle résignée à reconnaître Israël et à coexister avec l'Etat hébreu ? Rien ne le prouve pour l'instant, et même si cela était, l'organisation palestinienne n'aurait pas intérêt à le dire tout haut et à abattre aujourd'hui toutes ses cartes sans contrepartie.

LOUIS WIZNITZER.

LES FOUILLES ISRAËLIENNES A JÉRUSALEM A NOUVEAU CONDAMNÉES PAR L'UNESCO

Nairobi (A.F.P.). — A vingt-quatre heures d'intervalle, Israël a de nouveau été sanctionné par un vote intervenu dans une des commissions de la conférence générale de l'UNESCO. Cette fois-ci ce sont les fouilles menées dans et autour de la vieille ville de Jérusalem qui ont été condamnées, vendredi 19 novembre, par soixante-dix voix (les pays socialistes, arabes et africains) contre vingt-cinq (les Etats-Unis, la France et la plupart des pays industrialisés). La résolution ne prévoit pas de sanction explicite.

Elle « lance un solennel appel à Israël pour qu'il cesse les fouilles entreprises illégalement », demande aux autres Etats de ne pas y coopérer, et « affirme avec un profond regret » qu'Israël « prend la responsabilité de mettre en doute la sincérité de son désir de participer à la communauté des Etats membres » de l'Organisation et « s'excuse à l'isolement ».

Il faut noter que le rapport présenté par le directeur général — dont un représentant s'était rendu à Jérusalem du 12 au 17 octobre — indiquait notamment que les fouilles étaient, aujourd'hui, moins actives, techniquement bien menées, et qu'elles avaient mis au jour des vestiges de l'époque romaine et du Moyen Âge. Mais, pour la majorité de la conférence générale, il s'agit d'un problème juridique et politique, et non archéologique : Israël a-t-il le droit de faire des fouilles dans un territoire occupé depuis 1967 ? Le débat n'est pas terminé.

EUROPE

LES ULTRAS MANIFESTENT A MADRID

(Suite de la première page.)

Aucun triomphalisme par conséquent, ce samedi, dans la détermination des partisans du gouvernement qui se plaisent d'abord à saluer le rôle efficace et digne joué par M. Adolfo Suarez, épuisé mais satisfait à l'issue du débat aux Cortès, et dont la cote personnelle a certainement monté dans le pays. Aucune exclusion dans les rangs d'une opposition démocratique modérée, non reconnue, mais tolérée, et parfois encouragée au dialogue. L'impression, estime M. José María Gil Robles, ancien ministre de la République, actuel dirigeant de la droite, c'est ce qui va venir. Il faut d'abord que le gouvernement soit absolument neutre dans l'application de la loi.

M. Joaquim Ruiz Gimenez, dirigeant de la gauche démocratique chrétienne, aurait, dit-il, « préféré un référendum direct, sans passer par les Cortès pour demander au peuple s'il était ou non d'accord pour de nouvelles chambres constituantes ». Il salue lui aussi l'effort de M. Suarez, et ajoute : « Il faut maintenant que le gouvernement entame immédiatement la négociation avec l'opposition ».

M. Tierno Galván, président du parti socialiste populaire, réserve son jugement et redoute que « le principe de la proportionnalité ne soit altéré par les corrections apportées au projet de loi ». Ces critiques sont encore plus nettes, évidemment chez les socialistes et les communistes, qui n'ont pas participé au référendum. « La loi, déclare un porte-parole du parti socialiste ouvrier espagnol, a été élaborée de manière unilatérale par le gouvernement et elle hypothèque la mise en place d'un pouvoir constituant et souverain ».

Au nom du parti communiste espagnol, M. Simon Sanchez Montoro déclare : « C'est une réforme antidémocratique, dont l'objet n'est pas d'établir un régime de liberté démocratique mais d'obtenir, à travers des élections qui ne seront pas libres, une pseudo-démocratie qui ne résoudra pas le problème essentiel de la société espagnole : obtenir un véritable régime de liberté ».

Le gouvernement, en tout cas, va de l'avant. Un conseil des ministres extraordinaire a préparé, vendredi, la réglementation du prochain référendum. Les dispositions concrets devraient être annoncées mardi prochain. Les travailleurs espagnols à l'étranger ont voté par correspondance s'est également

Le gouvernement a pris de sévères mesures de sécurité avant la manifestation organisée ce samedi, à Madrid, par la Confédération des anciens combattants franquistes. Des perquisitions ont eu lieu dans la nuit et des droits de port d'arme ont été retirés à certains dirigeants connus du mouvement des Guérilleros du Christ-Roi. Quelques incidents, mineurs mais significatifs, ont éclaté dans la nuit de vendredi à samedi, provoqués par des petits groupes d'ultras, armés de barres de fer. Plus de mille autobus venant de toutes les provinces d'Espagne sont attendus dans la capitale pour cette manifestation qui a lieu place d'Orient, devant le palais royal.

La télévision officielle ignore ostensiblement cet événement. Elle ne rendra compte que des cérémonies de la Vallée des morts.

Un an après la disparition du Caudillo, l'Espagne du régime apparaît nettement coupée en deux camps. Il est vrai que les forces démocratiques ont bien du mal à conserver, de leur côté, un semblant d'unité.

MARCEL NIEDERGAANG.

Espagne

DE LA MORT DE FRANCO AU VOTE DES CORTÈS

L'année la plus longue

De notre correspondant

Madrid. — Le 22 novembre 1976, un homme jeune de trente-sept ans, revêtu de l'uniforme de capitaine-général de l'armée et proclamé roi sous le nom de Juan Carlos I^{er}, disait devant les Cortès : « Aujourd'hui commence une nouvelle ère dans l'histoire de l'Espagne ». Il parlait de « participation », c'est-à-dire de démocratie. Il reconnaissait la diversité des régions espagnoles. Il affirmait en conclusion : « Je veux être le roi de tous les Espagnols ».

Quelques semaines après, le roi nomme son premier chef de gouvernement. Il doit le choisir parmi trois noms proposés par le conseil du royaume. Le candidat favori, M. José María de Areilza, comte de Motrico, ne figure même pas parmi les noms proposés dont le premier est celui de M. Carlos Arias Navarro, chef du dernier gouvernement du général Franco qui est désigné.

M. Arias incorpore à son équipe des hommes qui ont été des services signalés au franquisme. Il y a cependant au sein de ce cabinet un trio qui semble vouloir prendre la tête d'une « transition » : M. José María de Areilza (affaires étrangères), Manuel Fraga Iribarne (Intérieur) et Antonio Garrigues (Justice). Il y a aussi des hommes jeunes, comme M. Adolfo Suarez (Mouvement) et Rodolfo Martín-Villa (relations syndicales) connus pour leurs idées.

Le premier problème est celui de l'annulation des prisonniers politiques. La grâce royale accordée (induite) est jugée insuffisante. Elle ne plait guère. C'est une création hybride mise au point par une commission mixte formée par des membres du gouvernement et du conseil national du Mouvement. M. de Areilza, au cours d'incessants voyages en Europe, « vend » une démocratie qui n'existe pas encore.

Le roi accepte la « démission » du président Arias

Cependant, le gouvernement entreprend une timide libéralisation, notamment dans la presse. Il faut attendre la mise en place du premier conseil de l'Union générale des travailleurs (centrale syndicale socialiste) tenu en Espagne depuis 1936 et au cours duquel l'Internationale est changée pour la première fois en public à Madrid depuis trente-six ans.

Le 28 janvier, M. Arias prononce un discours devant les Cortès d'un style plus caractéristique de l'ère franquiste que de la « nouvelle époque de l'histoire de l'Espagne ».

En juin dernier, le roi Juan Carlos fait un voyage officiel aux Etats-Unis qui est un succès. Devant le Congrès, à Washington, il affirme : « La monarchie fera en sorte que, en vertu des principes de la démocratie, la paix sociale et la stabilité politique soient maintenues en Espagne et qu'en même temps soit assuré l'accès ordonné au pouvoir des diverses alternatives de gouvernement selon les désirs du peuple ».

M. de Areilza, au même moment, M. Rafael Calvo Serer était arrêté, accusé d'un délit d'opinion pour un article publié dans le Monde, un article qui était le chef de gouvernement d'alors, l'amiral Carrero Blanco, était durement critiqué. Etait également arrêté M. Santiago Alvarez, important personnalité du parti communiste, qui se trouvait en Espagne depuis trois mois. Le congrès des commissions ouvrières, organisation

syndicale de tendance communiste, est interdit.

Les Cortès, en approuvant la loi sur les associations politiques et la réforme du code pénal, introduisent une clause qui rend très difficile la possibilité de l'égalisation du parti communiste d'adhésion. Le conseil national se refuse à donner un avis favorable à une réforme constitutionnelle qu'il considère contraire à « l'essence » du Mouvement.

Au cours de la première semaine de juillet, le roi accepte la « démission » du président Arias. Le conseil du royaume propose au roi trois noms, dont deux de deux anciens ministres de Franco, M. Federico Silva et Gregorio Lopez-Bravo, et, en dernier lieu, M. Adolfo Suarez. Le roi choisit celui-ci comme chef du gouvernement.

M. Suarez est mal connu de la classe politique espagnole. M. de Areilza, Fraga, Garrigues et divers autres ministres du premier gouvernement du roi, considérés comme « libéraux », se refusent à collaborer avec le nouveau président. Et M. Suarez, de la gauche, grand expert de l'histoire contemporaine de l'Espagne, écrit un article retentissant qu'il intitule : « La nomination de Suarez, grave erreur ».

(Trois mois après, avec une honnêteté qui l'honore en tant qu'historien et journaliste, il publie un autre article, reconnaissant qu'il s'était trompé.)

M. Suarez forme une équipe jeune dans sa majorité, procédant des phalangistes libéraux et des secteurs catholiques les plus ouverts parmi ceux qui ont collaboré avec le régime franquiste. Hormis les quatre ministères, aucun ministre n'a fait la guerre civile. « La souveraineté nationale réside dans la volonté du peuple », dit-il. Moins d'un mois après est promulguée une amnistie. M. Enriqué Tierno-Galván, président du parti socialiste populaire, déclare : « C'est moins que ce que nous demandions, mais beaucoup plus que ce que nous attendions. » Le chef du gouvernement établit un dialogue personnel avec certains dirigeants de l'opposition. Il présente un projet de réforme politique qui remplace le concept franquiste de « démocratie organique » par celui de démocratie tout court. Le projet est envoyé au Conseil national pour que celui-ci formule un avis « que le gouvernement n'est pas tenu de suivre ».

De fait, le Conseil national souhaite transformer le futur Sénat en une Chambre corporative dont les membres seraient désignés selon les méthodes de la « démocratie organique » franquiste. Le gouvernement a transmis le projet aux Cortès sans l'amender.

Le roi, qui est le moteur du changement, soutient à fond son chef de gouvernement. Lorsque le lieutenant-général Fernando de Santiago, premier vice-président du gouvernement, manifeste son désaccord avec la réforme politique, il est remplacé en quelques heures, le 22 septembre, par le lieutenant-général Manuel Gutiérrez-Mellado, homme de confiance du roi depuis longtemps et qui a la réputation d'être libéral.

Mais les mesures économiques

prises par le gouvernement irritent les syndicats légaux, qui ont convoqué une grève générale pour le 12 novembre. Les arrestations (bien qu'en général les détenus soient remis en liberté dans les quarante-huit heures) ainsi que les interdictions de réunion contiennent ainsi que les attentats, les assassinats, les actions de « commandos incontrôlés » de l'extrême droite, les grèves, etc. Mais cela, comme la dit devant les Cortès M. Fernando Suarez, ancien ministre de Franco, « était aussi monnaie courante avant la mort du Caudillo ».

L'opposition a créé une plateforme pour négocier un programme commun avec le gouvernement, un « pacte constitutionnel » qui lui permette de participer aux élections générales. Mais, si elle n'est pas acceptée, elle aura lieu avant le 30 mars 1977.

A la mi-novembre, le président Suarez doit faire face à la « sonnette la plus longue » de son gouvernement. La grève générale du 12 novembre se termine par un match nul entre le gouvernement et les ouvriers. La grève n'a pas été générale, mais les ouvriers, qui, au nombre de plus d'un million, ont suivi les consignes des organisations de la grève, ont démontré qu'une partie au moins de la classe ouvrière avait une conscience politique.

Dès avant le 16 novembre, début du débat aux Cortès sur le projet de réforme politique, le gouvernement avait obtenu une première victoire : la commission ad hoc chargée de se prononcer sur le projet de loi n'avait pratiquement pas changé celui-ci. Entre le 16 et le 18 novembre, le gouvernement demeurait ferme devant les Cortès, malgré les attaques des ultras et de l'Alliance populaire (regroupant les néo-franquistes) et réussissait à faire admettre que les « principes fondamentaux du Mouvement », fondements de la « Démocratie organique », pouvaient être modifiés. Le gouvernement fit front à l'Alliance populaire, qui avait menacé de s'opposer au projet, et celui-ci fut finalement approuvé par une majorité inattendue, après avoir été légèrement modifié.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

UNE FEMME ADULTÈRE

Barcelone (Reuters). — Huit mille personnes — pour la plupart des femmes et des enfants — ont manifesté, jeudi 18 novembre, dans les rues de Barcelone, pour protester contre un procès intenté récemment à une femme accusée d'adultère. La police, a chargé et dispersé la manifestation une heure et demie après la formation du défilé. En vertu de la loi espagnole, une femme peut être condamnée à une peine maximale de six ans de prison, assortie d'une forte amende — qui revient à l'époux — si elle est coupable d'adultère. Un homme ne peut être condamné que s'il est prouvé qu'il a vécu avec une autre femme.

Portugal

Le congrès des Groupes de dynamisation de l'unité populaire met en évidence les divisions de l'extrême gauche

De notre correspondant

Lisbonne. — Le premier congrès des Groupes de dynamisation de l'unité populaire (G.D.U.P., extrême gauche) a commencé ses travaux, le vendredi 19 novembre, dans la banlieue de Lisbonne. Pendant trois jours, mille huit cents délégués, dont le bilan des cinq mois d'activité des G.D.U.P. Ils adopteront des statuts ainsi qu'un programme capable de « unifier l'action de tous les éléments du peuple véritablement engagés dans la lutte contre le fascisme, contre la récupération capitaliste et contre l'impérialisme ».

Enfin, une commission nationale d'unité populaire de cinquante à soixante membres sera élue.

Constitués en juillet 1976 pour appuyer la candidature à la présidence de la République du commandant de Carvalhal, les G.D.U.P., qui ont connu depuis bien des vicissitudes. Ses organisations politiques, appartenant à la « gauche révolutionnaire » avaient adhéré au projet : le Mouvement de la gauche socialiste (MES), l'Union démocratique populaire (U.D.P.), le Parti révolutionnaire du prolétariat (P.R.P.), le Front socialiste populaire (F.S.P.), le Mouvement socialiste unifié (M.S.U.) et la base unitaire des travailleurs. Pourtant, aucun accord n'est jamais

intervenu ni sur l'organisation ni sur la définition du mouvement.

Seule formation à disposer d'une structure bien établie et d'une implantation nationale, l'U.D.P. n'a jamais caché sa volonté d'hégémonie au sein des G.D.U.P., ce qui semble avoir provoqué le départ, au mois de septembre dernier, du Front socialiste populaire. Momentanément oubliées à l'occasion de l'arrestation du commandant de Carvalhal, toutes les divergences sont réapparues lorsqu'il a fallu désigner les délégués au congrès. En effet, les « groupes de dynamisation », éparpillés un peu partout dans le pays, restent à l'état embryonnaire, et la possibilité de contrôler l'élection des congressistes a été pratiquement nulle. Cette situation a été dénoncée par le P.R.P. et le M.S.U., qui, craignant une manipulation de la part de l'U.D.P., ont refusé de participer au congrès.

Divisés, incapables de dépasser leurs querelles internes, les G.D.U.P. risquent ainsi de perdre l'influence qu'ils avaient acquise auprès de certaines couches de la population portugaise, notamment dans les milieux industriels de la ceinture de Lisbonne et dans les régions du sud concernées par la réforme agraire. — J. R.

La caution des professionnels.

Elipron

Efficients acoustiques de très haute qualité.

صكوات الامم

EUROPE

ASIE

Allemagne fédérale

M. Wolf Biermann exprime son espoir dans la solidarité de la gauche

De notre envoyé spécial

Cologne. — En compagnie des écrivains Heinrich Böll, prix Nobel de littérature, et Günter Wallraff, Wolf Biermann a donné, le vendredi 19 novembre à Cologne, une conférence de presse devant une centaine de journalistes. « Je possède un passeport de la R.D.A. avec un visa d'entrée et de sortie, a-t-il déclaré, et je n'accepte pas la mesure honteuse et ignominieuse qui me frappe. »

Bien qu'il ait été déchu de sa nationalité, Biermann est décidé à tout faire pour retourner en R.D.A. Selon lui, il n'est pas exclu que les dirigeants est-allemands reviennent sur leur décision. Il fonde son espoir sur « la solidarité croissante (qui se manifeste) chez les communistes, les socialistes, les ouvriers et les syndicalistes, à l'Est comme à l'Ouest ».

LA CHANSON DE HOELDERLIN

Dans ce pays nous vivons
Comme des étrangers dans notre
propre maison
Notre propre langue comme elle
Cingle, nous ne la comprenons
Comme ne comprennent pas ce
Cœur qui parle notre langue
Dans ce pays nous vivons comme
Des étrangers
Dans ce pays nous vivons
Comme des étrangers dans notre
propre maison
Les toyers de la révolution sont
Stériles
La cendre des feux anciens nous
Réveille sur les lèvres
Des froles de plus en plus froles
Sur nous a fait irruption une
telle paix
Une telle paix.

(Poème de Wolf Biermann, traduit de l'allemand par Bartolomé Bruhl et Daniel Veret.)

FELURE DANS L'OPPOSITION

(Suite de la première page.)

Il a justifié sa décision en déclarant que le temps de parole accordé au Bundestag à la C.D.U. et à l'opposition tout entière serait ainsi plus important et que son parti serait mieux traité par les médias. Il a, d'autre part, essayé de minimiser la portée de son geste en affirmant que « rien n'était changé aux bonnes relations avec la C.D.U. ».

Ce n'est pas l'avis, semble-t-il, de tous ses amis. La décision de créer un groupe parlementaire autonome n'a, en effet, été prise qu'après plus de douze heures de discussion. Dix-huit des cinquante-trois députés chrétiens-socials ont d'ailleurs voté contre. Ce n'est pas non plus l'avis de M. Kohl qui a « pris acte d'une décision regrettable ».

« Un pas a été ainsi fait vers la séparation des deux partis. Ajoutait le président de la C.D.U. C'est un pas dans la mauvaise direction. Bien entendu, ma place est à la tête de mon groupe parlementaire à Bonn. »

La première conséquence directe de la formation d'un groupe C.S.U.-indépendant au Bundestag est que le groupe social-démocrate avec ses deux cent quatre députés redevient une formation plus forte (11). Il choisira donc le candidat à la présidence du Bundestag, qui sera vraisemblablement Mme Annemarie Rengier, alors que M. Karl Carstens, actuel président du groupe C.D.U.-C.S.U. devait être candidat démocrate-chrétien. Évidemment le travail parlementaire devra être réorganisé, la composition des commissions révisée, le temps de parole redistribué.

Les conséquences à long terme

Hongrie

LE GOUVERNEMENT PRENDRA DES MESURES EN FAVEUR DU COMMERCE PRIVÉ

(De notre correspondant.)

Vienne. — Le gouvernement hongrois souhaite encourager le développement du petit commerce privé. À partir de l'an prochain, les commerçants individuels bénéficieront d'allègements fiscaux et d'un officiellement à Budapest, que « s'améliorent les services rendus à la population ».

Dans les petites communes, les quartiers où il n'y a pas encore un réseau d'entreprises de services, les organes administratifs pourront exonérer d'impôts, pendant trois ans, les personnes qui veulent travailler dans cette branche (actuellement, elles bénéficient de cette exonération pendant deux ans). Passé ce délai, l'abattement fiscal sera de 50 % dans les communes de moins de 3 000 habitants, de 20 % dans celles de plus de 3 000 habitants.

Grande-Bretagne

Le remaniement du « cabinet fantôme » marque un glissement à droite des conservateurs

De notre correspondant

Londres. — Mme Thatcher a annoncé, le 18 novembre, un remaniement du « cabinet fantôme ». Bien que les sondages d'opinion donnent actuellement aux conservateurs une avance de 25 % sur le Labour Party, ils n'avaient pu jusqu'ici présenter une équipe capable de faire impression sur les électeurs.

Au dernier congrès du parti il avait été le seul ministre fan-tôme à être accueilli par des huées et des cris de « démission ». Pour remplacer M. Maudling, le leader du parti à l'appel à M. John Davies, l'ancien ministre chargé des affaires européennes dans le gouvernement Heath. Pour le reste, Mme Thatcher a procédé à un chasse-croisé entre la plupart des portefeuilles conservateurs au Parlement. M. Heseltine, qui, grâce à ses talents de tribun, s'était octroyé un succès sans précédent au dernier congrès, se voit privé du portefeuille de l'Industrie, pour être déplacé malgré lui à l'environnement. Les deux départements de l'Industrie (M. John Biffen) et du commerce (M. Teddy Taylor) sont confiés à des hommes résolument hostiles à l'entente de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Ce n'est sans doute pas une coïncidence.

En définitive, la réorganisation paraît marquer un glissement à droite des conservateurs. M. Taylor, un partisan de la peine de mort, M. Winston Churchill (le petit-fils), résolument hostile à la politique de détente, et M. Boyson, ardent défenseur du système d'éducation traditionnelle.

JEAN WETZ.

République d'Irlande

L'aggravation de la situation économique va peser sur les travaux du congrès travailliste

De notre correspondant

Dublin. — Le parti travailliste se réunit, ce week-end pour son congrès annuel. Les pressions pour une démission de l'ancien ministre, verbalement sont plus fortes que jamais. Elles ne viennent pas seulement de l'aile gauche, qui depuis les élections de 1973, est opposée à la participation au gouvernement avec les conservateurs du Fine Gael, trop conservateurs à ses yeux. Le mouvement « anticollaboration » s'est élargi depuis un an. L'appui au gouvernement des deux syndicats les plus importants du pays, affiliés au parti travailliste se transforme en opposition modérée.

Une vingtaine de résolutions à l'ordre du jour du congrès demandent soit le retrait du parti de la coalition, soit l'octroi de garanties, comme la nationalisation des institutions financières du pays et la planification de l'économie, reflètent un désenchantement à l'égard de la politique économique et sociale du gouvernement.

Les événements de ces derniers jours n'arrangent rien. L'augmentation du prix de l'essence annonce une nouvelle inflation. La révélation, jeudi 18 novembre, d'une corruption confidentielle, datant de septembre, entre un représentant du ministre du travail et l'O.C.D.E. à Paris, selon laquelle l'Irlande n'aurait pas été capable de résorber son chômage au cours des dix dernières années, vient s'ajouter à d'autres éléments d'inquiétude. Le chômage frappe, selon les statistiques officielles, 12 % de la population active : c'est le taux le plus élevé de la C.E.E.

En Irlande, la crise est quelque peu amortie par les avantages sociaux. Mais la dette nationale s'élève à 80 % du P.N.B. (soit plus de 1 100 millions de livres sterling) et le ministre des finances, M. Ryan (Fine Gael), menaçant de réduire certaines prestations sociales, le parti travailliste a de plus en plus de difficultés à tenir ses promesses.

À la fin du livre vert sur l'économie publié en septembre, le gouvernement souligne la nécessité d'encourager les investissements privés. Or, le parti travailliste — comme la Confédération des syndicats — envisage la création d'une société nationale de développement et recommande l'expansion du secteur public.

Dans l'immédiat, la pollution des deux partenaires de la coalition se limite pratiquement au blocage des salaires, qui, d'après eux, suffit à combattre une inflation de 18 %. En échange de leur appui, le gouvernement promettrait aux syndicats des réductions d'impôts sur les revenus. C'est cette même politique que recommande un rapport préparé pour la Banque d'Irlande par la Compagnie McKinsey. Ce rapport démontre que le pays n'a pas les ressources nécessaires pour réduire son chômage et, en même temps, élever son niveau de vie. Il préconise, pour une période de quatre ans, un contrôle rigoureux des salaires, pour éradiquer « l'été du chômage ». Le ministre du travail, M. O'Leary, négocie un accord sur les salaires entre le patronat et les syndicats, mais les pourparlers ont été rompus.

JOE MULHOLLAND.

Thaïlande

Plus de soixante-seize mille réfugiés du Laos du Cambodge et du Vietnam attendent un visa pour l'étranger

Des fonctionnaires des ministères australiens de la santé et de l'immigration vont se rendre prochainement en Thaïlande pour y sélectionner 550 réfugiés indochinois désireux de s'installer en Australie, a annoncé, le jeudi 18 novembre, le ministre de l'immigration de Canberra.

Selon les autorités de Bangkok, 84 000 Laotiens, 11 000 Cambodgiens et 1747 Vietnamiens sont actuellement dans des camps de transit thaïlandais et attendent un visa pour un pays étranger. Tous ont fui leurs pays respectifs depuis la prise du pouvoir par les communistes.

Plusieurs centaines de Vietnamiens fuyant sur des embarcations de fortune continuent d'arriver chaque semaine sur les côtes du golfe du Siam. Quarante et un sont arrivés le 11 novembre à Songkhla, dans le sud de la Thaïlande.

Un haut fonctionnaire laotien, M. Champoo Daungvilai, s'est échappé du Laos avec sa famille, en pirogue. Poursuivi par un hélicoptère de fabrication soviétique, les fugitifs ont pu finalement atteindre la rive thaïlandaise du Mékong.

Jusqu'à une date récente, les réfugiés étaient envoyés dans des camps. Mais les autorités ont ordonné aux bateaux les transportant de poursuivre désormais leur route vers un autre pays : Singapour, la Malaisie et l'Indonésie, appliquant la même règle, refoulent eux aussi les réfugiés.

Selon les statistiques des Nations unies, 62 embarcations, avec à leur bord plus de 1 000 personnes — hommes, femmes et enfants — ont fui le Vietnam ces derniers mois. Selon les mêmes sources, 4 000 personnes au total auraient atteint saes et sauvés les côtes d'un pays du Sud-Est asiatique. En revanche, on estime, toujours de même source, à 8 000 le nombre de ceux qui ont péri en mer ou ont été interceptés par les vedettes vietnamiennes et cambodgiennes.

Selon une source officielle, le nombre de Laotiens entrés illégalement en Thaïlande et installés dans des villages du Nord-Est atteindrait 200 000. — (A.F.P.)

Chine

Des films tournés avant la révolution culturelle vont être à nouveau projetés

Pékin (A.F.P., Reuters). — La Chine va sortir de leur « enfer » des films tournés avant la révolution culturelle, que la « bande des quatre » avait fait interdire.

Selon le Quotidien du peuple, Chou En-lai et d'autres camarades dirigeants des organes centraux — avaient ordonné que tous les films tournés avant la révolution culturelle soient « réévalués » et que ceux qui se révéleraient « bons » soient remis dans les circuits de distribution.

« Beaucoup d'ouvriers, de paysans et de soldats écrivaient des lettres dans lesquelles ils exprimaient l'espoir que l'on projette à nouveau les films tournés avant la révolution culturelle et qui sont relativement bons dans leur contenu et à la forme artistiques », assurent les auteurs de l'article : un metteur en scène, un cameraman et un scénariste, qui accusent le « gang des quatre » d'avoir fait obstacle à ce travail de « réévaluation », afin de s'attribuer le mérite de toute création nouvelle.

Selon le même article, une « renaissance » peut être attendue dans le domaine de l'opéra, avec la présentation d'opéras révolutionnaires qui avaient été interdits par Mme Chiang Ching.

Celle-ci et ses complices étaient « des bouchers, qui abattaient à coups de hache les fleurs de l'art et de la littérature prolétariens ».

D'autre part, le Journal de Pékin a reproché, jeudi, son passé d'acrobate à la veuve de Mao. Quand elle jouait la comédie à Changhaï, dans les années 1930, Mme Chiang Ching aurait, en effet, été candidate pour

Japon

Pendant la Seconde Guerre mondiale

DES CHERCHEURS SE SONT LIVRÉS A DES EXPÉRIENCES BACTÉRIOLOGIQUES SUR DES PRISONNIERS CHINOIS

La télévision japonaise a diffusé, le vendredi 19 novembre, une émission qui a fait sensation, rapporte le correspondant du Washington Post à Tokyo. Elle a révélé que, pendant la Seconde Guerre mondiale, des chercheurs japonais, dont certains occupent aujourd'hui des postes importants dans l'administration ou de grandes sociétés, se sont livrés à des expériences bactériologiques sur des prisonniers chinois dans un camp situé à Mandchourie. Entre 1941 et 1945, au moins trois mille de ces prisonniers seraient morts d'injections diverses (peste, choléra, etc.) qu'on leur avait faites à des fins expérimentales, pour la mise au point d'armes bactériologiques.

Des Japonais qui avaient travaillé dans ce camp ont accepté de faire des confidences à la réalisatrice de l'émission, Mlle Yoshinaga. Certains ont affirmé que les Américains leur avaient promis l'impunité en échange de leur coopération, après la défaite japonaise.

Selon M. Akimoto, qui commença à travailler dans le camp en 1944, ses collègues n'éprouvent aucun sentiment de honte, et ils se réunissent même chaque année, dans une station balnéaire pour une conférence amicale.

AMÉRIQUES

États-Unis

PATRICIA HEARST A ÉTÉ LIBÉRÉE APRÈS LE VERSEMENT D'UNE CAUTION

(De notre correspondant.)

San-Francisco (A.F.P., Reuters). — Patricia Hearst, détenue à la prison de San-Diego (Californie), a été libérée, vendredi 19 novembre, après le versement par son père, M. Randolph Hearst, propriétaire d'un important groupe de presse sur la côte ouest des États-Unis, d'une caution de 1,5 million de dollars. Patricia Hearst, incarcérée depuis quatorze mois, avait été condamnée, le 24 septembre dernier, à sept ans de prison par un tribunal de district de San-Francisco pour avoir participé à l'attaque à main armée d'une banque de cette ville et à deux ans de prison pour port d'armes prohibées. Les deux peines avaient été confondues.

Le juge fédéral, M. William Orrick, a déclaré que la jeune fille devrait rester sous la garde exclusive de sa famille et qu'elle ne pourrait en aucun cas quitter le territoire de la Californie. Patricia Hearst devra, en outre, téléphoner deux fois par semaine au juge pour lui faire part de ses occupations et elle devra s'entretenir une fois par mois avec un officier de justice chargé de veiller sur elle. Tant qu'elle sera en liberté sous caution.

Canada


LES RÉSULTATS DÉFINITIFS DES ÉLECTIONS AU QUÉBEC

(De notre correspondant.)

Les résultats définitifs, après vérifications, des élections à l'Assemblée nationale du Québec, le lundi 15 novembre, sont maintenant connus : Le Parti québécois (P.Q. indépendantiste) de M. René Lévesque a obtenu 138 982 voix (41 %) et 69 sièges. Le Parti libéral québécois de M. Robert Bourassa : 111 563 voix (34 %) et 28 sièges. L'Union nationale (droite) de M. Rodrigue Biron : 81 782 voix (24 %) et 11 sièges. Le Ralliement créditiste (droite populiste) : 165 223 voix (5 %) et 1 siège. Les candidats classés à la rubrique « divers » ont totalisé 27 298 voix (8 %) et obtenu 1 siège.

M. Bourassa, premier ministre sortant, qui doit céder la place le 26 novembre à M. Lévesque, d'autre part, annoncé vendredi 19 novembre, qu'il démissionnait de son poste de président du Parti libéral québécois (qu'il occupait depuis 1970). Cette décision prendra effet le 1er janvier 1977.


M. Pierre-Elliott Trudeau, premier ministre fédéral du Canada, a, de son côté, indiqué vendredi à Montréal que les élections fédérales fédérales auront probablement lieu dans dix-huit mois.



Coupez !

Faites une coupure salutaire dans votre vie quotidienne. Échappez-vous 2, 3, ou 4 jours. Choisissez votre escapade : Londres, Rome, Venise, Amsterdam, New York, Istanbul, Le Caire, Marrakech.

Spécial curieux : Louis II de Bavière et les châteaux sur le Rhin avec Jean des Cars - L'art roman du Quercy, avec Michel Roquebert.



VACANCES 2000

PREMIÈRE MARQUE FRANÇAISE DE VACANCES

Renseignements et inscriptions dans les agences agréées ou à Vacances 2000 BP 175 - 75263 Paris Cedex 05.

DIPLOMATIE

L'Assemblée des Nations unies s'inquiète de l'absence de résultats de la conférence Nord-Sud

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — Par 99 voix contre 0 et 30 abstentions (l'ensemble des pays industriels et des pays de l'Est, qui ne s'estiment pas concernés), l'Assemblée générale a adopté, vendredi 19 novembre, une résolution qui fait état de son inquiétude et de sa déception devant le manque de résultats concrets de la « conférence internationale ». La résolution invite les pays industriels à

répondre positivement aux propositions avancées par les pays en voie de développement ; elle souhaite que les résultats de la conférence Nord-Sud réunie à Paris soient examinés par l'Assemblée générale avant la fin de la présente session.

Le tiers-monde a ainsi manifesté deux préoccupations. En ce qui concerne la procédure, il veut que les affaires économiques soient traitées principalement au sein de l'Organisation internationale plutôt que dans des conseils restreints.

En ce qui concerne le fond, les pays en voie de développement veulent accroître leur pression sur les pays riches, afin qu'ils acceptent au moins partiellement les sacrifices qui leur sont réclamés.

Dans les couloirs, deux hypothèses étaient envisagées, vendredi, par les délégations du tiers-monde. Selon la première, l'Assemblée générale prolongerait ses travaux au-delà de la date prévue du 21 décembre jusqu'à ce que les résultats de la conférence de Paris lui soient soumis. Selon la seconde, faute de résultats concrets à Paris avant Noël, la conférence Nord-Sud serait enterrée, et une session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies serait convoquée au printemps, pour traiter des questions économiques.

L. W.

L'Assemblée parlementaire de l'OTAN se prononce contre la participation des communistes au pouvoir en Europe centrale.

De notre correspondant

Williamsburg, Virginie (A.F.P.). — La vingt-deuxième réunion annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN s'est achevée, vendredi 19 novembre, à Williamsburg (Virginie), après cinq jours de travaux marqués par l'adoption de deux résolutions sur l'Espagne et l'éventuelle arrivée des communistes au pouvoir en Europe occidentale.

Adoptée à une large majorité, la résolution sur l'Espagne souligne que « son admission au sein de l'Alliance atlantique ne pourra pas être envisagée, aussi longtemps qu'un régime véritablement démocratique n'aura pas été rétabli dans ce pays ».

L'autre résolution affirme que l'Alliance ne « peut faire aucune concession au danger que représenterait l'arrivée au pouvoir de partis à doctrine collectiviste ».

Toutefois, l'adoption de ce texte a été loin de faire l'unanimité.

● Les États-Unis ne feront pas obstacle à l'entrée de la République d'Angola à l'ONU », a déclaré vendredi 19 novembre le représentant des États-Unis au comité du Conseil de sécurité pour l'admission de nouveaux membres. La Chine a annoncé qu'elle ne participerait pas au vote. — (A.F.P.)

AFRIQUE

Algérie

Le référendum sur la Constitution a été marqué par une large participation

De notre correspondant

Alger. — C'est seulement dans la journée de samedi 20 novembre que devaient être annoncés les résultats officiels du référendum sur la Constitution (Le Monde du 17 novembre) qui s'est déroulé la veille.

Pour le moment, le ministère de l'Intérieur, qui s'est donné des résultats partiels, précise que la consultation a été marquée par une large participation dans les bourses et une villégiature (départements) et au sein de l'émigration. Ce retard est dû en grande partie au mauvais temps qui a sévi sur l'ensemble du pays, particulièrement dans l'est, où la protection civile a dû intervenir. L'approbation de la Constitution ne fait cependant pas de doute.

Au cours des dix jours qui ont précédé le scrutin, de nombreuses manifestations de soutien à la Constitution et au « militantisme algérien », candidat du F.L.N. à la présidence de la République, se sont déroulées dans tout le pays. Elles ont été couronnées, à Alger, jeudi, dernier jour de la campagne, par une manifestation monstre au stade « 20-Août », présidée d'un défilé auquel ont participé quelque 200 000 personnes, selon El Moudjahid. La veille, à l'appel de l'UNFA (Union nationale des femmes algériennes), quinze mille femmes ont

défilé dans les rues de la capitale, malgré une pluie torrentielle, avant de se regrouper à la salle El-Bach.

Tandis que de petits avions lançaient des tracts ou tiraient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire en français « oui à la Constitution », les femmes arboraient des tee-shirts et des foulards à l'effigie du chef de l'État.

Si les femmes ont lieu d'être satisfaites — l'article 42 déclare que « tous les droits politiques, économiques, sociaux et culturels de la femme algérienne sont garantis par la Constitution » — elles ont apparemment peu voté dans les bureaux des quartiers populaires. Ainsi, dans tel bureau de Bab-el-Oued, qui leur était réservé, sur cinq cent trente inscrits il n'y avait, à 19 heures, que cent dix votants. En revanche, la « liste additive » composée de personnes qui n'avaient pu s'inscrire avant la consultation, comptait cent soixante-trois noms de jeunes.

On indique dans les milieux officiels qu'à la suite du congrès du parti la Constitution pourrait être amendée, afin d'harmoniser la durée du mandat présidentiel (actuellement six ans) et de ceux des différentes assemblées (quatre ou cinq ans selon les cas), et d'éviter ainsi la multiplication des scrutins.

PAUL BALTA.

Maroc

HASSAN II : « Les Français ne savent plus écrire leur langue. »

« J'estime que les coopérants pourraient être d'un meilleur niveau », a déclaré, vendredi 19 novembre, le roi Hassan II à Jacques Chancel, qui l'interviewait à Marrakech pour l'« Émission » Radioscope.

« Les Français, a poursuivi le souverain, ne savent plus écrire leur langue. Qu'ils fassent du français ce qu'ils veulent chez eux, c'est une affaire intérieure, mais qu'ils fassent du français ce qu'ils veulent à l'extérieur, cela ne les regarde pas. Ils n'ont pas le droit... »

« Si les Français veulent se mettre en maillot de bain, concernant la grammaire, concernant le style, concernant la façon d'enseigner, ça les regarde. S'ils veulent se mettre en bikini... Mais chez nous, je veux qu'ils continuent à être en costume-cravate, parce que le génie français n'appartient pas à la France. Il appartient au monde. »

Le demandeur qu'on nous envoie de meilleurs professeurs, qu'on nous envoie de meilleurs éducateurs, que l'on forme un peu mieux nos professeurs de français. Car c'est tout de même un véhicule qui ouvre une assez grande tranche d'univers dans l'esprit de quelqu'un... »

Afrique du Sud

Six ans de prison pour le journaliste reconnu « honnête et courageux »

De notre correspondant

Johannesburg. — Pâle, les traits tirés, M. Anthony Holliday, journaliste du « Cape Times », quotidien anglophone de la province du Cap, a écouté, impossible, vendredi 19 novembre, la sentence prononcée contre lui par le juge Davidson : six ans de prison. (Nos dernières éditions du 20 novembre.)

Le matin même, la séance avait dû être suspendue pendant quelques heures, le journaliste arrêté le mois de juillet dernier ayant perdu connaissance dans le box des accusés.

Six ans de prison, la sentence peut paraître modérée si l'on compare le cas de M. Holliday à ceux de M. David Rabkin, journaliste de l'« Argus » (quotidien du Cap), et de Jeremy Cronin, professeur d'université, condamnés respectivement à dix et sept ans de réclusion le 29 septembre dernier. Tous deux, comme le journaliste du « Cape Times », étaient détenus en vertu du Terrorism Act, et étaient accusés d'avoir édité des tracts de l'African National Congress et du parti communiste, organisations interdites.

M. Holliday était également accusé d'avoir tenté de créer une cellule communiste. Alors qu'il plaideait non coupable, son avocat, lors du procès, a pré-té reconnaître le bien-fondé de certaines charges, comme l'édiction et la diffusion de tracts, pour mieux rejeter les autres, dont la création d'une cellule.

La personnalité de l'accusé, sa probité professionnelle et son comportement pendant le procès peuvent avoir influencé le juge Davidson. « J'ai eu beaucoup de mal à fixer votre peine, a dit ce dernier avant de rendre hommage à l'accusé. Vous avez accompli honnêtement et dignement votre travail de journaliste... Vous avez exposé avec courage et sensibilité vos vues et opinions... Toutefois, les tracts que vous répandez encouragent à autre chose qu'à l'amour que vous prêchiez. »

Au début du procès, M. Holliday avait fait état de tortures pratiquées à son encontre au

début de sa détention. Le juge a préféré s'abstenir de commentaires. Il a cependant condamné « avec toute la vigueur possible » ce genre de méthodes.

Deux journalistes, Patrick Weech (« Rand Daily Mail ») et Harry Mashabela (« The Star »), également arrêtés fin juillet, témoignaient contre lui. L'un et l'autre ont raconté comment ils avaient été recrutés par M. L. Holliday. Juste avant leur passage à la barre, promesse leur avait été faite de libération immédiate s'ils acceptaient de témoigner pour l'accusation. Alors que M. Weech a été libéré, M. Mashabela a été à nouveau arrêté toujours en vertu du Terrorism Act.

Douze journalistes sont détenus dans les prisons sud-africaines et attendent de passer en jugement. Tous sont Noirs et ont eu un rôle important dans la « couverture » des manifestations des cinq derniers mois.

Tous également font partie du nouveau Syndicat des journalistes noirs (U.B.J.), créé dans la mouvance de la Conscience noire. Dans leur premier bulletin, interdit dès sa parution, les journalistes publiaient leurs récits des événements et des violences policières à Soweto, qui, disaient-ils, n'avaient pu paraître intégralement ailleurs.

Depuis le mois de juin, le « World », quotidien destiné à un public africain, a vu ses ventes augmenter considérablement. Celles-ci atteignent aujourd'hui cent soixante-dix mille, soit un gain de cinquante mille lecteurs. Son directeur, M. Percy Quabaza, a toujours pris la défense des jeunes dans ses éditoriaux, et dénoncé violemment l'action de la police.

Plus récemment, il s'est opposé à l'accession du Transkei à l'indépendance et a attaqué la répression dans ce pays qu'il considère toujours comme un Bantoustan. « The World » est particulièrement touché par les arrestations : cinq de ses journalistes sont en prison.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

REVUE DE PRESSE

Dans son numéro d'octobre 1976

ALGERIE INFORMATIONS

Présente un dossier :

RÉUNION SPÉCIALE « CLUB DE ROME »

ALGER 25 - 28 octobre 1976

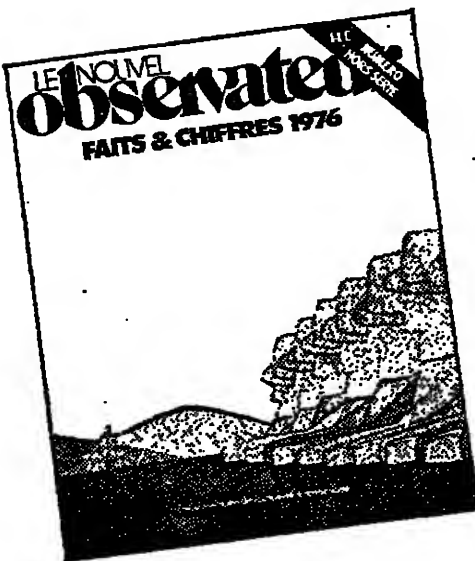
Prix du numéro : 9 F.

ASSOCIATION FRANCE-ALGERIE

Président : Georges GORSE
236, boulevard Saint-Germain
75007 PARIS - Tél. 705-81-22

UN NOUVEAU CAHIER DU NOUVEL observateur VIENT DE PARAÎTRE FAITS & CHIFFRES 1976

A travers les faits marquants de l'actualité en 1976 une porte ouverte sur 1977



Aéronautique, armement, banque, bourse, chômage, consommation des ménages, énergie, épargne, fraude fiscale, grèves, inflation, logement, pétrole, population, presse, revenus des Français, travail manuel...

Dans FAITS ET CHIFFRES 1976, Le Nouvel Observateur réunit et commente les 50 sujets brûlants de l'actualité.

FAITS & CHIFFRES : aide-mémoire de l'actualité économique
132 pages. 40 rubriques. 140 tableaux. 14 F.
en vente dans tous les kiosques

A TRAVERS LE MONDE

Chili

● LE GOUVERNEMENT a suspendu vendredi 19 novembre les mesures d'assignation à résidence imposées à cent quatre-vingt-trois personnes en vertu de l'état de siège, a annoncé le même jour le ministère de l'Intérieur.

Venezuela

● UN SOLDAT A ÉTÉ TUÉ ET UN AUTRE BLESSÉ vendredi

19 novembre par des éléments irréguliers à Barcelona, dans l'est du pays. C'est la première attaque de guérilla au Venezuela depuis près de trois ans. Selon des sources officielles, une « réurgence sporadique » des activités de guérilla est constatée depuis l'évasion, en janvier 1975, de vingt-trois chefs guérilleros. Ceux-ci étaient pour la plupart des dirigeants des Forces armées de libération nationale (F.A.L.N.) et du groupe Drapeau rouge.

La visite en France du roi Hassan II

MAROC

Terre de culture
et de tradition

LE château de Versailles va abriter durant trois jours le seul monarque régnant en Afrique. Il servira de cadre aux entretiens que le roi Hassan II va avoir avec le président Giscard d'Estaing du 22 au 25 novembre. La France n'accueille pas seulement le chef d'un Etat résolument tourné vers l'avenir, et qui entend se développer pour tenir sa place dans le concert des nations modernes. Elle reçoit le descendant d'une vieille dynastie, celle des Alaouites, héritière d'un passé prestigieux. Le royaume chérifien s'enorgueillit à juste titre d'une vieille tradition d'indépendance.

La France et le Maroc entretiennent de multiples relations, économiques, commerciales, culturelles, comme le rappelle ci-contre le docteur Youssef ben Abbès, ambassadeur du Maroc en France. Mais, au-delà des chiffres et des rapports austères, le Maroc est aussi un pays aux richesses variées, où l'hospitalité est restée un devoir sacré et qui se prévaut d'un patrimoine culturel et artistique d'une exceptionnelle diversité. Qu'il s'agisse de la peinture, des arts traditionnels, de la musique, de la calligraphie, tout est matière à découvertes. Cet héritage constitue, pour les intellectuels marocains, une source d'inspiration, mais aussi un piège dans lequel ils ne veulent pas se laisser enfermer.

SOMMAIRE :

6. ECHANGES COMMERCIAUX : un déficit préoccupant.
9. TOURISME : une exceptionnelle richesse.
10. ARTS TRADITIONNELS : lutter contre un silence millénaire.
11. PEINTURE : à l'avant-garde.
12. MUSIQUE : un renouveau dans la chanson.
13. THEATRE : du côté des amateurs.
14. CINEMA : un large éventail de productions.
15. CULTURE : une certaine effervescence.

130.000 ex.

HASSAN II

Le défi



mémoires ALBIN MICHEL



Le minaret de
Koutoubia à Mar-
rakech.

Un trait d'union entre les civilisations

par le docteur

YOUSSEF BEN ABBÈS (*)

SIX millions et demi de Marocains étaient appelés, la semaine dernière, à désigner leurs représentants dans les communes et les municipalités. Toutes les familles politiques ont reconnu l'enjeu de cette consultation, première étape vers la mise en place, au printemps prochain, du Parlement. Intervenant après la récupération du Sahara, ces élections étaient l'occasion, pour nos compatriotes de cette région, de choisir pour la première fois leurs représentants communaux et municipaux.

Ainsi se dessinent les contours d'un Maroc nouveau : l'unanimité suscitée par la « marche verte », la mise en place d'institutions démocratiques et la réalisation de plans de développement ambitieux renforcent la foi des Marocains dans l'avenir. Voici donc ce que symbolisera Sa Majesté le roi Hassan II tout le long du séjour qu'il effectuera en France, du 22 au 25 novembre, à l'invitation du président Valéry Giscard d'Estaing.

Certes, ce n'est pas la première fois que Sa Majesté le roi se rend en France. Sa première visite officielle remonte à 1963, où il fut l'hôte du général de Gaulle, tandis que deux voyages privés lui offrirent l'occasion de rencontrer le président Georges Pompidou.

S'interrogera-t-on sur la portée de l'actuelle visite ? Par-delà l'exigence protocolaire, ce voyage, qui intervient lors même qu'il n'y a plus aucun contentieux entre les deux pays, témoigne de l'intérêt que nos chefs d'Etat attachent à voir se renforcer tous les jours, devant les relations entre le Maroc et la France.

Si, de nos jours, l'interdépendance des nations est un fait universel, il n'est pas possible de vouloir ou subter. Le Maroc et la France offrent l'exemple d'une coopération qu'ils mettent au service de leurs idéaux de bien-être, d'amitié et de paix. Le président Giscard d'Estaing reconnaissait ainsi, en mai 1975, que « le Maroc et la France conduisent ensemble une œuvre de coopération exceptionnelle ».

Faut-il rappeler que le Maroc accueille la plus importante des colonies françaises en dehors de l'Hexagone, et que la France, de son côté, abrite la plus forte concentration de Marocains vivant hors du royaume ? De tous les jeunes étrangers qui poursuivent des études supérieures en France, les Marocains sont de loin les plus nombreux, tandis que le Maroc est de tous les pays celui qui reçoit le plus de coopérateurs français. Ces indications ne présentent-elles qu'un intérêt somme toute limité si elles ne laissent deviner un extraordinaire brassage des hommes, des cultures et des idées. De plus, elles confirment la voca-

tion du Maroc à servir de trait d'union entre les civilisations. vocation que soulignait récemment notre souverain : « Aujourd'hui le Maroc reprend la place qui était géographiquement, historiquement, la sienne : il est redevenu une nation de synthèse et une communauté de liaison entre l'Orient et l'Occident. » (Le Défi).

Débarassée de tout contentieux, la coopération franco-marocaine peut désormais s'atteler à définir une politique plus ambitieuse pour l'avenir. La manière dont les contentieux ont été résolus mériterait qu'on s'y arrête. Même le problème des terres appartenant aux colons français, qui était sans nul doute des plus délicats, a été solutionné à la satisfaction des deux parties. La récupération de ces terres a, en effet, été assortie d'une indemnisation qui intervint aussitôt l'accord signé.

L'estime et la considération mutuelles

Mais l'absence de contentieux n'exclut nullement la recherche active d'un cadre global de coopération conforme aux intérêts des deux pays et soumis aux ajustements que les mutations, tant internes qu'externes, imposent. La nouvelle dimension économique du Maroc devrait, à cet égard, susciter de nouveaux points d'application, et engendrer des modes d'intervention différents. Quand on sait que le volume des investissements, initialement fixé à 25 milliards de dirhams pour le quinquennat 1973-1977, a été actualisé et porté à 53 milliards de dirhams, chiffre qui devrait être largement dépassé pour la prochaine période quinquennale, on apprécie mieux l'intérêt d'une participation plus active de l'industrie française. Cette intervention devrait être à la mesure des importants courants d'échanges commerciaux, qui font de la France notre premier fournisseur et premier client.

Les capitaux français, quant à eux, peuvent être investis au Maroc en toute sécurité, grâce à l'accord sur la protection, l'encouragement et la garantie des investissements, conclu en juillet 1975, et qui constitue l'armature juridique du dispositif mis en place en 1973 en vue d'encourager les investissements.

Il n'est pas question d'évoquer ici l'ensemble des opportunités qui s'offrent à nos deux pays en vue d'élargir le cadre de leur

« Une coopération sans équivalent »

LA coopération culturelle et technique avec le Maroc représente pour la France, et je m'en réjouis, un effort qui n'a d'équivalent dans aucun autre pays par le nombre des coopérateurs et la diversité des opérations », déclarait M. Giscard d'Estaing, le 5 mai 1975, alors qu'il était au Palais royal de Rabat l'hôte du souverain chérifien. Dix-huit mois plus tard, cette constatation se justifie plus que jamais. Le nombre des enseignants français travaillant dans le royaume au titre de la coopération a dépassé lors de la récente rentrée scolaire le chiffre de sept mille. Le recrutement de mille deux cents professeurs a permis non seulement de compenser les défections mais aussi de créer quelque trois cents postes supplémentaires, qui sont venus s'ajouter aux six mille huit cents existant au 30 juin 1976. La moitié environ de ces enseignants exercent leur activité dans le premier cycle de l'enseignement secondaire.

Les autres se répartissent entre le second cycle, l'Université et les établissements de formation. Ces coopérateurs sont en très large majorité civils, la proportion des volontaires du service national actif (V.S.N.A.) ne dépassant pas 12 %. Si sur le plan humain l'effort consenti par Paris est important, il n'entraîne pas cependant une charge financière du même ordre. Les Marocains payent de leurs deniers la totalité du salaire des trois quarts de ces coopérateurs, et leur participation s'élève aux deux tiers du traitement pour les autres.

Un tournant décisif

La dépense pour le Maroc est donc importante. Cet argument vient s'ajouter à tous ceux qui militent en faveur de la disparition de la coopération dite « de substitution » au bénéfice d'une coopération de formation et d'échanges réels. C'est d'ailleurs l'esprit qui avait présidé à l'élaboration de la convention signée en 1972, les deux gouvernements se déclarant également désireux de renforcer leur coopération culturelle et technique mais en l'adaptant progressivement, « par des interventions conjointes, aux besoins nouveaux du développement ».

C'est avec l'arrivée de M. Bouhammoud au ministère des Enseignements primaire et secondaire qu'un tournant décisif a été pris à cet égard à partir de 1974. « En accord avec la France, nous a dit le ministre, j'ai établi un plan de relève. J'ai décidé de m'attaquer d'abord au premier cycle du secondaire, où nous utilisons les services d'environ quatre mille coopérateurs. M. Haby, avec qui j'entretiens d'excellentes relations, s'est montré très compréhensif. Pour former les onze mille cinq cents enseignants marocains qui nous faisaient défaut, j'ai créé dans toutes les disciplines des Centres pédagogiques régionaux, les C.P.R. Un plan de cinq ans a été élaboré afin d'atteindre notre objectif en 1979-80. Il sera terminé avec un an d'avance. Actuellement treize C.P.R. sont en activité avec l'aide de deux cent cinquante-sept coopérateurs. Nous avons déjà sorti deux promotions, l'une de huit cent douze enseignants en 1974-75, l'autre de près de deux mille en 1975-76. Il y en aura trois mille de plus en juin prochain. »

Pour entrer dans les C.P.R., les candidats doivent soit être titulaires du baccalauréat, soit passer un concours. Ils font deux ans d'études axées sur leur spécialité et sur la pédagogie. « Les premiers résultats sont excellents », nous a déclaré M. Bouhammoud, qui envisage dans un second temps d'étendre le système des C.P.R. au deuxième cycle du secondaire et qui a engagé à titre expérimental une première action en ce sens.

Le pourcentage d'enseignants français travaillant à la formation de formateurs est donc de plus en plus élevé. Cent soixante-seize d'entre eux participent à l'encadrement des Ecoles régionales d'instituteurs (ERI).

DANIEL JUNQUA.

(Lire la suite page 7.)

Tahar Ben Jelloun

La mémoire future

Anthologie de la nouvelle poésie du Maroc



Les amandiers
sont morts
de leurs blessures

collection Voix
dirigée par Fanchita Gonzalez Batlle

FRANÇOIS MASPERO
1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris

Un déficit préoccupant

Les parents pauvres

JEAN BENOIT,

**LA BANQUE MAROCAINE
DU COMMERCE EXTÉRIEUR**

**UN OUTIL AU SERVICE
DES ÉCHANGES
FRANCO-MAROCAINS**



« Une coopération sans équivalent »

(Suite de la page 5.)

D'autres assurent pour une large part le fonctionnement de la télévision scolaire, indépendante de la télévision nationale, qui diffuse notamment des programmes destinés au recyclage permanent des enseignants.

Des besoins nouveaux

La « marocanisation » du corps enseignant aura à court terme des répercussions notables sur le nombre et surtout le « profil » des coopérateurs. Elle sera source de préoccupation pour ceux d'entre eux qui ont, surtout dans le second cycle, le statut d'auxiliaire et risquent de retrouver difficilement un poste en France. Cette marocanisation a pour corollaire un net accroissement du nombre des diplômés. Les deux dernières années ont vu croître dans des proportions considérables le chiffre des nouveaux bacheliers. Ils ont été quatre mille cette année, pour la plupart, se présentent aux portes de l'Université. Il en résulte des besoins nouveaux et des demandes différentes en matière de coopération. Les responsables marocains souhaitent que la France, dans l'immédiat, ouvre plus largement l'accès de ses facultés et instituts à y a déjà quatorze mille étudiants marocains en France et qu'elle participe de façon accrue à l'encadrement de l'enseignement supérieur marocain en attendant que, dans ce domaine aussi, le pays puisse se suffire à lui-même.

La France contribue aussi à la formation des élites marocaines en accueillant dans les trente-cinq écoles primaires, les huit lycées et les six C.E.S. du « service culturel de coopération » environ onze mille élèves marocains. Ces établissements sont destinés en principe aux enfants de la classe française. Celle-ci s'est réduite au fil des années, passant de cent dix mille membres en 1965 à cinquante-trois mille aujourd'hui. En 1957, au lendemain de l'indépendance, les écoles françaises recevaient quarante-sept mille élèves dont trente mille français. Ces derniers sont moins de douze mille actuellement. La « mission », selon le terme non officiel mais qui reste

couramment utilisé, emploie les services d'un millier d'enseignants marocains, chargés des cours d'arabe. Huit cents jeunes Marocains ont passé, grâce à elle l'an dernier, le baccalauréat français.

Bien que ces établissements accueillent pour moitié des élèves marocains, le contenu de l'enseignement n'a subi que de faibles adaptations. L'apprentissage de l'arabe est obligatoire à tous les niveaux pour les enfants de nationalité marocaine. Les programmes d'histoire, de géographie et de sciences naturelles font référence le plus largement possible aux exemples locaux. Les parents marocains eux-mêmes souhaitent le plus souvent que l'on s'en tienne là et que les cours se différencient aussi peu que possible de ceux qui sont donnés à Carpentras ou à Nancy.

L'assistance technique

Si la coopération culturelle a encore de beaux jours devant elle, l'assistance technique, elle, a vu son champ d'action se rétrécir considérablement depuis vingt ans. Les coopérateurs techniques sont maintenant sept cent dix-huit, alors que leur nombre dépassait les vingt mille en 1957. A cette diminution quantitative correspond un accroissement de la qualification. Les assistants techniques de haut niveau n'étaient que deux cent quarante en 1972 alors qu'ils sont trois cent vingt-cinq actuellement. Eux aussi jouent de moins en moins un rôle de substitution et consacrent la plus grande partie de leur temps à la formation des cadres. Ils sont présents dans de nombreux secteurs de l'administration et notamment dans les services de santé, les travaux publics, l'agriculture. C'est dans le cadre de cette coopération technique que se situe une opération confiée pour l'essentiel à l'Institut national de l'audiovisuel (INA), visant à la formation d'un personnel technico-artistique pour la radio et la télévision marocaines. Ce panorama serait incomplet si l'on ne mentionnait pas la centaine de bourses accordées par Paris à des élèves marocains admis dans

les grandes écoles françaises et les deux cent cinquante bourses de stages allouées pour des cycles de spécialisation.

Le terme de coopération implique la notion d'échange, de réci-

proché, de grands arabes. Il faut redonner vie à cette tradition. » Le chef de l'Etat avait précisé que des mesures seraient prises en vue de l'attribution de bourses de troisième cycle à des étudiants dési-

M. Gorse ait remis son rapport au chef de l'Etat dès le mois de juillet 1975. L'heure est plus que jamais aux économies. La coopération culturelle reste à sens unique et sert surtout à maintenir les positions de la longue française. Il n'est même pas certain que les services intéressés des affaires étrangères et du ministère de la coopération disposent encore, dans les mois à venir, des moyens nécessaires pour poursuivre leur tâche sur ce point. Tout laisse craindre qu'ils seront les premières victimes des mesures d'austérité budgétaire décidées dans le cadre de la lutte contre l'inflation.

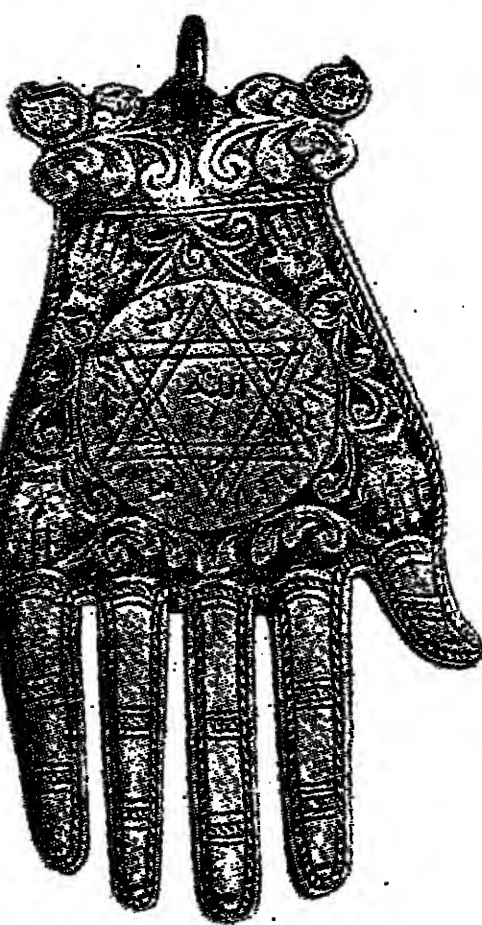
Vingt-cinq professeurs d'arabe

Il est, à plus forte raison, prévisible que les études arabes en France ne seront pas appelées, dans un proche avenir, à un large développement. Il existe actuellement vingt-cinq postes seulement de professeurs d'arabe dans le secondaire et un poste à mi-temps. Un important effort a été fait dans le primaire pour aider les enfants de ressortissants étrangers à s'intégrer.

Six cent vingt-quatre classes d'initiation au français ou de rattrapage fonctionnent depuis la dernière rentrée et accueillent huit mille huit cents élèves. L'enseignement de la langue maternelle est laissé cependant à la diligence des pays d'origine. Paris et Rabat ont conclu à ce sujet un accord. Des instituteurs ou des professeurs marocains peuvent assurer des cours d'arabe dans les établissements scolaires français soit en utilisant trois heures par semaine le créneau du tiers temps pédagogique, soit en dehors des horaires scolaires, en fin d'après-midi et le mercredi. Leur traitement est obligatoirement pris en charge par le Maroc. Les réalisations en ce domaine sont encore modestes, mais les autorités marocaines sont résolues à les développer en dépit des difficultés.

La situation faite aux Marocains en ce domaine n'est pas différente du sort réservé à leurs voisins algériens et tunisiens. Elle indique bien la nature et les limites d'une coopération qui ne pourra être réellement équilibrée que lorsque le Maroc, disposant de tous les cadres nécessaires à son développement, pourra... s'en passer.

DANIEL JUNQUA.



« Khamma » en métal doré. Dans le médaillon central est écrit: Dieu

proché. Lors de son voyage officiel au Maroc, le président Giscard d'Estaing avait mis l'accent sur ce point. Il faut, avait-il déclaré, à la conférence de presse, faire de l'interpénétration culturelle une réalité. « La politique étrangère française en direction du monde arabe, avait-il ajouté, rend nécessaire le développement des études linguistiques et de l'islam en France. Nous avons eu, dans le

reux de se rendre dans des universités arabes. Il avait aussi annoncé que M. Georges Gorse, ancien ministre et ancien ambassadeur à Alger, était chargé d'étudier la création d'un institut de recherches culturelles islamiques. Ces déclarations d'intention avaient reçu un accueil très favorable à Rabat. Dix-huit mois ont passé sans qu'elles soient suivies d'effets et de réalisations concrètes, bien que

BIBLIOGRAPHIE

« Etudes sociologiques sur le Maroc », ouvrage collectif publié par le « Bulletin économique et social du Maroc », B.P. 535; Rabat-Chellah.
« Bilan de la sociologie au Maroc », par Abdelkader Khatibi: publications de l'Association pour la recherche en sciences humaines, 1967, B.P. 447 Rabat.
« Les Années quatre-vingt de notre jeunesse », par Mohamed Lahbabi, les Editions maghrébines, Casablanca.
« L'idéologie arabe contemporaine », par Abdallah Laroui, Maspero, 1967.
« La Renaissance du nom propre », par Abdelkader Khatibi, Denoël, Lettres nouvelles, Paris, 1974.
« People of Salt », traduction au change in Moroccan City, 1936-1938, par Kenneth L. Brown, Manchester University Press, 1976.
« Les Souks marocains », par Jean-François Troin, Edisud, La

Calade, R.N. 7, 13100 - Aix-en-Provence, 1975, 2 volumes, 583 pages + 1 atlas, 195 F.
« Ecrivains marocains, du protectorat à 1965 », éditions Stedeh, La Bibliothèque arabe, 1975.
« La Mémoire future », anthologie de la nouvelle poésie du Maroc, établie et présentée par Tahar Ben Jelloun, François Maspero, collection « Vies », 1976.
« L'Art calligraphique arabe », par Abdelkader Khatibi et Mohammed Sijelmassi, éditions du Chêne, Paris, 1976.
« La Peinture marocaine », par M. Sijelmassi, éditions Artaud-J.-P. Tallandier, 1972.
« Les arts traditionnels au Maroc », par M. Sijelmassi, Flammarion, 1974.
« Grains de pean. Asilah, mémoire d'enfance », photographies de Mohammed Benakka, poèmes de Tahar Ben Jelloun, éditions Shoorf, 21, rue Mignard, Casablanca, 1974.

المكتب الوطني للكهرباء OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE

Etablissement public à caractère industriel et commercial, sous le contrôle de la puissance publique, l'Office National de l'Electricité assure l'approvisionnement en électricité des usines, des entreprises industrielles et des particuliers dans le Royaume du Maroc.

Il distribue le courant dans trois cent vingt localités, les grands centres urbains dont desservir par l'intermédiaire de RESEAUX MUNICIPALES DE DISTRIBUTION. Les moyens de production de l'Office National de l'Electricité comprennent 18 usines hydro-électriques d'une puissance installée de 400 MW, 2 usines thermo-électriques à vapeur (220 MW), 4 turbines à gaz (75 MW) et des petites usines diesel de secours (20 MW), soit une puissance totale installée de 815 MW; cet Office exploite un réseau de transport à très haute tension (225 et 150 kV) de 3.000 km de long et un réseau de transport et de distribution à haute et moyenne tension de 11.500 km de long, ainsi qu'un certain nombre de postes de transformation, dont une vingtaine assurent l'interconnexion sur le réseau à très haute tension.

La capacité de production de cet équipement est de 2.700 millions de kilowatts-heures pour la thermique et de 1.300 millions de kilowatts-heures pour l'hydraulique, avec un minimum de 800 millions de kilowatts-heures et un maximum de 1.800 millions de kilowatts-heures suivant l'hydraulité.

La demande d'énergie prévue pour l'année 1976 est de 3.300 millions de kilowatts-heures. La qualité technique de cet équipement permet d'assurer une excellente continuité de service à l'ensemble des abonnés, dont le nombre s'élève à 205.400 au 1^{er} janvier 1976.

Par ailleurs, la population rurale du Maroc représentant 65 % de la population totale, un effort particulier est fait en matière d'électrification rurale, en vue de relier au réseau général interconnecté les localités isolées et leur apporter le confort et le bien-être.

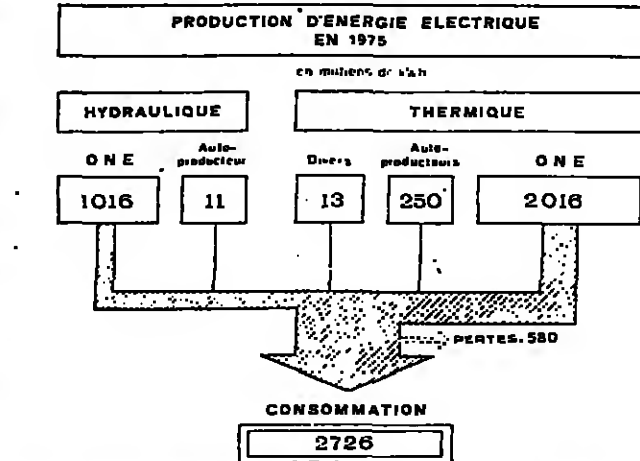
En matière d'équipement de production d'énergie électrique, l'Office National de l'Electricité a toujours fondé la priorité sur les moyens utilisant les ressources nationales et pouvant satisfaire au meilleur coût les exigences de la consommation.

C'est ainsi que, jusqu'en 1965, l'énergie d'origine hydraulique a été la plus de 50 % de la production totale, dont 55 % par le seul complexe hydro-électrique d'El Guidera. Mais pour pallier les aléas de l'hydraulité, très fluctuante d'une année à l'autre, un dépouillage a été recherché par la réalisation d'un programme important d'équipement de centrales thermiques. Les centrales construites avant 1968 à Oujda et à Casablanca fonctionnent pour brûler en priorité le charbon provenant de la mine de Jérida, située dans la région orientale du pays. En 1973, une centrale thermique implantée sur le littoral de la mer absorbe près de 70 % de l'énergie totale.

D'autres centrales à turbines à vapeur utilisant le fuel-oil lourd comme com-

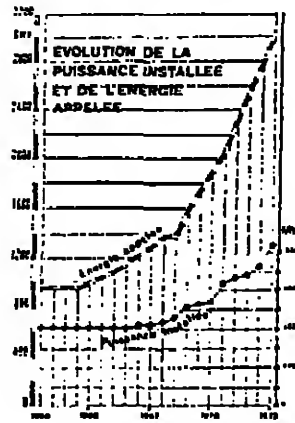
Ces études ont montré que, dans l'immédiat, la réalisation d'ouvrages de production hydraulique constituait la seule possibilité qui s'offrirait pour une mobilisation rapide. Le potentiel hydraulique économiquement exploitable pour la production d'énergie peut être estimé à plus de 100 millions de kilowatts-heures. Un deuxième plan, représentant 1.300 millions de kilowatts-heures et concernant 10 ouvrages, est rapidement mobilisable. Il sera émis avant 1982. Le reste fait actuellement l'objet d'études préliminaires et pourrait être équipé vers les années 90.

De même, l'utilisation de combustibles à faible pouvoir calorifique, et notamment les schistes bitumineux, est envisagée. Un vaste programme de reser-



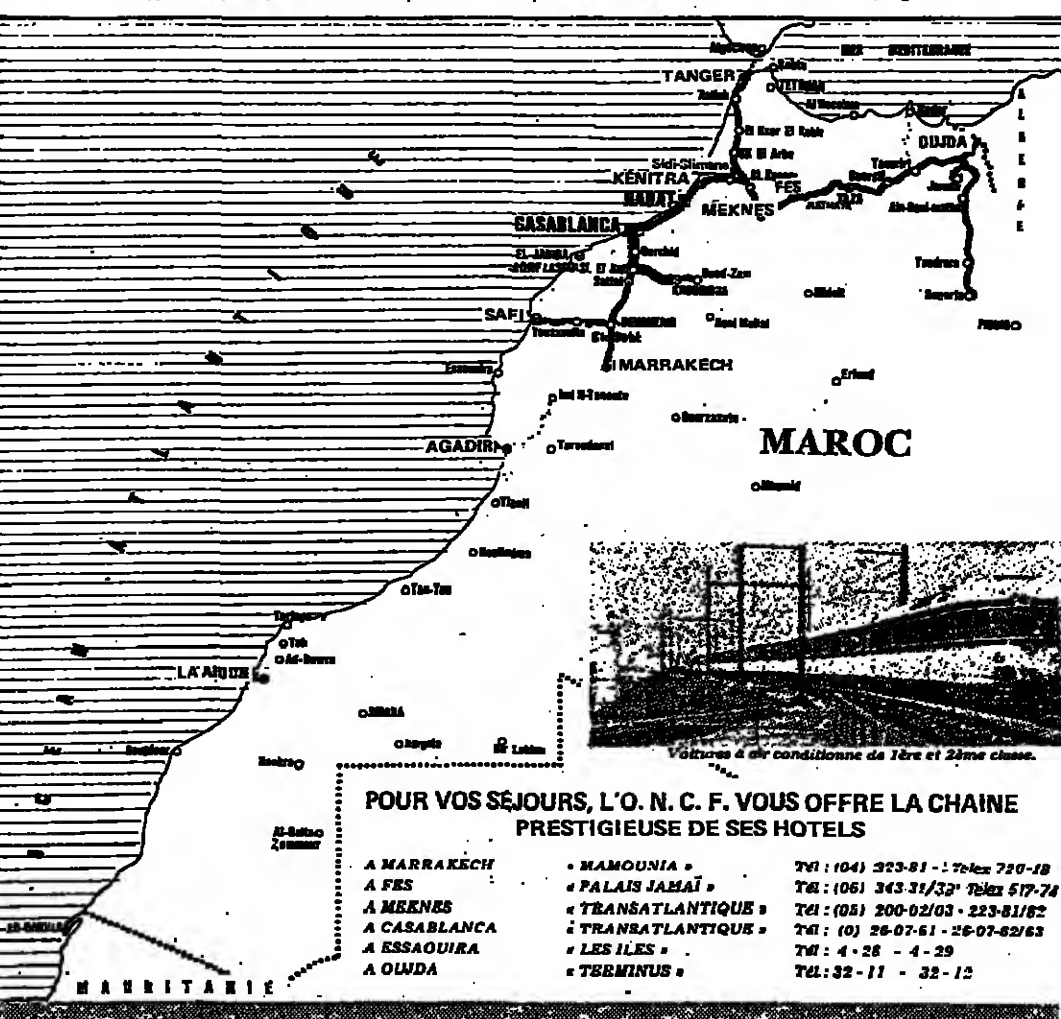
bestible sont en construction dans les zones côtières, là où la consommation est la plus concentrée. Il y a lieu de signaler, par ailleurs, la mise en œuvre depuis 1972 d'un programme complémentaire d'installation de 6 turbines à gaz, au moment où il est apparu qu'il devenait indispensable de disposer rapidement de nouveaux moyens de production pour rattraper les déficits qui dépassent très sensiblement les prévisions. Les turbines à gaz constituent en effet un combustible souple, qui peut être utilisé en complément de l'énergie hydraulique.

Pour réduire le poids des dépenses de combustibles, et bien qu'il s'agisse de groupes de pointe à faible utilisation, l'Office National de l'Electricité a consacré les constructions sur ce problème et les a amenées à mettre au point une station de traitement permettant d'utiliser également le fuel-oil lourd comme combustible de base. Ces turbines sont les premières dans le monde à fonctionner d'une façon industrielle au combustible lourd. L'augmentation très importante du prix du pétrole, annoncée en fin d'année 1973, a amené l'Office National de l'Electricité à entreprendre de nouvelles études pour la mobilisation plus poussée des ressources nationales.



ROYAUME DU MAROC المكتب الوطني للسكك الحديدية OFFICE NATIONAL DES CHEMINS DE FER

1756 Km de voies ferrées en exploitation et plus de 1200 Km de voies nouvelles en projet



POUR VOS SEJOURS, L'O. N. C. F. VOUS OFFRE LA CHAÎNE PRESTIGIEUSE DE SES HOTELS		
MARRAKECH	MAMOUNIA	Tel: (06) 353-81 - 7642 750-18
AGADIR	PALAIS JAHAD	Tel: (06) 363 31/32 - 515 517-74
CASABLANCA	TRANSATLANTIQUE	Tel: (05) 200-02/03 - 223-81/82
ESSAOUIRA	LES ILES	Tel: (05) 26-07-61 - 26-07-62/63
OUJDA	TERMINUS	Tel: 4-28 - 4-29
		Tel: 32-11 - 32-12

Le Maroc

**c'est
juste
en face**



OFFICE MAROCAIN DU TOURISME
161, rue Saint-Honoré, 75001 Paris
Téléphone : 260-63-50 et 260-47-24

مكتبة الأهل

TOURISME

Une exceptionnelle richesse

DES le lendemain de son accession à l'indépendance, le Maroc a eu conscience de l'exceptionnelle richesse potentielle dont il dispose en matière de tourisme et de l'intérêt que présente au plan de l'économie nationale une industrie touristique adroitement gérée, le Maroc, sans plus attendre, va s'atteler à exploiter les bases d'une politique cohérente. Une politique de longue haleine : au lieu de céder à la tentation d'aller vite en chemin en multipliant des opérations et des équipements qui risqueraient de n'avoir pas été suffisamment pesés et mûris, un piège où se sont laissés prendre tant de pays trop pressés de faire affluer les devises dans leurs caisses, — le gouvernement optera, sagement, pour une progression lente. Et, de fait, c'est seulement dix années plus tard, aux alentours de 1965, qu'il peut enfin parler positivement d'une activité qui commence à compter et, désormais, comptera toujours un peu plus d'une année sur l'autre, tant à l'heure des bilans qu'à celle des satisfactions.

Une richesse exceptionnelle, parce que le Maroc, de par sa situation géographique particulière et de par son histoire, est indéniablement l'un de ces pays dont le destin a voulu faire une terre d'élection pour le tourisme.

Pas seulement le tourisme qui sait se contenter (le bémol est, sans doute, de dire) de soleil, d'océan et de sable assortis d'une pincée d'exotisme facile, mais aussi — mais surtout ! — l'autre, celui, infiniment plus exigeant et plus enrichissant, qui cherche d'abord dans le voyage, le circuit, le séjour, la visite des villes et des monuments, dans la quête d'un passé, de coutumes, d'un langage, d'un folklore originaux, des réponses aux innombrables questions que leur pose sans cesse leur désir de savoir. Un pays fait sur mesure pour le touriste « intelligent », ou, si l'on préfère, le touriste « culturel », qui ne saurait se suffire de regarder les peaux bronzées sur les plages, mais, au contraire, entend d'abord « donner à voir » — et à réfléchir.

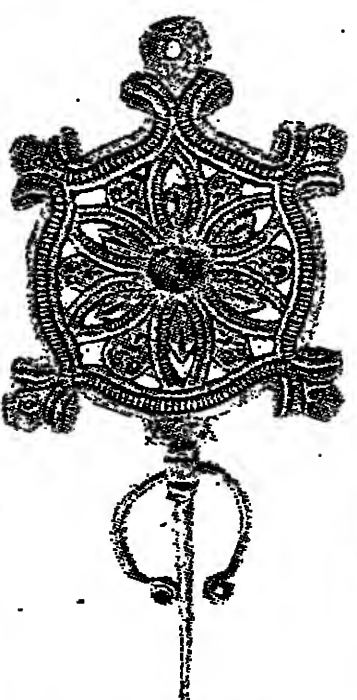
« Promouvoir le développement (du tourisme) de manière harmonieuse et continue, afin que soient sauvegardés notre patrimoine socio-culturel ainsi que l'authenticité de nos sites et de nos paysages, tel a été notre souci constant ». pouvait justement écrire l'an dernier, en tête d'un document résumant vingt années (1956-1976) d'une politique touristique fidèle à sa vocation première, M. Mohammed Jalil Essaid, secrétaire d'Etat à l'Urbanisme, à l'Habitat, au Tourisme et à l'Environnement.

Demain, le Sahara ?

Durant ces deux décennies, il est vrai que le Maroc touristique a pu inscrire à son actif des changements et des progrès d'importance. Les quelques milliers de lits dont disposait le pays lorsqu'il redevint royaume du Maroc étaient pour environ 80 % appartenus à l'hôtellerie de grand standing, sinon de grand luxe, dont le célèbre hôtel de la Marmouzia, à Marrakech, est une illustration. d'ailleurs remarquable à tous les égards. Mais il fallait voir autrement l'avenir, et commencer par donner la priorité à des établissements adaptés à une clientèle nouvelle, plus nombreuse, et disposant d'un budget vacances généralement plus modeste : une hôtellerie qui, tout en restant irréprochable, soit aussi, avec une ou deux étoiles de moins aux frontons, plus rentable pour ses promoteurs. Il fallait aussi donner aux initiatives privées marocaines, sans pour autant fermer la porte aux investisseurs étrangers, l'occasion de se manifester. Et il fallait enfin dresser la carte des urgences, choisir les zones à équiper avant les autres, et celles des intérêts, où figuraient les sites incontestables. Du pain sur la planche.

On commença (juin 1967) par le nord et cette côte méditerranéenne dont Tanger, Restinga, Al-Hoceima seront les points forts. Après quoi, c'est sur Agadir, ruinée par le séisme de 1960, qu'on fera porter de très sérieux efforts, qui se poursuivront encore puisque

une unité touristique de sept mille lits se bâtit à Sous-Lahour. Non loin de là, la région dite « secteur de l'oued Drâa » achève ses relais d'étapes. Enfin, Beni-Mellal et sa région, la côte atlantique, Sidi-Ifni — étape sur le chemin du Sahara — Oujda, à la frontière de l'Algérie, Nador, Al-Hoceima,



Fibule en argent gravé.

Tétouan, Larache, Fès, Meknès, Ksar-es-Souk, Marrakech et Ouarzazate figurent en bonne place sur les listes des réalisations du plan quinquennal qui s'achèvera l'an prochain.

Déjà, la Société immobilière de développement touristique du Sahara (Sidesa) songe à la mise en valeur, dès que les conditions le permettront, de la nouvelle province, dont les deux seuls agglomérations dignes du nom de « villes », El-Aloun et Smara, devraient faire l'objet d'améliorations importantes, notamment en matière d'hébergement. A ce propos, on notera que, de 13 000 lits en 1964, le Maroc est passé, à la fin de 1975, à près de 50 000 unités,

réparties entre l'hôtellerie classique, les villages de vacances et les centres balnéaires, et dont quelque 60 % s'inscrivent dans des catégories de moins de quatre étoiles. Et les 165 000 touristes de 1960 étaient devenus, toujours en 1975, 1 334 500. Si l'on en croit les prévisions officielles — peut-être quelque peu excessivement optimistes — c'est 2,7 millions d'entrées que le Maroc escompte pour 1977. Enfin, notons que les recettes du tourisme ont apporté 720 millions de dirhams au Maroc en 1974 contre 31 millions en 1962.

Un héritage intact

Une façade méditerranéenne, et une autre qui regarde l'Atlantique ; des plateaux battus par le vent, mais que mers change en tapis de fleurs ; des montagnes moyennes souvent couvertes de forêt drue, les chaînes éternellement enneigées du Grand Atlas ; des étendues ingrates, où semer une poignée d'orge est d'abord un acte d'espérance ; des oasis, dont certains roulent toute l'année des eaux parfois tumultueuses ; des lacs, des sources ; des déserts épars et « le » désert saharien : physiquement parlant, le pays a déjà dans une main tous les atouts qu'on puisse souhaiter.

Et il tient de surcroît dans l'autre tout le reste du jeu. La diversité ethnique, avec les trois grandes familles berbères — les « indigènes » au sens scientifique du terme, — Rifains du Nord, Berbères du Moyen-Atlas, Chleuhs du Sud, qui représentent au bas mot 55 à 60 % de la population actuelle du Maroc, et les Arabes venus d'Orient, avec l'Islam, une diversité qui se traduit par un large échantillonnage de coutumes tribales, d'architectures, de styles artisanaux (tapis, en particulier, costumes, danses, jeux et fêtes) demeurés très vivaces et, de rares exceptions près, très proches de leur expression originale.

La diversité des civilisations qui ont marqué ce sol : les Phé-

niens, les Carthaginois, dont Hannon nous a conté les périples au long des rivages d'Afrique ; Rome et sa Mauretanie tingitane (de Timgad, Tanger) ; les Byzantins qui s'établirent à leur tour à Tanger et à Ceuta (Sebta en arabe), quelques communautés chrétiennes. Puis les Arabes d'Oqba Ibn Nafi, le fondateur de Kairouan (Tunisie), qui imposèrent, non sans quelques difficultés, à la pointe du sabre, la religion révélée par Mohammed. Les Arabes dont la présence est le point de départ d'une longue histoire où les dynasties, désormais toutes musulmanes sans plus jamais d'exception, vont succéder aux dynasties, comme les capitales aux capitales, selon les humeurs des maîtres du pays et, surtout, les précautions que leur imposent de prendre sans relâche des tribus particulièrement turbulentes, qui s'accrochent infatigablement mieux de la rive — la dissidence — que de la soumission au maghzen, le gouvernement.

Ainsi, les Idrissides, du nom d'Idriss, le fondateur de Fès, les Fatimides, les Almohades, venus de ce qui est aujourd'hui la Mauritanie, sous la conduite de Youssouf ben Tachfin à qui l'on doit Marrakech, les Saadiens, puis, enfin, les Alaouites, « maîtres de la dynastie régnante », vont tour à tour façonner le Maroc jusqu'à lui donner le visage que nous connaissons.

En résumé, même vite, ces épisodes, rappeler ces faits en passant, sculpter ces différences, physiques, ethniques, politiques, insister enfin sur le miraculeux état de conservation dans lequel le Maroc, pays résolument moderne, a tenu à garder son héritage, c'est dire aussi la magnifique richesse culturelle ouverte au voyageur. Un voyageur qui, de souk en mosquée, de ville en hameau, de plaine en montagne, de nord en sud et d'est en ouest, de saison en saison, saura ne pas se contenter du voyage facile, lui préférant dans tous les cas le seul tourisme digne de ce nom : celui qui enrichit, éblouit, enchante.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

MARCHANDER C'EST JOUER...

ESSAYEZ de marchander dans un supermarché ! Le vendeur est capable d'appeler les pompiers et la police. Les clients l'aideront. En Europe, marchander, c'est contester, douter de l'honnêteté du commerçant.

C'est vrai. On ne marchandait pas n'importe où, et surtout pas dans un centre commercial où les étiquettes et l'électronique remplacent la parole et le geste humain. Le souk, avec ses bruits et ses couleurs, s'y prête peut-être mieux. En tout cas, ce n'est pas une insulte au marchand que de discuter ses prix.

Dans les médinas et les souks, on a vu des touristes se dédier, batailler par exemple pour un dirham. On les avait prévus : les prix fixes n'ont pas encore envahi ces territoires baroques et ces mentalités éloignées du cartésianisme !

En fait, le sens profond de cette pratique n'est pas à chercher dans une quelconque mesquinerie. Marchander, c'est discuter la valeur et la qualité. C'est pratiquer le vrai commerce, qui consiste à échanger argent et paroles.

Marchander, c'est exercer aussi ses talents de bon « dialecticien » et mettre à l'épreuve la capacité ou la démagogie du vendeur. Acheter un objet, revient à jouer une partie serrée.

Le jeu ! Là est le sens. Plus qu'une tradition, mieux qu'une habitude, le marchandage est un jeu, et cela ne va pas sans plaisir, car il n'y a pas que les avares pour mettre à l'épreuve la patience du commerçant !

On se parle. On se provoque. On se raconte. On joue. L'important dans le jeu, c'est qu'il n'y ait pas de perdant. Commerçant et client doivent être gagnants dans l'affaire.

Il faudra beaucoup de temps avant que le marchandage ne disparaisse. Cependant, dans les grandes villes, on marche moins. On n'ose plus. Les supermarchés se sont installés avec prix fixes et froidure.

LE RAFFINAGE DU PÉTROLE AU MAROC

Malgré les recherches qui se déroulent régulièrement sur son plateau continental et le long de son littoral, depuis plusieurs années, le Maroc ne possède encore aucune découverte importante de pétrole brut pouvant lui garantir un approvisionnement local suffisant. Il continue, comme de nombreux pays, aux premiers rangs desquels se trouvent des nations développées, d'importer des quantités importantes de cette précieuse matière première et d'en assurer la transformation dans ses propres installations de raffinage.

En effet, le Gouvernement marocain avait pris l'heureuse initiative de doter le pays d'une raffinerie de pétrole dès 1959 dans le cadre d'un accord avec égalité de participation, qui avait été, à l'époque, le B.E.P.I. marocain (Bureau d'Etudes et de Participations Industrielles) au Groupe Italien E.N.I. (Ente Nazionale Idrocarburi). Ainsi était née la SAMIR (Société Anonyme Marocaine d'Industrie Raffinée) devenue par la suite la SAMIR (Société Anonyme Marocaine de l'Industrie du Raffinage).

La première pierre de la Raffinerie fut posée par le regretté Souverain SA MAJESTE MOHAMED V, le 20 Juin 1960 à Mohammédia, ville à vocation industrielle proche de Casablanca, et SA MAJESTE HASSAN II inaugura les premières installations le 10 Janvier 1962.

Cette création, ajoutée à une raffinerie plus ancienne et plus modeste située à Sidi-Kacem, au centre du Pays, devait permettre à l'Etat, non seulement de contrôler un produit essentiel au développement, mais également d'assurer une meilleure sécurité des approvisionnements en produits pétroliers divers, de réaliser des économies de devises très bénéfiques à la balance commerciale, et de procurer un avantage considérable en éveillant chez les nationaux, accédant aux responsabilités dans le domaine énergétique, le désir légitime d'œuvrer, en premier lieu, pour la prospérité économique du Maroc.

LES INSTALLATIONS REALESSES

A la date d'inauguration, la SAMIR entamait ses activités en mettant en service une unité de distillation dont la capacité était de 1 250 000 tonnes de pétrole brut par an. Le rôle de cette unité centrale était complété par des équipements annexes destinés à la fabrication tels que les ensembles de séparation et de transformation, la centrale thermoelectrique, les parcs de stockage des produits, les moyens de livraison des produits finis, c'est-à-dire les pipes et les pécies d'emplissage des camions-citernes et des wagons-citernes.

La capacité initiale de production de la SAMIR a évolué selon la progression de la demande du marché national, dont le rythme s'est accéléré au fur et à mesure de l'industrialisation du pays. Aussi, après l'amélioration des performances des premières installations, il a fallu, au terme de 1975, porter la capacité de raffinage à 2 250 000 tonnes par an. Ceci s'est passé parallèlement à l'extension survenue à la même époque à la raffinerie de Sidi-Kacem.

LA PREPARATION DES TECHNICIENS MAROCAINS

Parallèlement aux travaux de l'association, en 1959, avec le partenaire italien, il y avait certes l'intérêt économique concret par l'apport de fonds en devises, mais il y avait surtout, pour la partie technologique, l'acquisition de l'expérience technique auprès du groupe partenaire qui a assuré pendant quelques années la gestion technique des installations comme il intervenait en gestionnaire dans la direction administrative de la Société.

Pendant cette période d'association, la partie marocaine entreprenait la formation à tous les niveaux et dans toutes les spécialités de techniciens marocains et d'ingénieurs à même d'assurer sans problème la relève des experts étrangers. Grâce à cette action formative, judicieusement conduite, la nationalisation du personnel de l'entreprise a été réalisée dans sa totalité en 1970, et le terrain était parfaitement préparé lorsque l'Etat décidait, en 1974, l'achat de la partici-

pation italienne au capital. Il faut souligner que l'E.N.I. a été très compréhensif devant la nouvelle situation créée au Maroc, qui nécessitait la prise en main, pleine et entière, par le pays, du secteur qui était déterminant pour une politique générale de développement.

PROCHAINE ETAPE D'EXTENSION

La SAMIR devra mettre en service de nouvelles capacités de raffinage pour la fin de l'année 1978. La construction des nouvelles unités est déjà en cours. A son terme, la Société disposera d'une capacité globale annuelle de 5,7 millions de tonnes de pétrole brut.

FINANCEMENT DE LA NOUVELLE EXTENSION

Dans le cadre du financement de l'extension de sa raffinerie, la SAMIR a fait appel à un crédit acheteur portant sur un montant de 320 millions de francs français remboursable en dix ans. Ce crédit a été accordé à la SAMIR par un groupe bancaire dont le chef de file est la Banque Nationale de Paris.

Par ailleurs, la SAMIR a eu recours à un emprunt d'Etat, parti de la dette arabe, de 10 millions de dirhams libérables à la fin de la dixième année avec sortie optionnelle en faveur des prêteurs à la fin de la cinquième année. L'émission de cet emprunt bilatéral est dirigée par le Kowat International Investment Co. et la Banque Arabe et Internationale d'Investissements.

Les conditions relatives à ces deux emprunts ont été signées à Paris le 16 novembre 1976.

De nombreux autres projets sont sur le point d'être lancés ou en cours d'étude. C'est, par exemple, le cas d'une unité de huiles lubrifiantes de 100 000 tonnes/an, dont la mise en service est prévue pour 1979.

En même temps, la SAMIR participe comme actionnaire dans de nouvelles sociétés opérant dans le secteur pétrolier, jouant ainsi concrètement son rôle de pôle de développement dans son secteur professionnel. Elle a pris des participations importantes dans six grandes

entreprises dont la création s'est échelonnée entre 1969 et 1975. Elle a en outre contribué à la promotion du secteur touristique dans la région en construisant un magnifique hôtel de grand tourisme sous le nom de « SAMIR-HOTEL », pour une politique générale de développement.

LA FORMATION DU PERSONNEL

La SAMIR a mis en place, depuis 1969, un centre de formation professionnelle qui lui permet de répondre à ses besoins en techniciens avec efficacité et au moindre coût. Ce même centre œuvre en permanence pour le perfectionnement du personnel en place dans le but de parer à deux préoccupations majeures, qui sont le développement des connaissances spécifiques des agents en fonction et l'accès par ces derniers à une formation plus large permettant à chacun de mieux saisir son rôle dans le contexte de la Société.

LE SOCIAL

L'expansion d'une entreprise moderne étant liée au bien-être des individus qui la composent, la SAMIR, consciente de cette règle, a prêté une attention permanente à l'amélioration des conditions d'existence des employés et de leurs familles. Elle consacre à tous ses agents des salaires dont l'évolution tient compte de la variation de l'indice du coût de la vie. En plus, son personnel jouit de avantages sociaux légers et de différentes bonifications complémentaires.

Dans le domaine des loisirs, la Société a construit un complexe sportif complet et ouvert une bibliothèque récréative.

Depuis deux ans cette Société a été confirmée dans son rôle d'entreprise sociale par l'attribution de prix nationaux qui récompensent les entreprises aux bénéfices réalisés, en application de la politique d'intérêt social décidée par SA MAJESTE HASSAN II dans son discours du 8 juillet 1973. L'intérêt social est évalué à 10 % du bénéfice net de chaque exercice, avant impôt et après amortissement. La somme ainsi obtenue est versée à raison de 50 % au personnel et 50 % au personnel. Elle est affectée à une caisse interne des œuvres sociales.

Banque Commerciale du Maroc

81, avenue de l'Armée-Royale, CASABLANCA
Tél. 22.41.69 - Télex 22.674 M

1ère Banque privée du Maroc

Capital24.375.000 DH
Réserves34.856.967,68 DH
Bénéfices d'exploitation20.866.065,55 DH

Actionnaires

- Institutions et particuliers Marocains
- Crédit Industriel et Commercial
- Deutsche Bank

63 Agences et bureaux au Maroc
3 Bureaux de représentation à l'étranger

Performances entre 1971 et 1975

en milliers de dirhams

	1971	1972	1973	1974	1975
Nombre de guichets	29	34	37	42	55
Effectif	487	572	638	790	890
Nombre de comptes	29.674	35.000	43.040	79.329	113.224
Montant des dépôts de la clientèle (en milliers de dirhams) dont :	390.999	518.918	602.457	847.511	1.058.910
Comptes de chèques	163.176	198.002	235.330	303.763	378.810
Comptes courants	187.618	265.115	299.919	404.139	537.326
Bons et comptes à échéance fixe	40.205	55.801	67.208	139.609	242.774
Montant des crédits à la clientèle (en milliers de dirhams) dont :	286.705	364.225	465.096	900.102	1.176.321
Clients débiteurs et avances garanties	84.764	122.656	188.983	278.479	336.550
Portefeuille effets	162.769	219.564	232.481	550.085	781.541
(dont effets à moyen terme)	(14.529)	(26.934)	—	(38.334)	(66.969)
Effets circulant sous notre endos	39.172	22.005	43.632	71.638	58.238

ARTS TRADITIONNELS

Le touriste pressé, superficiel, plus avide de consommation que de connaissance, trouve dans les bazars de Tanger, de Rabat, de Fès ou de Meknès toute une production « artisanale » et clinquante à souhait, bien faite pour le séduire. En ce domaine, le Maroc offre de ses arts traditionnels une image haute en couleur, orientale et exotique à la fois, d'une grande compétitivité. Mais la multiplication de ces produits fabriqués en grande série ne donne pas une idée exacte de la richesse d'invention et de la puissance de créativité des artisans marocains. Pour les découvrir, il faut avoir la chance de pénétrer dans le logis de quelques vieilles familles, avoir la patience de visiter des boutiques souvent discrètes, parcourir les salles des musées, feuilleter les pages de quelques albums. On fera alors son entrée dans un domaine vaste et varié dont on ne soupçonne pas l'existence. On connaît peu l'artisanat d'un domaine rempli de tapis et de tissages, de poteries et de céramiques, de meubles peints ou sculptés, de reliures et de broderies, d'armes et de bijoux, de vases de cuivre et de plateaux d'argent, de mosaïques. Oui, c'est bien d'avoir qu'il s'agit, d'un art aux formes et aux expressions variées qui révèle toute l'étendue d'une culture aux multiples facettes.

Il n'est pas une seule région du pays qui ne possède ses traditions qui remontent souvent très loin dans le temps. Dès le XIII^e siècle, on note ainsi à Fès l'existence de nombreux ateliers de céramique. Les pièces qui sont parvenues jusqu'à nous témoignent d'une variété remarquable de formes et d'une finesse exceptionnelle dans la qualité des émaux et le dessin des motifs. La céramique, c'est aussi Safi, dont la production est plus colorée. On trouve à Zerkoun une poterie plus rustique, qu'elle reste à l'état brut ou qu'elle soit ornée de motifs géométriques noirs rappelant des tatouages. Il y a là toute une symbolique, dont l'origine remonte à un lointain passé. Les paysans de l'Atlas produisent eux aussi une poterie relativement ancienne et dont les formes sont d'une pureté admirable.

Par leur diversité, leur somptuosité ou au contraire leur



Cafetan en céramique.

développement, les tapis, plus connus du grand public, ne le cèdent en rien aux céramiques et aux terres cuites. Toutes les provinces marocaines, le Haut-Atlas, les Zemmours, des villes comme Marrakech, Rabat, Essaouira, en fabriquent. Chaque tapis peut être considéré comme une composition picturale où la teneur dépote le jeu de son imagination créatrice à la recherche de formes et de motifs. En ce domaine plus qu'en tout autre, « jamais le geste de l'artisan ne se répète », ainsi que l'écrit P. Ricard pour attester la force de cette créativité.

Le Rif, la région de Tétouan, ont pour spécialité le travail du bois, charpentes, portes, meubles et surtout coffres. Les peintures délicatement harmonisées se déploient dans toute une gamme de couleurs : vert, émeraude, orange, bleu, dont les valeurs sont parfaitement maîtrisées.

On pourrait ainsi multiplier les exemples, parler de la reliure et

du travail du cuir. On sait que la qualité des peaux employées était telle qu'elle donna naissance au mot « marroquin ». Il faudrait aussi décrire les bijoux dans lesquels les hommes investissent leurs économies.

L'héritage du colonialisme

Mais quelle est la signification de cette activité encore importante et multiple au regard de la culture nationale marocaine et dans l'ordre des valeurs esthétiques qui lui sont propres ? La question se pose avec une acuité d'autant plus grande que l'entrée des productions nées des arts traditionnels dans le circuit de la consommation touristique achève de les déposséder de toute signification authentique et toute celle qu'on peut leur attribuer d'une marchandisation. Ce processus d'aliénation tire son origine des attitudes culturelles instaurées par le protectorat, et aujourd'hui encore maintiennent l'héritage de la culture occidentale.

Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un regard sur le passé qui n'est pas tellement lointain. Le régime colonial et les arts traditionnels des pays qu'il a dominés ont entretenu de curieux rapports, riches en paradoxes. En Inde, par exemple, Herbert Marshall, haut fonctionnaire de l'administration anglaise, accomplissait un travail considérable pour la mise au jour et la préservation des chefs-d'œuvre de l'art bouddhique, notamment à Sanchi. Le même Marshall, dans la logique de sa fonction, se convertit à l'hindouisme et se rangea aux côtés de Gandhi. Au Maroc, sous le protectorat, les choses ont évolué quelque peu différemment, mais avec la même tonalité paradoxale. Sous le haut patronage du résident général qui souvent présidait aux travaux de l'Institut des hautes études marocaines, les « arts indigènes » étaient l'objet d'une grande sollicitude.

Avec une innocence en apparence désarmante, le culturel et le politique se côtoyaient et se complétaient. Ainsi, Prosper Ricard publiait, entre les années 1923 et 1934, son *Corpus des tapis*

marocains, où il témoignait de son attachement à la beauté des traditions marocaines dans le domaine des tissages et des tapis. C'est le même *Corpus* qui a servi de base au travail des coopératives d'artisans que les autorités organisèrent afin d'encadrer et de surveiller un secteur de la population marocaine considérée comme dangereuse. Des exemples de cette nature pourraient être multipliés.

Mais alors à l'essentiel. Sous forme de monographies, d'articles parus le plus souvent dans la revue *Hespéris*, d'ouvrages plus étoffés, toute une littérature a vu le jour à propos des arts traditionnels. Elle est l'œuvre de tout un groupe, d'orientalistes, archéologues, historiens, dont les noms les plus connus sont ceux de G. Marçais, Basset, Terrasse, Ricard, etc. Il reste à établir un bilan évalatif de toute cette source de documentations. Mais, sans crainte d'exagérer, on peut avancer certaines conclusions. Il se produit, pour les arts traditionnels, ce qui s'est passé pour l'histoire du Maroc telle qu'elle a été écrite à ce jour par les historiens occidentaux. Le Maroc, selon l'image qui s'est formée tout au long de ces travaux, apparaît comme un espace vide, une entité où tout ce qu'on peut mettre à son actif a été apporté par les invasions successives : puniques, romaines, arabes, etc. Terre de personne, sans personne, les civilisations les cultures s'y déposent et se superposent.

Un interdit

Parcourir le vaste domaine des arts traditionnels, rien de ce qui a été écrit ne lui restitue complètement l'authenticité de ses messages. Tel l'âne, attaché à sa noria, le spécialiste s'engage inéluctablement dans le même chemin : déceler les apports étrangers dans n'importe quel secteur de l'activité artisanale, user et abuser de subtilités et des parents de style. Et quand tel n'est pas le cas, la spécialité rend désolée toute recherche de sens. Un interdit absolu, jouant à des niveaux profondément inconscients, et par le biais de médiations complexes, barre implacablement

l'émergence de la personnalité nationale marocaine. La vision esthétique, véhiculée par l'idéologie coloniale ne pouvait reconnaître cette personnalité et pour cause. Elle travaillait ainsi ses propres limites. Mais, aujourd'hui, pourrait-on dire, la page est tournée. Hélas ! non. Dans ce domaine, on peut reprendre ce que Abdallah Laroui a pu dire de l'histoire : l'effort de décolonisation reste à faire. C'est ici, une fois de plus, qu'on a l'impression de voir comment les structures de pensée, la vision esthétique propre à la culture occidentale, peuvent fausser radicalement toute approche vraie de la réalité culturelle étrangère à l'espace occidental.

Un ghetto culturel

Ainsi, à la charnière de ce processus d'aliénation, on peut repérer la distinction arbitraire entre art et artisanat. Nombre d'intellectuels marocains, y compris des peintres, des sculpteurs, ne reconnaissent comme expression artistique authentique que les seuls arts plastiques. En quoi ils partagent un préjugé propre à la culture occidentale et que le psychologue Herbert Arnheim dénonce en ces termes : « L'attitude des objets que les artisans fabriquent a été de longue date regardée comme antinomique à la valeur artistique, dans une optique esthétique pervertie que nous avons héritée. » On peut dire aussi que l'attitude générale à l'égard de tout ce qui touche à la créativité populaire est inconsciemment calquée sur ce que Bert Flink, dans son ouvrage *Formes et symboles dans les arts maghrébins*, dénonce comme étant « les expressions stéréotypées, folkloriques ou typiques dans lesquelles les pays occidentaux ont figé la créativité des traditions populaires ». Il faut donc arracher les arts traditionnels au ghetto culturel où ils sont relégués. Les arracher aussi au silence millénaire qui les a ensevelis.

Il n'est pas de plus humble objet qui ne porte en lui, outre la beauté qu'il offre au regard, une parcelle d'un message, de toute une symbolique qui attend d'être interrogée. A l'exemple de ce qui



Clef de serrure en fer.

a été fait par A. Khatibi, dans son livre *La Blessure du nom propre*, un immense effort est à faire pour la découverte et la restitution de sens de tous les signes inscrits, déposés dans tout ce que la culture nationale a pu produire. Il n'est pas prétentieux de penser que ce qui se joue ici n'intéresse pas les seuls Marocains. De nouveaux horizons de créativité sont à explorer. Il suffit de rappeler tout ce que la peinture moderne ou la sculpture doivent à l'art nègre, pour en comprendre l'intérêt.

AMRAM EL MALEH.

(Publicité)

L'INDUSTRIE SUCRIÈRE DU MAROC

L'industrie sucrière occupe actuellement une place importante dans l'économie marocaine, et cette situation découle de l'évolution qu'a connue le pays tant sur le plan interne que sur celui de ses relations avec l'extérieur.

Il existe donc un marché justifiant largement la mise en place de moyens industriels en vue de la satisfaction. Pour ce faire, une première étape fut franchie dès 1929 avec l'installation d'une raffinerie à Casablanca, ce qui permit au pays d'importer du sucre brut au lieu d'un sucre raffiné, et de le traiter sur place pour en faire surtout du sucre, car c'est sous cette forme que se fait la plus grande partie de la consommation au Maroc.

Un lendemain de l'indépendance, une nouvelle option a été prise, et ce fut la recherche d'une production locale de sucre susceptible non pas par un changement important sur le marché international, mais par la recherche de nouveaux objectifs, à savoir :

— Réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur pour un produit de grande consommation ;
— Economiser des devises qui servent davantage à améliorer le niveau des agriculteurs ;
— Améliorer le revenu des agriculteurs ;
— Réaliser le plan de développement.

Les premiers efforts furent déployés par l'Institut National de Recherche Agronomique qui lança un programme d'études de culture de la betterave à sucre et obtint au bout de quelques années des résultats encourageants.

Après avoir réussi dans la région du Gharb, la culture de la betterave fut développée dans d'autres régions du Maroc : Tadmakht, les Doukkals, la Moulouya, le Haouz et le Loukkas.

Parallèlement à l'extension de la culture, plusieurs Sucrières furent construites au rythme d'une unité par année entre 1968 et 1972, puis ensuite à un rythme plus réduit car, à partir de ce moment, les possibilités de production de betterave étaient largement utilisées et le Maroc avait entrepris dans les régions qui présentaient des conditions climatiques favorables, des essais de culture de canne à sucre.

Ces derniers furent aussi concluants que ceux menés sur la betterave et, dès 1975, une première Sucrière de canne est entrée en activité dans la région du Gharb.

En 1975, soit quatorze ans après le démarrage de la première Sucrière, le Maroc dispose d'un ensemble de dix unités dont neuf traitent la betterave et une traitant la canne à sucre.

Les autres objectifs ont également été atteints puisque le pays fait d'importantes économies en devises surtout si l'on se réfère à des périodes durant lesquelles les prix connaissent d'importantes augmentations dues aux conjonctures internationales.

SUCRIÈRES	LIEU D'IMPLANTATION	ANNÉE DE MISE EN SERVICE	CAPACITÉ NORMALE	CAPACITÉ DE PRODUCTION ANNUELLE
SUNAG	SIDI SLEMANE	1963	2 000 T	30 000 T
SUNAG	SOUR ES SEBT	1964	2 000 T	30 000 T
SUNAG KSIRI	MECHEHA KSIRI	1968	4 000 T	42 000 T
SUNAG TAZI	SIDI ALLAL TAZI	1968	4 000 T	42 000 T
SUNAG	RENTI MALLAL	1969	3 000 T	36 000 T
SUNAG	SIDI BENTOUK	1971	1 000 T	12 000 T
SUNAG	OULEH AYAD	1971	4 000 T	42 000 T
SUNAG	ZATO	1972	2 000 T/G	30 000 T
SUNAG	MECHEHA S.R.	1975	2 000 T	42 000 T
SUNAG	KSIRI EL KEDIR	1977	4 000 T	42 000 T

RAFFINERIES	DATE DE MISE EN SERVICE	CAPACITÉ	NATURE DU SUCRE PRODUIT
COSUMAR-CASA	1929	320 000 T	— Pains centrifugés et granulé
OLIM. CASA	1939	60 000 T	— Pains centrifugés
CASABLANCA-TETOUAN	1959	15 000 T	— granulé
		395 000 T	

CUISINE

Que peut entendre l'âne au gingembre ?

« A sh' arf el hmar d'istinj-ber ? » (« Que peut entendre l'âne au gingembre ? ») Lorsqu'un Marocain veut signifier l'indifférence ou l'ignorance dans quelque domaine que ce soit, c'est ce proverbe culinaire qui lui vient spontanément aux lèvres. Ce simple fait illustre la place tenue par la cuisine dans un pays où manger est un rite et où la composition d'un plat obéit à des règles bien établies.

De cet art, le Français ne connaît le plus souvent que le couscous exotico-folklorique, qui s'est taillé un fief sur les bords de la Seine et s'est infiltré dans les plus petites villes de province. Il est parfois difficile, après une expérience décevante, d'imaginer que la cuisine marocaine et la cuisine maghrébine ont leurs racines dans une civilisation raffinée. L'une et l'autre peuvent faire état de quartiers de noblesse que Robinson, dans ses *Recherches sur les documents arabes relatifs à la cuisine*, a contribué à révéler.

Dès le dixième siècle, sous les Abbassides, s'est développée une abondante et complète littérature culinaire, et les traités se sont multipliés. La cuisine est alors art de vivre. Elle s'inscrit en bonne place parmi les valeurs d'une civilisation raffinée. Il n'est guère possible d'en douter après avoir lu les témoignages des nombreux poètes et écrivains qui ont célébré avec talent l'un des traits qui ont pu être conservés porte un titre éloquent : *Libre du lien avec l'ami ou description des bons plats et des parfums*. Une gamme culinaire d'une étonnante richesse étale au fil des pages ses splendeurs. Pour ne citer qu'un exemple, on n'y trouve pas moins de soixante-quatre façons d'accommoder le poulet.

Au Maroc comme ailleurs, il existe une cuisine de fête, d'apparat, qui diffère de l'alimentation quotidienne, familiale, variée selon les moyens financiers, les milieux sociaux, les traditions régionales. Mais, pour le connaisseur, même le simple verre de thé à la menthe témoigne, dans sa banalité, de qualités subtiles. La plus modeste des ménagères apporte tous ses soins et toute son attention à la préparation de

la nourriture, si frugal soit le repas.

Il faut être invité à une table familiale pour découvrir dans toute son ampleur la richesse de la cuisine traditionnelle. C'est là que vous goûterez vraiment dans leur perfection les « tajjins » de mouton ou de bœuf accompagnés de légumes ; les différentes préparations de poulet : aux amandes, au citron, aux olives ; le couscous campagnard, copieusement garni de légumes ou austère et raffiné avec sa couronne d'olives dorées et de raisins secs. Ses grains fins et légers, cuits et sautés à la vapeur, délicatement frottés d'huile ou de beurre, doivent se détacher un à un et fondre dans la bouche. Les vrais amateurs le dégustent sans accompagnement et bannissent ces accessoires barbares que sont les merguez, la harissa, les pseudoréchaud dans un gas de Lœux et souvent à l'honneur dans les gargotes « orientales » de Fautin ou d'Aubervilliers.

Des dosages secrets

Mais c'est avec la « bstila » (fasse (prononcez pastilla) que la gastronomie marocaine atteint ses sommets. Il faut avoir goûté au moins une fois dans sa vie à ce succulent mélange finement haché de chair de pigeon, d'aromates, de miel et de cent autres produits qui entrent dans sa composition.

Il est des plats plus simples mais appréciés des gastronomes : le méchoui (de vrai) cuit à l'échouffé dans un four spécial, les brochettes, la kaffa. Comment ne pas évoquer aussi les multiples et délicates salades, la « besara », faite de fèves arrosées d'huile d'olive, les soupes, parmi lesquelles la fameuse « hrira » des soirs de Ramadan ? Pour un amoureux de la cuisine marocaine, tout est source profonde de plaisirs, en commençant par le pain, cuit à la maison ou dans le four collectif, dont la confection est entourée de tout un rituel et dont la saveur est inégalable.

Des recettes, des proportions, des quantités ? Quelques livres en donnent à l'usage des étrangers de

bonne volonté. Mais la Marocaine n'a pas besoin de « fiches de cuisine » ou de manuels. La mère transmet son art à la fille et lui apprend que « tout est dans l'œil et que c'est lui qui mesure ». La cuisinière ne procède pas pour autant par approximations grossières. Pour être non mesurée, les dosages, fruits d'une longue tradition, n'en sont pas moins minutieux. Les épices, par exemple... Il faut savoir les marier sans qu'ils se détruisent, les associer sans qu'ils se concurrencent, les utiliser sans qu'ils altèrent la saveur propre à la viande, aux légumes ou aux fruits qui entrent dans la composition du plat. Ils doivent composer une symphonie. Le « ras el hanout », par exemple, résultat du mélange d'une trentaine d'épices, dont certains sont si volatils, qu'il est fort difficile de les distinguer. Le secret de ce dosage est jalousement gardé par quelques « Attar » (marchands d'épices) renommés, surtout à Fès.

Nous voilà bien loin de cet ersatz frelaté trop souvent baptisé par des « marchands de soupe » *cuisine marocaine*. Cet art exige d'ailleurs trop de patience et d'amour pour être commercialisé en grande surface. Il est lié à un mode de vie, à un ensemble de traditions qui subsistent durement les coups de la vie moderne. Fendrez-vous encore dans vingt ans, au Maroc, le temps de faire une « bstila » ?

A. E.

(Publicité)

Les Éditions SCHOOF

ont publié :

- Grains de peu, Asilob, mémoires d'enfance ; photographies de Mohammed Benouiss. Poèmes de Tahar. Ben Jelloun - 129 p., 83 Dh.
- Le mille et deuxième nuit, Poèmes de Mustafa Nissaboury, 110 p., 12 Dh.
- Message d'une migration, Poèmes de Toni A. Mohr, 61 p., dessin de Meleki, 15 Dh.

4, pass. Semica, Casablanca, BP 825

PEINTURE

A l'avant-garde

Sous le protectorat, il existait au Maroc des formes d'art importées et anachroniques. De Tétouan à Casablanca, les artistes les plus recherchés étaient les chefs de file de l'art colonial, tels Majorelle et Matisse ou encore Bertouch et Aperia. Dans les écoles des beaux-arts de Tétouan, Rabat et Casablanca, on enseignait les rudiments des conventions artistiques se rapportant au passé des cultures occidentales : la peinture de chevalet de type académique ou colonial (paysages pittoresques, portraits d'indigènes, etc.), la sculpture classique s'inspirant des modèles culturels gréco-romains, la décoration et le dessin architectural basés sur les canons des styles officiels occidentaux. Le Maroc ne connaît cependant jamais l'implantation sur une vaste échelle d'un système d'enseignement artistique hiérarchique, genre académie d'art, comme ce fut le cas à Alger, à Tunis et au Caire. Au dire des artistes marocains d'aujourd'hui, ceci a été un hasard très heureux, les circonstances n'ayant pas favorisé la formation d'une classe nationale d'académiciens bureaucratiques.

Un alibi : Part « naïf »

Quelques années après l'indépendance, le néo-colonialisme fit une audacieuse volte-face : il ébaucha une théorie culturelle dont le point d'appui fut l'art dit « naïf » et qui eut pour cadre les missions culturelles étrangères. Celles-ci allaient soutenir cet art comme étant le seul propre à la culture marocaine, le seul pouvant correspondre aux besoins d'un art plastique national. Pratiqué par des artistes marocains, il pouvait être considéré comme national et sa spontanéité était un gage de non-académisme. L'art « naïf » constituait un alibi culturel. « On a voulu nier aux pays sous-développés le droit et la capacité de participer aux recherches plastiques universelles. On a voulu dénier aux artistes de ces pays un bagage intellectuel (1) ». Des artistes (cuisiniers, jardiniers ou gardiens) avaient été initiés à la peinture de chevalet par des peintres européens à la recherche de couleur locale. S'adonnant à une peinture de « genre », ils s'inspiraient des scènes « typiques » que leurs maîtres avaient tant. Certains, tels M. Ben Allal, S. Ait Youssef et M. Louardighi, assez doués, tentèrent l'aventure plastique et obtinrent un grand succès auprès du public des missions culturelles ainsi qu'après d'une certaine bourgeoisie. Mais, non engagés sur le plan intellectuel, ils furent aussitôt pris dans les engrenages d'une politique culturelle qui les manipula à son gré. Leurs œuvres perpétuaient une « image d'épinal » de l'homme et de l'artiste marocain censé parvenir à la création uniquement par le truchement de la spontanéité ingénue. Leur peinture, aseptisée et rassurante, ne mettait pas en cause les acquis d'autrefois ni l'attitude paternaliste prise envers les expressions culturelles « primaires ». Elle donnait bonne conscience à ceux qui, n'ayant pas su analyser ces événements, croyaient voir là une forme authentique d'art populaire.

Ils oublièrent que les œuvres d'art pré-industriel ont été au Maroc le produit achevé et méticuleux d'un métier bien précis professé à l'intérieur du cadre domestique ou au sein de corporations, mais toujours à l'intention des impératifs utilitaires d'une autre classe d'acheteurs. En d'autres termes, bien avant l'importation de la peinture académique occidentale, une tradition (savante et pas du tout « naïve ») turco-orientale de miniature peinte populaire : cette tradition, dont l'histoire, au Maroc, reste à écrire, ne paraît pourtant pas avoir connu une pareille diffusion dans les arts citadins et populaires. Ce serait donc inexact de la confondre avec le phénomène historiquement récent de l'art « naïf ».

Une remise en cause

S'opposant à la rhétorique de la spontanéité « indigène » et à la nostalgie exotique, un groupe d'artistes plus jeunes mirent un jour en cause l'art « naïf » et la démarche culturelle qui le soutenait. Ils optèrent pour un esprit de rigueur et de réflexion inconditionnelle. Le premier document national à ce sujet fut la prise de position signée par trois peintres (P. Belkhal, M. Chebba et M. Melechi) publiée en 1967 (1). Leur analyse ouvrit un débat qui devait se poursuivre encore quelques temps, mais marqua aussi le début d'une politique. Déjà, deux artistes au des-

tin exceptionnel — A. Cherkaoui et J. Gharbaoui, morts l'un en 1967 et l'autre en 1972 — œuvraient depuis quelques années dans le sens d'une nouvelle recherche plastique : ils sont considérés parmi les précurseurs de l'art contemporain marocain.

L'action des artistes revenant des différentes parties du monde, où ils avaient poursuivi leurs études, n'eut cependant tout son

gées entre quatre principales galeries (3). Il y a eu depuis l'année dernière plusieurs dizaines d'expositions. C'est certainement une activité sans précédent. Si importante et fertile qu'elle soit, elle ne peut pas cacher l'ampleur des problèmes qui continuent à se poser tant sur le plan pratique qu'au niveau de la vie culturelle dans la phase actuelle de l'art marocain. Le rôle joué par la bourgeoisie nationale en

tres marocains se sont sentis vivement concernés par la sémantique pictographique. Et c'est d'ailleurs grâce aux recherches picturales qui s'ensuivirent et à la démythification de la peinture conventionnelle que la problématique d'une figuration « autre » apparaît à présent d'une nouvelle manière dans l'art marocain.

A l'écoute des tendances contemporaines, la peinture marocaine est allée bien au-delà du simple effort démagogique en faveur d'une certaine récupération du passé. Elle a été dès le début marquée par un souci d'avant-garde, et a osé des gestes audacieux contre certaines conventions anachroniques. Depuis, elle poursuit cette quête dédoublée, ouverte aux données de la création internationale et consciente des problèmes spécifiques de l'art national. Pour certains la participation consciente aux investigations contemporaines — avec tout le danger d'occidentalisation que cela comporte — a été préférable à la sclérose et à la passivité. Il a été le risque moyennant lequel ils pouvaient maîtriser la recherche plastique, quitte à revenir par une élaboration ultérieure aux réalités propres à la culture nationale. Comme ils l'ont plusieurs fois déclaré et comme on peut le lire aussi dans le Manifeste des artistes de l'Association, c'est justement pour cela qu'ils ont voulu sortir de l'atelier « tour d'ivoire » en s'adonnant à l'enseignement ou à d'autres activités culturelles, ou en développant d'autres techniques d'application utilitaire et de divulgation. Car, malgré tout, le grand public reste encore à l'écart de leurs préoccupations fondamentales. Pourtant, les artistes l'ont déclaré : « Le combat pour l'existence arabe avec ses implications politiques et culturelles ne peut pas méconnaître le rôle des plasticiens ».

TONI MARANI.

- (1) Revue « Souffles », 7-8, p. 75, 1967.
- (2) A présent dirigée par le peintre H. Aïssou, enseignante dans cette école M. Hamidi, M. Farid, A. Chetass, M. Babouille et A. Zekran.
- (3) Trois galeries privées (Structures B.S. et l'Atelier à Rabat, Nadar à Casablanca) et une d'Etat (Bab Roush à Rabat).

L'image et le signe

Dans l'art marocain, c'est la peinture qui est à l'avant-garde des recherches portant sur différentes techniques d'application, tels l'art de l'affiche, le dessin graphique, le dessin mobilier, la tapisserie, la céramique, la décoration architecturale ou la photographie. Une certaine dichotomie entre la présence de l'image et celle du signe se fait sentir d'une façon inattendue par leur association. Condensés ou amplifiés, ils sont érigés à l'état de forme et de symbole : éléments du corps de la calligraphie, de l'imaginaire mystique, ou de la réalité ambiante. C'est une poétique faite de lyrisme optique et maîtrise de la matière.

Il existe plusieurs styles, allant d'une peinture d'images interprétées à la limite du réel (comme chez Aharhane, Kacimi, Tallal, L. Toujani, Chabla ou A. Sijl-massi, sculpteur), d'un réel hanté par les signes et la matière organique (comme, par exemple, chez S. Seffa), M. Mégara, K. Bennani, M. Farid, L. Belkadi, K. Sebbi et d'autres encore) jusqu'à une peinture de formes conceptuelles à la symbolique rigoureuse (M. Chebba, M. Melechi, A. Aïssou, P. Belkhal, M. Hamidi, M. Atallah ou des peintres plus jeunes ayant exposé cette année, tel A. Hariri). D'autres encore, moins actifs sur le plan national, s'adonnent à une peinture plus conventionnelle, d'inspiration académique.

A ses débuts, la peinture marocaine fut caractérisée par un parti pris d'abstraction. Cela a souvent été le sujet de débats critiques. Mais il nous semble que dans la controverse figuration-non figuration les artistes marocains, qui avaient choisi un art de rupture pour marquer le refus de la peinture représentative « naïve » ou coloniale, ont posé justement le problème de fond, le problème de « langage ». A la Biennale de Bagdad, on pouvait voir clairement la différence existant entre une « figuration moderne » (telle celle, très importante, des artistes irakiens) et une de type académique issue d'un système d'enseignement conservateur ou héritée directement de la période coloniale. Cette différence se mesurait en termes de « langage » et de créativité.

Une figuration « autre »

Que le choix d'une peinture non représentative faite de signes graphiques et de symboles ait été au Maroc accompagné au début par des investigations dans le domaine des arts traditionnels, ce n'était qu'un autre moyen pour marquer la distance prise avec les tendances officielles. L'artiste marocain A. Cherkaoui, passionné par la trace du signe emblématique (fabrique rurale), n'était pas le seul à s'intéresser aux arts populaires. Presque tous les pein-

CALLIGRAPHIE

Importée par les caravanes

L'écriture arabe est la seule à se présenter sous deux formes principales : l'arabesque et la maghrébine. En quoi diffèrent-elles ? Une hypothèse communément admise chez les historiens veut que la calligraphie maghrébine soit dérivée du coufique (du nom de Coufa, localité d'Asie Mineure fondée par le calife Omar), mais il ne faut l'accepter qu'avec prudence. Il n'est pas exclu, certes, que l'écriture maghrébine se soit inspirée du coufique, assez profondément même, comme pour rester fidèle à la formation primitive de l'écriture arabe, tant il est vrai que les pages les plus anciennes du Coran sont rédigées dans ce style ; si elle en a hérité, dans une certaine mesure, l'écriture maghrébine s'est en revanche vivement ressaisie de la longue traversée des caravanes : le trait moins anguleux, plus esompé, plus arrondi, présente en apparence une netteté qui fait penser de prime abord à une certaine maladresse de conception. Le champ calligraphique présente des structures obliques, mais une oblique agressive, qui suit son évolution propre, douée d'un mouvement auquel ne nous avait point habitués le coufique.

Les Maghrébins, toutefois, ne s'en sont point tenus seulement à leur propre style d'écriture : le coufique a servi longuement à l'ornementation de monuments almohades, almohades, etc. Mais les avis étaient partagés sur la qualité du style maghrébin, et Ibn Khaldoun lui-même, dont le point de vue est souvent mis en exergue aux thèses d'histoire des civilisations, appréciait plutôt les écritures du Maghreb ; la calligraphie maghrébine, néanmoins, a connu de grands artistes qui ont su lui donner ses lettres de noblesse au sein de la gamme variée des formes dont est composée l'écriture arabe.

Si cette écriture s'est vite distinguée de l'orientale, ce n'est pas seulement par son côté plastique. Il existe une autre caractéristique consécutive à une réforme entrée en vigueur au deuxième siècle de l'Hégire : le « q » s'écrit avec un point au-dessus et le « f » avec un point au-dessous. L'écriture maghrébine, telle que nous la connaissons, est née à Kairouan, ville fondée en Tunisie en 670 par Oqba ibn Nafi, et qui est devenue la capitale des Aglabides au neuvième siècle de l'ère chrétienne. Les plus anciens documents épigraphiques composés dans cette écriture datent du dixième siècle : c'étaient des reproductions sur les monnaies de la dynastie aglabide. De là, elle fut répandue dans toute l'Afrique du Nord, dans l'Espagne andalouse et en Afrique noire (Soudan, Sénégal). A une époque encore mal définie, le caractère coufique, d'une façon générale au Maghreb, avait tendance à disparaître au profit d'un cursif arrondi dans les titres cultuels des ouvrages, dans les en-têtes de chapitres et dans les formules finales.

L'évolution de cette écriture fut assez remarquable de siècle en siècle. Néanmoins, on constatait qu'à Alger et à Tunis le cursif oriental plaisait plus aux calligraphes, tandis qu'au Maroc c'est l'andalou qui se perpétuait, alors que le



Écriture cursive associée à une écriture coufique.

« shikhi » oriental y apparaissait dans quelques inscriptions funéraires des tombeaux saadiens à Marrakech, introduit à coup sûr sous l'influence turque en Algérie et en Tunisie.

L'écriture arabe, dans sa variante maghrébine, semble avoir aussi une caractéristique religieuse pouvant correspondre à la diffusion du rite malékite en Afrique du Nord, en Espagne et en Afrique noire. L'ordre des lettres, enfin, renforce sa distinction de l'écriture orientale ; elle suit l'ordre traditionnel phénicien, et la valeur numérique attribuée aux lettres est également archaïque.

MOSTAFA NISSABOURY.



BANQUE NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Société Anonyme au Capital de DH : 78.000.000
Siège social : Rabat - B.P. 497 - BORDJ (Maroc)
Tél. : 224-41/42 - Telex : 5004000 - Rabat 212.42

Département de Casablanca
Avenue Hassan-II - Immeuble CH - Tél. : 654-18
Président-Directeur Général : Mustapha FARIS

TOTAL BILAN 1973	490.955.019,18 DH
TOTAL BILAN 1974	658.010.777,72 DH
TOTAL BILAN 1975	1.069.545.834,08 DH

PRINCIPAUX ACTIONNAIRES :

	Nombre actions	Pourcentage
— Etat Marocain	478.047	34,15 %
— Banques, Institutions Financières et Cies d'Assurances Maroc	348.445	24,80 %
— Administrateurs et Privés marocains	238.722	17,12 %
— Etablissements bancaires étrangers (France, Etats-Unis, Koweït, Japon, Allemagne, Italie, Norvège)	105.165	7,51 %
	228.801	18,33 %
	1.400.000	100,00 %

RESSOURCES UTILISÉES :

— Fonds propres et réserves	109.495.460 DH
— Avances du Trésor et de la C.D.G.	160.000.000 DH
— Emprunts obligataires	285.050.500 DH
— Lignes B.I.R.D.	222.072.400 DH
— Prêt U.S. AID	8.731.400 DH
— Lignes B.N.P./B.F.E.	70.650.850 DH
— Lignes Fonds Koweïtien Dév. Econ. Arabie	41.881.530 DH
— Lignes Banque Africaine de Développ.	17.123.780 DH
— Emprunts obligataires internationaux et euro-dollars	298.845.340 DH

CONCOURS AUX GRANDS PROJETS :

PROJETS	MONTANT CONCOURS	SECTEUR D'ACTIVITE
COMANAV	239.900.000 DH	Transport maritime
MARPHOCÉAN	237.700.000 DH	Transport maritime
R.A.M.	149.560.000 DH	Transport aérien
SAMIR	110.000.000 DH	Pétrole
S.C.P.	40.500.000 DH	Pétrole
S.N.E.P.	122.800.000 DH	Chimique et para-chimique
MAROC PHOSPHORE	34.800.000 DH	Chimique et para-chimique
GENERAL TIRE	31.050.000 DH	Chimique et para-chimique
GOOD YEAR MAROC	29.700.000 DH	Chimique et para-chimique
ASMAR	87.030.000 DH	Cimenterie
CIMENTS D'AGADIR	27.300.000 DH	Cimenterie
LAFARGE MAROC	20.000.000 DH	Cimenterie
S.U.T.A.	40.000.000 DH	Sucrerie
SUCRAFOR	60.000.000 DH	Sucrerie
SUCRERIE DOUKKALA	22.000.000 DH	Sucrerie
I.C.O.Z.	108.000.000 DH	Industrie colonnière
LEASING	173.000.000 DH	Leasing

MUSIQUE

Un renouveau dans la chanson

Le Maroc est, sans nul doute, des quatre pays du Maghreb, celui dont la tradition musicale présente la plus grande multiplicité d'aspects. Citons, pour mémoire, les formes classiques de la noubat andalouse, gardées dans le nord du pays — et principalement à Tétouan, Tanger, Fès et Rabat — les chants avec appels et répons de l'ahidous berbère du Moyen-Atlas, ceux qu'accompagnent, de façon décalée (1), les percussions des bendirs (2) dans les grands alghaws du Haut-Atlas, qui peuvent réunir jusqu'à plus de cent participants des deux sexes, les poésies dialectales chantées du citadin malhoun, le chant populaire de la plaine appelé aïta (3), qui fait souvent partie du répertoire des chikhat (artistes femmes, dont la plus célèbre est aujourd'hui Halja el Hamdouch), les élancements de malins à contretemps qui mènent la danseuse à la simulation de l'abandon dans la poudra de Goulmine et, plus nettement marqués par l'Afrique noire, les sons lancinants du guembri (4) et ceux, assourdissants, des crotales de fer krakoch, instruments de prédilection de ces musiciens-danseurs, magiciens et guérisseurs qui appartiennent à la confrérie religieuse des Gnawas. Et l'on pourrait poursuivre longtemps cette énumération. Évoquons tout de même encore une fois cet extraordinaire conservatoire populaire que constitue toujours, malgré la présence de plus en plus envahissante des médias, la place Jama-el-Fna de Marrakech, lorsque le soir, après que les commerçants ont fermé boutique, les musiciens ambulants prennent place à côté des amuseurs, conteurs, acrobates et autres dompteurs de singes et monstres de serpent.

Et puis, il y a le monde de la «chanson marocaine», celui des chanteurs et chanteuses à succès. Certains de ces artistes ne font que perpétuer une tradition locale avec un talent particulier qui justifie leur renommée, tel Mohamed Bouzouba, spécialiste du malhoun, ou Ahmed Zahir, dont les chansons sont issues du folklore de la région de Marrakech. D'autres, au contraire, voulant reculer leur horizon au-delà des frontières de leur pays, s'inspirent plus ou moins étroitement de la forme vocale du Proche-Orient, qui a dominé de façon quantitative, sinon toujours qualitative, la musique arabe durant

ces dernières décennies. On peut discuter sur le bien-fondé de cette démarcation, mais on ne saurait nier que, sur le plan de la mise en place et de la technique vocale, de grandes vedettes marocaines, telles qu'Abdelbadi Belkhatay et Doukhal, n'ont rien à envier à leurs homologues actuels du Machrek. Et il faut ajouter que, dans ce genre précis du chant long d'inspiration orientale, ces derniers n'ont guère de concurrents dans les autres pays du Maghreb, si l'on place à part l'Algérienne Warda, qui a émigré depuis quatre ans en Égypte. Enfin, nous ne nous attarderons pas sur un certain nombre d'ar-

chisme de l'ancienne secte religieuse des Nass el Ghilwane, marque le début d'un phénomène qui va apparaître comme un pavé jeté dans les eaux paisibles d'une chanson marocaine quelque peu menacée de stagnation. Quatre membres du groupe, qui se connaissent depuis l'enfance — ils y sont nés entre 1941 et 1948 et ont grandi dans le même quartier de Casablanca — sont à la base de l'entreprise : Omar, Batma, Boujmi, qui, parmi d'autres instruments de percussion de la tradition marocaine, jouent principalement du bendir (2), du fâtal (deux pochettes d'argile accolées, couvertes de peau de

l'exception de la simple amplification qui se révèle nécessaire lorsqu'ils se produisent devant un public nombreux, les Nass el Ghilwane refusent toute déformation du son de leurs instruments par l'électricité. Tous les membres du groupe chantent, quelquefois seuls mais le plus souvent en chœur et à l'unisson. C'est d'une expression fondamentalement collective qu'il s'agit.

Résolument tournés vers une spécificité marocaine, les Nass el Ghilwane puisent essentiellement leur inspiration musicale dans le fonds populaire du malhoun, de la aïta et de l'ahidous, dans une mesure, dans la tradition du

peu et le renouveau de la chanson marocaine qu'ils ont opérée. Responsable depuis 1965 du Théâtre municipal de Casablanca, il s'est révélé un animateur hors pair, qui a su former de nombreux ensembles de jeunes comédiens issus pour la plupart des couches les plus populaires de la ville. Sa conception d'un théâtre dans lequel, avec un minimum de moyens, la musique et la danse peuvent se mêler à la narration d'une histoire liée au contexte culturel et social du pays, et dans lequel on sollicite les réactions du public, n'est pas restée lettre morte. Dans la seconde moitié des années 60, ceux qui deviendront les principaux membres du groupe Nass el Ghilwane ont fait partie de petites troupes d'amateurs organisées sous l'inspiration de Tayeb Saddiki à la Maison des Jeunes de la cité Mohammadia, puis ils sont entrés dans la troupe professionnelle de celui-ci. Ainsi se sera effectuée la transition, et aujourd'hui encore les Nass el Ghilwane considèrent qu'ils font du théâtre chanté plutôt que de la chanson au sens que l'on donne habituellement à ce terme.

Le Nass el Ghilwane et les Jil Jilala se sont produits à plusieurs reprises dans les autres pays du Maghreb, et leur renommée a largement débordé les frontières du Maroc. L'année dernière, une tournée a mené les Jil Jilala en Libye, en Syrie, en Irak, au Koweït et en Jordanie. Mais le phénomène spécifique que constitue l'apparition des jeunes groupes marocains ne trouve pour l'instant sa réplique dans aucun autre pays arabe. Tout au plus, et dans une certaine mesure seulement, peut-on établir une relation avec quelques rares personnalités isolées telles qu'en Égypte le cheikh Imam.

Il convient enfin d'ajouter qu'en Algérie l'engouement pour les jeunes chanteurs marocains s'est considérablement atténué après les prises de position nationalistes qui ont affecté nombre d'entre eux à l'égard du problème saharien.

Un certain nombre de musiciens professionnels issus des conservatoires refusent de considérer les jeunes artistes du renouveau de la chanson marocaine comme des homologues à part entière, mais cela n'empêche pas pour autant l'engouement des Jil Jilala : « Nous ne sommes pas des musiciens », dit-il, « mais des comédiens qui nous exprimons au moyen de la musique. Et, par notre travail, nous offrons aux musiciens cette idée : plutôt que de se laisser emporter par les influences étrangères habituelles, pourquoi n'utiliserait-ils pas, à leur tour, les rythmes et les mélodies du patrimoine marocain ? »

DANIEL CAUX.



Nass el Ghilwane.

tistes qui ont opté pour une imitation servile de la « variété » occidentale dans ce qu'elle peut avoir de plus moderne et dont la stupéfiante musique d'ambiance pour boîtes de nuit se révèle, est-il besoin de le dire, des plus affligeantes.

L'apparition des Nass el Ghilwane

En 1971, un récital donné au cinéma Saada de la cité populaire de Casablanca « Mohammadia » par quelques garçons qui, pour la première fois, ont pris le

chameau, du haras et de la tarifa (poteries simples couvertes de peau de chèvre), et Aïal, les quatre membres du groupe, instrument mélodique qui n'est autre qu'un banjo dont les trets ont été retirés pour obtenir les notes des modes arabes. Un cinquième personnage, le joueur de guembri (4) Tahiri Aziz, de Marrakech, qui quittera le groupe trois ans plus tard pour faire partie de l'ensemble concurrent des Jil Jilala, et qui sera remplacé sur le même instrument par « Peco » Abderrahman, originaire d'Essaouira. Deux autres musiciens ont également participé à la création des Nass el Ghilwane avant de faire partie des Jil Jilala (nous y reviendrons à propos de ce second ensemble). A

Sud (la chanson Ghir khoudouni et la récente Wammadi anai). A vrai dire on assiste le plus souvent à un mélange des genres susceptibles de toucher l'ensemble du peuple marocain. Loin de la révérence et de l'abandon que sollicite une partie non négligeable de la tradition arabe, la musique des Nass el Ghilwane, dont l'apparence est volontairement rude, tend plutôt à tenir l'auditeur éveillé par une appétence et un dynamisme qui s'expriment parfois jusqu'à une exaspération rappelant, malgré ces différences de structures mélodiques et rythmiques, les formes les plus torrides du jazz et du rock. Biles en arabe dialectal le : paroles des chansons interprétées sont généralement tirées de poèmes populaires anciens avec modification de leur sens initial. Traitant de façon directe ou allusive des réalités sociales, elles appellent l'auditeur à réflexion. Des questions sont posées, comme dans Ya bani el issane (O les êtres humains) : pourquoi le mensonge ? Pourquoi les guerres ? Pourquoi l'exploitation de l'homme par l'homme ? Dans Ya taz (O ami), la signification du vieux proverbe qui prône l'inaction « Si tu oublies les sables, le torrent passera » est radicalement détournée : bien que l'on ait essayé d'oublier les sables, l'inondation n'a pas disparu pour autant. Souvent, les mots employés peuvent avoir plusieurs sens. Ainsi, celui du titre de la chanson As Sijya, qui désigne le plateau sur lequel on sert le thé mais qui peut tout aussi bien évoquer la surface de la terre sur laquelle vit le peuple. Dans le prémonitoire Ghir khoudouni (Importe-moi) composé en 1974 par Boujmi — celui-ci devait disparaître quelques mois plus tard et devenir une figure quasi légendaire chez les jeunes Marocains, — c'est le père et les valeurs qu'il représente, habituellement si respectés dans le monde arabe, qui sont remis en question : O père ! Pourquoi ton navire n'est-il pas arrivé ?

On n'insistera jamais assez sur l'importance du rôle d'un homme de théâtre tel que Tayeb Saddiki dans l'émergence des jeunes grou-

Jil Jilala et les autres jeunes groupes

A la fin de 1973, d'autres jeunes comédiens se réunissent pour former le groupe des Jil Jilala : Moulay Tahar et Abdelhamid Zouhri, qui ont tous deux travaillé à Casablanca avec Tayeb Saddiki, Darham, qui a fait partie d'une troupe au Théâtre municipal d'El Jadida, Salima, qui a été comédienne amateuse à Rabat, et enfin le joueur de guembri : Mahmoud Saadi, le premier et le dernier nommé ayant participé auparavant à la création des Nass el Ghilwane. A l'instar de ceux-ci, tous chantent avec accompagnement percussif de bendirs, d'haras et de tarifa. Pourtant, le style des Jil Jilala apparaît d'emblée assez différent de celui des Nass el Ghilwane : l'expressionnisme se voit chez eux plus contenu afin de permettre un affinement des structures, notamment dans l'étagement et la mise en place des voix. Pour faire image, disons que les Jil Jilala feraient sur ce point penser aux Beatles et les Nass el Ghilwane plutôt aux Rolling Stones, mais là doit s'arrêter la comparaison si l'on ne veut pas se laisser entraîner dans de douteux amalgames.

Comme les Nass el Ghilwane, les Jil Jilala mêlent dans des chansons le plus souvent basées sur le malhoun et l'ahidous des éléments musicaux de diverses régions du Maroc, éléments dont les auditeurs repèrent immédiatement l'origine. A noter qu'après plusieurs tentatives de structures, notamment dans l'étagement et la mise en place des voix, les Jil Jilala feraient sur ce point penser aux Beatles et les Nass el Ghilwane plutôt aux Rolling Stones, mais là doit s'arrêter la comparaison si l'on ne veut pas se laisser entraîner dans de douteux amalgames.

On n'insistera jamais assez sur l'importance du rôle d'un homme de théâtre tel que Tayeb Saddiki dans l'émergence des jeunes grou-

(1) Le rythme ternaire des bendirs s'oppose à celui des chants, qui est binaire.
(2) Bendir : tambour plat sur cadre d'un diamètre de 30 centimètres à 50 centimètres, recouvert d'un seul côté d'une peau de chèvre et joué à main nue, deux minces cordelettes intérieures tendues prolongent la résonance de la peau.
(3) Ce style a été remis à l'honneur par le grand chanteur Bouchaid el Sidani, aujourd'hui disparu.
(4) Instrument de sonorité grave comportant trois cordes de boyau reliées à un long manche, et dont la caisse de résonance en bois, rectangulaire et de section demi-cylindrique, est couverte d'une peau de chèvre. On l'appelle aussi aïtra, raparham ou à une même génération.

QUELQUES DISQUES

Maroc, musique du peuple (Alvaris LD 491).
Nass el Ghilwane : « Ya bani el issane », etc. (Sud 3 291), « Ya sah », etc. (Citépatre 1975-110), « Ghir khoudouni », etc. (Citépatre 1975-111).
Jil Jilala : « L'Yam t'nadi », etc. (Citépatre 1975-102), « L'gharn », etc. (Citépatre 1975-103), « L'gharn », etc. (Polydor 2 944 096).

(Publicité)

La Société Centrale de Réassurance

au Service du développement économique du Maroc

SIEGE SOCIAL : 71, avenue des FAR, CASABLANCA
Tél. : 27-34-82 (5 lignes groupées)
Adr. Télég. : CENTREAS-CASABLANCA
Téléc. : 22.757-Casablanca - Boîte Postale : 183.

BUREAU A LONDRES :
S.C.R. Contact Office : Plantation House
ANNEXE B4 MENING LANE, LONDON EC 3
Tél. : 01 622-0075/6 - Téléc. : 8312762.

La Société Centrale de Réassurance, filiale de la Caisse de Dépôt et de Gestion est le type même d'industrie de service à caractère international dont s'est doté le Maroc moderne.

Utilisant un personnel hautement qualifié, exclusivement marocain, et assumant la couverture des risques que les progrès technique et économique rendent chaque jour plus redoutables, elle permet l'épanouissement normal et harmonieux de toutes les actions de la vie moderne.

A ce titre, la S.C.R. peut être valablement considérée comme un élément essentiel du développement économique du Maroc en particulier et de l'Afrique en général.

Dotée d'une capacité de souscription de plus en plus importante au fil des années lui permettant de répondre favorablement aux besoins en couverture du marché marocain, elle n'a cessé d'étendre son activité, au-delà des frontières du Maroc, à l'ensemble des risques dans le monde et plus particulièrement en Afrique et dans les pays arabes au même titre que les Compagnies de Réassurance professionnelles d'Europe.

Sa position privilégiée au sein du marché marocain d'assurance et les impératifs d'une saine gestion lui dictaient, en effet, l'obligation d'assurer une présence sur le marché international lui permettant une répartition aussi large que possible de ses risques. Aussi s'est-elle constituée un portefeuille d'affaires libres qui représente actuellement 70 % environ de son encaissement brut réparti dans la quasi-totalité des pays du monde.

L'expansion économique des pays arabes et africains due à une industrialisation croissante, l'implantation de nouvelles unités industrielles génératrices de risques nouveaux, créent un besoin de concours extérieurs en réassurance et nécessitent un dépassement du cadre national au profit de considérations régionales voire continentales.

A ce titre, par l'exercice de son activité et l'orientation de ses efforts à l'Afrique et les pays arabes, la S.C.R. contribue à la consolidation des acquis d'une étroite coopération entamée avec ces pays.

Elle a ainsi contribué efficacement à la formation technique de plusieurs cadres africains en organisant des stages à l'intérieur de ses services. Elle a également participé, dans le cadre d'une assistance technique, à l'organisation de plusieurs sociétés d'assurances en Afrique. Elle assure une présence constante et dynamique au sein des organismes professionnels inter-africains et inter-arabes tels que l'Union générale d'assurances, l'Organisation africaine d'assurances, la Fédération afro-asiatique d'assurance et de réassurance, etc.

Poursuivant sa dynamique progression, la S.C.R. envisage pour l'avenir un développement beaucoup plus important de ses acceptations tant au Maroc qu'à l'étranger. Pour la réalisation de ses objectifs, elle a déjà établi un bureau de contact à Londres, centre névralgique de la réassurance internationale, dont les résultats préliminaires sont très encourageants. Elle envisage d'établir également un bureau de contact au Moyen-Orient et éventuellement en Afrique sub-saharienne.

LAFARGE - MAROC

Société anonyme au capital de 44.200.000 DH

PRODUITS FABRIQUÉS

Marque déposée : Palmier

C.P.A. 400 (gris)

Préfabrication - Béton précontraint.

C.P.A.Z. 325

Béton armé - Béton en masse (barrage)

C.M. 250

Béton (construction plain-pied) - Enduits extérieurs - Sols lissés.

PRODUITS IMPORTÉS

Ciments spéciaux (en exclusivité avec CADEM)

CIMENT FONDU LAFARGE

- 4 % d'Alumine
- Durcissement rapide
- Réfractarité
- Résistance aux corrosions

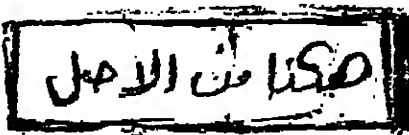
SUPERBLANC LAFARGE (C.P.A. 400 - blanc)

- Carreaux - Mosaïques
- Pièces moulées
- Béton clair
- Marches d'escaliers
- Sols décoratifs

CIMENTRIE DE CASABLANCA

Siege Social et Usine
239, boulevard Moulay-Ismaïl
B.P. 3096 CASABLANCA
Tél. : 24-67-33 (5 lignes groupées)
Téléc. : 22986 CALCIM
Adresse télég. : CALCIM CABA

— Capacité de l'Usine 850 000 T/an
— Production actuelle 900 000 T/an
soit plus de 40 % de la production du pays.



THÉÂTRE

Du côté des amateurs

Le théâtre marocain est relativement jeune. Ses premiers pas remontent à 1923. A cette époque, des comédiens tels que Al-Qurri, Mehdi Mlal et Ben Chelkh avaient décidé de créer une troupe à Fès pour mener surtout une action politique, sans réfléchir sur les moyens techniques à mettre en œuvre. Pour eux, l'essentiel était d'éveiller la conscience sociale à travers des pièces dans lesquelles la condamnation des convoitises coloniales s'allie à la peinture profonde de la vie des gens et de l'humiliation que la colonisation leur faisait subir.

En dépit de la médiocrité de certaines réalisations inscrites au répertoire, ces pionniers avaient contribué durant cette première période (1923-1950) à l'implantation de l'art dramatique au Maroc, malgré les contraintes de la censure et les rigueurs de la répression. Il suffit d'évoquer un homme comme Al-Qurri — qui mourut sous la torture après avoir été emprisonné — pour voir combien l'intransigeance critique de son œuvre mordait sur la réalité politique et sociale la plus immédiate.

Au reste, si les tentatives de cet auteur et de ceux qui l'ont suivi étaient particulièrement intéressantes, c'est qu'elles constituaient la base déterminée d'un théâtre militant. Des l'indépendance, des compagnies d'amateurs se multipliaient d'une manière anarchique, et très rapidement il fut possible de créer une troupe nationale. Ce fut le commencement du professionnalisme, qui s'éleva sous des formes et des appellations diverses grâce à des hommes comme Saddiq-Al-Ali, Dina, Farid Ben Mbarak, et qui s'élargit plus tard par l'intervention de Nabil Lahlou et Dechraoui. Pour tous ces artistes, chaque pièce est une conquête, un moyen d'étaler des connaissances nouvellement importées de l'Europe ou de mettre à vif l'image d'un théâtre typiquement marocain (Bast-halqa, Maqamat de Saddiq...). Mais à regarder de près la richesse de leurs réalisations et la variété de leurs techniques, il faut admettre que celles-ci appartiennent surtout au domaine visuel et esthétique alors que certaines se voulaient révolutionnaires dans la forme et le contenu.

Le théâtre professionnel s'est donc :

toujours cantonné dans des préoccupations théoriques, au point qu'il a rarement pénétré les contradictions et les conflits profonds de la société marocaine. Ses auteurs se vautrent avec délices dans des recettes savantes.

Faut-il en conclure qu'il a été en situation de crise endémique et que ses nombreuses acquisitions semblent se noyer, s'engluier, voire se dissoudre, à cause de la rupture à peu près totale qui existe entre le public et les spectacles qu'on lui propose (adaptations d'œuvres étrangères — compositions aléatoires — farces ridicules teintées de moliérisme) et surtout à cause de l'indolence de l'administration et de l'inexistence d'une organisation officielle.

Parallèlement aux troupes professionnelles, un phénomène surprenant s'est manifesté, celui du théâtre amateur dont l'action a souvent été marquée par des exploits audacieux et des efforts méritoires. Encadré par des jeunes comme Zak Aloul, Touni, Badawi, Karim Bennani, Ziad Aziz, Taymud, Kaghni, Barchid, ce théâtre est le seul à combattre la léthargie et les carences qui menacent l'évolution de l'art scénique et à dépasser les obstacles complexes qui stoppent sa marche. Dans le but de se coller avec la réalité quotidienne et de traduire la vie dans toutes ses dimensions, ces troupes ont été amenées à opérer leur propre mutation à l'image du public dont ils se veulent et le reflet et aussi la conscience. Chaque fois que l'occasion se présente, ils portent des coups efficaces au théâtre officiel, qu'ils dénoncent et défont à chaque festival à travers des créations fortes, des créations à l'orientation sans tenir compte des préjugés politiques ou des valeurs sociales. Ces compagnies ne doivent pas faire passer au second plan un théâtre amateur dynamique et tourné vers l'avenir qui offre chaque année un grand choix de spectacles. Aux prises avec les pires difficultés théâtrales des troupes — indifférence des responsables — manque de ressources, ce théâtre, cependant, joue un rôle de premier plan et met à nu, avec une minutie exemplaire, un monde touché par le malheur.

HASSAN EL MNIAL.

CINÉMA

Un large éventail

Nous assistons aujourd'hui avec l'éveil des jeunes nations, à l'écllosion des jeunes cinémas : chaque peuple invente une expression cinématographique qui incarne dans ses tensions les plus profondes et qui constitue pour lui à la fois un miroir où il fait l'épreuve de son identité et un moyen de prise de conscience de ses aspirations. C'est en ces termes que l'Association des cinéastes marocains (A.C.M.) définit, dans un manifeste publié en mai 1974 (et complété depuis par d'autres résolutions) les objectifs culturels que devrait s'assigner une politique cinématographique véritablement nationale. A cette fin, elle proposait au Centre cinématographique marocain (C.C.M.), dont le rôle est essentiellement de superviser les activités des firmes, toutes privées, de production, de distribution et d'exploitation, l'adoption de mesures telles que la création d'un système d'avances sur recettes, l'établissement d'un quota préférentiel pour les films marocains, qui bénéficieraient aussi d'une détaxation partielle, et d'autres réformes concertées.

Ces propositions ont appuyées par la dynamique Fédération nationale des ciné-clubs marocains, qui déplore que la moitié des recettes réalisées dans les deux cent quatre-vingt salles (fréquentées annuellement par vingt-deux millions de spectateurs) se quittent chaque année le royaume. A l'origine de plusieurs dizaines de clubs, la F.N.C.C.M. (qui édite un temps la revue *Cinéma 3*) contribue puissamment à la formation d'un public de cinéphiles exigeants et à l'émergence d'une conscience politique enracinée dans la réalité culturelle du pays.

Cinéastes et cinéphilas marocains regrettent en effet que la production de longs métrages de fiction (une dizaine en vingt ans) reste trop inférieure à celle des courts métrages, le plus souvent documentaires (près de trois cents) qui ont été tournés à ce jour. Et ils regrettent davantage encore que le nombre des copro-

ductions à dominante occidentale l'emporte de beaucoup sur celui des productions authentiquement nationales.

Ces productions, cependant, existent et reflètent même un assez large éventail du point de vue de l'inspiration puisqu'on y trouve aussi bien des films commerciaux très conventionnels que des œuvres qui comptent parmi les plus novatrices du cinéma arabo-islamique d'aujourd'hui.

C'est malheureusement le mauvais exemple du cinéma italien des années muscolliennes qui avait marqué de son cachet le premier long métrage de l'histoire du Maroc indépendant (il y avait eu entre 1945 et 1958 une vaine coloniale, exotique et folklorique assez abondante) : *Vaincre pour vivre*, co-réalisé en 1968 par Mohamed Tazi et Ahmed Messaoui. Sous couvert de raconter l'histoire édifiante d'un jeune musulman (interprété par Abdelwahab Boukhalil) qui, à force de persévérance et d'application, parvenait au statut enviable de chanteur de charme très populaire, les auteurs s'étaient livrés à un plagiat assez laborieux des recettes d'un cinéma de type « usine à rêves » où la réalité est épurée de ses aspects quotidiens et enjolivée au grand dam de la vraisemblance.

Flatter les spectateurs

C'étaient encore des influences du cinéma occidental dominant que l'on décelait dans le second long métrage marocain co-réalisé, également en 1968, par Larbi Bannani et Abdelaziz Ramdani : *Quand mûrissent les dattes*. Ils y traitaient un thème qui préoccupe beaucoup les cinéastes nés du mouvement de décolonisation des années 60 : le conflit entre la tradition et la modernité ; mais ils l'avaient fait dans un style qui dissimulait mal son absence de conviction derrière des cascades que ponctuait des scènes folkloriques destinées sans doute à rendre le spectacle plus attrayant pour un public étranger.

Ce n'est pas la marque du cinéma occidental mais celle du cinéma égyptien le plus répandu que l'on rencontre, cette fois, dans les films d'Abdelaziz Mesbahi, qui, avant de présenter au dernier Festival de Carthage (sous un label libyen) un *Feu vert* très controversé, avait tourné en 1974 un mélodrame intitulé *Silence*, sans intérêt dont tous les éléments étaient déjà dosés de façon à racoler les foules.

Ces films, à des degrés divers, se situent sur le versant négatif du cinéma marocain. Leurs caractéristiques communes sont de chercher à flatter les spectateurs en transposant au Maroc des styles éprouvés ailleurs par les tenants d'un cinéma-optique. C'est un cocktail de toutes ces tentatives que l'on trouve dans un *western* qui ne laisse pas être l'un des films les plus surprenants de la production arabo-islamique : *Le Trésor infernal*, réalisé en 1970 par Mohamed Oufour. Nourri depuis sa tendre enfance des sous-produits des divers cinémas de consommation déversés dans les salles populaires, ce réalisateur autodidacte, qui a aussi été régisseur de plusieurs dizaines de coproductions étrangères, a convoqué tous ses souvenirs pour concocter un scénario qui contient une resucée systématique des ingrédients du film d'action et du mélodrame chanté : une vague historiée de flancs enlevés dans une caravane et sauvée par un justicier solitaire qui tient à la fois de Zorro, de Maciste et de Tarzan, sert de fil conducteur à l'ensemble. Au second degré, c'est un surréalisme désoyable.

Plus culturelle était la direction empruntée en 1969 par Latif Lahlou pour tourner *Soleil de printemps*. Ce long métrage, dont le sujet rappelle celui du film italien *Il posto*, d'Ermanno Olmi, relate dans ses moindres détails la morne existence d'un petit fonctionnaire casablancais qui s'ennuie à mourir aussi bien au bureau qu'à son domicile, où les heures se ressemblent et s'égrenent tristement. Lahlou tire aussi à boulets rouges contre une certaine émancipation féminine, qu'il juge sans doute dévoyée par des excès. Ces thèmes dignes d'inté-

(PUBLICITÉ)

OCE

Siège social :
45, av. des F.A.R.
CASABLANCA

office de commercialisation et d'exportation

promoteur et exportateur de produits de qualité :

- agrumes
- primeurs
- conserves
- vins
- coton

BORDEAUX : 26, cours de Chapeau-Rouge.

MARSEILLE : 2, rue Beauvau.

NANTES : 5, rue Couédic.

ROUEN : 8, rue de Buffon.

DIRECTION POUR L'EUROPE :

33, av. de Wagram, Paris-17^e - Tél. : 766-51-67.

Téléc : 640-136 et 640-138.

DÉLEGATIONS A L'ÉTRANGER :

ABIDJAN : B.P. 20 965.

BRUXELLES : rue Joseph-II, n° 33 B 1040.

COLOGNE : grossmarkt Haus Asmos 5 - Köln 51

R.F.A.

HAMBOURG : Lippelstrasse 1.

LONDRES : 49 Wellington ST. W.C. 2.

MOSCOU : 8 pereoulk Ostrovskogo.

NEW-YORK : 597, fifth Avenue N.Y. 10017

U.S.A.

OSLO : Inkognitogata, 23 - Oslo 2, Norvège.

Par le décret royal du 9 juillet 1965, Sa Majesté HASSAN II confiait à l'Office de commercialisation et d'exportation l'exclusivité de l'exportation de certains produits de l'agriculture et de la pêche, tels que les agrumes, les fruits et légumes en conserves ou à l'état frais, les produits de l'industrie de la conserve de poissons, le vin et le coton fibre.

L'Office de commercialisation et d'exportation se voyait donc fixer comme tâche de promouvoir les exportations marocaines concernées, dans une double optique, d'expansion et de valorisation ; ceci amenait l'Office à orienter la production en vue de satisfaire les exigences des marchés extérieurs.

A cet effet, depuis 1965, l'O.C.E. est intervenu dans :

— la standardisation de la production afin d'offrir à l'exportation des produits de qualité homogène ;

— la réglementation des conditions de présentation, notamment par la normalisation des emballages ;

— l'utilisation de moyens de transports adéquats ;

— l'amélioration des techniques de manutention à la réception des produits.

Avec 120.000 tonnes d'agrumes importés en 1975, la FRANCE est le deuxième client du

MAROC après les pays de l'Est.

Au cours de la même année, l'origine MAROC a représenté, selon les périodes, de 70 % à 90 % des importations françaises de tomates. Il est à noter que ce propos que volontairement l'O.C.E. cesse ses exportations de tomates à destination de la France dès le début de la production locale française.

L'Office offre, aussi, à la ménagère française un choix important de légumes de contre-saison : courgettes, aubergines, poivrons, haricots verts, etc.

Dans le domaine des conserves, la gamme est large et touche principalement les sardines à l'huile : environ un quart des exportations marocaines de sardines sont destinées au marché français.

Ainsi donc, depuis sa création, l'Office a, par la standardisation et l'amélioration de la qualité du produit détenteur du label Maroc, joué un rôle prépondérant dans le développement des exportations marocaines puisqu'elles représentent 40 % des exportations totales dans la balance commerciale du Maroc, et ce dans un pays à vocation agricole, où 7.000.000 d'hectares sont cultivables et où, d'ici à 1985, 1.000.000 d'hectares seront irrigués grâce à la création de nombreux barrages.

صندوق الاموال

de productions

ret étaient malheureusement des-
servis par le caractère inutilement
répétitif d'un récit dont les pro-
cédés ne parvenaient pas à cons-
tituer une esthétique.

Néanmoins, si *Soleil de prin-*
temps était un échec sur le plan
stylistique, il inaugurait une di-
rection non mercantile dans le
cinéma marocain, qui a trouvé
depuis pour s'illustrer des créa-
teurs très inspirés. Ainsi en 1970,
Hamid Benani tournait l'admirable
Wechma (Traces), dont le ta-
lent a été salué dans de nom-
breux festivals internationaux :
Carthage, Damas, Berlin, Tach-
kent.

On s'étonne que ce film rigou-
reux n'ait pas encore été distri-
bué en France. On retrouve chez
Hamid Benani (qui avait cona-
cré son diplôme de l'IDHEC à une
étude fouillée sur *Un chien an-
dalou*) une inspiration qui rap-
pelle celle de l'espagnol Luis Bu-
ñuel par sa façon de mettre en
question de l'intérieur un héritage
religieux, mais ici la démar-
che est cependant fort différente.
L'auteur joue constamment dans
ce film très élaboré sur plusieurs
niveaux culturels pour raconter
l'histoire du jeune Messoud, ainsi
prénommé par antiphrase (Mes-
soud signifie Le Bienheureux, en
arabe), car il connaît toutes sortes
de vicissitudes dans sa vie fami-
liale et sociale du fait des « tra-
ces » que le passé a laissées sur
le présent.

Ce résumé ne définit que bien
imparfaitement le propos d'une
œuvre extrêmement dense. On ne
rencontre guère l'équivalent de
cette veine dans les autres ciné-
mas arabes et africains. Par
contre, au Maroc, d'autres films
semblent s'inscrire dans cette
lignée :

Des courts métrages comme *Al*
Borag, de Majid Rechiche, ou
Mémoire 14, d'Ahmed Bouanani,
qui se veulent des réflexions sur
le destin historique du pays. Et
surtout un long métrage comme
El Chergui (le Vent d'est), réalisé
l'an dernier par Moumen Smihi
(primé au Festival de Toulon en
1975 et prix spécial du Jury à
Carthage), qui est sorti à Paris.
L'auteur déclare : « Ce qui m'inté-
ressait, c'était de développer une
parole plurielle, un discours qui

aile un peu dans tous les sens,
à l'image peut-être du déshéran-
ce. Mon film peut se lire en
fonction de plusieurs approches.
On pourrait dire qu'il est une
sorte d'autobiographie collective,
celle qu'on appelle l'histoire.
L'histoire du peuple marocain à
la veille de l'indépendance... »

Ce refus du réel traditionnel
s'accompagne d'une réflexion (à
partir des leçons de Roland Bar-
thes) sur les signes de la culture
arabo-berbère, que les auteurs
entendent critiquer et illustrer
tout à la fois. Leur quête s'avère
dans des directions qui pour-
raient les conduire à l'hermé-
tisme ou au formalisme, mais
peut-être débouchera-t-elle aussi
sur la découverte d'esthétiques
plus authentiques que celles de
beaucoup d'autres de leurs
contemporains maghrébins ou
africains.

C'est la voie d'une plus grande
liberté au premier degré qu'a
choisie par contre Souheil Ben
Barka dans son premier long
métrage, richement colorisé, *Les*
Mille et Une Mains (grand prix
à Beyrouth en 1973), qui dénonce
l'exploitation subie par les tis-
serands et les teinturiers de
l'industrie encore très artisanale
du tapis. L'analyse politique y est
d'une grande précision. Elle l'est
aussi dans son second long mé-
trage, *La guerre du pétrole n'aura*
pas lieu, qui propose un survol des
différentes forces sociales en pré-
sence dans l'affrontement entre
producteurs et consommateurs du
pétrole ou noir. Mais, cette fois,
la démonstration — fort perti-
nente — n'est pas servie par une
mise en scène aussi enracinée
dans la culture nationale que celle
des *Mille et Une Mains*, et l'on
peut reprocher à ce film d'être
trop influencé par le style cos-
mopolite de Z.

D'autres auteurs marocains sur-
gissent sans doute si des structures
adéquates sont mises en place
dans un proche avenir. Les deux
dernières des six tendances ici
analysées attestent en tout cas
la vitalité, la créativité et l'inven-
tivité d'un cinéma qui pourrait
être encore plus fécond.

GUY HENNEBELLE.

LITTÉRATURE

POURQUOI écrit-on peu de
romans au Maroc ? A l'in-
star des lettres latino-améri-
caines, la littérature marocaine,
d'expression arabe ou française,
est saisie par une grande inquié-
tude : la réalité concrète. Il faut
dire que le réel rivalise assez bien
avec la fiction. Créer des person-
nages paraît superflu quand, de
sa fenêtre, on peut assister au
vertige d'un imaginaire débor-
dant. Face à ce réel tumultueux, les
écrivains ont recours de préfé-
rence à la poésie ou à la nouvelle.
Si on excepte Mohamed Zefzaf,
un romancier original qu'on cise-
rait du côté du nouveau roman
arabe, Rabi Moubarak, un té-
moignage conscient du quotidien,
Ahmed Madini, qui écrit des
textes labyrinthiques où la recher-
che l'emporte sur la psychologie,
si on met de côté ces romanciers,
et quelques autres, on peut dire
que la nouvelle génération des
écrivains marocains est consen-
sée essentiellement de poètes et
de nouvellistes.

Briser la dichotomie entre prose et poésie

Par le poème, nombre de Ma-
rocaïns veulent non seulement té-
moigner sur leur époque, mais
participer à faire sa réalité et son
imaginaire. Ainsi, Mohamed Ben-
nani dit : « *Lois d'aspirer à la*
gloire et à la pérennité, ma poésie
compte participer aux côtés des
masses pour créer une réalité plus
poétique ». Pour sa part, Moha-
med Seghni, un poète symboliste
et mystique, veut « *soutenir*
l'homme sous-développé, qu'il soit
arabe ou non, et dénoncer toutes
les contradictions qui l'obligent à
se soumettre aux forces de l'op-
pression ». Nissaboury, qui veut
briser la dichotomie entre « prose »
et « poésie », n'écrit pas « pour »
mais écrit d'abord « contre ». « *Tu*
poème pour moi, dit-il, *est un*
acte qui vise d'abord à détruire
l'écriture, ensuite à dépasser la
culture ».

Cet attachement au réel n'im-
pêche pas l'altération de sa repro-
duction. Il s'agit de le dépasser

Vers l'écoute essentielle

et non de le nommer. C'est ce qui
fait dire à Abdel Ali Louadghiri :
« *La poésie est un dénouement à*
travers les symboles. Il ne s'agit
*pas d'écrire des tracts ou d'em-
bellir des visages défigurés* ».

« Pourquoi des poètes en temps de détresse ? »

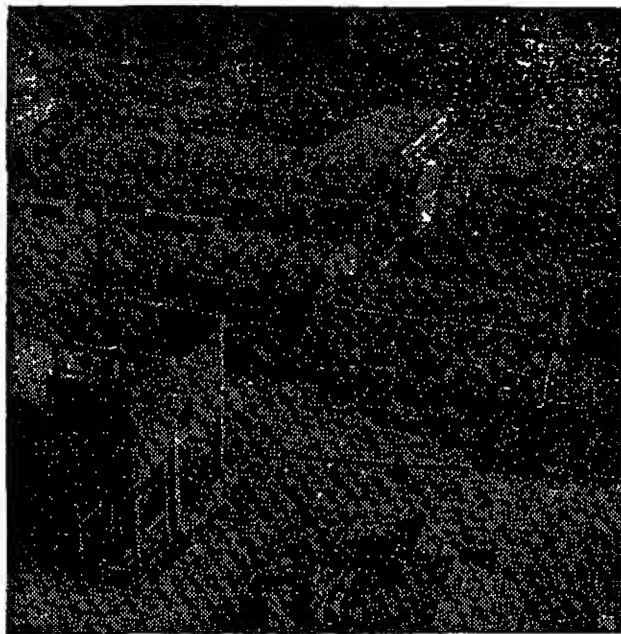
Toutes ces voix qui montent
rencontrent parfois des miroirs
fidèles. Khatibi se demande :
« *Pourquoi des poètes en temps de*
détresse ? Détresse menaçante, qui
nous affaiblit souvent dans une
écriture inégale et fiévreuse ? »

Comment écrire ? — Et effleurer
cette subtilité poreuse du destin,
de l'écume et du hasard cristal-
lin (...). Trop de discours idéo-
logiques ont écorché le dire poé-
tique. C'est peut-être l'inflation
idéologique, copie d'un réel visi-
ble, répétition de l'apparence, qui
fait que la nouvelle manque le dire
poétique. Châmes du passé,
recueil de nouvelles de Mohamed
El Bérlin, est limité au témol-
gnage militant. Il se sert de la
langue, il ne la met pas en crise.
Le réel est encombrant. De
crainte de ne pas être à la hau-
teur des problèmes, on colle à ce
réel et on le retransmet dans son
opacité. Littérature inquiète, sai-

sie pour le moment, elle craint, en
s'engageant dans les méandres de
la mémoire et de l'imaginaire,
de perdre la réalité qu'elle veut ser-
vir et de devenir un jeu dérisoire.
Des écrivains comme Tazi, Nissa-
boury, Zefzaf, Khatibi et Laroui
(qui a écrit il y a une dizaine
d'années un roman : *Al*
Ghourba, ceux-là arrivent à
répondre à la violence du quoti-
dien par le chant de l'imaginaire,
vertige d'images et de questions.
Ils sont parvenus à l'écoute essen-
tielle. — T. B.

(*) « Le Monde des livres » du
12 avril 1974 a consacré une page
aux écrivains marocains de langue
arabe.

LA CELLULOSE DU MAROC



Usine : Sidi-Yahia du Gharb/Maroc

Sigée : 12, Zankat Tissa Rabat

Direction commerciale : 50, avenue Chellah - Rabat

Produire en 1977, 100.000 tonnes de pâte d'Eucalyptus blanche au sulfate dont 80 % sont
exportés vers l'Europe.

LA CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION

GRACE A :

- une centralisation d'une épargne en constante et remarquable progression,
 - aux nombreuses filiales et participations dans divers secteurs de la vie nationale,
 - un précieux instrument au service du développement économique et social du pays qui concourt :
 - à l'accroissement et la promotion de l'épargne,
 - à l'élargissement du marché financier et à l'animation du marché monétaire,
 - au financement de l'équipement du pays,
 - à la promotion de l'investissement.
- En tant qu'investisseur direct, la Caisse de Dépôt et de Gestion a conclu de nombreuses associations avec des partenaires français de premier plan à la satisfaction de toutes les parties et qui sont autant d'expériences heureuses dans un monde où l'interdépendance des économies n'est plus à démontrer.
- Dans ce cadre, on peut donner en exemple les associations suivantes :

Dans le domaine touristique :

- avec le groupe PARIBAS pour la mise en valeur et promotion touristique de zones situées sur la côte méditerranéenne,
- avec les chaînes touristiques P.L.M., FRANEL et le Club Méditerranée pour la gestion d'hôtels dont le groupe C.D.G. est propriétaire.

Dans le domaine immobilier :

- avec PARIBAS pour la promotion et la gestion immobilière.

Dans le domaine de la construction :

- avec la Société Auxiliaires d'Entreprises (S.A.E.) pour la réalisation d'importants projets,
- avec la Société de Coordination et d'Ordonnement (S.C.O.) pour le pilotage et la coordination des projets en chantier.

Dans le domaine du B.E.T. :

- avec la Société Centrale pour l'Équipement du Territoire International (S.C.E.T.-Inter), filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations française (C.D.C.) pour les études techniques dans divers secteurs d'équipement.

Dans le domaine du Crédit et des Assurances :

- avec de nombreuses firmes françaises d'assurance et de crédit notamment :
- SOVAC-LUX,
- CONCORDE,
- Société Mutuelle Electrique,
- Compagnie Continentale,
- C.A.M.A.T.

CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION (C.D.G.)
RABAT-MAROC - PLACE LUMUMBA - B.P. 408 - TELEX : C.D.G. 310.72

(Publicité)

berliet-maroc

1. NAISSANCE DE BERLIET-MAROC.

La Société Marocaine des Automobiles M. BERLIET « BERLIET-MAROC » a été constituée en janvier 1956, et son acte de naissance se trouve consigné dans le Bulletin Officiel du 28 mars de la même année, avec en regard une première dotation en capital de 1 million de dirhams.

A la fin de cette même année, la Société BERLIET-MAROC se voyait agréer au titre de chaîne de montage par le Ministère de l'Economie Nationale.

L'objectif principal « production » était atteint, et la firme pouvait lancer sur le marché local des véhicules comp-
titifs répondant aux normes internationales.

2. IMPLANTATION DE BERLIET-MAROC.

L'usine BERLIET-MAROC est située à Ain-Es-Sebba, à 10,400 km de Casablanca, entre la voie ferrée et la route qui relie la grande cité économique à la capitale RABAT et aux principaux axes ferroviaires et routiers du Maghreb.

BERLIET-MAROC est installée sur un terrain de plus de 8 ha, et les surfaces couvertes sont actuellement de 29.000 m².

Ce complexe comporte aussi bien l'usine de production, les installations commerciales, le centre pièces de rechange et les bases techniques d'après-vente.

Les lignes de montage BERLIET-MAROC, implantées sous le plus grand hall de l'usine, qui mesure 200 m, comportent les postes classiques de mise en pièces des organes sur châssis et sont dotées de moyens de manutention importants : 4 ponts roulants équipés de palans de 5 tonnes, 4 ponts de 3 tonnes, 2 ponts de 2 tonnes. Des chariots élévateurs assurent les manutentions inter-ateliers.

3. PRODUCTION DE BERLIET-MAROC.

La gamme de véhicules construits par BERLIET-MAROC dérive directement des séries BERLIET fabriquées en France, avec toutefois des modifications et des adaptations spécialement étudiées en fonction des besoins du marché marocain.

Elle tend à la simplicité et à la robustesse, qui permettent une utilisation rationnelle et intensive des modèles de camions et des types d'autobus dans les conditions particulières d'exploitation au Maroc ainsi qu'à l'exportation.

Dans cette gamme, on trouve aussi bien des camions porteurs et tracteurs routiers, des véhicules spéciaux, tous terrains et de lutte contre l'incendie, des autocars et des autobus.

Depuis sa création, BERLIET-MAROC a produit près de vingt mille véhicules destinés tant au marché local qu'à l'exporta-
tion (Chine, Libye, Mozambique, Sénégal, Algérie et Tunisie).

4. L'EFFORT D'INTEGRATION LOCALE.

Répondant aux vœux du Gouvernement, la Société BERLIET-MAROC s'est efforcée de développer la sous-traitance et à donner à ses véhicules le maximum de valorisation marocaine.

Dans ce but, un effort particulier a été fait pour aider les industries locales à équiper afin qu'elles puissent produire des pièces de qualité égale à celles fabriquées en Europe. C'est ainsi que BERLIET-MAROC a donné son appui total à ses sous-traitants :

- Par l'adaptation des pièces en vue d'arriver aux meilleurs prix de revient en tenant compte des machines disponibles au Maroc ;
- Par de larges participations aux frais d'installations d'outillages neufs ;
- Par la vente, à des conditions très intéressantes, d'outillages fournis par BERLIET-FRANCE ;
- Par une aide constante des services centraux d'achats à l'entretien et des techniciens de BERLIET-MAROC en vue de conseiller les sous-traitants marocains dans leurs approvisionnements en matières premières et dans l'étude des procédés de fabrication. Cette étude est assortie de stages où leur sont enseignés les techniques spécialisées et les temps de fabrication de l'indispensable notion du prix de revient.

Près de 50 millions de dirhams de commandes aux sous-traitants sont confiés chaque année à 45 usines employant plus de 2.000 ouvriers. A retenir, à cet égard, que, dans le montage d'un camion BERLIET, il entre plusieurs centaines de pièces diverses fabriquées au Maroc, dont : pneumatiques, radiateurs, ressorts, ensemble capots, pare-chocs, réservoir gaz-ail, réservoir air, ferrures châssis, traverses de châssis, silencieux, sièges, poignées de portières, câblerie électrique, garnies isolantes, tapis de sol, batteries, cotres à batteries, plaque police, etc...

5. LE PERSONNEL ET LA FORMATION.

Les effectifs de BERLIET-MAROC sont aujourd'hui de 600 personnes, dont 5 directeurs et 20 chefs de services nationaux.

Dès 1956, avant même l'installation de l'usine, le problème de la formation de la main-d'œuvre avait été envisagé en vue de lui donner une qualification optimale.

A cette date, un centre de formation BERLIET a été créé et fonctionne dans des conditions très satisfaisantes dans le cadre de l'usine, grâce à l'instruction dispensée par des moniteurs nationaux formés à BERLIET-FRANCE.

Le centre a pour but d'assurer la promotion des membres du personnel en place et de donner une instruction de base aux stagiaires en provenance d'établissements publics ou privés.

Le centre de formation BERLIET-MAROC dispose pour ce faire d'un atelier équipé de tous les organes de démonstra-
tion, d'une salle de cours avec appareil de projection 16 mm et d'une autre salle avec banc d'essai pour pompes à injection et système de freinage.

Au 31 décembre 1975, ce centre avait accueilli 4.388 stagiaires.

Au-delà de la formation donnée à Ain-Es-Sebba et dans le cadre de l'assistance technique, BERLIET-MAROC continue à la promotion des jeunes en adressant les sujets au préalable sélectionnés aux usines A.M.B. Automobiles M. BERLIET de Lyon, où ils ont la possibilité de se perfectionner dans leurs techniques respectives.

Depuis 1958, le nombre de ces « perfectionnants » a atteint plus de 160.

6. BERLIET-MAROC AU SERVICE DU CLIENT.

Au terme de ce rapide tableau des activités de BERLIET-MAROC, il convient de souligner que la position de la Société sur le marché local se trouve particulièrement favorable, puisque plus de 50 % des immatriculations poids lourds au Maroc sont le fait de la marque BERLIET.

L'expansion de BERLIET-MAROC illustre de façon évidente les développements d'une coopération dont l'expérience BERLIET a prouvé qu'elle pouvait s'exercer dans l'intérêt général des partenaires.

La commercialisation des véhicules BERLIET est confiée à un réseau de 23 concessionnaires et succursales, couvrant tout le territoire.

Un effort considérable d'équipement est en cours depuis deux ans pour doter ces points de vente d'installations techniques permettant un service efficace et rapide du niveau des réparations et de la pièce de rechange.

En outre, un service après-vente BERLIET-MAROC, basé à Ain-Es-Sebba, veille jour et nuit pour que les utilisateurs des produits de la marque soient satisfaits et conscients du service auquel ils ont le droit de prétendre.

7. DES PROGRAMMES INDUSTRIELS AMBITIEUX.

Grâce à la présence de la Société Nationale d'Investisse-
ment (S.N.I.) de la S.A.D.E. et des Automobiles M. BERLIET, différents projets, qui sont en cours d'étude ou en cours de réalisation, permettront à BERLIET-MAROC d'ac-
corder à une autre dimension dans le domaine de l'industrie automobile au Maroc.

A cet effet, signalons la création d'une fondation de 8.000 t de fonte (SOMAFON), sous l'égide de l'Office du Développe-
ment Industriel (O.D.I.), et le lancement imminent d'une carrosserie industrielle appelée à réaliser près de 250 auto-
cars et autobus par an, en période de démarrage, et la fabrication d'éléments emboutis, ce qui assurera une valori-
sation marocaine supplémentaire, donc des économies de devises appréciables et permettra d'augmenter les exportations d'une manière sensible.

CULTURE

Une certaine effervescence

« Les intellectuels arabes pensent selon deux logiques : la majorité d'entre eux, selon la logique traditionnelle (salafite) ; le reste, selon une logique éclectique : les deux tendances abolissent en fait la dimension historique (1). » Les intellectuels marocains échapperaient-ils à cette constatation faite par Abdallah Laroui ? S'il s'agit de les situer, nous dirions qu'ils occupent une place à part dans le monde arabe, du fait même qu'ils se cherchent encore, et qu'ils n'essent pas d'ignorer, du moins dans leurs réflexions, l'importance de la dimension historique.

Longtemps aliénés au Caire, ils se sont retrouvés, depuis l'indépendance, confrontés à eux-mêmes, acclimés à sa définition par rapport à la réalité et à l'imaginaire de leur pays. Ils savent très bien qu'ils ne peuvent se situer en dehors du monde arabe, mais sont conscients de l'originalité de la culture maghrébine dans cette aire.

Comment s'historiser ? « S'historiser, c'est, d'après le poète Zaghoul Morsy, le fait de se laisser, et, du même coup, d'être seulement en mesure de créer un homme arabe nouveau, une pensée réellement moderne (2). »

Les Marocains sont-ils plus aptes à opérer cette reprise en main de l'homme arabe que les autres, ceux qui ont dominé la vie culturelle du monde arabe durant un demi-siècle ? Sont-ils mieux désignés pour dépasser le particularisme et réclamer l'universel ? Une chose est certaine : la laïcisation n'est pas pour demain, et pas spécialement au Maghreb, mais dans tous les pays arabes. Il faut chercher donc une issue parallèle, dans la renaissance d'une culture authentiquement progressiste. Pour Abdelkader Khattabi, qui considère que « le culturel est une instance aussi fondamentale que la politique et l'économique », la dialectique entre le spécifique et l'universel n'est possible pour un pays comme le Maroc que si la culture nationale progressiste est instaurée, et ce au prix d'une lutte contre l'« impérialisme culturel ».

Il y a eu depuis l'indépendance

des réflexions éparpillées sur la problématique culturelle, des tentatives de théorisation, mais pas de mouvement structuré. Il y a eu des ébauches de courants autour d'une revue ou d'une association (Aqlam, Afaq, Souffles, Integral, Association de recherches culturelles, Association de l'éveil culturel, etc.). Des individus se retrouvaient pour parler du sous-développement, de la responsabilité de l'intellectuel ou de la solitude de l'écrivain. Ils évoquaient souvent le rapport avec le peuple : conscience malheureuse, conscience inquiète. L'écrivain se séparait, d'une certaine manière, de l'intellectuel du peuple, qui ne peut dans sa majorité lire et écrire surtout l'arabe classique, et, a fortiori, une langue étrangère comme le français. Khattabi écrit justement : « L'intellectuel doit prendre ses responsabilités. Devenu souvent technocrate ou agent silencieux et passif, il ne se préoccupe plus que de sa mobilité dans l'échelle sociale, et s'enferme dans une mauvaise foi camouflée (3). »

Agir sur le réel

Les années 60 marquent cependant la naissance d'une nouvelle génération d'écrivains : beaucoup de poètes et de nouvellistes, mais très peu de romanciers (le roman est un genre qui n'est pas très prisé dans le monde arabe). Leur point commun : rompre avec la génération qui a été contemporaine de la colonisation et qui a produit une littérature patriotique et romantique ; agir sur le réel. Ils posent d'emblée le problème de l'engagement politique et de l'option réaliste. En fait, comme le note Mohamed Berrada, président de l'Union des écrivains du Maroc, « on a fini par croire que la littérature peut changer la société. Peu à peu on a constaté qu'on ne change pas une société avec une œuvre de fiction (4). »

Les journaux de langue arabe, surtout Al Alam, ont créé des suppléments culturels. Al Alam At-Taqi fut longtemps une tribune ouverte à la poésie et à la nou-

velle. Il y eut une vague de jeunes écrivains qui se cherchaient et qui ont été très préoccupés par la question sartrienne « Que peut la littérature ? » (et surtout dans une société en voie de développement et de libération). Les débats furent souvent idéologiques et les textes publiés s'en ressentirent. Conscients qu'ils avaient un rôle à jouer et devant témoigner sur une époque, ces écrivains devaient en plus trouver une solution au problème de l'édition. Voulaient se libérer de l'attachement que leurs aînés avaient vis-à-vis de l'Orient arabe, restant par ailleurs attentifs aux recherches et innovations en Europe, ces écrivains se trouvaient avec leurs manuscrits dans les tiroirs. Certains publièrent leurs textes à compte d'auteur, mais n'ont pu bénéficier d'une diffusion normale ; d'autres s'adressèrent à des imprimeries qui font fonction aussi d'éditeurs (Les Editions maghrébines, Dar al Kitab...).

L'édition, en tant qu'affaire commerciale, ne tente pas la bourgeoisie marocaine, qui préfère investir dans la pierre ou l'acier. C'est un domaine qui ne rapporte pas rapidement. Or la bourgeoisie affairiste de Casablanca, par exemple, est impatiente et se désintéresse de la culture.

Contrairement à l'Algérie et à la Tunisie où l'édition relève d'une société nationale (SNEI en Algérie et SNEI en Tunisie), au Maroc ce secteur reste libre et l'Etat ne pense pas se l'approprier. Tant mieux, car cela ne résoudrait pas réellement le problème de la publication et de la diffusion de la culture. L'industrie cinématographique qui dépend justement du ministère de l'Information (le Centre cinématographique marocain) a réalisé quelques longs métrages en vingt ans et n'a manifestement pas été un lieu d'émancipation et de création pour les jeunes cinéastes marocains.

L'Union des écrivains, qui a tenu son congrès au mois d'août 1976, a posé le problème de la libération culturelle en insistant notamment sur la promotion d'infrastructures éditoriales et sur la liberté d'expression et de création. Il est important qu'une union des

écrivains qui ne dépend pas de l'Etat et qui n'a pas un caractère officiel comme partout ailleurs dans le monde arabe (sauf au Liban) puisse exister dans ses exigences et avec son esprit critique. Elle organise des débats et des conférences, incite à la lecture des œuvres marocaines et essaie d'établir un lien entre l'intellectuel et le public. Politiquement, l'Union, qui regroupe des écrivains de différentes tendances politiques, se veut militante. Elle milite pour « une culture nationale progressiste » et pour « des institutions démocratiques ».

Tout se passe jusqu'à présent comme si la culture nationale au Maroc ne relevait que de l'écrit. Qu'en est-il de la culture populaire ? Elle est d'abord d'une autre facture : elle est dans l'ensemble orale. Que devient le conte ? Comment circulent encore les proverbes ? Oh voyageant le rêve et l'imaginaire populaire ?

« Certes, écrit Khattabi, la culture populaire reste vivace malgré les tentatives folklorisantes des mass media (radio-télévision-cinéma), elle risque de se replier en elle-même et de devenir prison-

nière dans le quotidien et éclipse dans le rêve.

Il est remarquable de voir combien la peinture par exemple se réclame de cette veine et de cette source populaire. Quelle soit naïve, figurative ou abstraite, la peinture au Maroc cherche à se rattacher à cet imaginaire populaire. Il n'existe pas dans ce pays une tradition de peinture de chevalet, ni de tradition de musée. C'est peut-être pour cela qu'en 1969, un groupe de plasticiens ont exposé leurs travaux sur la grande place Jama'a Fna, à Marrakech. Cette initiative d'aller à la rencontre du public eut un grand succès ; elle fut renouvelée à Casablanca et dans certains grands lycées.

Les peintres s'organisent en associations. Leurs réflexions portent sur la manière de se situer esthétiquement et aussi politiquement dans la société marocaine, en particulier, et arabe, en général. Comme chez les écrivains, on retrouve chez eux cette inquiétude : comment le créateur peut-il être de son peuple et avec son peuple ?

Un autre problème vient s'ajouter à ces interrogations : que ce soit pour la création littéraire, musicale ou picturale, la critique, en tant que travail d'évaluation et de reconnaissance fondée sur des critères plus ou moins objectifs, n'existe pas. Les créateurs sont les premières victimes de ce manque grave. Le public en subit les conséquences. La presse marocaine, dans son ensemble, rend compte des manifestations culturelles du pays, mais elle ignore la lecture critique de ce qui se présente. Les colonnes des journaux sont ouvertes à la politique, rarement à l'analyse objective et scientifique. De ce fait, la crédibilité des opinions exprimées se trouve souvent compromise ; ce qui pousse ces mêmes journaux à reproduire les critiques parues à l'étranger !

La vie culturelle au Maroc connaît effervescence et agitation. Cette vie est celle des promesses et des impatiences. Elle est faite aussi de discussions et de débats. On retrouve les mêmes interrogations essentielles, les



Vase en céramique

mêmes inquiétudes, chez des intellectuels différents : Quel est le rôle de l'intellectuel ? Son devoir vis-à-vis de son peuple ? Comment participer à sa libération et à son émancipation ?

La culture est une instance politique, certes. Au Maroc, elle ne peut être conçue autrement. C'est à la lumière de cette certitude qu'on peut comprendre le recours pour certains au réalisme et à une certaine forme de symbolisme (5).

TAHAR BENJELLOUN.

(1) La Crise des intellectuels arabes. Ed. Maspero, 1974, Paris.
(2) Une littérature sans avenir : le palimpseste maghrébin in le Mémoire future. Anthologie de la nouvelle poésie du Maroc. Ed. Maspero, 1978, Paris.
(3) Integral, n° 5-6 septembre 1973.
(4) Libération, n° 71, 29 octobre - 4 novembre 1976.
(5) Rouanet dans Chénier du passé, un recueil de nouvelles de Mohamed El Bérali, paru aux Editions maghrébines, Casablanca, 1976.

مكتب البحوث والدراسات الاقتصادية

B.R.P.M

5-7 AVENUE MOULAY HASSAN, RABAT
Tél: 219.21 & 330.34, Télec: Europar 31.066

BUREAU DE
RECHERCHES ET DE
PARTICIPATIONS
MINIÈRES

UN GROUPE SPECIALISE AU SERVICE DE
L'ECONOMIE MAROCAINE.

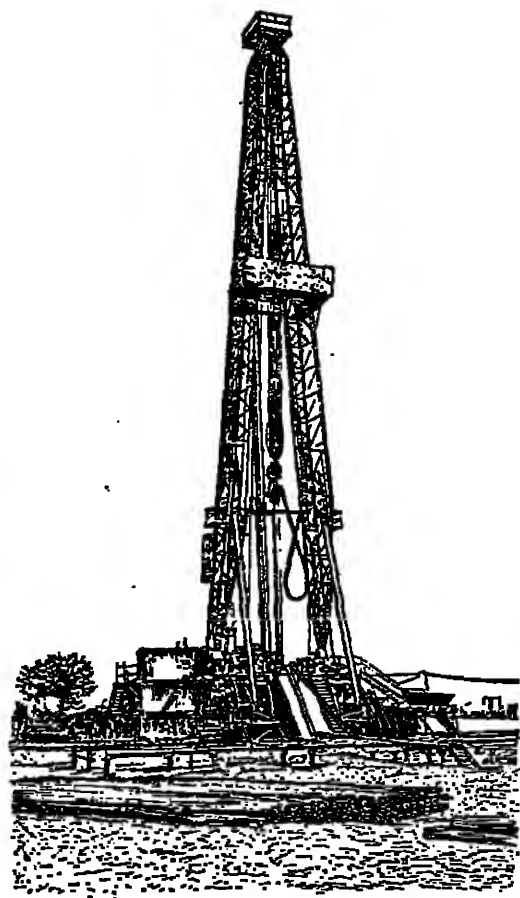
Créé en 1928, il a pour mission de donner une impulsion aux recherches minières et rendre possible un effort de l'Etat parallèlement à ceux de l'industrie privée ou en association avec elle et exactement avec les mêmes droits comme avec les mêmes obligations.

Un partenaire de choix notamment pour l'exploration pétrolière et minière dans le cadre d'associations efficaces ayant fait leur preuve pendant près d'un demi-siècle.

- Exploration pétrolière et minière
- Etudes et engineering pour la mise en valeur des ressources du sous-sol.
- Analyses chimiques et études de traitement des minerais.
- Travaux de forages pétroliers et miniers
- Travaux de forages hydrogéologiques.
- Exploitation dans le cadre de filiales.
- Commercialisation de minerais.

Principaux minerais commercialisés :

- Concentrés de plomb, zinc, argent, cuivre,
- Mineral de fer, pellets et rocheux,
- Manganèse chimique de haute teneur avec 90 produits pour tous usages.
- Barytine chimique et pour boue de forages pétroliers,
- Fluorine: qualité acide grad.
- Sel gemme et sel marin.



B.R.P.M. Recherche:

Dans le cadre de ses développements pétroliers et miniers.

- Maîtres sondeurs, ayant plusieurs années d'expérience sur appareils lourds
- Ingénieur spécialisé en production pétrolière (Grande Ecole + I.F.P.) avec expérience dans études des réservoirs et complétion
- Ingénieur (Centrale ou Arts et métiers) spécialisé dans les reconnaissances et mécaniques des sols.
- Ingénieur (Grande Ecole) spécialisé dans la métallurgie des métaux non ferreux et ayant plusieurs années d'expériences.

Envoyer C.V. et prétentions au B.R.P.M. Division Administrative 5-7 Avenue Moulay Hassan - R A B A T - M A R O C

مكتب البحوث والدراسات الاقتصادية

AU SÉNAT

« L'Europe est assassinée »
affirme M. Cluzel

Le Sénat a débattu, vendredi 19 novembre, de la situation de l'agriculture à l'occasion des questions orales de MM. CLUZEL (union cent.), NAYROU (P.S.) et BRIVES (gauche dém.).

« L'Europe verte est en déconfiture », s'est exclamé M. CLUZEL. Le développement du marché commun agricole a pour conséquence de faire subventionner, au taux de 37 %, les consommateurs britanniques par les contribuables des autres pays de l'Europe des Neuf (...). La maîtrise des techniques monétaires, mais, plus largement, des mécanismes de plus en plus complexes du Marché commun agricole, va bientôt devenir impossible. L'Europe est assassinée. La seule solution consiste en une politique véritablement communautaire. Et chacun sait qu'elle doit émaner d'une autorité politique, qu'elle soit unitaire, fédérale ou confédérale.

M. NAYROU, sénateur de l'Ariège, a plaidé pour son département qui n'a pas bénéficié de mesures prises en faveur des régions sinistrées par la sécheresse, et M. BRIVES (d'Alsace) a estimé que les mesures d'indemnisation ont soulevé un mécontentement général.

« Le gouvernement, affirme-t-il, a accouché d'un monstre. » Pour lutter efficacement contre la sécheresse, il faudrait équiper pour l'irrigation 340 000 hectares. M. EBERHARD (P.C.) déclare que si l'Espagne entre demain dans le Marché commun, les problèmes que nous avons connus avec le vin italien vont être portés à leur paroxysme, car le vin espagnol est d'excellente qualité.

M. CHRISTIAN BONNET répond à M. Nayrou qu'une partie du département de l'Ariège « est proposée » pour être déclarée zone sinistrée. Il reproche à M. Eberhard de se faire le propagandiste du vin espagnol, puis, s'adressant à M. Cluzel, déclare notamment : « Les difficultés ne doivent pas faire oublier les avantages apportés par la politique communautaire. Rien n'est pire que l'autarcie des années 30. Complètement bien que se répugne ce mode d'analyse — en 1975, la France a encore tiré un solide positif des opérations accomplies dans le cadre communautaire. Et d'ailleurs, y a-t-il une solution de rechange ? Le bled est à 30 F en France ; il est à 47,50 F à Chicago (...). Si la Communauté devait se dissoudre, ce serait plutôt un suicide ! Et l'espère que personne ne sera assez inconscient pour s'y résoudre. » — A. G.

« L'affaire Blache » rebondit
au Palais du Luxembourg

L'affaire Blache a été débattue du 19 au 20 novembre, sous la présidence de M. Durruti, ministre délégué à l'économie et aux finances, qui lui indiquait que ce fonctionnaire avait manqué au devoir de neutralité défini par le Conseil d'Etat et avait contrevenu à l'obligation du secret professionnel inscrit dans le statut de la fonction publique. M. Talliades a notamment répondu : « L'imposition d'un fonctionnaire à l'obligation de neutralité en dehors des heures de service est une atteinte à sa liberté, qu'aucune jurisprudence n'autorise. (...) Quant à l'obligation de discrétion, elle commande au fonctionnaire de ne pas révéler des faits dont il a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions. Quels sont les propos émis par M. Blache ? Ils ont trait à la difficulté d'assurer aujourd'hui un contrôle fiscal efficace. Il n'a pas été le seul à le préciser. La presse a cité des chiffres, et les organisations syndicales avaient maintes fois évoqué un tel problème. »

La vraie raison de la mutation de M. Blache, le sénateur du Gard, lui vient dans une notation inscrite au dossier de ce fonctionnaire qui occupa naguère des fonctions au cabinet de M. Jean Royer, alors ministre du commerce. « Une note de son directeur, déclare-t-il, y avait été glissée où les véritables motifs de la mesure prise apparaissent avec netteté. » Le maintien à l'Assemblée nationale de M. Blache a été exécuté sans fonctions dans des cabinets ministériels et fréquenté à cette occasion les milieux de la presse. Une sanction à son endroit aurait valeur d'exemple.

de M. Talliades, sénateur du Gard (P.S.).

M. Durruti, ministre délégué à l'économie et aux finances, qui lui indiquait que ce fonctionnaire avait manqué au devoir de neutralité défini par le Conseil d'Etat et avait contrevenu à l'obligation du secret professionnel inscrit dans le statut de la fonction publique. M. Talliades a notamment répondu : « L'imposition d'un fonctionnaire à l'obligation de neutralité en dehors des heures de service est une atteinte à sa liberté, qu'aucune jurisprudence n'autorise. (...) Quant à l'obligation de discrétion, elle commande au fonctionnaire de ne pas révéler des faits dont il a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions. Quels sont les propos émis par M. Blache ? Ils ont trait à la difficulté d'assurer aujourd'hui un contrôle fiscal efficace. Il n'a pas été le seul à le préciser. La presse a cité des chiffres, et les organisations syndicales avaient maintes fois évoqué un tel problème. »

La vraie raison de la mutation de M. Blache, le sénateur du Gard, lui vient dans une notation inscrite au dossier de ce fonctionnaire qui occupa naguère des fonctions au cabinet de M. Jean Royer, alors ministre du commerce. « Une note de son directeur, déclare-t-il, y avait été glissée où les véritables motifs de la mesure prise apparaissent avec netteté. » Le maintien à l'Assemblée nationale de M. Blache a été exécuté sans fonctions dans des cabinets ministériels et fréquenté à cette occasion les milieux de la presse. Une sanction à son endroit aurait valeur d'exemple.

Polémique entre l'IFOP et la SOFRES

La publication, à quelques heures d'intervalle, de deux sondages dont les résultats présentent des différences notables, provoque une polémique entre les deux instituts qui ont été effectués.

D'une part, les clubs Perspectives et Réalités que préside M. Jean-Pierre Pourcade ont rendu publics, jeudi soir 18 novembre, les résultats d'un sondage réalisé par la SOFRES entre le 5 et le 11 novembre. D'autre part, France-Soy publiait un deuxième sondage, le lendemain, réalisé par l'IFOP, celui-là entre le 10 et le 16 novembre.

L'une et l'autre de ces deux enquêtes comportaient une question sur M. Valéry Giscard d'Estaing. Selon la SOFRES, 45 % des personnes interrogées sont « très satisfaites » ou « plutôt satisfaites » ou « du président de la République, alors que pour l'IFOP 42 % seulement sont dans ce cas.

Le directeur de l'IFOP, M. Jean-Marc Lech, estime que les organismes de sondages sérieux peuvent difficilement trouver, dans les résultats de leurs enquêtes, « des différences aussi sensibles que celles qui apparaissent aujourd'hui ».

Se refusant « à engager une polémique avec (un) confrère », la SOFRES se déclare « surprise » de l'opinion de sondage « sérieux » puisse s'étonner de différences dans les résultats, car la marge de différence statistique existe évidemment. En outre, la SOFRES précise que la publication d'un sondage réalisé à la demande d'un client prive (les clubs Perspectives et Réalités) reste à son initiative.

M. Alexandre Sanguinetti, ancien secrétaire général à l'IFOP, membre du bureau exécutif de ce mouvement, a déclaré, vendredi 19 novembre, au micro d'Europe 1, à propos du prochain rassemblement lancé par M. Jacques Chirac : « Si nous ne rassembleons que tous les électeurs de la majorité, nous n'aurons pas d'avenir politique. Si nous n'arrivons pas à dépasser le clivage gauche-droite, si nous nous bornons à piocher dans ce qu'on appelle encore « la majorité », notre entreprise sera manquée. Notre ambition est autre : notre ambition, c'est un rassemblement de citoyens. »

M. François Brigneau, membre du bureau politique du parti des forces nouvelles, n'est plus rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Afin*, comme il était indiqué dans le *Monde* daté du 16 novembre, mais éditorialiste de cette publication.

L'AVENIR DU PARLEMENT EUROPÉEN

Point de vue

L'Europe et le droit

Par JACQUES ROBERT (*)

M. Valéry Giscard d'Estaing a parlé de « point de vue » — et doublement — raison de soumettre au Conseil constitutionnel, sur la base de l'article 54 de la Constitution, la décision du Conseil des Communautés européennes en date du 20 septembre 1976, portant élection des représentants à l'Assemblée européenne au suffrage universel direct.

D'abord au plan politique : les adversaires, sur le fond, de cette procédure électorale ne pourront plus, à l'avenir, opposer d'arguments juridiques à sa mise en œuvre, si le Conseil l'estime constitutionnelle. Ensuite, au plan juridique, la cause, d'un côté comme de l'autre, n'est rien moins qu'entendue. Si d'aucuns croient pouvoir estimer, avec beaucoup d'assurance, qu'il n'est en aucune manière utile de réviser la Constitution (1) et si d'autres affirment péremptoirement qu'une modification constitutionnelle s'impose (2), on doit à la vérité de dire que nombreux sont les juristes qui s'interrogent encore et que certains — dont nous sommes — seraient plutôt enclins à pencher pour l'inconstitutionnalité du texte déposé.

Le véritable débat constitutionnel tourne, en fait, autour de trois points fondamentaux :

— L'élection européenne au suffrage universel n'est pas prévue par notre Constitution. Or, doit-elle l'être ?

— L'article 138 du traité de Rome régulièrement ratifié par la France a-t-il ou non déjà prévu — sans conditions ni exigences spéciales — le principe et l'organisation d'une telle consultation ?

— Notre Constitution permet-elle des abandons de souveraineté ?

1 — Sur le premier point, (est-il inconstitutionnel ou non d'ajouter d'autres élections à celles que prévoit déjà notre Constitution ?), on peut invoquer deux remarques tirées de la lecture des textes :

— L'article 3, al. 1 de la Constitution proclame : « La souveraineté nationale appartient au peuple qui s'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. »

Il est bien évident que d'ailleurs ne se conteste — que ces « représentants » — dont parle le texte constitutionnel sont les « parlementaires » (un élu local n'est pas en effet un représentant de la nation) et le chef de l'Etat, élu, depuis 1962, par la nation tout entière. Or, pour l'élection l'alinéa 2 du même article stipule que le suffrage peut être direct ou indirect, dans les conditions prévues par la Constitution. Cela signifie qu'il appartient à la Constitution, et à elle seule de « prononcer, sur les modalités de telles consultations. Et c'est d'ailleurs bien ainsi que l'entend notre Constitution, qui prévoit à l'article 5, l'élection au suffrage universel direct du président de la République, à l'article 24, al. 1, l'élection des députés à l'Assemblée nationale au même suffrage et, à l'article 24, al. 2, celle des sénateurs au suffrage indirect.

— Si, en second lieu, l'article 72 relatif aux collectivités territoriales

(communes, départements, TOM) ne précise pas dans quelles conditions leurs conseils seront élus (il renvoie en effet à la loi le soin de le déterminer), c'est parce que, toute collectivité territoriale « jeune » créée par une simple loi, il aurait été rationnel de conférer un caractère « constitutionnel » au suffrage prévu pour élire ses conseils.

En revanche, dans l'élection européenne, il s'agit de tout autre chose : non point de désigner le conseil élu d'une nouvelle collectivité territoriale de la République — ce qu'une simple loi aurait pu prévoir — mais d'inviter l'ensemble du corps électoral français à voter pour ses représentants à l'Assemblée délibérante d'une communauté internationale dont le traité constitutif « déjà limité la souveraineté française ». On ne voit pas dès lors très bien comment on pourrait s'omettre d'indiquer qu'une telle élection — qui se déroulerait au suffrage universel direct — comme la désignation du chef de l'Etat et celle des députés qui sont, elles, constitutionnellement prévues — soient mentionnées à aucun moment dans notre texte constitutionnel, ni dans son principe ni dans ses modalités. Sur ce point, l'argumentateur de M. Michel Debré n'est pas sans valeur.

Il s'agit donc de l'article 138 du traité de Rome, on demandera à ceux qui l'invoquent volontiers à l'appui de leur thèse de prendre au moins la peine de le lire en entier.

Cet article prévoit bien que l'Assemblée « élaborera » des projets en vue de permettre l'élection au suffrage universel et que le Conseil, statuant à l'unanimité, « arrêtera » les dispositions dont il recommandera l'adoption par les Etats membres. Mais le projet que l'Assemblée a compétence pour élaborer devra permettre, non seulement l'élection au suffrage universel « direct », mais « selon une procédure uniforme dans tous les Etats membres ».

La recommandation du Conseil ne peut donc être considérée comme l'application du traité de Rome que dans la mesure où elle respecte ces deux conditions, c'est-à-dire les clauses mêmes du traité. Or on sait à l'avance que la seconde — celle de vote — (du jeudi au dimanche) soit déterminée, pour la première fois, par le Conseil de la Communauté statuant à l'unanimité, après consultation de l'Assemblée. On sait simplement, pour l'instant, par une décision « séparée » des ministères, que cette dernière se situera en mai ou en juin 1978.

2) En outre, le mode de scrutin, qui devrait être identique pour tout le monde, sera laissé encore, en 1978, au choix de chaque pays. L'ar-

ticle 7 de la décision du Conseil dispose en effet que jusqu'à l'entrée en vigueur d'une procédure électorale uniforme — et elle ne semble pas être pour demain — la procédure électorale est régie dans chaque Etat membre par les dispositions nationales.

Comment prétendre, dans ces conditions, que l'acte du 20 septembre 1976 n'est que l'application fidèle d'un traité déjà ratifié et, par ce fait, supérieur à la loi ?

Les abandons de souveraineté

III. — Notre Constitution, enfin, permet-elle des abandons de souveraineté ? Certainement. Mais, là encore, à plusieurs conditions, dont on doute qu'elles soient, en l'occurrence, réunies.

En affirmant dans son préambule que le peuple français proclame solennellement son attachement aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils sont définis par la déclaration de 1789, confirmée et complétée par le préambule de la Constitution de 1946, le texte de 1958 intègre dans notre ordre juridique constitutionnel les dispositions du préambule de 1946 ; or celui-ci stipule que la France peut, certes, consentir aux limitations de souveraineté nécessaires à l'organisation et à la défense de la paix, mais « sous réserve de réciprocité ».

Elle ajoute : « Ce projet est en contradiction avec la mise en pratique du Conseil européen. Enfin, il est surtout en opposition avec la souveraineté nationale car la nouvelle Assemblée, comme l'Assemblée nationale, sera suprannationale. En conséquence, ce projet doit être immédiatement combattu par les hommes soucieux de l'intérêt national. Les partis qui se réclament du gaullisme ne sauraient en aucun cas l'accepter sans faire preuve d'une duplicité évidente. »

M. Pontillon (P.S.) : les socialistes répondront
« oui » indépendamment de la position du P.C.

M. Robert Pontillon, membre du secrétariat national du parti socialiste, au sein duquel il est chargé des affaires internationales, déclare, dans une interview accordée à *Politique Hebdo* (numéro daté 23-28 novembre) :

« La véritable dimension du

fiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, « sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie ».

Cela veut dire, non point que la France doive retirer une nécessaire et substantielle contrepartie d'accords qu'elle est amenée à conclure, mais que les autres parties contractantes consentent aux mêmes abandons. Un accord international ne saurait donc être conforme à ces textes que s'il implique les mêmes obligations pour tous les Etats signataires. C'est très précisément cette nécessaire harmonie que l'article 138 du traité de Rome veut maintenir, en exigeant pour l'élection au suffrage universel « une procédure uniforme pour tous les Etats membres ». On sait ce qu'il advient.

On peut dès lors se demander si, à tout prendre, le Conseil constitutionnel, placé par le chef de l'Etat au carrefour de toutes les incertitudes juridiques, ne pourrait point être conduit à adopter une position qui devienne nécessairement amenée le président de la République à opter soit pour une révision constitutionnelle, soit pour un référendum direct...

Il serait d'ailleurs politiquement séant que le peuple français qui, rappelons-le, exerce la souveraineté nationale par ses représentants et par la voie du référendum (article 3 de la Constitution) soit directement saisi du problème de l'élection au suffrage universel de la future Assemblée européenne.

(1) François Luchaire. *Faut-il réviser la Constitution ?* Le Monde, 16 novembre 1976.

(2) Michel Debré. *L'avenir recommence...* Le Monde, 18 décembre 1975. Bnpl. Déclaration à l'Assemblée, le vendredi 5 novembre 1976.

LA REVUE GAULLISTE
« L'APPEL » ET L'ELECTION
AU PARLEMENT EUROPEEN
AU SUFFRAGE UNIVERSEL

La revue gaulliste *L'Appel* estime dans sa déclaration, que « le projet de loi d'élection au suffrage universel direct de l'Assemblée européenne n'est ni démocratique ni conforme au traité de Rome puisque la voix de chaque électeur européen n'a pas le même poids, que le mode de scrutin ne sera pas identique dans chaque pays et que le traité du 22 juillet 1975 a transféré de nouveaux pouvoirs budgétaires à l'Assemblée de Strasbourg ».

Elle ajoute : « Ce projet est en contradiction avec la mise en pratique du Conseil européen. Enfin, il est surtout en opposition avec la souveraineté nationale car la nouvelle Assemblée, comme l'Assemblée nationale, sera suprannationale. En conséquence, ce projet doit être immédiatement combattu par les hommes soucieux de l'intérêt national. Les partis qui se réclament du gaullisme ne sauraient en aucun cas l'accepter sans faire preuve d'une duplicité évidente. »

combat socialiste en 1976, dans la partie d'Europe où nous sommes, dans l'état de développement que nous connaissons, c'est l'Europe, et la mesure de socialisme, ce n'est pas plus ou moins d'indépendance nationale, c'est plus ou moins d'Europe et dans cette Europe davantage de socialisme (...). Nos camarades communistes, eux, n'ont pour le minimum d'Europe possible, au nom d'une conception apparemment exagérée de l'indépendance nationale, et combattent toute évolution vers la supranationalité (...). Nous sommes évidemment soucieux de ne rien engager qui compromette la cohérence de la gauche. Mais nous ne sommes pas prêts à faire des concessions sur l'essentiel, au nom de ce que nous appelons le nationalisme. »

A la question : « Comment votera le groupe socialiste à l'Assemblée nationale ? », M. Pontillon répond : « Tout dépendra de la question posée. Mais c'est : « Êtes-vous pour l'élection au Parlement européen au suffrage universel ? », la réponse sera oui (...). A la limite, indépendamment de la position communautaire. »

(M. Mitterrand, évoquant cette question le 6 novembre dernier devant le comité directeur du P.S., avait rappelé que celui-ci est favorable au principe de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, mais réserve son attitude en attendant de savoir sous quelles modalités cette réforme sera proposée (« le Monde » du 9 novembre). M. Michel Rocard, membre du secrétariat national, avait déclaré le lendemain à Europe 1 : « Nous voterons (cette réforme) s'il n'y a pas de tricherie dans la manière dont la question est posée. »

LES ÉLECTIONS PARTIELLES

Quatre duels majorité-opposition

Quelque deux cent soixante mille électeurs étaient appelés aux urnes pour le second tour des quatre élections législatives partielles qui mettront en présence, dimanche 21 novembre, quatre anciens secrétaires d'Etat et deux candidats uniques de la gauche.

A la veille du scrutin, M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, ministre de la Justice, chargé depuis son entrée au gouvernement de coordonner l'action des partis de la majorité, a lancé un appel à l'unité, afin, a-t-il dit, de « donner l'impression, quelle que soit notre étiquette politique, que nous sommes absolument décidés à rester unis pour barrer la route à un régime dont nous ne voulons pas ».

Cette mise en garde ne semble pas superflue. L'impression que donne, en effet, la majorité depuis plusieurs jours est celle d'une profonde division entre ses deux principales composantes, gaulliste et giscardienne. Il y eut d'abord le premier tour des élections partielles marqué par un net succès des deux candidats U.D.R. — dont M. Jacques Chirac — et un échec relatif des représentants des autres formations de la majorité, en particulier des républicains indépendants, surtout dans le Rhône. Il y eut ensuite le projet de rassemblement des partis de la majorité autres que l'U.D.R., lancé par M. Michel Sembowski, sur la suggestion, semble-t-il, du président de la République, pour contrebalancer

les initiatives de M. Chirac. Projet aussitôt contesté, et pas seulement à l'U.D.R. Il y a enfin l'affaire de la mairie de Paris.

(1) Ces duels opposeront : dans l'Ailier, M. Gabriel Peronne (rad.) à M. Charles Martelli (P.C.) ; dans la Gironde, M. Armand Achille-Fould (Gauche démocratique) à M. Raymond Lladre (rad. de gauche) ; dans le Rhône, M. Gérard Douray (R.I.) à M. André Poulisou (P.S.) ; dans les Yvelines, M. Bernard Desmarnay (R.I.) à M. Jean Guiguen (P.C.).

(2) Dans la cinquième circonscription des Yvelines, le groupe d'action législative de défense du cadre de vie et de l'environnement, dont le candidat, M. Hautot, avait recueilli 3,12 % des voix au premier tour, n'a donné aucune indication de vote à ses électeurs pour le second tour fixé au 21 novembre.

Les Cahiers du C.D.P.U., revue nationaliste-révolutionnaire (extrême droite) ont publié, vendredi 19 novembre, une déclaration dans laquelle ils dénoncent « la trahison du Parti des forces nouvelles qui, après avoir fait la campagne de Giscard d'Estaing en 1974, rallie aujourd'hui ouvertement le régime en la personne de Jacques Chirac ». Ils appellent « tous les nationalistes à s'unir sous le drapeau d'un parti nationaliste unitaire d'opposition au régime qui, comme le démontrent les résultats « serrés » des dernières élections partielles, pourrait exercer alors une action déterminante lors des prochaines élections générales ».

* R. P. 202, 75052 Paris Cédex 02.

Si vous n'avez pas encore lu le nouveau mensuel satirique...

la gazette

libérale... et avancée

... n'hésitez plus à prendre votre carte aux R.I.

32 p. 5 F

POLITIQUE

LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

P.T.T. : le problème du déficit des chèques postaux résolu dans cinq ans

AFFIRME M. SEGARD

Sous la présidence de M. DUCOLONE (P.C.), l'Assemblée nationale a examiné, dans la soirée du 19 novembre, le budget annexe des postes et télécommunications.

M. RIBES (U.D.R.), rapporteur spécial, présente le premier budget civil de l'Etat en 1977 : 59,4 milliards de francs. Mais, ajoute-t-il, l'endettement des P.T.T. (plus de 40 milliards fin 1976) doit être arrêté au plus vite. Il préconise notamment l'augmentation des tarifs et la compensation des charges imposées par le transport de la presse.

M. WAGNER (U.D.R.), rapporteur pour avis de la commission de la production, relève la création de près de douze mille

au cours du VII^e Plan. L'industrie française devra exporter 30 % de sa production en 1980.

« 3) Une option irréversible en faveur de la modernisation de la poste. La modernisation du réseau de tri s'achèvera en 1981, date à laquelle seront réalisées, au total, soixante-quatre centres de tri automatisés des lettres. Trente millions de francs seront consacrés au financement d'équipements nouveaux en matière de sécurité.

M. Segard poursuit : « Une action soutenue sera menée en faveur des quatre cent trente mille agents des P.T.T. En ce qui concerne les besoins en emplois, ce budget prévoit la création de onze mille sept cent vingt-sept emplois nouveaux. L'année 1977 sera marquée par un effort important de titularisation du personnel auxiliaire. A la fin de l'année, il compte tenu de six mille cinq cents titularisations prévues, après consultation des travailleurs concernés, une proposition de loi tendant à nationaliser les trusts de la construction téléphonique.

S'ajoutent à cela des mesures spécifiques en faveur du personnel, telle l'augmentation de la prime de rendement et de la prime de résultat d'exploitation (200 F), et la majoration de l'indemnité horaire pour travail de nuit. Cette politique est complétée par des mesures de caractère social.

M. Segard rappelle la création d'un nouveau réseau de transmission de données, le réseau TRANSPAC, puis il aborde, pour terminer, les problèmes de financement.

En ce qui concerne les tarifs, qui ne peuvent être augmentés avant le 1^{er} avril 1977 la question devra être examinée le moment venu, dans le cadre du plan de lutte contre l'inflation. Le budget annexe a toutefois une capacité suffisante d'emprunt, et le recours au marché financier n'est nullement irréalisable. Pour ce qui est du déficit du transport de presse, une négociation a été menée avec les compagnies aériennes, en cinq ans, ne pensons pas qu'il soit possible d'aller plus vite.

M. BLANC (P.S.) : un objectif électoraliste

Dans la discussion générale, M. BLANC (P.S., Moselle) attire l'attention au nom de M. Briare (réf. Aveyron) sur l'effort soutenu d'équipement qu'il convient de mener dans les régions rurales et dans les zones de montagne. M. LUCAS (P.C., Pas-de-Calais) constate que « ce budget ne peut que se traduire par une aggravation des conditions de travail du personnel, une accélération de la privatisation et le démantèlement du service public ». Il juge « aliéné » le maintien d'un réseau postal parallèle et dénonce le recours à l'emprunt « cubaine pour le grand capital ». Il indique, en conclusion, que son groupe ne votera pas ce budget et déposera, après consultation des travailleurs concernés, une proposition de loi tendant à nationaliser les trusts de la construction téléphonique.

M. DENIS (R.I., Mayenne) s'adresse à M. Segard : « Faites mieux connaître au pays l'œuvre accomplie et la merite de votre immense maison ».

M. MAURICE BLANC (P.S., Savoie) fait de même : « Vous pourriez un objectif électoraliste sans rapport avec l'intérêt national. Vous utilisez comme un gage un budget incohérent qui repose sur un déficit scandaleux. Vous ne l'acceptez pas... »

M. GUILLET (U.D.R., Orne) réagit : « Vous faites de la politique à service polyvalent. Mme MOREAU (P.C., Paris) évoque la situation du personnel féminin.

M. DUROURE (P.S., Landes)

PATRICK FRANCIS.

LES P.T.T. EN QUELQUES CHIFFRES

Dans son rapport écrit M. Ribes présente les chiffres les plus caractéristiques de l'activité des P.T.T. :

- 428 000 agents permanents ;
- 5 960 millions de lettres en 1976, 3 300 millions de journaux ;
- 17 170 bureaux de poste (fin 1976), 119 centres de tri, 87 bureaux de tri, 66 500 tournants de distribution et 19 avions postaux ;
- 7 131 000 chèques postaux et 14 490 000 lettres de caisse d'épargne ;
- 29 455 millions de taxes téléphoniques de base ;
- 17 millions de télégrammes ;
- 8,23 millions de lignes téléphoniques principales en 1976, soit 13,4 lignes téléphoniques pour 100 habitants ;
- Plus de 1,5 million de demandes satisfaites en 1976, 1,3 million de demandes en instance.

emplois et la titularisation de vingt mille auxiliaires.

M. SEGARD, secrétaire d'Etat aux P.T.T., déclare : « L'année 1976 constitue une année exceptionnelle pour les P.T.T., en raison des décisions prises par le gouvernement :

« 1) Le téléphone doit être à la disposition de tous les Français. La mise à niveau de l'équipement téléphonique national est maintenant une chose décidée, organisée, programmée. Le délai moyen de raccordement est actuellement de l'ordre de dix mois. Il doit être ramené à quinze jours en 1982. La création de lignes passera de 900 000 en 1975 à 1,1 million en 1976, 1,2 million en 1977, 1,5 million en 1978 et près de 2 millions au cours des années suivantes. Fin 1982 nous devrions disposer de 20 millions de lignes principales d'abonnés, contre 7,1 millions fin 1975, et de 8,1 millions aujourd'hui. (...) Ce développement se fera sur l'ensemble du pays. En 1976, nous avions réalisé 60 000 lignes rurales ; en 1976, 110 000. Il en est prévu 183 000 en 1977 ;

« 2) Le choix résolu des techniques d'avenir pour les télécommunications. Sur le plan technique, a été confirmée la priorité accordée à la communication électronique temporelle, qui constitue la technologie du télétravail de demain. Sur le plan industriel, l'objectif est de mener en œuvre une politique industrielle des télécommunications reposant sur trois principes :

- Un meilleur équilibre de l'industrie des télécommunications établie en France et l'accroissement de la participation des constructeurs français dans les marchés publics de communications ;
- L'établissement d'une saine concurrence entre les constructeurs de matériel ;
- Un doublement des exportations de matériel téléphonique.

« La Fédération des socialistes démocrates, animée par M. Eric Hintermann, a annoncé que M. Yves Frier, conseiller général de Troyes, ancien secrétaire fédéral du P.S., vient de donner sa démission du parti socialiste en compagnie du maire de la Chapelle-Saint-Luc, M. Pinet, et de plusieurs élus et militants. Ces socialistes ont décidé d'adhérer à la formation de M. Hintermann.

« A Montélimar (Drôme), dont le maire sortant est M. Maurice Pic (P.C.), sénateur, M. Jean-Jacques Ayza, député des républicains indépendants pour la circonscription Drôme-Sud, et rédacteur en chef de l'hebdomadaire la Tribune de Montélimar, a annoncé, vendredi 19 novembre, qu'il dirigera une liste de « large union majoritaire », lors des élections municipales de mars 1977.

DOM : une « année importante »

Vendredi 19 novembre, l'Assemblée nationale examine, sous la présidence de M. LEENHARDT (P.S.), les crédits concernant les départements d'outre-mer.

Présentant globalement jeudi soir ce budget où sa compétence s'appliquera désormais, M. Poniatowski, ministre d'Etat ministre de l'Intérieur, avait notamment indiqué que « les DOM s'intégreront progressivement au système d'administration générale ».

Après les rapports de MM. de ROCCA-SERRA (U.D.R.), MA GAUD (U.D.R.) et DE GASTINES (U.D.R.), M. STIRN, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, déclare : « 1976 est une année importante pour ces départements, car elle marque le trentième anniversaire de leur accession au statut départemental, réclame à l'époque par tous les partis politiques sans exception ». Il ajoute : « Sur le plan des institutions, ceux-ci sont tous à fait assimilés aux autres départements. Sur le plan social, l'assimilation y est de plus en plus avancée et l'objectif fi-

nal — mêmes institutions, même niveau de vie — est clair. (...) Le développement économique est loin d'être réalisé, mais l'ambition du gouvernement, depuis deux ans, est de le faciliter par la « départementalisation économique » qui suppose d'abord l'intégration totale à la Communauté économique européenne.

Il poursuit : « Les crédits destinés à permettre aux habitants des DOM de venir travailler en métropole ne seront pas réduits. Ainsi, le nombre de ceux qui se rendent en France, bien loin de diminuer, augmentera. Cette année, sept mille réembarqués pourront bénéficier de cet avantage ».

Pour la Guyane, le secrétaire d'Etat indique que le gouvernement lancera incessamment un emprunt de 500 millions de francs. Il conclut : « Les principaux efforts ont été faits pour résoudre les problèmes de l'emploi. Mais on ne pouvait y parvenir du jour au lendemain. »

indépendance. Pour moi, démocratie, il ajoute : « En combattant l'autonomie, le gouvernement aura une bataille maladroite et harnoyée contre l'histoire : il la perdra. »

M. GERBET (R.I., Eure-et-Loir) évoque l'avenir de Mayotte. « Il faut, affirme-t-il, faire face aux engagements pris envers les Mayotais ; toute autre attitude serait contraire aux décisions du Parlement et à l'honneur de la France. » M. IBENE (app. P.C., Guadeloupe) constate que « ce que son département aura eu après l'entrée de la Soufrière pour ses soixante-deux mille réfugiés, la Guyane, la Martinique et la Réunion l'auront en moins ».

Après les interventions de M. CERNÉAU (R.I., la Réunion) et GUILLIOT (U.D.R., Guadeloupe), M. JAILTON (app. P.S., Guadeloupe) note qu'« une grande colère couve aux Antilles et peut déboucher sur des troubles graves ».

Répondant aux orateurs, M. STIRN confirme que le gouvernement déposera prochainement un projet de statut d'organisation de l'île de Mayotte, indiquant que le décret portant à 200 miles la limite des eaux territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon sera publié avant le 1^{er} janvier, précise, en ce qui concerne la Guadeloupe, que les plantations de bananes lésées vont être indemnisées, qu'un impôt ne sera exigé avant le 1^{er} janvier, et que les communes évincées seront déclarées sinistrées.

M. ALAIN VIVIER (P.S.), demande que les crédits destinés à Mayotte ne soient pas inclus dans ce budget. M. STIRN oppose à son amendement, et est repoussé. M. Vivien indique que son groupe saisira le Conseil constitutionnel.

Les crédits des DOM sont adoptés.

M. DEBRÉ : pas d'autodétermination à sens unique

Dans la discussion générale, M. PETIT (U.D.R., Martinique) estime nécessaire de repenser le système économique des DOM. Pour M. ALAIN VIVIER (P.S., Seine-et-Marne), « une politique socialiste pour l'outre-mer repose sur un principe fondamental : l'autodétermination ».

M. DEBRÉ (U.D.R., la Réunion) l'interrompt : « Votre conception de l'autodétermination est à sens unique. Vous considérez qu'elle devrait obligatoirement amener ces départements à ne plus en être. »

M. VIVIER s'inscrit en faux contre cette interprétation : « Une Assemblée nationale démocratique se bornerait à consulter les populations et respecterait leur choix ultérieur. Cela signifie que la porte serait ouverte à bien des choix et que chaque collectivité choisirait librement son destin. » Il indique que son groupe ne votera pas « ce budget de misère ».

M. STIRN rappelle que « le président de la République a confirmé de la façon la plus nette que le statut départemental est le seul adapté. Il n'est pas question de revenir sur ce statut — et que ceux qui, par démagogie, ont pour d'autres raisons, tentent encore une prétendue autodétermination induisent les intérêts en erreur ».

M. SABLÉ (apparenté R.I., Martinique) attire l'attention sur les « tribulations » de l'économie de ces départements.

M. CLAUDE W. BER (P.C., Val-d'Oise) observe que « le statut départemental est en restant attaché à la France. Nous déplorons la départementalisation. » M. HUYGUES DES ETAGES (P.S., Nièvre) donne ensuite les

prononcement pour l'autodétermination, c'est qu'ils veulent offrir de territoires, comme les Réunionnais, aux missions dont ils sont en fait les serviteurs. » M. VIVIER ne tolère pas que ses déclarations sur l'autodétermination aient été assimilées à une trahison de l'indépendance nationale.

« Ceux qui veulent « décoloniser » les DOM arrivent trop tard, affirme M. RIVIERRE (U.D.R., Guyane), car c'est déjà fait. »

M. CESAIRE (app. P.S., Martinique) s'adresse à M. STIRN : « Pour vous, l'autonomie signifie

l'Assemblée examine ensuite les crédits des TOM. Après les rapports de MM. de ROCCA-SERRA (U.D.R.), PIOT (U.D.R.) et COUDERC (R.I.), M. STIRN indique que le projet relatif à la Nouvelle-Calédonie sera présenté au cours de cette session, celui concernant la Polynésie au cours de la prochaine. « Ce budget, conclut-il, permettra de poursuivre les actions essentielles ».

Pour M. L'YVIER (P.C., Hauts-de-Seine), premier inscrit dans la discussion générale, « ce budget aggravera la situation économique et sociale des TOM, situation résultant du maintien de structures coloniales archaïques ».

M. PIDJOT (réf., Nouvelle-Calédonie) précise : « Nous demandons le droit de gérer nos propres affaires tout en restant attachés à la France. Nous déplorons la départementalisation. » M. HUYGUES DES ETAGES (P.S., Nièvre) donne ensuite les

LA COMPÉTITION POUR LA MAIRIE DE PARIS

« Nous ne reconsidérerons pas notre position »

déclare M. Bas (U.D.R.) après avoir rencontré le premier ministre.

Au terme de l'entretien qu'il eut samedi matin, pendant une heure et quart, M. Bas et M. Raymond Barre, le député de Paris a indiqué que le premier ministre n'avait pas accepté de « revenir sur sa décision » et que l'U.D.R. n'avait aucune raison de « reconsidérer sa position ». M. Pierre Bas a précisé qu'il avait

fait valoir au chef du gouvernement combien les gaullistes avaient été « ulcérés par la façon dont les choses se sont passées ». Il a notamment souligné : « Il est faux de dire que l'U.D.R. aurait échangé la présidence du conseil régional de l'Île-de-France contre la mairie de Paris. » Il n'y a pas eu de négociation, a-t-il

précisé. Le premier ministre lui ayant conseillé de prendre contact avec M. d'Ornano, M. Bas a déclaré : « Nous avons déjà dit à M. d'Ornano, avant qu'il ne fasse connaître sa décision, tout ce qu'il y avait à lui dire. Nous l'avons supplié de ne pas accepter. Nous n'avons pas l'intention de retourner le voir. »

Pierre-Christian Taittinger, actuel secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, a P.

M. d'Ornano : je suis chargé d'une mission et je l'accomplirai

chargé d'une mission et je l'accomplirai

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, désigné par le premier ministre pour être le candidat de la majorité à la mairie de Paris, explique, dans une interview publiée par France-Soir (datée 21-22 novembre), que, « né à Paris », il y a toujours vécu, et que, par conséquent, il est Parisien. Il précise qu'il a été désigné « par la procédure conventionnelle par la majorité et le conseil municipal ». Il poursuit : « Pensez-vous convenable alors que les Parisiens ont eu en maire élu pour six ans à partir du mois de mars prochain, qu'on leur cache le nom du candidat de la majorité ? Les Parisiens ont le droit de savoir, avant le vote, qui dirigera la municipalité de leur ville. Il n'est pas possible de leur cacher le nom du candidat pour une liste, et puis vous verrez bien que en sortira comme maire ».

Interrogé sur l'opposition manifestée par l'U.D.R. à sa candidature, M. d'Ornano déclare : « Je n'ai, bien entendu, aucune exclusion contre qui que ce soit (...). Mon objectif, c'est la constitution de listes municipales d'union de toute la majorité dans tous les secteurs de Paris (...). Je suis

Enfin, en réponse à une question sur le « dosage » des listes de la majorité, M. d'Ornano indique : « Lorsque les élus de la majorité — qui gagneront les élections de Paris — vont être appelés à gérer Paris, ils devront constituer une équipe municipale solide, soudée, solidaire, qu'elle soit les origines politiques de chacun de ses membres et où la représentation de toutes les familles politiques de la majorité sera bien entendue assurée ».

« M. Jean Tiber, député U.D.R. de Paris, ancien secrétaire d'Etat, a déclaré, vendredi 19 novembre, à l'AP 1, à propos de la désignation de M. Michel d'Ornano comme candidat à la mairie de Paris, que « les Parisiens sont fondés à penser qu'ils doivent être un peu mieux associés à ce choix ».

INTÉRIEUR :

« La répression n'est pas tout »

déclare

M. Poniatowski

L'Assemblée a adopté, vendredi 19 novembre, sous la présidence de M. Brocard (R.I.), les crédits du ministère de l'Intérieur.

Repondant aux orateurs, M. PONIATOWSKI, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a noté, à propos des attentats en Bretagne : « Le terrorisme est extrêmement préoccupant ; six cent cinquante attentats ont été commis l'an dernier, et probablement trois mille cette année. Mais la répression n'est pas tout ; il y a aussi une action de prévention à mener ; elle peut prendre deux formes : la première, c'est le soutien que l'opinion publique peut donner à la lutte contre le terrorisme ; la seconde, ce sont les condamnations qui frappent les auteurs d'attentats. Là-dessus, je n'ai pas à porter de jugement, mais je pourrais malheureusement allonger la liste des auteurs d'attentats de l'année dernière et qui se promènent en toute liberté sans avoir été jugés. »

Sont ensuite intervenus MM. FANTON (U.D.R., Paris), LUCAS (P.C., Pas-de-Calais), au sujet de la rénovation du bassin minier ; DUROURE (P.S., Landes), sur les parcs naturels régionaux ; CLERAMBEAUX (P.S., Nord), sur le Fonds d'équipement des collectivités locales (F.E.C.L.) ; DENIS (R.I., Mayenne), pour témoigner que « jamais sa petite commune rurale n'aurait reçu autant d'argent de l'Etat » ; et MAISONNAT (P.C., Isère), qui a demandé le dépôt, avant le 1^{er} décembre 1976, d'un projet de loi définissant les critères d'attribution aux communes des crédits du F.E.C.L. Son amendement a été repoussé mais l'Assemblée a décidé de limiter à 1977 le système transitoire de répartition. Elle a aussi adopté un amendement de M. LIMOUZY (U.D.R.), qui harmonise les dispositions régissant les budgets communaux et départementaux en alignant l'allocation de la tutelle des départements sur celui déjà intervenu pour les communes.

Le Monde

une semaine avec

L'AQUITAINE

L'Espagne avec sa « Ruhr »

Entre le Sud-Ouest français et le Nord-Ouest espagnol encore trop peu d'échanges et de collaboration. Cette « anomalie » nuit d'abord à l'Aquitaine. Comment apprivoiser le puissant voisin espagnol ?

COMPAREZ à cet, Dortmund et la Ruhr, c'est la « Ruhr » espagnole. Comme tout jugement excessif en forme de boutade, on pourrait croire que la formule lancée par Luis Olarra, l'un des industriels les plus en vue de Bilbao et de la Biscaye, est inexacte. Pourtant, il n'est pas besoin de séjourner bien longtemps au cœur du Pays basque espagnol pour se convaincre de l'importance considérable, de l'économie des quatre provinces qui forment la région basco-navarraise. Pour être horrifié, aussi, des ravages indélébiles qu'un siècle d'expansion industrielle intensive et incontrôlée a causés sur les villes, les montagnes, les rivières et le littoral de l'océan.

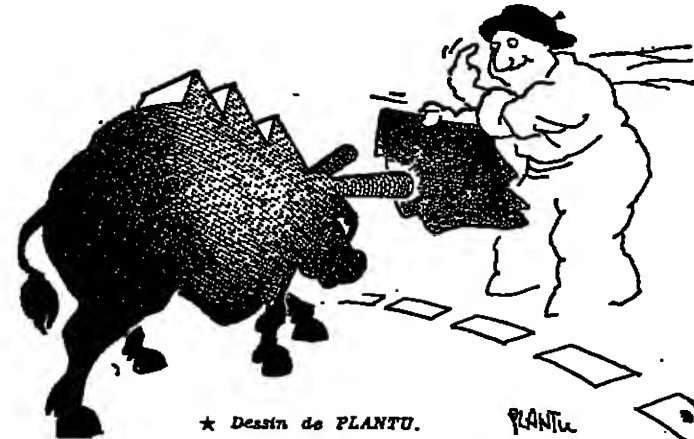
Une loi de la géographie européenne, difficile à expliquer, veut que la richesse industrielle des Etats se situe dans leurs provinces septentrionales. L'Espagne — qui est la dixième puissance économique mondiale — ne fait pas exception. Le contraste entre le bouillonnant triangle Bilbao-Vitoria-San-Sebastian et le paisible Sud-Ouest aquitain n'en est que plus saisissant.

Au-delà des Pyrénées, cette « Ruhr espagnole » qui a en outre l'avantage de s'ouvrir directement sur l'océan, rassemble 210 000 travailleurs de la transformation des métaux quand l'Aquitaine n'en compte que 35 000 ; 54 000 personnes dans la métallurgie de base, contre 4 000. Le rapport est de 1 à 3 pour la chimie, de 1 à 2 pour le papier, le bois et l'ameublement. Il n'y a guère que pour la branche « habillement, cuir, chaussure », (dont on connaît la fragilité) que la balance penche en faveur du Sud-Ouest français (1).

(1) « Les relations économiques entre l'Aquitaine et le Nord-Ouest espagnol », par Pierre Delfaud, Institut d'économie régionale du Sud-Ouest, janvier 1976.

On s'enorgueillit à Bilbao et à Vitoria de présenter aux visiteurs quelques records : 80 % de la fabrication nationale de la machine-outil, les plus grandes entreprises sidérurgiques, des réserves de fer pour quarante ans au moins, une quinzaine de chantiers navals — la mise au point astucieuse d'une fabrication en série de minéraliers de 30 000 tonnes permet à la plus grosse firme de ce secteur de tenir tête dans la tourmente qui

agite la construction de bateaux dans le monde — un bureau d'étude de renommée mondiale spécialisée dans les affaires navales et l'espace, le premier port du pays, et, surtout, une concentration financière et bancaire qui a favorisée une politique jusqu'à maintenant très restrictive à l'égard des implantations de banques étrangères. L'été, les quelque cent familles de l'oligarchie basque donnent dans leurs somptueuses



★ Dessin de PLANTU.

villes de Neguri, à l'embouchure de la rivière, des fêtes grandioses. Des chefs d'entreprise, d'un coup de « jet », vont séjourner

quelques heures à Londres, le temps de passer commande aux meilleurs chemisiers et tailleurs de Jermyn Street. D'autres, délaissant au crépuscule leurs appartements lambrissés aux allures de cabines d'armateurs et leurs majordomes discrets en smoking marine, « montent » au casino de Biarritz, relié à Bilbao par une splendide « autoroute » dont les courbes, incrustées dans la montagne à prix d'or, effleurent tour à tour Guernica la tragique et la rade illuminée de Saint-Sébastien.

hectares sont dévastés par des plantations de pins qui marchent sur nos traces, défrichent et s'installent, la terre appartenant à celui qui la cultive. Ils font six fois plus de dégâts que nous. Et le reboisement n'intéresse qu'environ 5 000 hectares par an.

JACQUES DE BARRIN.
(Lire la suite page 21.)

FRANÇOIS GROSCHARD.
(Lire la suite page 20.)

Autres tropiques

La Côte-d'Ivoire gardera son bois pour elle. Bordeaux perd un grand client. Les tropiques s'éloignent.

CE ne sont plus des bois qui parlent à l'imaginaire, des bois qui évoquent les forêts vierges des livres d'enfants — acajou, makoré, sipo — que les navires rejettent sur les quais de Quimper au terme de leur croisière africaine. Les essences ordinaires — très ordinaires même — comme le fromager, le fraké et le sanba, font le plus gros du trafic de grumes que Bordeaux reçoit de la Côte-d'Ivoire, son principal client en la matière. L'exotisme devient une denrée rare.

L'époque des coupeurs d'acajou est révolue : celle des billes tronçonnées à la hache, roulées à mains d'hommes vers le fleuve, « flottées » jusqu'à l'océan puis chargées en pleine mer. Un travail de forçat. C'était autour des années 1880, lorsque les sileurs britanniques recherchaient le précieux « mahogany ». Aujourd'hui, on sait faire vite et bien pour répondre à la demande.

Trop vite et trop bien probablement, puisque des espèces s'épuisent et disparaissent. Les essences nouvelles représentent actuellement 35 % du volume des grumes exportées. Le meilleur — les bois rouges — a été tiré de la forêt ivoirienne. Restent encore sur pied les bois blancs, de moindre valeur marchande.

A ce rythme-là, le port de Bordeaux pourra-t-il longtemps compter sur la Côte-d'Ivoire qui, l'an dernier, lui a expédié 43 000 tonnes de bois tropicaux ? En 1956, ce pays possédait 11,8 millions d'hectares de forêt dense : cette année, il n'en compte plus que 4,4 millions ; en 1982, il en restera, selon les experts, seulement 1,4 million.

« Nous ne coupons qu'un à trois arbres par hectare », assure M. Paul Daniel, directeur général de la Société tropicale d'exploitation forestière (SOTREF). Chaque année, environ 500 000

Suite anglaise

Les Britanniques, lorsqu'ils sont à Bordeaux, sont encore un peu en Guyenne. Les Bordelais ne s'en plaignent pas.

L'AQUITAINE serait-elle ce qu'elle est sans les Anglais ? A Londres, personne n'a le mauvais goût de poser cette impertinente question, mais on la sent rôder dans les conversations avec des interlocuteurs variés : hommes d'affaires, historiens, gastronomes,

aristocrates, simples vacanciers, ou négociants en vin.

Pour l'histoire, la situation est claire : bien avant qu'Aléon d'Aquitaine épouse Henri Plantagenet, comte d'Anjou, qui devait devenir Henri II d'Angleterre, les régions romaines cantonnées dans les îles Britanniques connaissent déjà et apprécient le vin de la région de « Burdigala ». Le mariage de la belle, intelligente et redoutée Aléon avec Henri Plantagenet, en 1152, devait créer entre la Guyenne et l'Angleterre des liens culturels, commerciaux, sentimentaux — et des rivalités — que rien, ni la guerre de Cent Ans, ni le blocus napoléonien, ni l'occupation allemande, ne réussit à briser. La preuve, raconte un humoriste : la « quicheotte », cette coiffe très enveloppante que portent encore parfois les paysannes d'Aquitaine, n'est que la transposition du « kiss me not » (ne m'embrassez pas !) que les jeunes dames du pays apprennent très vite à prononcer pour se défendre des entreprises de la soldatesque qui défilerait pendant des siècles au leur villages. Libourne ne fut-elle pas fondée par le sénéchal anglais Roger de Keyburn, et la charte de la Jurade de Saint-Emilion établie en 1199 par Richard Cœur de Lion et Jean sans Terre ?

festation la plus spectaculaire de ce renouveau de l'économie d'Aquitaine. Ce renouveau est plus profondément enraciné qu'il n'y paraît à première vue : modernisation et conversion des industries traditionnelles se sont conjuguées avec une véritable « révolution » agricole et sylvicole. Renverser, en moins d'une génération, les tendances séculaires à la dégradation et, au départ, enrayer cette « hémaragie » démographique encore plus ancienne, qui prit entre les deux guerres l'allure d'un exode massif, n'aurait pu être possible sans un effort généralisé à l'ensemble de la région et de ses activités principales.

Le long de cette bonne voie qu'a su prendre la région, l'industrialisation nouvelle jalonne, tous les vingt ans à peu près, la marche en avant.

(Lire la suite page 24.)

NICOLE BERNHEIM.
(Lire la suite page 21.)

J. de B.
(Lire la suite page 21.)

Débat : l'Aquitaine autour du « Monde »

« Le Monde » vient de passer une semaine avec l'Aquitaine. Au terme de cette expérience, nous avons rassemblé à Bordeaux, autour de notre directeur Jacques Fauvel, des personnalités aquitaines pour définir avec elles les priorités régionales que veulent défendre les cinq départements.

(Lire page 26.)

Les idées de M. Chaban-Delmas

M. Jacques Chaban-Delmas, président du conseil régional d'Aquitaine, maire de Bordeaux, expose ses idées et ses projets.

DEPUIS plus de vingt ans, l'Aquitaine s'est engagée résolument dans la voie du développement économique et du progrès social. En 1962, le plan Aquitaine confirmait que la

région était à la croisée des chemins. Contrastant avec un siècle de déclin qui paraissait inexorable, elle a su, d'étape en étape, réaliser une partie des espoirs qu'au cours des années 50

avait fait naître la découverte du gaz de Lacq. La résolution des hommes fit le reste.

Depuis lors, vagues après vagues, l'apport de nouvelles activités industrielles fut la man-

P.S. : avec d'autres acteurs

L'AQUITAINE a beaucoup changé en trente ans. M. Chaban-Delmas s'est inspiré de cette évidence, et en bon joueur de rugby — il est ancien trois-quarts aile dans l'équipe de France — l'a « transformée » en succès politique personnel. De fait, il a longtemps pu bénéficier de cette mutation qui a touché tout l'Ouest et dont le gouvernement Mendès France (M. Chaban-Delmas était ministre des transports dans ce gouvernement) a été un des initiateurs : s'attribuant le mérite du progrès économique et social — hausse du niveau de vie, déconcentration industrielle, équipements collectifs... — il prétendait par ailleurs remédier aux crises et aux difficultés qui pèsent sur la région.

MICHEL SAINT-MARIE,
député de la Gironde, maire de Mérignac.

JEAN-PIERRE DESTRADE,
conseiller général.
Députés régionaux du parti socialiste.

(Lire la suite page 25.)

P.C. : avec d'autres moyens

LA région Aquitaine, comme la société toute entière, et à l'égal — pour le moins — des autres régions, est en proie à la crise. L'austérité, l'inflation, le chômage, frappent toute la population. Elle compte désormais plus de soixante mille chômeurs. Tous les secteurs industriels, toutes les branches d'activité, sont touchés.

C'est la conséquence de la politique énergétique menée par le pouvoir dans l'intérêt des compagnies pétrolières et des trusts nucléaires. Le Verdon, promu au rang « de port avancé de l'Europe », voit son avenir compromis : ce qui devait être sa raison d'être, la pétrochimie, se réduit à néant : le VII^e Plan ne prévoit ni le doublement de la voie ferrée Bordeaux-Le Verdon, ni la réalisation de l'autoroute sur toute la distance qui sépare les deux villes.

Dans l'agriculture, la politique de soumission aux décisions supranationales de Bruxelles accablait la ruine des petits et moyens exploitants et l'exode rural.

JEAN BARRIÈRE,
conseiller régional, membre du comité central
du parti communiste français.

(Lire la suite page 25.)

Région Aquitaine:

Les bonnes communications...

ETABLISSEMENT PUBLIC REGIONAL - COMITE D'EXPANSION AQUITAINE

PAGE 21

Points

chauds

(Suite de la page 19.)

Aujourd'hui, pourtant, banquiers, industriels et salariés — salariés dont le niveau de vie, assuré-t-on, dépasse de très loin celui de l'Estremadure, de la Catalogne et de certaines provinces françaises — n'affichent pas le sourire. La crise européenne s'est emparée aussi de l'économie espagnole, l'atteignant à un moment où le gouvernement de Madrid se consacre, à temps plein, à la délicate conduite du pays vers la libéralisation politique.

« Il faudrait que le gouvernement ait le courage de dire aux Espagnols la gravité de la situation économique. Nous n'avons pas de ministre des finances. L'inflation est galopante. L'endettement auprès des États-Unis, de l'Arabie Saoudite ou de l'Allemagne a des limites. Pour préserver la compétitivité de nos entreprises, il faudrait modifier la loi et autoriser les firmes à licencier du personnel », affirme M. Olarra. « Pendant que les valeurs mobilières s'effondrent à la Bourse de Bilbao, les prix des appartements grimpent, signe d'une économie incapable de corriger son inflation », renchérit Fernando Barrena, journaliste du *Correo Español*. Et l'homme de la rue opine : « Le Baque est un homme fier et, lorsqu'il a de

l'argent, il n'aime pas le décaisser. » Le sentiment d'appartenir à une « *zona superior* » parce que le gouvernement central a besoin de l'économie basque a donné à ce peuple un complexe de supériorité nationale. S'installer dans la crise et être logé à la même enseigne que les Catalans ou les Madrilènes, voilà qui les vexa et les irrita, plus que ça ne les inquiète.

« Nous ne sommes qu'un début de la crise », pronostique Juan Manuel Idoyaga, correspondant de l'hebdomadaire *Cambrío* à Bilbao. Pendant les années fastes, les chefs d'entreprise ont mis les bénéfices dans leurs poches, ne songeant pas à réinvestir pour amortir le matériel et diversifier les productions. Les caisses d'épargne, abondamment garnies par les économies de la population, prêtent aux autres banques pour celles-ci aient suffisamment de liquidités, mais ça ne se traduit pas par des investissements. Les grandes firmes basques se « décapitaient ».

Dans ces conditions, comment croire à une politique volontaire et planifiée d'exportation d'investissements espagnols en Aquitaine ? Ne faudra-t-il pas, lorsque la machine repartira, « servir » d'abord les régions méridionales de la péninsule où la main-d'œuvre agricole est

L'Espagne avec sa « Ruhr »

excédentaire ? Ne doit-on pas se tourner en priorité vers les cousins d'Amérique latine où l'on a déjà pris pied ? Qu'allier faire en Aquitaine où les grandes infrastructures sont rares et la main-d'œuvre peu habitée au martèlement des tôles ?

Il y a pourtant l'unité basque, sociologique et politique, rétrograde-t-on. « La question politique, parlons-en ! », s'écrient les industriels de Vitoria et de Bilbao. « Le climat politique dans les Pyrénées-Atlantiques est instable et pas du tout de nature à attirer les investisseurs. Créer des usines ou des succursales qui peussent tous les jours être plastifiées par les caisses ? » Et il est vrai que les nationalistes en exil reprochent à l'oligarchie financière basque de ne pas être intégrée étroitement à la lutte régionaliste. On cite le cas de cette personnalité de Bilbao qui, lorsqu'elle doit aller à la C.E.E. à Bruxelles, prend sa voiture jusqu'à Hendaye, puis le train ; mais elle laisse son automobile internationale « BT » au parking de la gare, elle prend soin de contracter une assurance spéciale ou bien intervertit les fils des bougies du moteur pour qu'on — les nationalistes ! — ne la lui vole pas.

Le problème politique, que tout le monde lui a sur les lèvres, est aussi présent comme un alibi commode pour « excuser » l'iso-

lationnisme économique basque. Car, enfin, qui prétend qu'une usine espagnole ne doit s'installer que sur la frange frontalière ? Pourquoi pas à Dax, à Marmande, à Libourne, au Verdon ou... à Valenciennes ?

A Bayonne, en tout cas, « si l'on est agacé par le ton souvent présomptueux des ténors de Bilbao », on attend avec impatience leur venue. « Quand je suis arrivé, il y a quatre ans, à la chambre de commerce, personne sur les quarante-cinq salariés ne parlait espagnol », dit M. Jacques Saint-Martin, président de l'organisme consulaire. « Pourtant, dans le scepticisme général, j'ai nommé un délégué spécial pour l'Espagne, et nous avons, en outre, trois projets importants : créer un centre de commerce routier international, faire de Biarritz un aéroport international comme Mithouss-Bidj, installer un centre de formation professionnelle pour les cadres espagnols tournés vers les disciplines communautaires (la T.V.A., la politique agricole commune) ».

Le fleuve-égout

Jusqu'à maintenant, à l'inverse de ce qui s'est passé du côté méditerranéen, le courant d'investissements espagnols dans le Sud-Ouest a été marginal. « Le travail des différents organismes nationaux, régionaux et locaux pour démarcher des firmes espagnoles n'est pas toujours coordonné. Une action commune entre Bordeaux et Bayonne est difficile », estime Mlle Geneviève Julia, qui prépare pour la fondation Rlf-Aquitaine une étude sur les investissements espagnols dans le Sud-Ouest.

Les choses maintenant vont peut-être changer. Le bureau de la DATAR, en Espagne — pour laquelle travaillent plusieurs co-opérants — commence à « avoir des touches » dans les secteurs de la démolition des navires, la chimie, l'estampage, la machine-outil, par exemple. La France a reçu, en 1975, 30 % des investissements espagnols (15 % aux États-Unis), mais nos concurrents les plus sérieux sont la Belgique, l'Allemagne et la Suisse.

Bilbao, noyau de la puissance basco-navarraise, étouffe. Les terrains encore libres y sont aussi rares que l'air pur. La ville s'entremêle et se dispute avec le port le long d'un fleuve-égout, dans un urbanisme anarchique. Les espaces verts ont la taille de mouches de poche. Sur les montagnes, râpées par les émanations acides des hauts fourneaux, ne croissent que des arbustes malheureux. On a eu les pires difficultés pour trouver un terrain capable d'abriter un aéroport : les rampes lumineuses d'approches sont contiguës au cimetière. La pollution — les Espagnols utilisent le mot très évocateur de « contamination » — atteint des limites insupportables. Pas d'usines d'incinération des ordures pour un million d'habitants, pas d'installations de traitement des eaux usées. On n'ose pas trop interroger les « mouchards » qui ont été placés aux quatre coins de la

ville et du port : leur verdict donnerait froid dans le dos.

« Puisque vous ne pouvez plus bouger, venez chez nous, où l'espace est notre première richesse », lancent les Aquitains à leurs voisins du sud. « Coordonnez avec nous vos investissements portuaires. Pourquoi créer à grands frais le Verdon et un « super Bilbao » à 200 kilomètres de distance ? Pourquoi ne pas chercher d'abord à développer les échanges commerciaux entre les deux ports ? ». En 1975, l'ensemble du tonnage chargé (ou déchargé) à Bilbao pour Bordeaux a atteint 11 000 petites tonnes, sur un total de 20 millions !

Accueillant il y a quelques semaines le roi Juan Carlos à Paris, M. Giscard d'Estaing disait : « Il s'agit, par cette rencontre, de mettre fin à une anomalie. L'isolementisme mutuel dans lequel se maintiennent depuis trop longtemps le Sud-Ouest français et le Nord-Ouest espagnol n'est-il pas l'anomalie la plus préjudiciable et la moins explicable ? »

FRANÇOIS GROSCHARD.

Percées

Voici quels ont été les grands investissements espagnols en France durant le premier semestre 1976 :

- **ESMALTAIONES SAN IGNA-CIO, S.A.**
Projet : 25 emplois à Bayonne.
Production : batteries de calculs émaillées.
Autorisation espagnole en décembre 1975.
Régulation en faveur de Bayonne en mars 1976.
- **COMERCIAL LAMINA-DOS, S.A.**
Projet : 30 emplois dans un premier temps à Langue-doc : 100 emplois d'ici trois ans.
Production : vente et légère transformation de métaux.
Autorisation espagnole en décembre 1975.
- **PAPELERA SAN MIGUEL, S.A.**
Projet : 35 emplois à Redon (Ille-et-Vilaine).
Production : cellulose moule.
Autorisation espagnole en février 1976.
- **PAPELERA SANCHEZ, S.A.**
Projet : 35 emplois à Redon ou à Fougères.
Production : transformation de papier de cellulose.
Autorisation espagnole en avril 1976.
- **SOLER Y PALLAS, S.A.**
Projet : 30 à 40 emplois dans la zone industrielle de Rivesaltes (Périgord).
Production : montage et commercialisation de ventilateurs électriques à usage industriel et domestique.
Autorisation espagnole en avril 1976.
- **LUIS CONGOST, S.A.**
Projet : 30 à 50 emplois dans la zone industrielle de Rivesaltes (Périgord).
Production : fabrication et montage de jouets mécaniques en plastique et métalliques.
Autorisation espagnole en avril 1976.
- **RA.S.O., S.A.**
Projet : 40 emplois dans la zone industrielle de Saint-Etienne à Bayonne.
Production : centres de transformation, tableaux de bord et automatismes.
Autorisation espagnole en mai 1976.

(*) Investissements d'origine basque.

PROMOTION DE LA REGION AQUITAINE:

COMITE D'EXPANSION AQUITAINE

2 place de la Bourse

33000 Bordeaux

Tel: (56) 52 65 47

ETABLISSEMENT PUBLIC REGIONAL

(PUBLICITE)

Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne.

L'ouverture vers l'Espagne.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne, grâce à l'action constante et efficace de son Président, M. Jacques Saint-Martin, attache une importance particulière à l'amélioration des relations économiques avec l'Espagne qu'elle considère comme l'un des axes d'un développement complémentaire possible de sa région pour ce qui est de son industrie, de son commerce et de son équipement.

« Les évidences », déclare M. Saint-Martin, « est le caractère inéluctable et irréversible de l'accroissement des échanges entre la Communauté Economique Européenne et la France, d'une part, l'Espagne, de l'autre. Dans une telle perspective, il est également évident que la situation des régions frontalières telles que celle du Pays Basque par exemple, prend un relief tout particulier puisqu'il y transite déjà près des deux tiers du trafic des marchandises ».

Q. Ces évidences pourtant ne sont pas toujours clairement perçues ni unanimement de part et d'autre de la frontière. Peut-on parler de scepticisme qui ralentirait le développement des échanges entre la France et l'Espagne ? J.S.M. Il est exact qu'un certain scepticisme domine les réactions des uns et des autres. Du côté français, l'Espagne apparaît plus comme un pays de vacances que comme un pays industrialisé. Le développement économique du Pays Basque espagnol échappe à beaucoup. De plus, pour des raisons plus psychologiques que politiques, les milieux économiques du Sud-Ouest marquent une certaine réserve à l'égard du marché espagnol qu'ils ont tendance à sous-estimer, quand ce n'est pas une hostilité de principe. De la même manière, nos voisins immédiats des Provinces Basques ne considèrent souvent cette région qu'à travers les distractions ou la qualité de la vie qu'elle leur offre. Peut-être aussi, les Espagnols sont-ils conscients du caractère un peu artificiel du cadre dans lequel leur industrie s'est développée. En d'autres termes, ils sont conscients de ce que sa remarquable croissance doit au protectionnisme, et ils savent qu'une compétition plus ouverte les attend dans un avenir proche. Cependant, l'esprit d'entreprise qui caractérise les industriels espagnols leur permettra de s'adapter rapidement à la situation.

Q. Le trafic commercial par voie terrestre entre l'Espagne et l'Europe transite pour les deux tiers de son volume par Hendaye et Schœbe. Dans quelle mesure la région ne pourrait-elle pas tirer avantage de cet état de chose ? J.S.M. Jusqu'à présent notre région ne tire pas grand avantage du passage des marchandises qui transitent vers l'Espagne en provenance de l'Europe et de la France, ou dans l'autre sens.

Une vingtaine d'entreprises du nord de l'Espagne ont créé à Bayonne, Biarritz, Saint-Jean-de-Luz ou Hendaye, des bureaux commerciaux pour assurer la vente de leurs produits en France et en Europe. Un certain nombre d'entre eux ont déjà manifesté le souhait de disposer sur place d'entrepôts leur permettant d'entretenir un stock nécessaire à assurer la régularité des livraisons et la qualité de leur service après vente. On peut même imaginer que pour certaines fabrications les industriels souhaiteraient procéder à l'assemblage ou à la finition d'articles destinés au marché européen.

La Chambre de Commerce envisage, en liaison avec les Collectivités locales, la création d'un Centre de Commerce International, tel qu'il en existe déjà dans certaines régions frontalières, par exemple dans le nord ou dans l'est. Un tel centre permettrait de rassembler tout près du point frontière des marchandises destinées aux régions consommatrices du nord ou de l'est de l'Europe, d'en assurer le groupage et l'acheminement par les moyens les plus favorables.

Cet ensemble de moyens devrait permettre à notre région de participer activement aux opérations commerciales dont, pour le moment, elle ne

profite pas suffisamment.

Q. Malgré le passage naturel qui existe depuis toujours entre la France et l'Espagne le long de l'Océan Atlantique, il semble que les relations entre les populations françaises et espagnoles de part et d'autre de la frontière ne sont pas suffisamment développées. Qu'envisagez-vous de faire pour les améliorer ? J.S.M. Il apparaît évident que l'accroissement des échanges exige maintenant une meilleure connaissance réciproque entre les partenaires économiques que sont d'une part l'Espagne et, d'autre part, les Français et les Membres de la C.E.E.

En assistant de temps à autre à des colloques organisés ici où là et auxquels participent des Espagnols, on se rend compte de ce qu'ils éprouvent une véritable soif d'information à propos des conditions économiques et sociales qui constituent l'environnement de la C.E.E. De la même manière, on est surpris de ce que peu de Français savent dans quelles conditions fonctionnent l'économie, les finances ou les relations sociales de l'autre côté des Pyrénées. Notre Chambre de Commerce a pris l'initiative de créer le Centre de Formation Economique Franco-Espagnol de Bayonne. Ce centre a un triple objectif :

- D'abord de rassembler une documentation solide à laquelle pourront se référer tous ceux qui désireront connaître ce qui se passe de part et d'autre de la frontière en matière législative, financière, administrative ou technologique.
- Ensuite, d'assurer par des réunions spécifiques l'information dans des secteurs déterminés entre chefs d'entreprises et salariés français et espagnols. Par exemple, des réunions seront organisées pour l'étude des conventions collectives d'une branche déterminée d'un secteur industriel ou commercial.
- Le 3^e objectif visera à assurer la formation de toutes les personnes physiques ou morales privées ou publiques qui éprouveront le besoin d'améliorer leurs connaissances sur des sujets précis à caractère économique et social ou à caractère technique.

Cette formation sera dispensée sous forme de stages de durées variables, auxquels pourront participer, compte tenu de l'équipement du centre, ensemble ou séparément, des Espagnols et des Français. La création du Centre de Formation Economique Franco-Espagnol a donc pour objectif essentiel d'abaisser les barrières linguistiques, psychologiques et culturelles qui séparent encore les milieux économiques de France et en Espagne, et nous pensons que son efficacité se fera sentir rapidement dans les échanges entre nos deux pays.

Q. Ces relations ne peuvent-elles pas être aussi améliorées dans certains domaines, par exemple dans les communications aériennes ou ferroviaires ? J.S.M. Nous avons déjà envisagé la possibilité d'offrir à nos voisins l'utilisation de notre aéroport dans la mesure où rencontraient de grandes difficultés pour trouver chez eux un site propice à remplacer celui de Fontarabie, ils estimeraient finalement plus intéressant de faire atterrir ou décoller leurs

appareils à l'aérodrome de Biarritz-Parme. Celui-ci, grâce à l'existence de l'autoroute qui dessert toutes les provinces basco-espagnoles, se trouve maintenant à des distances raisonnables de n'importe quel point du nord de l'Espagne.

Pour ce qui est de l'amélioration des liaisons ferroviaires, de très importants travaux ont déjà été exécutés à la gare de Hendaye et sont en cours à la gare d'Irun, qui permettront d'augmenter sensiblement la capacité de transit de ces gares frontalières.

La Chambre de Commerce envisage, avec beaucoup de prudence d'ailleurs, l'idée de prolonger la ligne ferroviaire de Saint-Etienne-de-Baïgorry jusqu'à Pampelune par une voie à écartement européen.

Q. Pourriez-vous nous dire sur quelle autre proposition concrète débouchent vos actions en faveur d'un développement des relations avec l'Espagne ? J.S.M. Nous avons orienté nos actions dans les directions privilégiées suivantes :

- La recherche d'investisseurs espagnols susceptibles de créer dans la région des activités génératrices d'emploi.
- Un effort particulier pour susciter l'intérêt des industriels et des commerçants pour le marché voisin, et la mise à leur disposition d'un ensemble de moyens propres à leur en faciliter la connaissance. Nous avons à cet égard créé un service de relations avec l'Espagne qui a permis qu'un important industriel de Vitoria vienne s'installer à Bayonne, et que d'autres dossiers n'attendent qu'une meilleure conjoncture pour se concrétiser.
- Nous pensons aussi que la proximité du Pays Basque intérieur de la province de Navarre, fortement industrialisée, devrait permettre à certaines industries de prendre pied dans des régions telles que Saint-Jean-Pied-de-Port ou Saint-Etienne-de-Baïgorry, qui ne sont qu'à une heure et demie de Pampelune.

Nous envisageons un effort particulier de promotion pour rendre attrayant les conditions d'implantation dans notre arrière-pays.

Q. Ne craignez-vous pas que le rapprochement avec l'Espagne ait pour effet une certaine domination de l'économie espagnole sur celle de votre région ? J.S.M. Je pense qu'il n'est ni souhaitable ni possible que l'avenir économique de notre région soit très largement dépendante de nos voisins. Mais il faut clairement prendre conscience de ce que la puissance économique de nos deux régions est très disproportionnée. Pour éviter que nos capacités soient irrémédiablement aspirées vers les provinces basco-espagnoles, il faut renforcer notre tissu industriel, notre organisation commerciale et notre infrastructure.

Ainsi, et c'est notre souhait, notre région deviendra-t-elle un terrain d'accueil sur lequel se prolongeront les activités de nos voisins espagnols dont l'expansion inéluctable peut faire de nous des victimes ou des bénéficiaires. Sans rien abandonner de notre personnalité, nous sommes persuadés que nous sommes le lieu privilégié où se développera la collaboration entre les deux pays.

Pour tous renseignements, s'adresser à :
CHAMBRE DE COMMERCE & D'INDUSTRIE
50-51, Allées Maritimes - B.P. 115 - 64102 Bayonne
Tél. (59) 53.84.08

Pour tous renseignements, consultez le
CENTRE DE FORMATION ECONOMIQUE
FRANCO-ESPAGNOL DE BAYONNE
50-51, Allées Maritimes - 64102 Bayonne
Tél. (59) 53.84.08

سكا من الامل

Amis

d'outre-mer

Autres tropiques

(Suite de la page 19.)

Avec San Pedro, à l'extrême ouest du pays, la Côte-d'Ivoire dispose d'un second port d'expédition des grumes. Au premier semestre de cette année, y ont été embarquées, à destination de Bordeaux, 17 211 tonnes de bois alors qu'Abidjan en traitait seulement 10 223 tonnes. Or, San Pedro, capitale du « Far-West » ivoirien, est proche des quelques forêts profondes encore épargnées par les scies et les raboteuses.

Au demeurant, le gouvernement a institué, au mois d'août 1972, un système de quotas pour la vente des bois : autant de mètres cubes de grumes, mais mètres cubes livrés aux entreprises locales. Donnant, donnant. Cette réglementation est allégrement tournée dans la mesure où les négociants ivoiriens font bénéficier les marchands européens de leurs quotas préférentiels, moyennant de substantielles ristournes.

La Côte-d'Ivoire a exporté, l'an dernier, 2,4 millions de mètres cubes de grumes mais les producteurs n'en ont livré qu'un million et demi de mètres cubes aux entreprises locales. « L'attrait des prix à l'exportation rend souvent incertain et insuffisant l'approvisionnement de nos usines de transformation », reconnaît M. Koffi Aboira, ministre ivoirien des eaux et forêts. « Cela dit, tôt ou tard, les grumes finiront par être travaillées sur place. Cette évolution est inévitable ; il faut jouer le jeu », estime M. Daniel. Ne serait-ce que pour des raisons liées au seul coût de transport, une meilleure division du travail s'impose. Mieux vaut n'exporter que le bois utile plutôt que des grumes lourdes de leurs déchets. « Bien sûr, les utilisateurs européens préfèrent recevoir des billes brutes et les travailler à leur façon », reconnaît M. Daniel, mais ils devront un jour renoncer à cette exigence ».

Ce changement d'habitudes paraît d'autant plus nécessaire qu'aujourd'hui, la Côte-d'Ivoire exporte davantage de bois blancs bon marché. « Le coût du fret arrive ainsi à représenter 55 % à 60 % de la valeur de cette marchandise », souligne M. Jean Bolledeu, agent général de la Société navale chargeurs Delmas-Vieljeux (S.N.C.D.V.). Pendant la crise de 1974, qui a abouti à une chute des cours du bois, le prix du transport dépassait même celui des grumes... »

Il y a dix ans, les bois voyageaient mêlés à des marchandises diverses à bord de navires conventionnels d'environ 10 000 tonnes. Aujourd'hui, ils sont souvent embarqués sur des grumiers d'environ 25 000 tonnes. « Il est difficile, dans ces conditions, de monter la Gironde à pleine charge, indiquent des armateurs ; avant de toucher Bordeaux, il faudrait aller s'alourdir dans d'autres ports de la façade atlantique. Ces allers et venues coûteraient trop cher. » Au fond de son estuaire, la capitale de l'Aquitaine paraît à beaucoup lointaine et inaccessible.

Grosses billes

Le sachant, ses concurrents essayent de se placer. Lors d'un récent séjour en France, M. Lamine Fadila, ministre ivoirien de la marine, a notamment évoqué la réorganisation du trafic franco-ivoirien et, pour ce qui concerne le trafic du bois, la possibilité d'accroître la part du Havre, proche des grands marchés de consommation. Malgré tout, les Bordelais ne veulent pas lâcher prise et envisagent de créer au Verdon un « port d'éclatement » du bois.

Pour les amateurs qui exploitent encore des navires conventionnels, le port de Bordeaux n'est pas très pratique. « Nous devons déposer les bois

à Queyrès, les cafés ailleurs et ainsi de suite ; nous ferions volontiers l'économie de ces mouvements », notent les responsables de la S.N.C.D.V. La mise en service de la station porte-conteneur du Verdon ne simplifie en rien le traitement du fret en vrac. A cet égard, les experts commencent d'imaginer des conteneurs spéciaux qui permettraient d'acheminer, un jour, les bois travaillés — parquets, placages, huisseries, etc. — puisque, à terme, l'évolution condamne l'expédition des grumes.

Pour l'heure, il convient de détourner les grumes le plus près possible des usines de transformation. Ces billes, par leur volume — certaines pèsent plus de 30 tonnes, atteignent 17 mètres de longueur et 2 mètres de diamètre —, supportent mal le transport à longue distance sur terre ferme. Or, Bordeaux est située à l'écart des grands marchés industriels. Ainsi, Sète et Marseille approvisionnent Toulouse en bois tropicaux.

Moins excentrées, Nantes et La Rochelle sont les ports de la façade atlantique que les armateurs choisissent le plus volontiers pour y faire relâcher leurs navires chargés de grumes. La Rochelle fait, à cet égard, concurrence directe à Bordeaux. « C'est un port bien équipé ; on y travaille bien et on y pratique de bons prix », remarque M. Bolledeu. Ce fut justement un commerçant rochelais — Auguste Verdier — qui fut, en 1885, à la suite des Britanniques, le premier Français à s'intéresser à l'exploitation de la forêt ivoirienne.

La dépendance de l'Afrique vis-à-vis de l'Europe va-t-elle s'atténuer dans les années à venir ? La Côte-d'Ivoire, pour sa part, projette de construire une usine de pâte à papier au nord de San-Pedro. Cette usine, qui produirait 150 000 tonnes de pâte sèche par an, serait notamment alimentée par des plantations locales de pins et d'eucalyptus. Des arbres qui ne font plus rêver du tout, presque familiers.

JACQUES DE BARRIN.

entièrement au vin, mais les balances pour le café et les fûts de vin restent, et il fut un temps très « dans le vent » de venir se faire peser chez Berry's.

Fournisseur de la Cour — oui, la famille royale aime beaucoup le bordelais ! — M. Anthony Berry respecte les producteurs bordelais, bourguignons, allemands, portugais ou espagnols, qui sont ses clients. Il n'empêche qu'il estime que « If you are a wine lover, you must live in England » (si vous aimez vraiment le vin, c'est en Angleterre qu'il faut vivre).

Passion anglaise, le vin de Bordeaux est peut-être aussi une passion aveugle. Le « scandale » de 1974, n'a, semble-t-il, pas laissé de traces. Pourtant, à l'époque, tous les quotidiens britanniques envoyèrent des escouades de reporters se relayer au procès Cruse.

Dans l'alliance Aquitaine-Grande-Bretagne, tout n'est pas rose, cependant, autour d'Allenor et du vignoble. Aujourd'hui, une trentaine de sociétés britanniques, ou à intérêts britanniques, sont implantées en « Guyenne ».

A la chambre de commerce de Londres, on fonde de grandes espérances sur les lignes aériennes directes qui existent entre Bordeaux et Londres, Birmingham, Leeds et Manchester. Le gouvernement britannique recommande aux investisseurs l'Aquitaine plutôt que Paris. Ces derniers ne se font d'ailleurs pas trop prier : ils apprécient que la région soit aussi accueillante et pas trop éloignée des hauts lieux du tourisme et de la gastronomie que sont le Périgord, les Pyrénées et la Provence.

« Et puis, que voulez-vous, nous dit M. Ian MacDonald, de la division internationale de la chambre de commerce, à Bordeaux, nous sommes un peu chez nous : les jeunes filles portent des noms anglais, il y a des églises à clocher carré, on parle anglais dans les familles « bien », on vend dans les magasins des produits anglais que nous utilisons parfois chez nous — comme les costumes de tweed. »

« Et il y a l'Union club : un club anglais » comme les Bordelais se les représentent : avec de gros fouteurs de cuir, des gravures de chasse à courir, aux murs, et pas de dames. C'est plus « Jules Verne » que nature, mais c'est une aimable attention quand même... »

NICOLE BERNHEIM.

(1) Cité par Lynn MacDonald dans Bordeaux and Aquitaine, publié chez Bantam, Fitzhings Street, Londres W11.

Au cœur des Antilles

(Suite de la page 19.)

Des bateaux qui les avaient conduits aux îles, on vit également débarquer les défenseurs éclairés des idées libérales. C'est ainsi que, dès 1730, une loge maçonnique fut fondée par des maîtres bordelais, à Saint-Pierre, en Martinique.

Bon an, mal an, le commerce s'organisa autour des rhums et des vins. L'Aquitaine et les Antilles avaient une si longue habitude de travailler ensemble que, le moment venu, l'enseignement local fut, tout naturellement, placé sous le patronage de l'académie de Bordeaux qui fixait les sujets du baccalauréat et dépêchait des professeurs en mission.

Créé au mois de juillet 1970, le centre universitaire Antilles-Guyane (CRUAG) a dû passer une convention pédagogique avec l'université de plain exercice de Bordeaux. « Cela dit, nous n'avons plus de relations exclusives avec notre ancienne maison mère », explique M. Jacques Adelaide-Merlande, président du CRUAG. Ainsi, nous avons signé une convention de recherches en histoire avec l'université de Reims. Quant aux jeunes qui ne peuvent pas encore faire sur place les études de leur choix, libre à eux de se disperser en métropole. La capitale de l'Aquitaine n'est pas leur unique point de chute. Beaucoup s'inscrivent à Montpellier, Toulouse et Paris.

Paris offre aux étudiants la possibilité de mieux se frotter aux idées des autres. « Bordeaux était une fac un peu réac », soulignent des universitaires peu enclins à maintenir des liens de nature coloniale avec la capitale de l'Aquitaine. « Favorable à une politique d'ouverture vers le monde extérieur, nous prenons langue avec les universités de la région Caraïbes », indique M. Jean Crusol, directeur adjoint de l'U.E.R. de droit et de sciences économiques de la Martinique.

Cela dit, beaucoup d'Antillais sont reconnaissants à Bordeaux de leur avoir mis le pied à l'étrier. Placée sous la protection de Thémis, l'université mère a formé dans les disciplines juri-

diques des générations de Guadeloupéens et de Martiniquais. « Nous ne regrettons pas cette orientation donnée à nos études, car, dans nos îles, l'administration offre de très nombreux débouchés », précise M. Adelaide-Merlande. Nous allons maintenant procéder à des ajustements, rechercher d'autres cursus, liés aux nouveaux besoins de notre économie. C'est ainsi que les récents événements de la Soufrière ont démontré l'utilité de créer, au sein du CRUAG, un département de volcanologie.

Pour des raisons qui tiennent à la géographie économique, Bordeaux ne peut plus, aujourd'hui, prétendre au titre de « métropole des Antilles ». Faute d'un arrière-pays industriel, à l'écart des grands marchés de consommation, la capitale de l'Aquitaine s'est vu distancer par Dunkerque, Le Havre, Saint-Nazaire et Marseille. Les bananes, qui représentent respectivement 51 % et 80 % des exportations de la Guadeloupe et de la Martinique, finissent de mûrir à Dieppe et à Rouen.

La position inconfortable au fond d'un estuaire a, d'autre part, joué contre Bordeaux, les armateurs préférant desservir, en priorité, des ports de pleine mer. Dès l'été 1939, les paquebots de ligne cessèrent de toucher la capitale de l'Aquitaine. La paix revenue, ils ne reprit pas leurs services.

1^{er} août 1948

L'avion aussi a desservi les intérêts de l'Aquitaine. Certes, le 4 juillet 1947, un hydravion Latécoère-631 inaugura, entre Fort-de-France et l'étang de Biscarrosse, via Port-Etienne, en Mauritanie, la première liaison aérienne Antilles-métropole en trente heures vingt minutes de vol. Mais cette expérience fut prématurément interrompue le 1^{er} août 1948, après que le Latécoère se fut abîmé au large des îles du Cap-Vert. Lorsque les relations aériennes furent à nouveau rétablies d'un bord à l'autre de l'Atlantique, le 9 août 1950, c'est de Paris qu'Air Inter organisa son réseau. Orly devint la porte d'entrée des Guadeloupéens et des Martiniquais.

La chambre de commerce de Pointe-à-Pitre réclame l'ouverture d'une ligne directe au départ de Bordeaux. Les rapports que celle-ci entretient avec ses anciens comptoirs paraissent, aujourd'hui, si distendus que la compagnie nationale n'est pas décidée à honorer cette demande.

Qu'ont donc encore à faire ensemble l'Aquitaine et les Antilles ? Bordeaux continue d'expédier aux îles vins en vrac, céréales diverses, bois des Landes, et d'en recevoir sucres et rhums. Bornais le contrôle de la Suerie de Beauport, en Guadeloupe, les Bordelais n'ont plus d'intérêts dominants dans l'économie antillaise. De leur côté, les grandes « maisons » martiniquaises de spiritueux — Clément, Duquesne, Saint-James, entre autres — possèdent, du côté du quai des Charrons, de petites entreprises de sous-traitance. Au total, des liens que M. Claude Guéant, secrétaire général pour les affaires économiques à la préfecture de la Guadeloupe, qualifie volontiers de « dérisoires ».

La chambre de commerce de Pointe-à-Pitre a beau entretenir la flamme du souvenir — elle est jumelée à son homologue bordelaise et possède une classe préparatoire à l'Ecole supérieure de commerce de Bordeaux —, l'essentiel, maintenant, entre les Antilles et la métropole, semble se jouer sur une autre scène. Paris, en fin de compte, a eu, dans cette affaire, le dernier mot. Inévitablement.

Malgré ses handicaps, Bordeaux a pu, quelque temps encore, maintenir des relations privilégiées avec les Antilles. Mais Paris a eu raison de ses faiblesses. Le centralisme l'a emporté. La départementalisation, qui sert aujourd'hui de cadre à l'évolution politique et économique de la Guadeloupe et de la Martinique, renforce singulièrement l'influence de la capitale, où siègent les « décideurs ».

« Entre l'Aquitaine et les Antilles, l'avenir est fait de sentiments », affirme M. Elyse. Fragile perspective lorsque l'on sait, dans la vie des affaires, le faible poids des sentiments.

J.-J. B.

Suite anglaise

(Suite de la page 19.)

Lorsque, grâce à Du Guesclin, le roi de France reconquit l'Aquitaine, plusieurs milliers de Gascons s'exilèrent à Londres et dans d'autres ports anglais, notamment à Bristol, qui est aujourd'hui jumelé avec Bordeaux et échange quelque mille écoliers chaque année avec le port français.

Malgré le retour de la Guyenne à la France, les liens commerciaux s'affirmèrent de plus belle. Les luttes militaires sur terre et sur mer, les renversements d'alliances, n'y changèrent rien : les Anglais trouvaient toujours le moyen de faire venir leurs vins préférés... et les Bordelais de les leur vendre. Les Irlandais et les Ecossais n'étaient pas en reste : on raconte que les hommes des Highlands découvrirent le bienheureux nectar à l'occasion de la contrebande d'armes et de munitions qui s'insinuait pendant un temps entre les supporters français de Marie Stuart et l'Ecosse.

Au XVIII^e siècle eut lieu le double exode qui devait jouer un rôle décisif dans l'histoire des relations entre l'Aquitaine et les îles Britanniques : tandis que des milliers de huguenots fuyaient la France pour se réfugier dans des pays protestants amis, et notamment en Angleterre, des centaines de négociants étrangers, surtout allemands, néerlandais et britanniques, venaient s'installer dans le Bordelais. Parmi eux, il y eut des Irlandais et des Ecossais qui firent souche en France. On retrouve ainsi la trace d'un certain Jean-Baptiste Lynch, qui fut maître de Bordeaux juste avant la Révolution française.

D'une famille originaire du comté irlandais de Galway, ce Jean-Baptiste Lynch fit preuve d'une endurance à toute épreuve à une époque particulièrement troublée : nobilité par Louis XV, chevalier et seigneur de Sainte-Barbe et Donzac, il fut président aux enquêtes du Parlement de Bordeaux, conseiller à la chambre des enquêtes de Guyenne et conseiller général de la Gironde.

Il traversa la Révolution sans encombre, fut fait comte d'Empire par Napoléon et confirmé dans son titre par Charles X.

Un autre Irlandais, Hugh Barton, à peu près à la même époque, et par son énergie, son travail et sa diligence acquit une fortune considérable à Bordeaux », relate le *Debut's Peerage*, bible de l'aristocratie britannique. Son descendant,

Bertram Hugh of Straffan House, est aujourd'hui l'heureux propriétaire des Châteaux Langos et Léoville dans le Médoc.

C'est un autre aristocrate britannique, M. John Churchill Pearson, troisième vicomte de Cowdray, qui possède le Château Latour, premier grand cru classé de Pauillac.

Le vin de l'épicière

Tout cela ne console pas lord Mowbray, baron de Segrave et Stourton, chevalier de l'ordre de Malte et descendant direct d'Henry II et d'Aliénor d'Aquitaine. « Whip » conservateur (chargé de la discipline du parti) à la Chambre des lords, ancien sous-secrétaire d'Etat à l'environnement du gouvernement Heath, lord Mowbray est un grand propriétaire terrien. Il a perdu un œil en 1944 « quel que part, près d'Amiens, quand mon char a sauté », raconte-t-il, la moustache en bataille, son unique œil bien brillant d'humour, comme si c'était là une excellente plaisanterie. Mais lord Mowbray, qui est très fier de ses prestigieuses ancêtres, ne pardonne pas à l'un d'entre eux, Sir John Talbot, qui reconquit un temps Bordeaux, en 1452, avant de tomber à la bataille de Castillon (1), d'avoir manqué d'annexer le château du Bordelais qui porte son nom. « Pour tant, dit-il, ce n'est pas faute de relations : au Moyen Age, la noblesse européenne était encore plus internationale que les marxistes d'aujourd'hui... »

En Angleterre, le vin est une chose terriblement sérieuse, suffit, pour s'en convaincre, de rencontrer quelques-uns des hommes d'affaires qui lui consacrent leurs jours et leurs nuits. C'est le cas de M. Anthony Berry, président-directeur général de Berry Brothers and Rudd, « fondé au XVIII^e siècle » comme dit une phrase à la peinture dorée sur la façade notre d'une échoppe de Saint James's Street, à deux pas du palais du même nom.

Avant d'être l'un des plus respectables négociants de vins de Londres, la petite maison qui abrite Berry Brothers fut, au Moyen Age, une ferme qui ravitaillait en lait frais les lépreux de l'hôpital Saint-James. Jusqu'à ce que Henry VIII le fit détruire pour le remplacer par un palais destiné à Anne Boloyne. La ferme fut rachetée par un épicière qui se spécialisa dans les produits de luxe, surtout le café, puis bientôt le vin. Au siècle dernier, la maison se consacra

Région Aquitaine:

Les bonnes communications, font les bons échanges.

The map shows the Aquitaine region with major cities like Bordeaux, Pau, Bayonne, and Angoulême. Arrows point from Bordeaux to AMERIQUE, PARIS, AFRIQUE, and ESPAGNE. A small inset map shows the location of Aquitaine within France.

Aquitaine, le pays de qualité

Toulouse la rivale

● La compétition entre les deux grandes métropoles que sont devenues Bordeaux et Toulouse touche-t-elle à son terme ?

VITRINE

Si est un lieu où les Aquitains font preuve d'un dynamisme tel qu'ils en oublient que les choses ne vont pas très bien dans la région, c'est bien à la foire internationale de Bordeaux.

Plusieurs raisons à cela : le dynamisme de l'équipe du président Casaux-Malleville et aussi, moins palpable, difficile à chiffrer, la qualité du lieu. Le quartier du Lac à Bordeaux n'est pas une réussite sur le plan immobilier, représente une incroyable vitrine pour l'Aquitaine.

Négligeons les diverses manifestations qu'accueillent les installations de la foire internationale de Bordeaux comme Comforexpo ou le Jumping pour nous contenter de la seule foire internationale. En mai, elle a accueilli en une semaine plus de quatre cent mille personnes venant bien sûr de la Gironde (61,47 %), de tous les départements aquitains mais aussi des deux Charentes (1,50 %). Un rayonnement qui est assez significatif de la place que Bordeaux occupe encore dans le grand Sud-Ouest.

Les expositions étrangères (70 cette année) sont de plus en plus nombreuses. Cela prouve au moins qu'il y a de bonnes affaires. Cette année trois pays avaient fourni de nombreux acheteurs : l'Espagne, le Maroc et l'Allemagne fédérale. Le comité de la foire s'est fixé pour objectif de trouver de nouveaux débouchés à l'exportation. Un gros effort sera donc accompli pour multiplier les missions économiques, notamment vers l'Afrique, l'interlocuteur traditionnel de Bordeaux.

PIERRE CHERRUAU.

Le 10 juin 1976 a été une grande date pour les pays pyrénéens. Pour la première fois depuis la création des régions, MM. Jacques Chaban-Delmas (Aquitaine), Alain Savary (Midi-Pyrénées) et Robert Capdeville (Languedoc-Roussillon) se sont rencontrés à Toulouse afin de définir les grandes lignes d'une politique globale pyrénéenne. En ce « printemps occitan », qui semble marquer la fin des vieilles rivalités dans le midi de la France, les présidents des trois conseils régionaux, des comités généraux et des comités économiques et sociaux, ainsi que les préfets de région, ont retenu trois priorités : les communications routières, les voies navigables de la Méditerranée à l'Atlantique, la politique d'aménagement des Pyrénées.

Ces bonnes relations interrégionales entre hommes politiques de la majorité gouvernementale et de l'opposition de gauche devraient permettre de mettre un point final à la compétition entre les deux grandes métropoles que sont devenues Bordeaux et Toulouse. Cinq départements d'un côté avec plus de deux millions et demi d'habitants, huit de l'autre avec moins de deux millions et demi d'habitants. La densité démographique joue en faveur de l'Aquitaine.

La concentration d'habitants au même carré est également plus importante à Bordeaux qu'à Toulouse, deuxième ville

de France après Paris pour sa superficie, qui a beaucoup de mal à oublier qu'elle fut autrefois capitale de l'Aquitaine puis du Languedoc, et qui se range aujourd'hui à la quatrième place dans le classement des villes françaises alors que Bordeaux est fier de son titre de sixième port maritime français.

Toulouse a souvent joué un rôle influent sur sa voisine aquitaine. Les rois goths ont pris Toulouse pour capitale, la préférant à Bordeaux. Il en sera ainsi jusqu'à l'arrivée de France Clovis entre dans la ville de la Méditerranée. Plus jamais, même au temps des comtes et des capitouls, Toulouse ne sera la capitale d'une libre province, mais l'héritage des rois disposera à leur fantaisie.

La Gascogne, au contraire, échappe longtemps à l'emprise de la couronne, mais ce sera pour tomber sous la coupe d'Anglais qui en font un appanage. Bordeaux et Toulouse feront, à des titres différents, pendant longtemps la convitité des rois voisins, français, navarrois, aragonais ou castillans.

De nos jours, alors que l'Aquitaine correspond à une notion réelle de région, le Midi-Pyrénées cherche vainement une justification historique, géographique ou économique dans le découpage tel que Paris l'a conçu. La région recouvre près du dixième du territoire national, ce qui est beaucoup. Mais ses habitants ne représentent que le dixième de la population de la France. Victime de son « insularité » territoriale, Midi-Pyrénées demande son décloisonnement pour échapper à l'asphyxie. A ce titre Toulouse a été moins favorisée que Bordeaux, qui sera reliée par autoroute à Paris dès que sera terminée le tronçon Saint-André-de-Cubzac-Poitiers (200 km) et Poitiers-Tours (65 km). La liaison autoroutière Bordeaux-Espagne est aussi largement amorcée.

C'est en 1980, seulement, que Toulouse assistera à l'ouverture de l'autoroute A-61 qui la reliera à Bordeaux et à Narbonne. L'automobiliste toulousain devra donc faire 750 km en passant par l'Aquitaine ou 1 000 en passant par le Languedoc-Roussillon pour se rendre à Paris.

Les difficultés des liaisons par voie fluviale restent aussi préoccupantes. Jusqu'au milieu du XX^e siècle, la liaison entre le canal latéral à la Garonne, de Toulouse à Bordeaux, et le canal du Midi, de Toulouse à Sète et à Port-la-Nouvelle, a été valable. En 1976, cette voie d'eau n'est rentable que dans une perspective de modernisation.

Les péniches de 33,50 mètres (gabarit de Freycinet) ne peuvent aujourd'hui passer par le canal du Midi, ce qui réduit le trafic. Mais ces mêmes péniches peuvent naviguer sur le canal latéral à la Garonne, aménagé dans le cadre du VI^e Plan. Le manque de profondeur limite cependant le chargement des bateaux à 240 tonnes au lieu de 350. Si la modernisation était étendue au canal du Midi, elle permettrait le désempolement des voies d'eau du Sud-Ouest et les ouvrirait sur le reste du réseau fluvial par l'intermédiaire du canal du Rhône à Sète.

La normalisation des relations interpyrénéennes entre l'Aquitaine et le Midi-Pyrénées reste encore tributaire de l'aménagement du massif montagneux. La rénovation rurale a été officialisée en 1978 et mise en place cette année. Pour les deux régions concernées, au centre et à l'ouest des Pyrénées, c'est-à-dire dans l'Ariège, la Haute-Garonne, les Hautes-Pyrénées et les Pyrénées-Atlantiques, il s'agit de réaliser une économie montagnarde susceptible de bénéficier de mesures spéciales. Ces mesures tendent à assurer à la population une vie décente, à mettre en valeur le potentiel économique (élevage, forêts, tourisme) et à respecter

Proches

voisins

l'essentiel du patrimoine écologique et naturel.

En cette fin d'année 1976, il semble que la coopération Aquitaine-Midi-Pyrénées, autrement dit Toulouse-Bordeaux, soit entrée dans la voie des réalités. Lors de leur rencontre à Toulouse, MM. Chaban-Delmas et Savary avaient demandé la constitution d'un comité de liaison et d'information des conseils régionaux. En même temps, au plan administratif, les préfets des régions et des départements concernés se réuniront en conférences administratives.

Ainsi, les responsables des régions pyrénéennes espèrent-ils obtenir des pouvoirs publics les avantages déjà accordés depuis 1975 aux régions voisines, du Massif central (Limousin, Auvergne) qui ont récemment donné à la France deux présidents de la République. MM. Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing ainsi qu'un premier ministre, M. Jacques Chirac.

LÉO PALACIO.

Limoges la complice

● Le Limousin et l'Aquitaine : de vieilles connaissances qui ont des intérêts communs et la volonté de les développer.

On ne saurait parler des rapports entre le Limousin et l'Aquitaine sans évoquer la longue histoire des communes. Elle commence bien avant que la belle Aliénor d'Aquitaine, héritière du duché, apporte ce dernier en cadeau de mariage (1152) à Henri II Plantagenêt qui se fit couronner à Limoges et devint, quelques années plus tard, roi d'Angleterre.

Cette présence du passé se retrouve aujourd'hui dans le domaine du tourisme. Le comité régional du Limousin est constitué par les départements de la Corrèze, de la Creuse et de la Haute-Vienne, mais aussi de la Dordogne et du Lot. Ainsi sont menées, conjointement, certaines actions de promotion, qui ont permis l'ouverture des marchés importants, la Hollande notamment, et pour lesquels les affiches portent la légende : « Limousin, Quercy, Périgord ».

De même l'inclination de la région de Sarlat vers la Corrèze, et surtout le bassin de Brive et de Tulle, est évidente. Liens économiques, d'autre part, à commencer par l'agriculture. La race bovine limousine a trouvé en Aquitaine une région favorable à son expansion. Suite logique des succès remportés au concours de Bordeaux et dont les plus probants qui se situent dans la deuxième partie du siècle dernier ont marqué la réussite des efforts accomplis vers une sélection permettant à l'une des meilleures races bovines françaises de se développer à partir de son aire d'élevage dans tout le Sud-Ouest.

Ces rapports entre Limousin et Aquitaine semblent être renforcés actuellement avec le contact qui a eu lieu entre les deux établissements publics régionaux en décembre 1975. A cette réunion les deux délégations composées notamment des deux préfets de régions, des représentants des conseils régionaux et des comités économiques et sociaux ont insisté sur le problème des liaisons interrégionales envisagées sous leur double aspect, routier et ferroviaire. Sur le plan routier elles ont vivement souhaité l'amélioration de la liaison Limoges-Périgueux-Bordeaux.

Pour ce qui concerne le chemin de fer elles ont demandé que la S.N.C.F. augmente les fréquences de trafic et réalise des investissements d'infrastructure sur les axes Bordeaux-Limoges-Lyon et Bordeaux-Clermont-Ferrand et étudie la possibilité de rétablir la double voie entre Limoges et Périgueux. La collaboration des universités des deux régions a été également à l'ordre du jour. La naissance puis le développement de celle de Limoges ont situé dans cette ville des étudiants de la Dordogne, de la Creuse, de la Corrèze et bien entendu de la Haute-Vienne, qui auparavant allaient continuer leurs études à Toulouse et à Bordeaux.

Mais cette concurrence n'a pas altéré l'appareillement des rapports entre les universités du Limousin et de l'Aquitaine, et le point a été fait sur une collaboration déjà engagée dans le cadre de l'université du Grand Sud-Ouest. Enfin, les deux délégations ont insisté sur l'intérêt d'ancrer la notion de delta atlantique, ce qui pour le Limousin, placé dans sa position géographique plutôt en retrait du « grand large » est une manière de dire à l'Aquitaine : « Vous sommes de vieilles connaissances. Nous avons des intérêts communs, et puis votre façade maritime m'intéresse ».

HÉLÈNE ROUQUETTE.

MARCEL SOULÉ.

Angoulême la cliente

● La solidarité du littoral atlantique est une réalité qui repose sur une longue et solide tradition commerciale.

TRADITIONNELLEMENT et historiquement, la Charente a toujours eu avec l'Aquitaine des relations privilégiées. Le département formé par la Constituante est, comme beaucoup d'autres, artificiel : quels liens peuvent-ils exister entre les Charentais du sud, très gironnins, les Comtoisais, qui sont en fait des Limousins, et les gens du pays de Cognac, qui forment une sorte d'enclave, un véritable Etat dans l'Etat.

La Charente-Maritime est d'ailleurs dans le même cas. Des affinités très nettes ont toujours réuni la Saintonge et l'Aquitaine. La solidarité du littoral atlantique est également une réalité qui repose sur une longue et solide tradition commerciale et maritime.

Quant à la région Poitou-Charentes, M. Crépeau, député maire de La Rochelle, comme M. Marcellin, lui reprochant son aspect totalement artificiel. Le sénateur de la Charente va même jusqu'à dire que Poitiers est une ville morte, malgré la présence de son université, qui se gonfle artificiellement et qui n'a pas de vocation à l'expansion.

Les Charentais, tout comme les gens de Charente-Maritime, n'ont pas attendu les déclarations des élus locaux pour subir l'attraction de Bordeaux et de la région. Une attraction qui ne s'exerce pas d'ailleurs de façon uniforme dans tous les domaines et qui est plus ou moins sensible selon les activités.

L'activité économique, en général, est tournée en partie vers l'Aquitaine. Les commerçants charentais, par exemple, s'approvisionnent en grande partie dans la métropole aquitaine : c'est le cas des confecteurs, des grossistes en alimentation et de tout ce qui concerne l'équipement de la maison. Beaucoup de centrales d'achat sont d'ailleurs partiellement regroupées à Bordeaux.

Le port de Bordeaux, lui, travaille beaucoup pour la Charente. Avantages que pour la Charente-Maritime, qui utilise La Rochelle et Nantes comme bases d'exportations. Avec l'Aquitaine et la région Midi-Pyrénées, le Poitou-Charentes se place en troisième position pour les échanges commerciaux avec le port gironnins. Les pâtes à papier et le bois sont importés par Bordeaux. Les terres réfractaires que la Charente exporte transitent par Blaye. Bordeaux achemine le cognac vers le Moyen-Orient. Le matériel électrique et les céréales passent également en tonnes importantes par la capitale de l'Aquitaine. Le port assure, il est vrai, un départ par jour pour l'Afrique.

Bordeaux exerce, sur le plan de la culture, une attraction bien moindre. D'abord, parce que

les Charentais qui se déplacent pour les spectacles préfèrent aller à Paris. Ensuite, parce que la vie culturelle d'Angoulême connaît depuis quelques années un regain d'activité. Seuls les amateurs de lyrique et les étudiants attirés par le Sigis se rendent régulièrement à Bordeaux.

Quant au rayonnement universitaire, il se partage d'une façon assez égale entre Bordeaux et Poitiers. 1 155 Charentais ont fréquenté l'université de Bordeaux l'an dernier et 1 159 celle de Poitiers ; 1 587 jeunes gens sont venus de Charente-Maritime à Bordeaux, tandis qu'ils étaient 1 893 à se rendre à Poitiers.

Il faut, certes, faire la part de l'inertie et celle des habitudes dans un comportement que les Charentais sont, dans tous les domaines, tentés à modifier. Un département qui n'a pas su, alors que la situation de sa capitale constituait un atout majeur pour emporter la décision, faire ce qu'il était nécessaire pour abriter la préfecture de région, aura-t-il montré plus de caractère devant les injustices dont il a conscience d'être l'objet ? La réponse ne doit pas seulement venir des élus mais d'une population dont la jeunesse, privée d'emplois, déserte le terroir pour aller ailleurs chercher à utiliser ses compétences et son énergie.

BAYONNE

CARTE D'IDENTITÉ REGIONALE


HORIZON 1985

Nom : BAYONNE

Née : au V^e Siècle

Domicile : AQUITAINE

Taille : 55.000 habitants



Signes particuliers en 1985 :

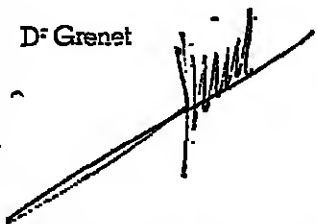
- Bayonne : 55.000 habitants
- District B.A.B. : 120.000 habitants

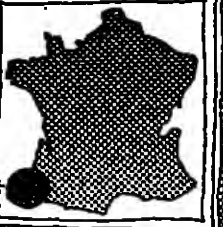
La situation particulière de Bayonne à un carrefour d'axes autoroutiers, permet de poursuivre son développement économique.

Extension harmonieuse de la ville au-delà des remparts ceinturant la vieille cité.

Siège de nombreuses sociétés d'études et de services, d'industries propres dans lesquelles les collaborateurs sont également de bons spécialistes du surf et du ski.

D^r Grenet





Aquitaine pays de qualité

Fait en Novembre 1976 par la
VILLE DE BAYONNE

CHEMINEAU

DES GRANDS STUDIOS ET DES DEUX PIECES BORDEAUX-CENTRE

Ces programmes sont garantis par le Crédit Lyonnais

Appelez ou écrivez à Annie Arosteguy, 46 rue Vital-Carles, Bordeaux. Tél. 52.82.75

PROMOTEUR-CONSTRUCTEUR

Plus de 2500 logements en Aquitaine

conseille le placement dans la pierre.

En Aquitaine, la publicité c'est l'affaire de Publicis-Bordeaux



Appelez : F.X. Bourragué
52 Allées de Tourny
TEL. : (56) 44 32.18

مكتبة الادب

LE MONDE A UN NOUVEAU PORT LA FRANCE AUSSI

Le Verdon, port rapide,
accessible à toute heure
de la marée.
Ouvert 24 heures sur 24,
7 jours sur 7,
365 jours sur 365.

Le Verdon, port des
navires porte-conteneurs et
rouliers, avec 420 m de quai,
2 portiques, 2 grues jumelables,
un terre-plein de 6 hectares,
un hangar de 12.000 m².

Le Verdon,
à l'embouchure de l'estuaire
de la Gironde où sont
groupées la plupart des lignes
régulières de navigation
qui touchent
la côte atlantique française.

Le Verdon, une zone
pour les activités de stockage
et d'entrepôts et
les industries portuaires.

Le Verdon, porte
de l'Europe sur l'Atlantique.

BORDEAUX LE VERDON

LE TERMINAL CONTENEURS DE LA FAÇADE ATLANTIQUE

Port Autonome de Bordeaux
33075 Bordeaux Cedex - France. Tel. (56) 90.91.21. Telex 570617

Pau à l'heure du thé

Pour comprendre cette ville où le cheval est roi, pour admettre qu'elle s'enorgueillit de posséder le premier golf du continent, pour admirer certaines propriétés enfouies dans des jardins à l'anglaise, il faut savoir que Pau a été ville anglaise durant plus d'un demi-siècle de 1822 à 1900.

Vers 1822, en effet, quelques anciens officiers anglais, qui avaient traversé le Béarn, décidèrent de se fixer à Pau. Pau était pour eux la ville de la douceur de vivre et la vie y était moins chère qu'à Bayonne, port ouvert sur le monde extérieur. Ne trouvant pas de maisons assez grandes et confortables, ces officiers et leurs familles s'installèrent alors le plus souvent à l'hôtel. Parmi ceux-ci, l'hôtel de la Poste (place Grammont), où Alfred de Vigny vint lire la *Cor* à sa fiancée. Le cercle anglais est créé. La haute société béarnaise et la société d'outre-Manche s'interpénètrent. Les membres de cette assemblée et du cercle béarnais sont alors interchangeables. D'autant que l'on compte de plus en plus de mariages franco-anglais.

Le fameux climat de Pau est en fait une invention anglaise. Vers 1830, de nombreux rapports de médecins anglais vantaient les mérites de ce climat. « *calme de l'air, absence de vents forts, peu de pluie et presque pas de gel* ». Les Anglais viennent donc hiverner à Pau. Le sport est alors une des caractéristiques de la vie à l'anglaise, avec deux autres domaines, le religieux et le mondain. Les courses de chevaux attirent la gentry et on assiste à la multiplication des courses de gentlemen-riders. Des jockeys anglais viennent monter pour des propriétaires anglais. La chasse au renard connaît aussi un développement spectaculaire. Le Hunting-Club, prolongement local du Jockey-Club, est créé en 1875. Le jeu tient également une grande place dans la vie mondaine à l'anglaise. 1860 voit la création du grand Hôtel Gassion qui adjoint à ses fonctions d'hôtel un casino, tout cela sans roulette ni baccara.

L'apogée de Pau ville anglaise se situe entre 1867 et 1870. A cette époque, la ville compte quatre églises anglaises et une mission catholique permanente. Les écoles anglaises puis les clubs-houses volent le jour. Et, si le sport-roi reste le cheval (on organise même des rencontres de polo), d'autres sports sont alors pratiqués par les Anglais. En 1856, le premier golf-club du continent est créé à Billère. L'on joue aussi au cricket et au tennis. On pratique le tir à l'arc et, en 1884, le major Annesley fonde le *Velocité-club* béarnais. Le milieu mondain anglais n'accepte en son sein que quelques béarnais : des médecins, des avocats, des notaires, ou quelques demi-gentlemen le plus souvent spécialistes du turf.

La désertion de Pau va être lente mais sûre. La campagne va être menée par les médecins. On va s'en prendre au climat (lui-même tant vanté par d'autres médecins). On le trouve désormais « humide, déprimant, certes séduisant et propre à soigner quelques affections nerveuses, mais ne convenant pas aux phthisiques » (docteur Lindsey, 1887). Comme les témoignages médicaux se multiplient, les Anglais quittent peu à peu Pau pour Biarritz et la côte basque, le montagnisme ou les bords de mer. La construction du Palais d'hiver (1900) viendra trop tard pour fixer une clientèle mondaine et versatile propre à suivre exclusivement telle ou telle mode.

Que reste-t-il désormais ? Les cercles anglais où l'on donne encore quelques conférences : quelques jardins qui cachent des maisons qui, elles-mêmes, cachent quelques vieilles dames. Et ces vieilles dames ne vont plus aux courses du pont Long, elles se contentent de venir voir l'autonne béarnaise hissant du bord de la promenade du boulevard des Pyrénées. Là où Vigny composa le *Cor*.

GERARD DUCAU.

Les idées de M. Chaban-Delmas

(Suite de la page 19.)

marche en avant. Après le gaz de Lacq, ce fut vers 1960 l'atmosphère, puis une série d'implantations d'industries pharmaceutiques, suivies de celles des industries électroniques et automobiles. Le dérapage, depuis deux ans, de l'économie française dans le contexte général de la crise des pays industrialisés, fit, aussi en quelque sorte, quitter la route à l'Aquitaine. De ce fait, a été manqué le dernier en date des rendez-vous de la région avec la croissance industrielle.

L'arrêt prolongé des investissements industriels dans le monde ne diffère pas seulement de la réalisation des grands projets, en particulier pétrochimiques, sur laquelle l'Aquitaine comptait. Il menace aussi les industries existantes, et singulièrement celles implantées depuis deux décennies et qui ont puissamment contribué à la rénovation de l'économie régionale. Compte tenu des circonstances actuelles, l'avenir de l'Aquitaine s'inscrit dans une stratégie de développement, tout autant qu'il dépend de la défense immédiate et opportuniste des résultats acquis.

C'est aussi la rançon du renouveau que faire face à ce temps de crise. Sans noircir le tableau, on peut imaginer ce que serait devenue l'Aquitaine perdant sa population au rythme de plus de 1 % par an. Peuplée des deux tiers de ses habitants actuels, et dans certaines zones de la moitié à peine, la région aurait sans doute pu survivre repliée sur quelques activités industrielles résiduelles et l'exploitation déclinante de certaines de ses richesses naturelles. Moins de difficultés à surmonter, peut-être, d'avenir point, en tout cas. Pour la population ainsi maintenue jeune, c'est le fondement même de l'économie régionale qu'il faut d'abord sauvegarder : les activités agricoles, d'une part, le tissu d'entreprises petites et moyennes, d'autre part.

A cet égard, le problème est double, il tient à la fois aux

conditions dans lesquelles ont été financés leur modernisation et leur développement, aux unes et aux autres, et à leur position concurrentielle sur le plan de la concurrence internationale.

On sait, d'abord, la fragilité financière des petites entreprises et des exploitations agricoles qui, faute d'autofinancement suffisant, sont obligées d'emprunter à moyen et à court terme, alourdissant d'autant leurs charges et s'exposant aux effets du resserrement du crédit.

De façon générale est posé un problème d'adaptation du système français de financement des investissements productifs, surtout en ce qui concerne la moyenne et petite industrie. Les palliatifs offerts par les sociétés de développement régional ont, certes, été très précieuses, mais le recours au marché financier devrait être moins systématique, et le recours aux prises de participation devrait être relancé. Malgré des mécanismes mieux adaptés, l'endettement agricole n'est pas également très lourd sur les exploitations. Il est paradoxal que ce soient ceux précisément qui ont consenti le plus d'efforts pour moderniser et adapter leurs entreprises qui subissent les premières les effets d'une politique trop globale.

En face de la « concurrence » sauvage

En Aquitaine, ce problème prend une dimension vitale. Non seulement les entreprises et ces exploitations de petite et moyenne dimension jouent un rôle primordial dans le développement équilibré de la région en assurant activités et emplois dans les petites villes et les « pays » ruraux, mais aussi elles sont parfaitement adaptées aux types de production qui s'inscrivent dans les principales vocations de l'Aquitaine : industries traditionnelles, cultures et élevages spécialisés et de qualité. Leur vulnérabilité est accrue du fait même de leur exigence d'être compétitive au plan international.

Ces activités relèvent, en effet, le défi de l'ouverture des frontières et se lancent, souvent avec bonheur, à la conquête des marchés extérieurs. L'Aquitaine est une des toutes premières régions françaises exportatrices de produits agricoles et y fleurissent aussi les industries exportatrices, inventifs et dynamiques. Aujourd'hui, les désordres monétaires internationaux se conjuguent avec le resserrement des marchés pour affaiblir leurs positions commerciales.

Demain, la « concurrence sauvage », en particulier de certains pays dont les coûts de main-d'œuvre sont réduits, risque d'être mortelle pour ces activités. Industries de main-d'œuvre et agriculture intensive deviendraient des gages s'ils n'étaient pas rapidement portés remède aux excès actuels. Sans retourner à un protectionnisme outrancier et néfaste, et sans nier, non plus, la nécessité d'une nouvelle division internationale du travail, il ne faut pas oublier que c'est tout l'équilibre économique français qui est en jeu. La question est posée, en effet, de savoir s'il convient ou non de sauvegarder certaines productions nationales. A cet égard, l'Aquitaine n'est que le microcosme dans lequel se résument les réalités économiques d'aujourd'hui et les problèmes de demain.

Le « gisement » landais

L'attraction de la concurrence se développe aussi sur le front des industries de pointe, à haute technologie. Dans ce domaine, c'est l'ensemble européen tout entier qui peine à s'imposer économiquement et commercialement. La part que prend l'Aquitaine dans cette lutte mondiale, qu'il s'agisse de l'aérospatiale, de l'électronique, de la pharmacie, de la chimie, mesure bien l'importance de l'effort d'industrialisation accompli : elle mesure aussi l'importance de l'enjeu pour l'avenir de la région. Au-delà de la résorption des quarante à cinquante mille demandes d'emploi non satisfaites et de l'absorption de la montée des jeunes, ce sont près de cent mille emplois qui dépendent ainsi, en Aquitaine, de la capacité de l'économie française, non seulement de surmonter la crise actuelle, mais aussi de conserver son potentiel productif. A cet

égard, la recherche sous toutes ses formes jouera de plus en plus un rôle pilote, et la coopération université-économie devra être sans cesse développée.

Une reprise généralisée des investissements productifs, compatible avec les grands équilibres économiques nationaux, est absolument nécessaire à court terme. Dans ce contexte, l'Aquitaine a un rôle considérable à jouer par les réserves de croissance qu'elle offre à l'économie française toute entière. Sa stratégie de développement est se conjugue, en effet, avec un allègement de la balance commerciale nationale.

Il en est ainsi, tout d'abord, de l'utilisation plus intensive qui doit être faite de ses ressources naturelles. L'agriculture prend alors une place qu'on avait trop souvent tendance à négliger dans les décennies passées. Ce ne sont pas seulement les produits alimentaires qui sont en cause, mais aussi les matières premières, d'autant plus précieuses qu'elles sont renouvelables. La capacité exportatrice actuelle de l'agriculture régionale indique que la voie à suivre pour mieux valoriser et commercialiser les productions. Il est vital pour la population agricole de la région que les remarquables résultats obtenus jusqu'ici du point de vue technique et économique se traduisent commercialement et industriellement. L'orientation prise par les responsables agricoles pour développer l'activité agro-alimentaire, à partir de produits spécialisés et de qualité, doit faciliter la pénétration sur les marchés, notamment les marchés extérieurs.

Sur l'autre plateau de la balance commerciale, la satisfaction des besoins intérieurs dépendent encore beaucoup trop des importations. L'Aquitaine peut fournir de précieux apports pour l'extension de la culture des oléagineux, des protéagineux, des céréales, la transformation du maïs et même l'élevage. Ce sont, d'ailleurs, des développements largement amorcés, notamment par l'action de la Compagnie régionale d'aménagement rural. La production de cellulose, de bois d'œuvre et de résine du massif landais entre également également en ligne de compte ; il s'agit d'un véritable « gisement » de matières premières dont l'importance nationale doit être prise en considération vis-à-vis du dumping que la concurrence étrangère fait parfois subir à ces productions. Là encore, le problème est posé, et de sa solution dépend l'avenir de tout un secteur essentiel de l'Aquitaine, mais aussi celui d'une production d'intérêt national.

La décentralisation tertiaire

L'attraction exercée sur les investissements étrangers est une autre façon de renforcer l'économie française. Dans le contexte économique multinationnel, la création d'emplois et l'économie de devises accomplissent toute implantation d'unités nouvelles de production. En cette matière, l'Aquitaine a été souvent en pointe dans le passé ; à l'avenir, elle devrait demeurer une zone particulièrement attirante et dont le développement servirait à la fois l'intérêt régional et national.

Le plan chimie pour le Sud-Ouest est un bon exemple de la voie à suivre. Sa nécessité première est de renforcer le potentiel existant (en particulier le triplé : complexe de Lacq, région toulousaine, estuaire de la Gironde) et d'assurer le relais pour certains approvisionnements ou productions.

Il est, d'autre part, toujours plus nécessaire d'ancrer le développement régional à des industries de base dont les effets induits, directs ou indirects, sont en proportion des investissements réalisés. L'ajournement de projets étudiés les années passées montre bien les conséquences que ces investissements différés ont eues sur l'ensemble de

l'économie régionale. Par rapport à l'économie nationale, leur abandon définitif serait aussi dommageable. La croissance des besoins en matières premières de synthèse n'a été que l'élément des dernières années, malgré la mauvaise conjoncture et la hausse du prix du pétrole. Les difficultés rencontrées pour financer de nouvelles unités de raffinage, par exemple, témoignent de la nécessité de recourir à l'importation pour couvrir les besoins nationaux ; il serait regrettable de ne pas profiter des aides offertes par l'Aquitaine pour installer les unités nécessaires, notamment en matière de vapo-craqueur, filin-grâce à ces investissements étrangers.

En tout cas, l'avenir a été préparé pour accueillir les nouvelles industries nécessaires au redémarrage de l'économie régionale, et l'on sait le prix qui s'attache, dans ce domaine, aux « structures d'accueil ». Sans doute l'aménagement industriel et portuaire de Bordeaux-Mérignac, l'amélioration du port de Bayonne, la poursuite des travaux routiers et autoroutiers, l'équipement des aéroports et des liaisons aériennes, les moyens de formation, l'aménagement de zones industrielles dans l'ensemble des villes d'Aquitaine, doivent permettre, comme par le passé, à d'autres types d'industrialisation, en dehors de la pétrochimie, de se réaliser. Sans doute aussi la création de nouveaux emplois ne doit pas être le seul fait d'investissements étrangers.

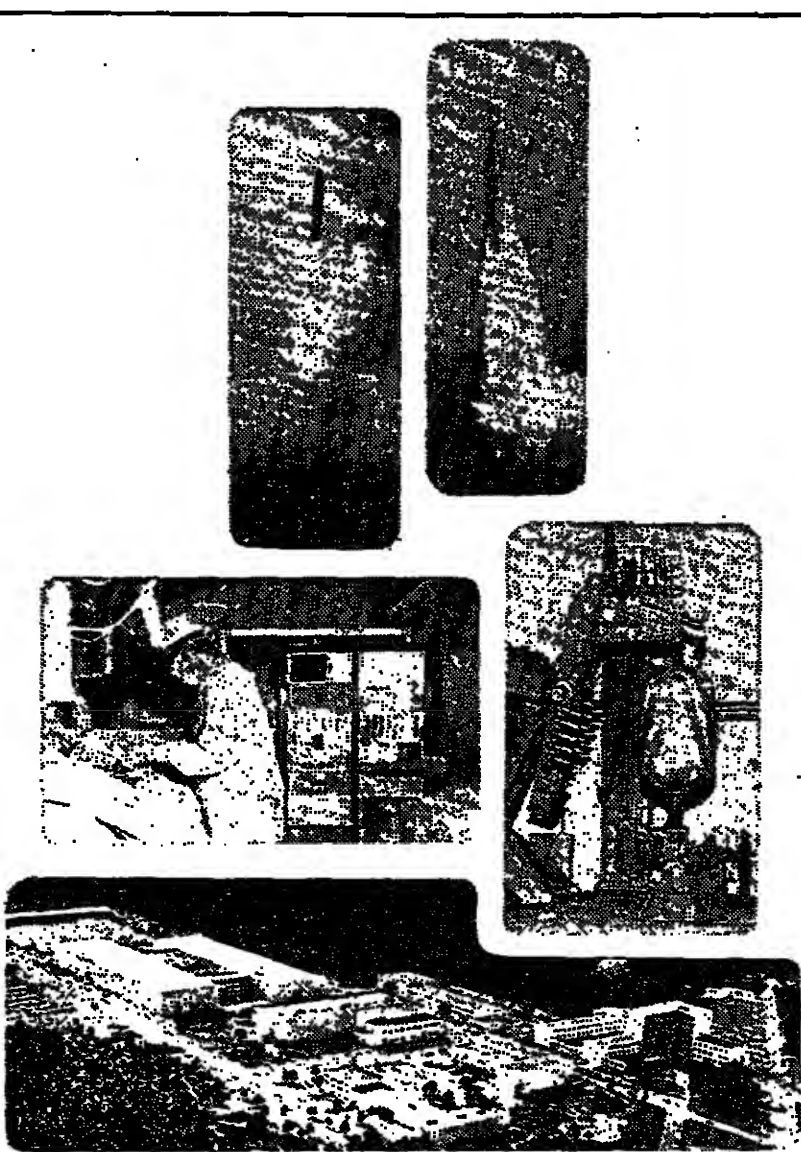
A cet égard, la « décentralisation tertiaire » n'est-elle pas, également, un bon exemple de ce que l'Aquitaine peut obtenir dans l'avenir ? Malgré les difficultés actuelles, les exemples récents de réussite dans ce domaine prouvent que la région, détenant de bonnes cartes, les atouts de la qualité de vie qu'elle possède et à sa préservation jouent à plein en sa faveur.

L'aménagement de la côte Aquitaine, qui allie la préservation des sites à leur mise en valeur, est également à poursuivre. Par l'attraction qu'il exerce, qu'il excite de plus en plus dans l'avenir sur les investissements et les touristes étrangers, il est aussi une preuve supplémentaire de l'intérêt que la région présente pour l'équilibre économique national.

Atout économique, mais surtout humaine d'aménagement et de développement, cette finalité, de qualité de vie et sa préservation doivent rester pour l'Aquitaine une préoccupation constante. S'il a été essentiellement question ici d'avenir économique de la région, c'est précisément que la qualité de la vie ne se confond pas seulement avec le cadre de vie. Aussi beau et aussi bien conservé et aménagé que soit celui-ci, faut-il encore que ceux qui y vivent en aient les moyens. C'est pourquoi le développement économique et le progrès social font partie intégrante de l'amélioration de la qualité de la vie.

Jusqu'à présent l'Aquitaine, en gardant son identité et son charme, a su épouser son temps et assurer sa nécessaire révolution économique ; c'est en poursuivant dans cette voie qu'elle saura répondre aux questions posées par son avenir.

JACQUES CHABAN-DELMAS.
* Les interventions sont de la rédaction.



- Participation à la réalisation de systèmes d'armes balistiques stratégiques, terrestres et navals.
- Spécialisation dans les matériaux composites.
- Réalisation de systèmes d'informatique médicale (SYSCOMORAM).

A 15 km de Bordeaux, 100 000 m² de bâtiments modernes, 1900 personnes.



aérospatiale

Division Systèmes Balistiques et Spatiaux
ETABLISSEMENT D'AQUITAINE
B.P. 11 33160 SAINT-MEDARD-EN-JALLES

Les plus beaux voyages du monde.

Une sélection de voyages d'exception.

Havas Voyages Bordeaux
54 crs du Chapau Rouge
Tél. 52.67.91 - 52.87.82

Faites voyager votre entreprise.

Havas Voyages Bordeaux
Tél. 52.67.91 - 52.87.82

LA PRÉ-INFORMATION VITALE POUR LES AFFAIRES

• Pour être informé vite et complètement sur l'essentiel de l'économie de Grand Sud-Ouest : 8 pour être alerté sur les projets immobiliers, d'équipements, d'implantations industrielles.
CHACUN LUNDI 1152.
UTILISEZ M.F.S.
AQUITAINE MIDI PYRÉNÉES LANGUEDOC-ROUSSILLON
— Abonnement annuel : 1.500 F.
Et pour tout complément d'information : un « Département services » dont l'utilisation est comprise dans le montant de l'abonnement.
• AQUITAINE PRESSE SERVICE. Edition Aquitaine — Siège social. 13, rue Saint-Aubin. 31000 Toulouse. Tél. (61) 62-41-49

OPPOSITION-PROPOSITIONS

P.S. : avec d'autres acteurs

(Suite de la page 19.)

On reconnaît là l'art politique et la capacité d'adaptation d'un homme qui a toujours su manier les slogans : les expressions « *expansion régionale* », « *plan Aquitaine* », « *changement* » sont associées à son nom et diffusées dans la population par les médias et divers organismes économiques et d'aménagement. Dans ce contexte, la concertation exclut le débat politique sur les orientations et vise à permettre le « *consensus aquitain* ». Tout cela est conçu pour donner le label « *Intérêt général* » à des opérations personnelles.

Mais la type de modernisation prônée par le gouvernement de la V^e République a conduit, ici comme ailleurs, à un échec et à la crise présente. Globalement, l'économie aquitaine est fragile, elle résiste de plus en plus mal aux crises du système capitaliste. Pour nous, l'explication est double. La mutation structurelle a d'abord été insuffisante puisque plus de 50 % des exploitations agricoles ont moins de 10 hectares ; la plupart des entreprises ont une gestion peu adaptée et sont terriblement endettées. L'insuffisance financière des politiques sectorielles et l'absence de transformation, sur le fond, des processus économiques en sont les causes essentielles.

D'autre part, la politique économique régionale a favorisé un type de développement inédit. L'attention et le financement dont ont bénéficié les déconcentrations industrielles (le mouvement a essentiellement intéressé Bordeaux, mais globalement l'Aquitaine a été défavorisée par rapport à l'Ouest) et les grands projets (industrialisation de l'estuaire

de la Gironde et aménagement de la côte aquitaine) ne sont pas en rapport avec les résultats et surtout n'ont pas induit un développement réparti dans les villes moyennes et générateur d'initiatives économiques.

La grande époque de M. Chaban-Delmas a pris fin en 1972. Depuis, la montée générale de la gauche, et tout particulièrement ici du parti socialiste, a progressivement remis en cause son leadership : les récentes élections cantonales et législatives ont été la sanction de l'échec d'une certaine stratégie économique en Aquitaine, en même temps qu'elles affirmaient sans ambiguïté la volonté d'un changement de politique.

La distribution des promesses de tout à tous, notamment à l'occasion de la préparation des plans, ne constitue pas un programme solide et cohérent. C'est pourquoi l'alternative que propose le parti socialiste à l'impasse présente ne saurait être, en l'état actuel, un plan qui satisfait toutes les demandes et traitant de toutes les questions économiques et sociales de la région. C'est plutôt une autre façon d'agir pour et avec les Aquitains.

Il est clair que notre région ne saurait changer vraiment d'orientation si une politique différente n'était mise en œuvre au niveau national. Mais il importe que la gauche propose un projet adapté à l'Aquitaine.

Puisque l'économie aquitaine est fragile, il faut la renforcer : notre proposition la plus immédiate est donc la mise en place d'un ensemble de modalités capables de maintenir le potentiel éco-

nomique menacé et de diffuser le développement à travers toute l'Aquitaine : il s'agit de se donner les moyens de transformer la région pour faire face à la crise. Les mesures choisies s'inspirent du programme commun : nationalisation, planification, décentralisation.

Le secteur industriel n'est pas et ne sera jamais prédominant en Aquitaine, mais sa capacité d'adaptation sera déterminante pour l'avenir régional. C'est pourquoi il s'agit d'assurer la croissance et l'implantation d'activités nouvelles et surtout le maintien et la conversion des industries existantes. Cet objectif implique que, dans le cadre de l'indispensable restructuration des différentes branches, soient soutenues les activités traditionnellement implantées dans la région qui bénéficieraient d'un financement spécifique. Une réforme du circuit financier régional s'avère donc nécessaire pour renforcer la diversité de l'industrie existante.

D'autre part, le complexe aéronautique et aérospatial aquitain, qui dépend largement de l'Etat, doit garantir l'emploi à ses salariés, même s'il est hasardeux de compter sur d'importantes déconcentrations industrielles.

Tout cela n'exclut pas, au contraire, la poursuite de l'industrialisation du Verdon.

Le maintien et la croissance de la richesse agricole aquitaine menacée par la concurrence d'autres agricultures passent par le développement de la modernisation déjà entreprise, par le contrôle de la propriété foncière par les agriculteurs pour lutter contre la spéculation, par la transformation sur place des produits. Mais il faudrait surtout

assurer le développement des coopératives et des institutions économiques de gestion et d'aménagement, à condition, bien sûr, que le monde agricole ne soit plus dominé par les grands propriétaires et que toutes les structures syndicales aient accès aux instances de décision.

La démocratisation des institutions économiques et de la formation aux problèmes actuels faciliterait le renouvellement des acteurs politiques, économiques et sociaux.

La décentralisation est pour nous une modalité de la démocratie économique et sociale. L'existence de collectivités locales fortes permettrait une réelle décentralisation ; celles-ci doivent en priorité pouvoir contrôler les aménagements — notamment celui de la côte aquitaine — et diriger le développement du tourisme. A Poitiers, lors de la troisième conférence socialiste des régions, François Mitterrand a souligné que pour nous la régionalisation est un niveau privilégié pour traiter des problèmes de l'emploi et des différents secteurs et types d'industries.

Toutes ces mesures nous semblent nécessaires pour maintenir l'emploi existant et préparer une base saine de développement.

Cette alternative a été conçue pour sortir de l'apathie ceux à qui de réelles promesses ont été faites, ceux qui ont été écartés de l'action. La démocratie que veut le parti socialiste n'est pas la réalisation par quelques-uns d'un programme censé répondre aux besoins de la population et dont les résultats se font attendre, mais la mise en place de procédures permettant aux citoyens de faire des choix politiques et économiques globaux et d'intervenir là où ils travaillent, là où ils vivent.

MICHEL SAINTE-MARIE,
JEAN-PIERRE DESTRADE.

P.C. : avec d'autres moyens

(Suite de la page 19.)

La vigne même attire le capital étranger — allemand, japonais, — alors que les jeunes exploitants ne peuvent acquérir suffisamment de terres. La politique forestière est étroitement subordonnée aux intérêts de Saint-Gobain, qui possède 40.000 hectares de pins. Seul le bois l'intéresse. Foin du gemmage. Le gouvernement donne l'exemple en décidant de l'arrêter dans la forêt domaniale.

Il est revenu au parti communiste l'honneur de montrer qu'une telle situation n'est pas le résultat d'une fatalité, mais au contraire celui d'une orientation bien déterminée inscrite en clair dans le V^e Plan : la région Aquitaine était promise à un développement autonome, non intégré à l'effort national, c'est-à-dire abandonnée à elle-même, mais

par contre largement ouverte au capital étranger auquel étaient promis des profits intéressants par l'emploi d'une main-d'œuvre à bon marché et par des cadeaux fiscaux divers. Il revient au parti communiste l'honneur d'être à l'initiative pour combattre le V^e Plan et les manœuvres gouvernementales pour le faire adopter. Le V^e Plan est un plan d'austérité, pour l'ensemble de la population comme pour l'ensemble de la région. Il s'inscrit dans la lignée du V^e.

Dans une première phase, le gouvernement a tenté de faire établir par les assemblées régionales la liste des actions jugées prioritaires. En fait, il laisse ainsi aux régions la « *liberté* » d'affectuer elles-mêmes le choix des secteurs à servir.

Mieux, dans les actions prioritaires, le gouvernement entend se désengager financièrement et faire

porter l'essentiel du financement sur la fiscalité locale. C'est pourquoi il abandonne le soin à la région d'élaborer elle-même sous sa seule responsabilité le plan de développement et d'aménagement sans qu'il y ait, sous quelque forme que ce soit, un engagement de l'Etat à participer au financement des objectifs régionaux.

En revanche, le pouvoir oblige la région à s'engager contractuellement à financer les plans d'action prioritaires. Les collectivités locales financeraient les plans d'action prioritaires locaux.

Voilà la politique que Chaban-Delmas et ses soutiens regretteront devoir rejeter par la majorité du conseil régional (1) en alimentant l'illusion que la

(1) Lors de sa dernière session, le conseil régional a rejeté par 31 voix contre 1 et 22 refus de vote les orientations du V^e Plan.

région pourrait trouver dans ces propositions une solution à la crise régionale.

Pour sortir l'Aquitaine de la crise, il faut une autre politique, une politique de progrès social et économique destinée à satisfaire les besoins de la population. Il faut mettre fin à la dictature des monopoles en les nationalisant. Il faut une autre planification correspondant à l'intérêt national et à l'intérêt de la région. Il faut démocratiser tous les aspects de la vie nationale. Il faut que se développe la démocratie régionale, ce qui suppose que des moyens soient donnés aux régions et aux collectivités locales de répondre aux besoins réels de la population. En un mot, il faut que triomphe et s'applique le programme commun de gouvernement.

C'est pourquoi le parti communiste appelle les travailleurs à la lutte contre la politique du pouvoir, contre le plan d'austérité, contre la politique du V^e Plan.

JEAN BARRIÈRE.

AGEN: AU COEUR DU SUD-OUEST.

"Cette aimable ville d'Agen, que je crois voir encore couchée au pied de sa colline, avec sa tour romaine, ses rues à arcades, son fleuve aux grandes eaux argentées et ses filles du peuple, qui, coiffées d'un bandeau clair, portent tranquillement leur beauté comme un héritage antique".

Anatole France

Une position géographique exceptionnelle.

Regardez Agen sur la carte, vous découvrirez :
- Un atout majeur : sa position géographique exceptionnelle, appelée à servir les intérêts économiques présents et futurs dans le cadre d'une Europe élargie à l'Espagne.

Sa place au cœur du Sud-Ouest en fait le pôle d'équilibre des deux régions Aquitaine et Midi-Pyrénées. A mi-chemin de l'axe Bordeaux-Toulouse - centre ferroviaire et routier - bordée par une voie fluviale modernisée sur laquelle circulent des péniches de 280 tonnes - reliée à Paris par quatre vols par jour. Vous ignorez encore les autres atouts de cette cité privilégiée. Découvrez-les avec nous.

Un accueil industriel excellent.

- Une activité industrielle dynamique et diversifiée.
- Une grande capacité d'accueil.
- Une main d'œuvre locale stable et de qualité.
- quatre zones industrielles dont 150 ha occupés, 40 ha disponibles sans délais et 300 ha équipés à la demande.
- un coût d'installation raisonnable de 12 F le mètre carré et des facilités d'attribution de paiements accordés par le district de l'agglomération agennaise.
- Enfin, parmi les avantages proposés :
- éventuelle exonération pour 5 ans de la patente.
- réduction des droits de mutation.
- amortissement des constructions, dès leur achèvement, au taux de 25 %.

- accord d'une prime de développement régional au taux maximum de 20 % pour toute création de 30 emplois permanents.
- primes de localisation pour certains services.
- prêts à taux réduits accordés à concurrence de 75 % du coût de construction des usines.
Pour tous renseignements, s'adresser : District de l'Agglomération Agennaise - Mairie d'Agen - Tél. (58) 66.25.27

Un environnement culturel de qualité.

Pour former une population jeune :
- 5 G.E.S.
- Lycée d'Etat
- Lycée Technique
- Conservatoire des Arts et Métiers
- Etablissements divers de formation professionnelle
Pour favoriser l'épanouissement des hommes :
- 1 conservatoire de musique
- 1 bibliothèque municipale qui renferme plus de 50.000 volumes
- 1 Académie des Sciences et Lettres
- 1 musée.

Agen, ville d'art

De son extraordinaire histoire, Agen a su préserver de magnifiques musées : Maison du Sénéchal, Hôtel de Montluc, Hôtel d'Estrade et de Vaux et Préfecture en sont un témoignage.
Son musée est un des plus beaux de France. La Vénus du Mas, chef-d'œuvre hellénistique, dont Anatole France disait qu'elle était plus belle que la Vénus de Milo, et ses nombreux Goya en font la fierté des musées d'Aquitaine.

Agen, champion de France de rugby.

Agen, reine du sport est la ville des champions :
- Sporting Union
- Agennais rugby
- Escrime : Christian Noël
- Ski nautique : Naudinat et Chantal Escot
- Cravache d'or : Saint-Martin.

Un maire optimiste.

Certes : parce qu'Agen est une fleur de la France,
- où la vie et l'environnement ont gardé le charme des pays de la terre ;
- où hommes et femmes ont le goût du travail bien fait, sont instruits et disponibles aux tâches de demain ;
- où, plus qu'ailleurs, les élus sont conscients du rôle prédominant de l'économie ;
- où l'on accède facilement ;
- où l'avenir enfin est à la dimension des travaux engagés, de la foi de son Maire et de la population.

Agen : la plaque tournante du Sud-Ouest.

Débat : fin de semaine avec l'Aquitaine

Après avoir exposé pendant une semaine les chances et les difficultés de l'Aquitaine, le Monde a demandé aux principaux responsables de la région, réunis à Bordeaux autour de son directeur, Jacques Fauvet, de dire leurs préoccupations communes, au-delà des diversités géographiques ou politiques.

Ont pris la parole : MM. Jacques Chaban-Delmas, président du conseil régional ; Paul Masson, préfet de région ; Joseph Lajugie, vice-président du comité

économique et social, représentant le président du C.E.S., M. Louis Nebout ; Franz Duboscq, président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques. S'étaient fait excuser : MM. Philippe Madrelle (Gironde) et Henri Lavielle (Landes).

L'EMPLOI : dans le bâtiment, une offre pour trois demandes.

JACQUES CHABAN-DELMAS : « Par les temps qui courent, la première préoccupation des élus régionaux est d'assurer l'emploi, mais cet effort doit être accompli sans porter préjudice à la qualité de la vie. Nous devons tous à cet égard éviter de céder à la tentation du saupoudrage et appuyer notre action sur un programme pluri-annuel naturellement adaptable aux aléas de la conjoncture. »

« Il n'est pas dans la compétence de la région de créer directement des emplois, mais il lui appartient de faciliter l'activité économique et culturelle par le biais notamment du développement des transports et des communications. »

JOSEPH LAJUGIE : « Pour le comité économique et social, l'emploi est vraiment la préoccupation majeure. Il existe entre nous à ce sujet un accord total sur presque tous les points. La question se pose de savoir aujourd'hui s'il n'y a pas lieu de reconsidérer, eu égard à la conjoncture, la validité de certaines options que nous avons prises dans le passé. Ne disait-on pas alors que pour compenser le déclin de l'agriculture et compte tenu du rôle déjà important des activités tertiaires, l'effort prioritaire devait porter sur les industries de base comme la chimie et la pétrochimie ? Or, depuis la crise pétrolière, ce n'est plus de ce côté-là que le vent souffle. Il faut donc se retourner vers des industries légères pourvoyeuses d'emplois et faciles à répartir

dans les différentes villes moyennes de la région. »

FRANZ DUBOSCQ : « Pour ce qui concerne les Pyrénées-Atlantiques, avant l'exploitation des gisements du gaz de Lacq et hormis les Forges du Boucau, il n'y avait pas de tradition industrielle. Notre préoccupation présente, c'est de rompre l'isolement. Nous sommes coincés entre trois déserts : la mer, les Landes et l'Espagne, avec laquelle nous n'avons guère de relations. »

« Dans ce département on dispose de moyens : 10 millions de francs d'argent liquide dans les caisses du conseil général immédiatement utilisables pour inciter les industriels à venir s'installer chez nous. En dix ans, nous avons attiré cinquante-quatre entreprises et créé quatre mille sept cents emplois. Mais maintenant on piétine. »

PAUL MASSON : « En Aquitaine, depuis quelques mois, le rythme d'augmentation des demandes d'emploi non satisfaites est plus fort que la moyenne nationale. En outre, on constate une inadéquation de l'offre à la demande d'emploi : dans le bâtiment le rapport est de une offre pour trois demandes, dans le textile de une pour huit et dans les emplois de bureau de une pour trente. »

L'AGRICULTURE : le champ libre pour faire avancer les choses.

PAUL MASSON : « Les terres d'Aquitaine permettent une agriculture de haute technicité qui dégage une plus-value certaine. Mais cela nécessite une conversion des mentalités et des investissements considéra-

bles. Ce sont des gens âgés qui sont partis, ceux-là mêmes qui freinaient l'évolution des exploitations. On a désormais le champ plus libre pour faire avancer les choses. En six ou sept ans, les demandes de remembrement ont décuplé. »

FRANZ DUBOSCQ : « Hélas, nous ne parvenons même plus maintenant à installer sur les terres d'Aquitaine deux cent cinquante jeunes gens chaque année. Nous nous acheminons vers un effondrement du nombre des agriculteurs. »

JOSEPH LAJUGIE : « Compte tenu des progrès techniques ne nous faisons pas trop d'illusions sur les possibilités d'emplois dans le secteur agricole. »

LE TOURISME : l'inventeur de la qualité de la vie.

JOSEPH LAJUGIE : « Le tourisme est un des éléments du développement régional, ni plus ni moins. Ce n'est pas une panacée. »

PAUL MASSON : « Les gens de l'intérieur s'inquiètent manifestement de ce qui se passe sur le littoral. Mais c'est d'un tourisme tout différent (tourisme familial) dont ils ont besoin. Il faut concevoir l'aménagement de la côte aquitaine à l'échelon national et même européen. »

JACQUES CHABAN-DELMAS : « C'est moi, alors premier ministre, qui ait introduit dans le vocabulaire politique les notions de protection de la nature et de qualité de la vie. C'est moi qui ai nommé M. Emile Bla-

sini à la tête de la mission interministérielle de la côte et qui lui ai donné des consignes formelles pour concevoir dans cet esprit un schéma d'aménagement. Tout a donc été fait pour protéger les sites. Ce ne fut pas facile de faire admettre un tel schéma. Il ne s'est rien passé pendant longtemps parce qu'on voulait obtenir l'accord des élus. Cet accord est maintenant acquis avec le plus grand nombre et les projets peuvent commencer à sortir de terre. Si le cap qui a été choisi est maintenu et si on ne laisse pas le champ libre aux promoteurs, tout ira bien. »

LA CULTURE : favoriser la diversité.

JOSEPH LAJUGIE : « Dès le début, le comité économique et social a porté beaucoup d'intérêt aux affaires culturelles, alors qu'on pouvait penser que cette assemblée de socio-professionnels s'occuperait essentiellement de problèmes économiques et d'investissements. »

JACQUES CHABAN-DELMAS : « Il n'y a pas d'unité culturelle dans cette région, et c'est tant mieux. Il faut favoriser la diversité. Nous voulons faciliter systématiquement l'expression de la culture émanant des habitants eux-mêmes et non pas leur imposer une action culturelle étrangère, comme la capitale serait tentée de le faire à l'égard de l'ensemble du pays. »

L'AVENIR : une passerelle obligée pour l'Espagne.

PAUL MASSON : « L'Aquitaine est-elle une vraie région ? A part deux ou trois provinces

vues, persuadons-nous bien que l'Aquitaine ne bénéficie d'aucune rente de situation géographique. Le handicap aujourd'hui, c'est la distance et l'isolement. Un exemple : si l'on pouvait avancer de 1980 à 1979 la date d'ouverture de l'autoroute Atlantique-Méditerranée, c'est toute la vallée de la Garonne qui serait irriguée un an plus tôt, ouvrant ainsi un vaste arrière-pays. »

JACQUES CHABAN-DELMAS : « L'avant-port de Bordeaux, dans cinq ou dix ans au plus tard, servira un peu de déversoir au Pays basque espagnol, car la grande cité industrielle de Bilbao manquera vite de terrain. »

PAUL MASSON : « Ces priorités sont inscrites au VII^e Plan. Le drame, c'est qu'on est ici en « bout de ligne » et qu'il est difficile de conduire une politique d'aménagement du territoire en période d'austérité budgétaire. Toutefois, grâce au talent des élus, il devrait être possible de persuader Paris de traiter les problèmes de l'Aquitaine dans une perspective nouvelle. »

« Pour ce qui est des finances régionales, et puisque la loi le permet, je proposerai pour le budget de 1977 une légère augmentation des ressources au-delà de 25 francs par habitant par le seul biais d'une majoration des taxes sur les droits de mutation. »

sagec
LE COACU PROMOTION
PROMOTEUR IMMOBILIER

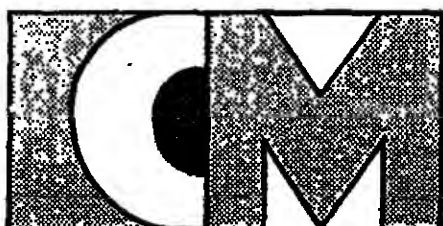
3 AGENCES
qui vous proposent

350 appartements et villas
dans région Sud-Ouest

BAYONNE
BARRITZ
ST-JEAN-DE-LUZ
24, avenue Foch
BAYONNE
8 programmes

PAU
à moyenne
20, bd Pyrénées
6 programmes

BORDEAUX
11, cours
Intendance
3 programmes urbains
2 programmes
spéciaux
Investisseurs



Chantiers Modernes

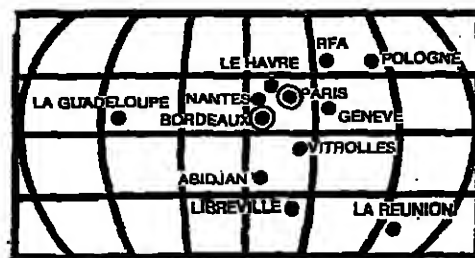
44, Allées de Tou. ny
33000 BORDEAUX
Tél. 48.84.19
(SIEGE SOCIAL)

88, Rue de Villiers
92300 LEVALLOIS PERRET
Tél. 757.31.40 - Telex 610.202
(DIRECTION GENERALE)

Une grande entreprise, née à Bordeaux, et qui y est toujours présente !

LES CHANTIERS MODERNES, en chiffres :
Capital social : 20.100.000 F (30.000.000 F avant la fin de l'année)
Chiffre d'affaires — en 1975 : 517.361.626 F
Chiffre d'affaires prévu pour 1976 : 635.000.000 F
Carnet de commande : 900.000.000 F

PRINCIPAUX CHANTIERS EN COURS : Barrage de la Bancalède - Fondations îlot 5 de Mériadek - Autoroute de la Côte Basque (chef de file) - Autoroute de l'Est (en association) - Terrassements de la Centrale nucléaire de Paluel (en association) - Centrale nucléaire de Dampierre (en association) - Bassins de Cléchy - Aménagements hydroélectriques de Tchimbélé au Gabon, de la Rivière de l'Est à la Réunion, de Buvo (en association) en Côte d'Ivoire - Unité pétrochimique à Plock en Pologne - Barrage d'Ifézeheim sur le Rhin et Laboratoire 2 du CERN près de Genève (en association) - Travaux préparatoires du chemin de fer Transgabonais...etc...etc...



LES CHANTIERS D'AQUITAINE

S.A. au capital de 425.000 F
TRAVAUX PUBLICS ET PARTICULIERS
FOIRIE - FONDATIONS - GENIE CIVIL
Avenue des Martyrs de la Libération
33700 MERIGNAC - Tél. 97.02.02 - Telex 540318
une solide implantation régionale

Moter

**St MODERNE DE
TECHNIQUE ROUTIERE**

S.A. au capital de 500.000 F

Avenue des Martyrs de la Libération
BP 60. 33703 MERIGNAC. Tél. 47.01.41

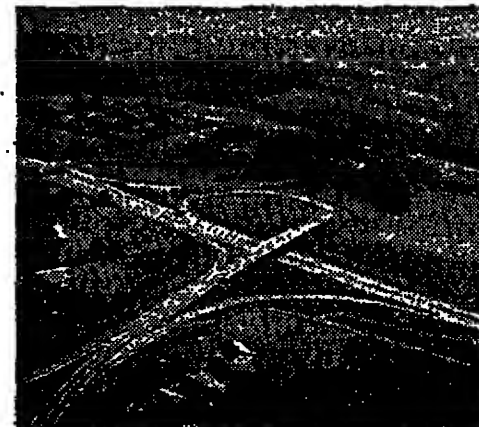
met son expérience
au service du développement
de l'Aquitaine



ACoba

SOCIETE CONCESSIONNAIRE
DES AUTOROUTES DE LA COTE BASQUE

Route de Cazalis - PARME 64200 BARRITZ
128, Rue de la Boétie - 75008 PARIS



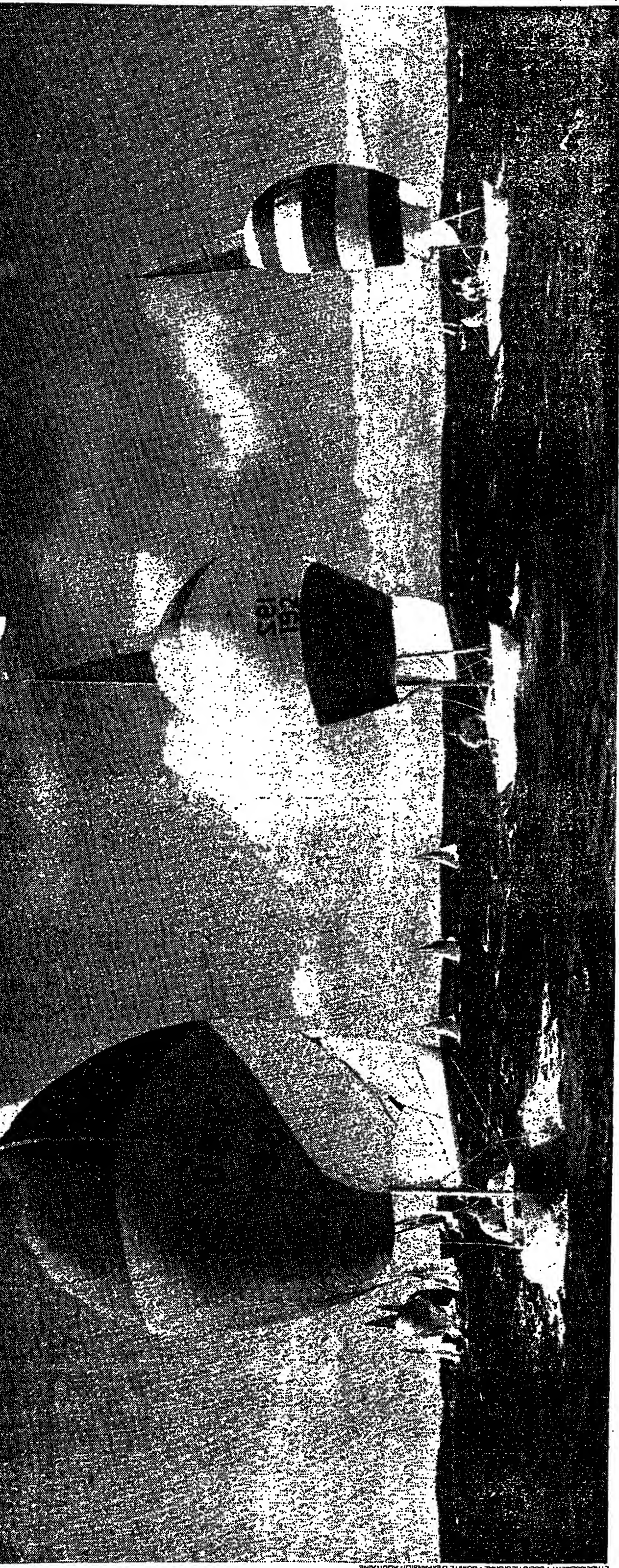
**UNION FRANCAISE
D'IMPRIMERIE**

51 Rue Notre-Dame
Rue du Palais Gallien
- Eiffel Pessac -

Une équipe de 300 techniciens spécialistes de la conception et de l'impression des imprimés publicitaires, continus et de l'étiquette.

مكتبة الامم المتحدة

INDUSTRIELS, CAP SUR L'AQUITAINE.



Faute d'espace, votre entreprise est à l'étroit.
L'Aquitaine. De grands espaces comme il n'en existe plus en France.
L'Aquitaine. Des hommes. Une main-d'œuvre expérimentée. Prête à vous suivre.
L'Aquitaine. Des structures d'accueil dignes de notre temps. A la mesure de votre expansion.

L'Aquitaine. Des voies d'accès rapides. Un carrefour pour l'Europe. Le chemin le plus court vers l'Afrique. Ou l'Asie.
L'Aquitaine. Retrouvez, aussi, le goût de vivre. Pour vous, pour vos proches.

Prenez le large. Venez en Aquitaine.

AQUITAINE
Comité d'Expansion Aquitaine
2, place de la Bourse
33078 Bordeaux-Cedex
Tél. (56) 52.65.47

GIROUDE
Bureau de Recherche et d'Accueil
12, place de la Bourse
33078 Bordeaux-Cedex
Tél. (56) 52.61.65

DORDOGNE
Comité d'Expansion
Económico de la Dordogne
23, rue du Président Wilson
24000 Périgueux. Tél. (53) 06.31.17

LANDES
Bureau de Recherche et d'Accueil
pour le Département des Landes (B.E.P.A.L.)
40000 Mont-de-Maran. Tél. (56) 75.07.20

LOT ET GARONNE
Comité d'Expansion
Económico de Lot-et-Garonne (C.O.E.A.C.)
8-10, boulevard Carnot
47000 Agen. Tél. (56) 66.50.68

PYRENEES ATLANTIQUES
Comité d'Expansion
Económico de Pyrénées-Atlantiques (C.O.E.A.P.)
21, rue Louis Barthou
64002 Pau. Tél. (59) 27.12.46

Aquitaine, le pays de qualité

© HAVAS Aquitaine

ETABLISSEMENT PUBLIC REGIONAL - COMITE D'EXPANSION AQUITAINE

Dans les détours des thermes

QUAND les gens les mieux intentionnés font l'inventaire des richesses naturelles de l'Aquitaine, souvent ils oublient les sources minérales qui, de la plaine de sable et des forêts des Landes jusqu'aux sombres contreforts rocheux de la vallée d'Ossau en passant par les collines molassiques du Pays basque et du Béarn, jaillissent fraîches ou brûlantes, sulfureuses ou salées, dans des sites aimables ou sauvages.

Tous les prétextes étant bons pour le voyageur dilette, le circuit des stations thermales constitue ce que l'on pourrait appeler, dans le jargon moderne, une belle randonnée écologique.

Des routes étroites mais roulautes, tantôt plates et tracées au cordeau, tantôt sinueuses et pentues, en général peu fréquentées, rendent l'automobile à sa vocation ancienne, qui était de permettre aux touristes de se déplacer confortablement, sans souci de moyenne à tenir ou de bouchons à contourner. En Aquitaine, hors des grandes migrations vacancières qui poussent une partie des gens du Nord vers l'Espagne sur les itinéraires dûment fléchés, les seuls bouchons à faire sauter sont ceux des bouteilles de Jurançon ou de Madiran et les quelques détours recommandés ne se justifient que par tel conflit d'oise, tel foie de canard ou rai de mer.

L'automne, qui peint les forêts d'or pâle, de cuivre rouge et de bronze champlevé, est peut-être la meilleure saison pour aller des sources de Dax, qui réchauffent la ville derrière ses reliquats de remparts gallo-romains à Jurançon, à Jurançon, au pied du pic de la Sagette (2 031 mètres), déjà confiné de blanc, en passant par Salles-de-Béarn, où Jeanne d'Albret venait soigner quelque maladie féminine et possédait une biocroque. Il se pourrait qu'il pleuve, mais la pluie est dans ce pays propre et réjouissante comme les douches bien dosées des établissements thermaux. Et puis elle fait mieux apprécier les moments de soleil venant opportunément rappeler au Français « qui ne sait pas la géographie » que Biarritz est plus méridionale que Cannes et que Sainte-Engrace est située à la même latitude que les îles d'Hyères.

A Dax, chaque année, des milliers de rhumatisants confient leurs membres endoloris à des sources chaudes dont la température varie suivant les émergences de 57 à 64 °C. La nature distribue 10 millions de litres d'eau tous les jours, et les médecins thermaux savent en faire bon usage. L'eau thermale prise en bouchon est diurétique et dissolvante de l'acide urique, reçue en douches ou utilisée sous forme de bain tiède ou chaud, en épreuves aux vapeurs naturelles, elle atténue les contractures, apaise les paroxysmes douloureux.

Si l'on ajoute à cette eau l'épaul limon que l'Adour abonde après chaque crue an-

nuelle, on s'aperçoit que la radioactivité des sources développe sous l'action de la lumière et de la chaleur dans la boue ainsi obtenue une abondante végétation d'algues. Cette « tourbe vivante, onctueuse et nutritive » est la fameuse boue médicamenteuse de Dax, réputée la plus efficace du monde. Les rhumatismes, la polyarthrite progressive, la spondylite rhumatoïde, les arthroses opiniâtres et même la cellulite disgracieuse peuvent être combattus par des bains ou des applications de boue.

A sept kilomètres de Dax, d'autres sources chlorurées sodiques émergent près de Saint-Pandelon. Ces eaux sont, paraît-il, saluaires aux enfants lymphatiques et aux femmes atteintes de troubles particuliers à leur sexe. Ne vous semble-t-il pas à ce propos que nos complices paraissent avoir deux fois plus d'organes que l'homme ! Dax est une cité coquette, pourvue d'une bonne hôtellerie thermique, où les distractions ne manquent pas. Comme ailleurs, on peut

A boire et à voir

perdre ses économies sur les tapis verts du casino, voir courir des pur-sang chargés de paris ou mettre à mort des taureaux qui ne demandent rien à personne. C'est aussi un centre d'excursions. De là, le curiste peut s'en ira à Buglose où naquit saint Vincent de Paul, à moins qu'il ne préfère les souvenirs moins austères et même carrément libertins du château Renaissance de Poyanne.

Ceux qui ne souffrent pas (encore) de rhumatismes et qui préfèrent la quiétude rurale aux mondanités urbaines ont tout intérêt à prendre la route de Salles-de-Béarn, une départementale paresseuse qui, par chance, passe à Peyrehorade où le gîte d'Oloron rejoint le gîte de Pau. Cette confluence a permis aux ponts et chaussées de baptiser la rivière née de ce mariage d'un nom qui fait encoigner : les gaves réunis. Si les saumons découragés par la pollution de l'Adour, où les gaves mélangés courent se jeter, ne remontent plus jusqu'à la pêche devant laquelle on en ramène un jour trente-sept dans

un seul coup de filet, les traditions gastronomiques demeurent.

La bonne escale est en face de l'église à l'Hôtel-Restaurant Central, chez les Barthe, où dans un cadre confortable et même raffiné — il y a des fleurs naturelles dans les lavabos et des nappes de toile fine sur toutes les tables — on peut déguster le jambon de Bayonne rose comme du Parme et ce foie de canard frais aux raisins, qui est une des meilleures spécialités d'Aquitaine avec l'espadrille de Mauléon, le bœuf basque et les échausses pour bergers décidés à émigrer aux États-Unis.

Pour être à l'heure du thé à Salles-de-Béarn, il faudra emprunter une autre départementale qui se tresse entre les gaves de Pau et d'Oloron, à travers une contrée sereine où les collines alternent avec les forêts. Le hêtre, le chêne et le platane voisinent parfois avec de frêles érables aux feuilles sanglantes qui n'ont pas encore perdu la taille de leurs immenses frères canadiens.

Les sources de Salles-de-Béarn étaient déjà appréciées au VII^e siècle. Ce sont les plus salées que l'on connaisse. La mer Morte en serait jalouse puisqu'il n'y a pas de sel. Il est probable que si quelque baigneur aventureux se plongeait dans le bassin où se déversent les eaux-mères, il se ferait une bosse et ressortirait de là quitte comme une morue ! Mais cette eau pompée dans un lac souterrain situé à 130 mètres de profondeur ne contient pas que du sel. On y trouve de l'acide carbonique, des chlorures de lithium, de potassium, de rubidium, du carbonate de fer et vingt autres éléments chimiques. En 1052, Sanche Guillaume, duc de Gascogne, trouva la santé grâce à ces sources miraculeuses, et de nos jours, les témoignages des plus éminents spécialistes ne manquent pas. Si François Hardy et les basketteurs de l'équipe de France figurent au nombre des curistes de ces dernières saisons, ce ne sont pas les seuls auxquels les eaux salées ont apporté la forme et le bien-être. M. Reuter, qui préside aux destinées de cette station, explique, sans entrer dans les détails, que « les femmes retrouvent à Salles l'éclat et le charme de la jeunesse, que d'autres, longtemps étirées, connaissent enfin grâce à la crénotherapie salésienne les joies de la maternité, que les enfants polyarthritiques ou rachitiques y font d'énormes progrès ».

Bains de dames

Grâce à une récente intervention de Mme Vell, ministre de la santé publique, le centre de traitement associé, spécialisé dans la rééducation fonctionnelle des accidentés de la route, du travail et des sports, qui a été ajouté en 1971 à l'établissement thermal, sera bientôt pourvu d'un internat de quarante lits.

Quant aux anciennes installations, bien qu'anciennement rénovées, elles conservent un charme rétro qui ne déplaît pas aux curistes. C'est dans un curieux palais de briques rouges à parements blancs, avec péristyle à colonnes et arcades en demi-croix, que les dames reprennent douches, bains et massages. Le bâtiment, s'il lui venait un dôme à croissant, passerait facilement pour une mosquée désaffectée. Le seul culte qu'on y célèbre est celui d'Aréthuse que Diane métamorphosa en fontaine pour la mettre hors d'atteinte du trop entreprenant Alpheus !

Salles-de-Béarn, et ses vieilles maisons à colombages penchées sur le Salers et son climat « moi et qui cicatrise », mériteraient un apport hôtelier plus dynamique, et pour les dames curistes, quelques boutiques agréables et salons de thé douillets.

Les eaux sont d'une efficacité incontestable, la nature environnante d'une beauté mélancolique qui incite à la rêverie solitaire, mais la réussite d'une cure dépend aussi — pour les moins malades — des possibilités de détente, de plaisirs, de distractions. A voir le vieux Hôtel du Parc, qui possède une des plus belles salles dix-neuvième siècle, avec ses volets clos, et sa façade décrépite on se prend à souhaiter l'arrivée à Salles d'énormes investisseurs qui n'oseraient généralement dans l'eau les profits du pétrole !

A moins de 100 kilomètres de là, dans la vallée d'Ossau, c'est un autre thermalisme qu'on pratique. « Comment diable, dit le docteur Guy Ebrard, président de la Fédération thermique et climatique française, les responsables des Eaux-Chaudes ont-ils réussi à amener dans ce désert digne de Ronsard plus de cinq mille curistes l'an dernier ? » Tout simplement parce que l'équipe animée par M. Albert Guilhot, directeur général de l'entraide sociale des Pyrénées-Atlantiques, possède, ou plutôt est possédée, par une foi à toute épreuve.

Passé Laruns, la nationale 104 bis devient en jaune sur la carte — la nationale 13 bis. Elle s'en va en se dissimulant dans une faille rocheuse qui serait éminence sans le chant du gîte et une végétation obstinée, jusqu'au col du Pourtalet. Au pied du col, les Eaux-Chaudes ont gagné l'altitude d'un peu au pied d'une cascade pour permettre la captation de sources qui étaient déjà connues par l'ancien. Au huitième et au neuvième siècle, c'était la station pyrénéenne à la mode. En 890, on y rencontrait Sanche I^{er}, roi d'Aragon soignant sa goutte. Au

douzième siècle y vint la princesse Thèze, épouse de Gaston IV de Béarn, qui fit construire une chapelle dédiée à sainte-Christine. Jeanne d'Albret fut la vedette de la saison d'été 1589 et le bon roi Henri IV y établit ses quartiers de chasseur d'été en 1591. Plus tard, M. de la Rocheffoucauld y abandonna ses béquilles, et, plus près de nous l'empereur Napoléon I^{er}, qui croyait, peut-être, plus aux routes qu'au bêtériisme, fit tracer un chemin carrossable que les curistes utilisent encore aujourd'hui. Bref, les Eaux-Chaudes furent de tous temps, depuis douze siècles, une station bien fréquentée. Et, cependant, le décor de cette étroite vallée qui chevauche un torrent n'a rien, dans les brouillards d'automne, de très réjouissant. La nuit venue, on y entendrait sans surprise hurler le chien des Basquaises, ou des sorcières sylvestres y mener le sabbat.

Mais au soleil, c'est le frais refuge, le site hors d'attente des pollueurs patentés, le temple montagnard voué aux mystérieuses fées des sources. Car, à 675 mètres d'altitude, les griffons intarissables livrent des eaux données d'étonnantes propriétés : sulfures sodiques, salés et silicatés, limpides, onctueux au toucher, elles font merveille dans les maladies de la femme, les affections rhumatismales et goutteuses et certaines maladies nerveuses. Le climat, l'environnement et peut-être, quelque insupportable influence tellurique, ajoutés aux dons des sources, font que l'on se sent bien aux Eaux-Chaudes.

Mais il y a plus, car, dans cette atmosphère de la vallée pyrénéenne, les Eaux-Chaudes constituent une station thermique peu ordinaire. M. Albert Guilhot et ses amis ont fait de cet endroit protégé le siège d'une expérience sociale hors du commun. Héritier de ce qui fut le secours national, M. Guilhot a voulu ouvrir aux économiquement faibles, vieillards handicapés ou non, l'accès au thermalisme régénérant. Sans se laisser arrêter par la modicité de l'aide publique et grâce à des concours privés importants et reconduits d'année en année, l'entraide sociale des Pyrénées-Atlantiques a construit un établissement thermal hôtelier de trois étages où les économiquement faibles trouvent ce qui est le simple confort « Car il leur faut un peu de luz, dit M. Guilhot, un peu de superflu, un peu de rêve ».

Trésors d'astuce

C'est ainsi que toutes les chambres sont pourvues de bûches d'eau avec toilette qui ne dépasseraient pas un quatre étoiles. Toutes sont différentes, tapissées de papier peint aux tons clairs, meublées avec goût. Les salles de soins, le hall d'ambassade où dansent des sources, les piscines, les salons de soins esthétiques, les salons de lecture ou de repos, soutiennent aisément la comparaison avec les bains de première classe de telle ou telle station plus lancée. Les Eaux-Chaudes de meurent accessibles toute l'année, plus de quatre mille curistes sociaux y sont venus en 1976. Pour beaucoup de ces vieillards, mal logés dans des villes différentes, ce furent d'inoubliables vacances. On ne compte plus ceux qui ont repris goût à la vie et restauré leur santé. « Car nous soignons tout, aussi bien la vie que la peau, dit Mme Grimal, la jeune directrice des thermes, et nous refusons la ségrégation, c'est pourquoi il y a un établissement pour enfants et des curistes libres qui trouvent place dans les hôtels ». Aux Eaux-Chaudes, le thermalisme semble retrouver sa vocation première, et bon nombre de responsables de stations seraient surpris de voir les trésors d'astuce qu'on a déployés pour tirer des sources et de l'environnement le maximum de ce qu'offre la nature à l'homme qui sait profiter de ses générosités. Il était bon que ce pèlerinage aux sources d'Aquitaine se termine sur une leçon d'humanité.

MAURICE DENUZIERE.

● AQUITAINE A PARIS. — Fondée l'an dernier par un jeune bordelais, l'Amicale des Aquitains de Paris s'efforce non seulement de réaliser mais de dépasser le cadre des actions traditionnelles des amicales régionales (banquets, soirées, échanges d'informations, etc.) en faisant connaître les richesses de l'Aquitaine aux autres provinces françaises et à l'étranger. Des voyages d'études en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en Espagne sont en préparation ainsi que diverses opérations de jumelages de provinces (41, rue de Bourgogne, 75007 PARIS - tél. : 565-77-66.)

Les curiosités

d'un gourmet

Confits - confidences

CONFIT : préparation de viande cuite et mise en conserve dans la graisse. On songe alors tout de suite au confit d'oie. Cette oie dite de Toulouse mais qui est de tout le Sud-Ouest, cette oie qui est « une usine de foie gras qui marche », cette oie, disent les manuels, « trop grosse pour être rôtie et qui se prépare en confit ». Ces oies aussi, dont Henry IV passait déjà commande : « Ce mot pour vous prier de m'envoyer une douzaine d'oies salées du Béarn, les plus grosses que vous pourrez recueillir, de sorte qu'elles fassent honneur au pays. » (Lettre du 5 mai 1585).

Dans un texte sur l'agriculture, le commerce et l'industrie en Béarn, datant de 1774, on peut lire : « Le petit sauté se fait d'oies, de canards, de dindons. » Et l'on sait que dès les quatorzième et quinzième siècles on élevait les oies, en Béarn, pour faire le confit de canards d'oies. On retrouve de reste les confits en Périgord et dans tous les pays d'Aquitaine. Le confit est l'âme même de la cuisine du Sud-Ouest. Ils sont à la fois la nourriture de conserve et celle des fêtes. On en trouve de l'improvisé (quel de plus facile à l'arrivée de l'invité qu'on n'attendait point, que de dénicher une toupine de grés ou d'ortie, d'oie, canard, voire dindon ?). J'écris toupine de grés. Las ! Aujourd'hui même la ménagère paysanne utilise le foie blanc ou le bocal de verre.

Dans son excellent livre sur la Cuisine occitane, Huguette Castignac (Solar, éditeur) résume la préparation des confits : « La cuisson s'opère donc dans de la graisse bouillante. Les morceaux de viande y sont plongés, après une nuit de macération, dans les assaisonnements. La cuisson terminée, ils sont placés dans les pots de grés et recouverts parfaitement de la graisse de cuisson qui les isolera ainsi de l'air, permettant leur conservation pendant de longs mois... Il va sans dire que cette graisse ne saurait être perdue. Au contraire. Elle est précieuse entre toutes, puisée par les chairs y ayant cuit. Ainsi, tout peut se confire. Même les couennes de porc et les coudes d'oies et des canards, voire des poulets une fois boursés de force fine... »

Dans les Pyrénées, on confit les saucisses de porc. Dans les Landes, le dindon. En Gascogne, le veau blanc (et l'on en trouve encore), et surtout, je l'ai dit, le porc, la cuisse ou l'aile d'oie, de canard, de poule, etc. J'ai rencontré, dans la cuisine d'un chasseur, des perdreaux confits...

De longs mois ? Mme Castignac exagère quelque peu. Roger Lamazère, spécialiste du confit « millé-

saire », estime que le confit en pot de grés se bœlle (parce que la porosité du grés permet une respiration lente) pour atteindre son apogée au bout de six mois. Ensuite, il s'abîme après un an. Encore Lamazère garde-t-il ses pots dans un sous-sol dont la température et le degré d'hygrométrie sont constamment surveillés.

Mais il est incontestable que la conserve stérilisée ne se bonifie point et qu'acheter du confit en bœlle d'été, c'est une honte gastronomique. Alors mieux vaut le bœlle. C'est sous ces deux formes que vous les rencontrerez chez l'épicier. Une bonne marque (chez Paul Corcaillet, 46, rue des Petites-Champes, entre autres), les confits d'oie et de canard de M. Escourrouilles à Cabrerets.

La civilisation de la graisse d'oie existe : vous la rencontrerez partout ou presque partout dans ce Sud-Ouest gourmand (où la pâtisserie elle-même, comme le pastis gascon, est faite avec). C'est à la graisse d'oie que l'on cuit les pommes sarladaises (à cru), avec un peu d'ail haché et une persillade au dernier moment, mais sans truffes, bien évidemment. Et rien n'est meilleur que ces pommes sarladaises avec un confit froid, de canard, de porc, d'oie, de veau même !

Beaucoup de restaurateurs parisiens (à mode est à la cuisine du marché landais depuis le succès mérité du fameux Restaurant du Marché (56, rue de Dantzig) achètent en même temps les foies gras d'oie ou de canard et les « paletots ». On appelle ainsi le chair débarrassée des os de la carcasse. Cela leur permet de préparer eux-mêmes leurs confits.

Vous aurez tout intérêt à en acheter à ceux qui en vendent à emporter : Roger Lamazère (28, rue de Pontlieux) qui s'en dessaltait au prix de 38 F la portion (540 F le pot de grés entier), de Christiane Massia (Restaurant du Marché), à raison de 38 F la portion (en bocal de verre contenant cuisse et aile d'oie ou de canard et aile de canard). Ou enfin chez Georgette Desaut, Louis Landès, qui vient d'ouvrir également une boutique de produits de son pays landais (9, rue Georges-Saché).

Mais n'oubliez pas qu'en les sortant du pot ces confits doivent être dégrasés (la graisse servait à la cuisson de légumes et de soupes), au besoin passés rapidement à la poêle avant d'être réchauffés et servis ainsi. Le froid est bien plus digestif, meilleur de goût et souverain avec une salade !

LA REYNIERE.

Pour bénéficier
gratuitement d'un vrai conseil
en implantation.

Venez à Bordeaux.
(Nous vous l'assurons.)



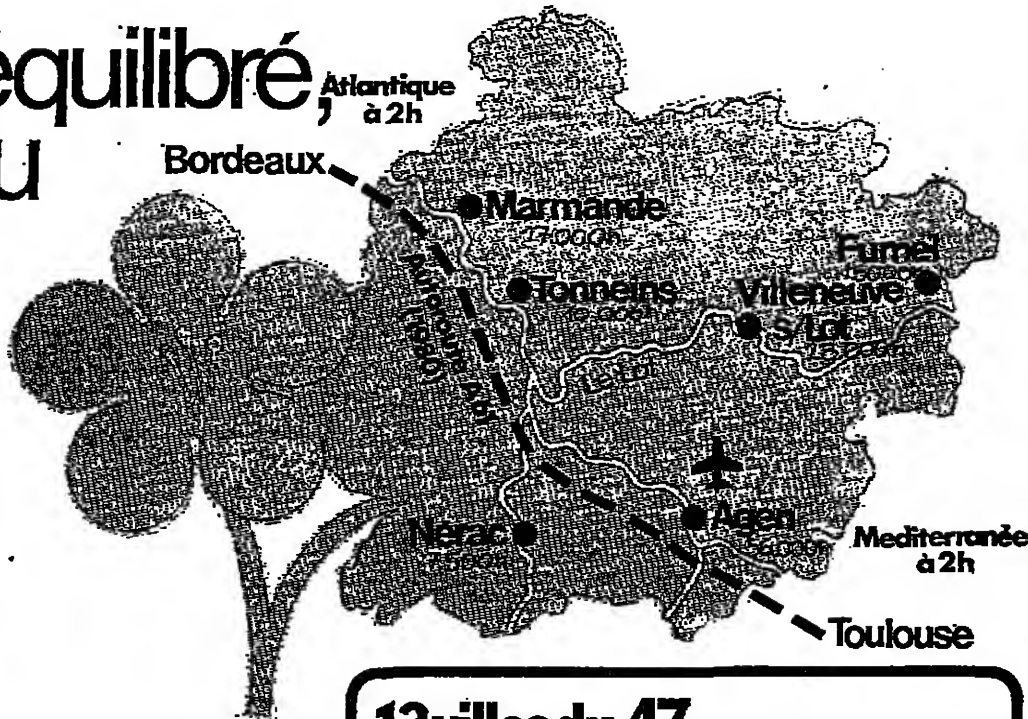
COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX
SERVICE D'ACTION ECONOMIQUE - 20, COURS PASTEUR - 33076 BORDEAUX - TEL. 90.91.92

صندوق البريد

(PUBLICITÉ)

Le Lot et Garonne: souriante harmonie!

Un tissu urbain équilibré au cœur du Sud-Ouest



Le Conseil Général du Lot et Garonne a, depuis des années, orienté ses efforts vers 3 axes principaux :

- l'action sociale, qui absorbe 84 % de son budget, en particulier vers l'aide aux déshérités (I. M. P.).
- le développement des productions agricoles, par une aide importante et de tous ordres au milieu rural, adduction d'eau potable, électrification, irrigation, assainissement, C. U. M. A., marchés d'intérêt national.
- le développement de toutes les formes d'activités susceptibles de concourir à l'expansion économique du Département.

Utilisant ses moyens financiers à l'image d'une vaste Caisse de Péréquation, le Conseil Général s'est efforcé d'assurer une répartition aussi équitable que possible de ses ressources, et nombreuses sont les petites communes rurales qui ne doivent leur survie qu'à l'aide que leur apporte le Département.

Mais un élément nouveau semble tout devoir remettre en question et le vœu parier des transferts de charges de l'Etat vers les Collectivités Locales, dont nous avons déjà un goût amer, à la suite du transfert des routes nationales au Département.

Aggravée par certains éléments conjoncturels, une inquiétude sourde se dégage de l'opinion et nous n'y sommes pas insensibles.

René Andrieu
Président du Conseil Général
Maire de Montflanquin

Le Lot-et-Garonne, département aquitain, mais encore languedocien pour partie, gascoun d'un côté de l'axe garonnais et guyennais de l'autre, tend vers le sud et vers le nord, compose par ses traits variés, un magnifique tableau de maître en plein cœur géographique et affectif du Sud-Ouest.

A égale distance des deux métropoles régionales de Bordeaux et Toulouse, le Lot-et-Garonne bénéficie d'un développement d'activités en rapport avec ses possibilités de main-d'œuvre. Pour ce développement, le Lot-et-Garonne a fait d'importants efforts en matière de moyens de communication et dans le domaine des structures urbaines d'accueil (voies, logements, zones industrielles).

Les moyens de communication

Le département du Lot-et-Garonne dispose de moyens de communication variés :

- Ligne de chemin de fer Bordeaux - Toulouse - Marseille - Vintimille. Agen - Bordeaux en 1 h 15 et Agen - Toulouse en 1 h avec le TGV.
- Canal latéral à la Garonne.
- Réseau routier dense avec la RN 113 comme axe principal garonnais sur laquelle d'importants travaux de renforcement coordonnés ont été effectués.
- Vers 1980, l'autoroute A 63 reliant Bordeaux à Narbonne et parallèle à la Garonne viendra heureusement compléter le réseau routier du département.
- 4 aéroports : Agen, (ouvert au trafic marchandises), Fumel, Marmande et Villeneuve s/ Lot.

Les lignes aériennes Agen - Paris organisent leurs vols départ matin, retour le soir, pour que l'homme d'affaires puisse disposer d'une journée complète dans la capitale.

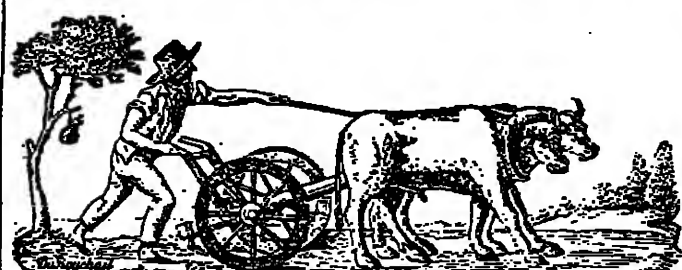
Structure d'accueil.

Comme dans beaucoup d'autres départements français, l'exode rural a accéléré et l'on assiste à la poursuite d'une urbanisation accentuée depuis une décennie.

Les principales agglomérations du département ont toutes vu croître leur population depuis 1968. C'est pourquoi le département et l'Etat se sont résolument engagés dans une politique de modernisation et d'accueil des villes Lot-et-Garonnaises :

- Etablissement de plans directeurs des agglomérations ;
- Création de zones industrielles ;
- Constructions scolaires et hospitalières ;
- Opérations de rénovation urbaine à Agen, Fumel et Villeneuve ;
- Important effort dans le domaine du logement. Le nombre de logements terminés croît chaque année d'environ 10 % par rapport à l'année précédente.

Une agriculture de qualité.



L'agriculture reste le secteur d'activité prédominant, tant par la population qu'elle emploie (17 % des actifs du département) que par son apport direct ou indirect à l'économie de l'ensemble.

Cette agriculture est évoluée et compétitive : le remembrement rural est le plus avancé de tout le Sud-Ouest ; la forme d'organisation la plus souvent adoptée est la forme coopérative ; enfin, l'économie agricole lot-et-garonnaise s'appuie sur une infrastructure technique importante et pour assurer ses débouchés, emploie les méthodes modernes de promotion. Les cultures traditionnelles, d'excellente qualité cotisent les exploitations fruitières, maraîchères et tabacoles originales et modernes.

Principales Productions

Les pruniaux ou i mais aussi :

- Fruits : raisins de table, pêches, pommes et poires, cerises.
- Légumes : légumes du Lot-et-Garonne ont une renommée traditionnelle en France et dans le monde entier : tomates, haricots verts, subergines, poireaux et melons.
- La Lot-et-Garonne est le premier département français producteur de fruits et légumes.
- Tabac : 10.000 T sur une surface de 4.000 ha.
- Céréales : 816 (6.000 ha), Maïs (42.000 ha), Orge (28.000 ha) qui entrent pour près de 30 % dans le produit brut agricole.
- Viande et lait : l'ont également 1/3 du produit brut agricole, l'élevage jouant un rôle prédominant dans le département.
- Stockage et Transformation : 1. Le Lot-et-Garonne possède : 3 abattoirs agréés pour l'exportation traitant environ 27.000 tonnes de viande par an ; 6 caves coopératives ayant une capacité de 33.000 hectos ; 11 laiteries collectant 1.400.000 litres de lait ; 2 marchés d'intérêt national où transitent environ 93.000 tonnes de fruits et légumes pour Agen-Bor et 34.000 tonnes pour Villeneuve-sur-Lot ; 78 entrepôts frigorifiques pouvant stocker 70.000 tonnes environ ; 32 stations fruitières ayant une capacité globale de 65.000 tonnes environ ; Une capacité de stockage de céréales s'élevant à 2.430.000 quintaux ; 150 tunnels de séchage installés dans des centres collectifs pouvant traiter 8.000 à 9.000 tonnes de pruniaux.

13 villes du 47 mettent à votre disposition leurs zones industrielles

Le Lot-et-Garonne vous propose, selon vos préférences : agglomération agnaine, Aguilon, Astarac, Causse, Casteljoux, Fumel, Lavardac, Marmande, Nérac, Miramont-de-Guyenne, Sainte-Livrade-sur-Lot, Tournai, Villeneuve-sur-Lot.

- Ces zones sont aménagées, équipées, prêtes à vous accueillir. Situes en campagne, à proximité des villes, elles vous feront bénéficier à la fois d'un environnement paisible, souriant, et de trajets réduits ville-usine, domicile lieu de travail.
- Choisissez votre emplacement à la carte. La répartition géographique des zones, l'originalité de chacune d'entre-elles permettent un véritable choix à la carte, en fonction de vos activités, vos besoins, vos goûts.
- Vous pouvez grandir, votre implantation aussi.
- Le Lot-et-Garonne, est à même d'assurer des surfaces qui évolueront au fur et à mesure de votre croissance.
- Le Lot-et-Garonne vous attend.
- Le Comité Départemental d'Actions Économiques (CDAE), les délégués locaux à l'administration, la Chambre de Commerce et d'Industrie, sont là pour vous aider. Sur place, vous pourrez choisir une main-d'œuvre aux qualifications très diversifiées, grâce au développement de l'enseignement.
- La population est à l'image du Lot-et-Garonne, souriante, chaleureuse, ouverte.
- Quelques exemples de prix par m2 des zones industrielles du Lot-et-Garonne : Agen : 12 F le M2 - Fumel : 7 F le M2 - Marmande : 5 F le M2

Renseignements : Codes, 8 10, Bd Carnot, 47000 Agen. Tél. (58) 66.50.68. Beurre - Bordeaux, 290, rue Pasteur - Bordeaux. Tél. (56) 08.50.04.



Vacances en Lot et Garonne. Passez au vert!

Par tradition le Lot-et-Garonne est une étape verte sur la route des vacances.

On s'y arrête. On déguste avec délices la gastronomie locale. Et en repart.

Depuis quelques années, le Lot-et-Garonne tout entier semble s'être donné le mot pour retendre l'étoffe de passage. Il a mis en œuvre un vaste programme de séduction. Et le mois qui va puiser dans ce qu'il a de mieux fait les choses.

UNE NATURE ATTACHANTE

En effet, le Lot-et-Garonne a su tirer le meilleur parti de sa nature verdoyante, de ses paysages variés et de son climat ensoleillé en créant des « stations vertes de vacances ». Vous êtes pêcheur ? Votre compte est bon. Les poissons vous attendent. Dans le Lot, le Dropt, la Lède ou la Balbe. Et pour mieux vous retenir, ils s'accrocheront obstinément à votre ligne.

De l'Atlantique à la Méditerranée, des vacances insolites : tourisme et détente au fil de l'eau à découvrir du visage inattendu d'un merveilleux paysage au gré des itinéraires qui offrent le canal latéral à la Garonne, de Melhan à Moissac.

Une navigation de charme, un pilotage nié ; les écluses sont les seuls obstacles à sur des bateaux croisière de tout confort. Pour mieux profiter de la douceur de vivre.

La Maison du Lot et Garonne : 15, passage Chaisot à Paris 2^e et le Syndicat d'Initiative d'Agen sont à la disposition de tous ceux qui seraient tentés de quitter les routes pour le calme des canaux.

L'équitation est votre passe-temps favori ?

Votre monture vous entraînera au triple galop dans cette riche nature.

Enfin, vous aimez vous baigner dans l'eau pure ?

Les plans d'eau de Casteljaloux, Nérac ou Xaintes ont pour vous tous les charmes.

A moins que vous ne soyez amateur de voile : à l'école de voile du Temple-sur-Lot, vous pourrez tirer vos premiers bords.

Mais peut-être préférez-vous faire de tourisme culturel ? Le Lot-et-Garonne est un département particulièrement riche en musées, monuments historiques et bastions du XII^e siècle.

UN EQUIPEMENT TOURISTIQUE BIEN ADAPTE

Mais aussi merveilleuse que la nature puisse vous paraître, vous ne dormirez jamais à la belle étoile. L'équipement touristique du Lot-et-Garonne vous offre les conditions de séjour les plus confortables :

- 60 hôtels (dont au total plus de 1000 chambres) dont 3 classés dans la catégorie 3 étoiles
- 776 chambres des Logis de France
- 200 gîtes ruraux
- 26 terrains de camping pouvant abriter quelques 4.000 vacanciers.

Ainsi, la prochaine fois que vous voudrez en Lot-et-Garonne, attendez-vous à y séjourner plus longtemps que vous ne le pensez. Et il ne vous restera plus qu'à vous faire une douce raison.

D'ailleurs tous ceux qui nous ont fait le plaisir de venir chez nous, ont été conquies par l'ambiance naturelle des lots-et-garonnais.

Ces sacrés pruniaux!

Les pruniaux d'Agen ! On se demandera longtemps qui est le plus connu. Agen ou les pruniaux.

Depuis plus de mille ans, les pruniaux d'Agen sont mis à toutes les sauces.

Aujourd'hui d'un canard ou dans un clafoutis, dans la cartable de l'écolier, ou même à l'apéritif, à côté des olives.

Mais d'où viennent-ils ? D'Agen, de Villeneuve et de tout le Lot-et-Garonne. Et si l'on ne parle aujourd'hui que du pruniaux d'Agen, c'est parce que les produits étaient jadis identifiés par le nom de leur port d'embarcation, et non par celui de leur lieu de production.

Quoi qu'il en soit, dans le domaine du pruniaux, la France se classe 3^e producteur mondial après les Etats-Unis et la Yougoslavie.

Et nos perspectives d'avenir sont bonnes : 13 du verger lot-et-garonnais nouvellement planté n'est pas encore productif, ce qui permet de grands espoirs pour les prochaines années.

La branche agro-alimentaire: un rôle moteur pour l'industrialisation.

Le secteur agro-industriel occupe dans le département une place décisive. Autour de la production agricole, on trouve en effet :

- des industries d'amont : alimentation pour le bétail, construction de machines agricoles, fourniture de bâtiments agricoles préfabriqués ;
- des industries d'aval : les emballages pour la vente directe des fruits et légumes, la chimie utilisatrice de déchets agricoles (CODAC), les défilés locaux, les conserveries de type traditionnel ou nouveau (plats cuisinés). Ce dernier élément, les conserveries, est de loin le plus important, d'autant qu'il s'appuie sur une économie contractuelle soustée par les producteurs. D'ailleurs, la part de la production dirigée vers la transformation, augmente d'année en année : environ les 2/3 de la production de haricots verts, tomates, olives sont dirigés vers les conserveries, alors qu'en 1970, cette proportion était inférieure à 50 %.

Depuis, dans le domaine des fruits, on note l'absence d'unité de transformation hors le pruniaux. Pourtant le département est un gros producteur de pêches, de pommes et de poires. Le pruniaux est en effet une exception, car le marché de la prune fraîche est quasiment inexistante. Deux pôles de transformation dominent au niveau de la concentration : plats cuisinés, fabrication de confitures et conserves de fruits.

PARISIENS

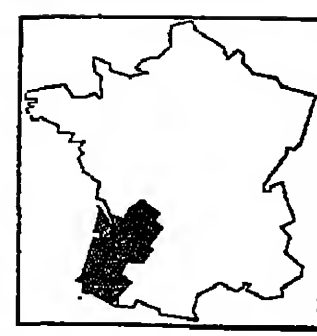
Nous vous attendons à

La Maison du Lot et Garonne

15, passage Chaisot
Paris 11^e
Tél. 293.29.55

ENEZ TRAVAILLER OU VOUS AIMERIEZ VIVRE!

Aquitaine, le pays de qualité.



Lot-et-Garonne

Paré aux ouvertures

EN dépit de sa position tout à fait remarquable au centre très précisément du Sud-Ouest, le Lot-et-Garonne ne joue pas en Aquitaine le rôle que sa population (330 000 habitants pour une superficie de 100 380 kilomètres carrés) voudrait lui voir tenir. Et sa classification de « département de l'intérieur », dans sa relative, n'est absolument pas du tout des Lot-et-Garonnais, qui ont, non sans raison, le sentiment de se trouver au contraire à un endroit permettant toutes les ouvertures et tous les débouchés.

Comme le Lot et la Garonne, qui donnaient son nom à cette région que ne délimitent aucune frontière géographique caractérisée, convergent et se rejoignent en son centre, au pied de la cité duale d'Agrippon, on peut penser ici, et surtout continuer d'espérer, que les grands courants économiques venant de la façade atlantique ou bien du littoral méditerranéen pouront un jour se rencontrer au cœur de cette terre généreuse. Son climat est parfaitement tempéré (moyenne annuelle thermique 12-15). Il y pleut « raisonnablement » : 800 à 300 millimètres d'eau par an bien répartis sur 140 à 150 jours environ. Les paysages y sont extrêmement variés, à croire que dans ce décor que tant de rois ont fréquenté, ont marqué en choisissant parfois de s'y installer, la nature et l'homme furent toujours de connivence.

« Gasconner »

Les sites du Lot-et-Garonne ne sont jamais agrestes. Entre les forêts déjà périgourdines du Fumelais, les bois de pins de Casteljalous, les collines néoquaternaires rappelant le Cers tout proche, toutes ces incomparables vallées de la Garonne et du Lot qui sont partout où passent les deux grands fleuves, on découvre en Lot-et-Garonne une harmonieuse synthèse de toute l'Aquitaine.

Sur le plan économique, la vocation agricole du département est en revanche nettement marquée. On a parlé sans « gasconner » d'une véritable Californie, tant son terroir est riche. Citons les prunes et les pruneaux bien connus du Villeneuvais, les tomates de Marmande, mais aussi ce fait indiscutable : le Lot-et-Garonne est le premier département français pour la production de fruits et légumes, et cette année son tonnage de fraises le place au premier rang de cette spécialité.

L'élevage, la vigne, la forêt, le tabac : on pourrait presque à l'infini poursuivre l'inventaire des productions agricoles qui sont le fait de 20 500 exploitations requérant les soins attentifs de près de cinquante mille personnes, soit 17 % de la population. Un taux qui malheureusement ne va pas

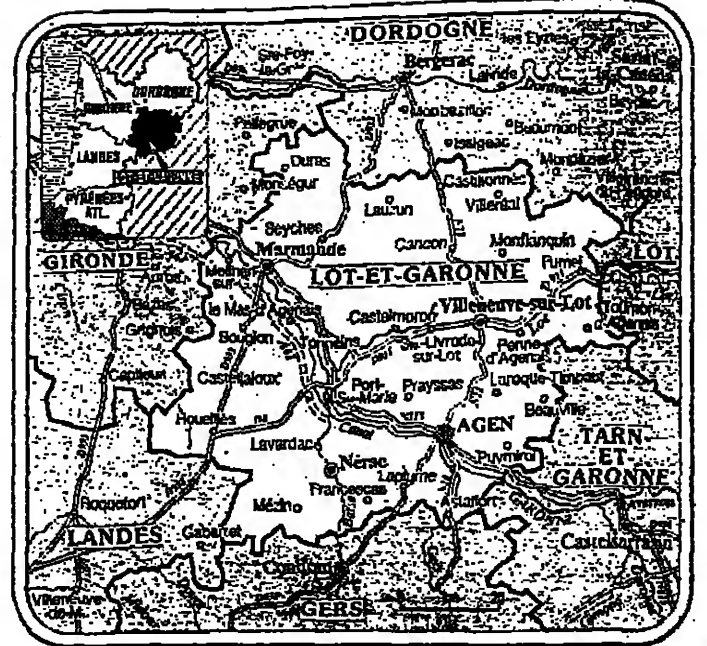
sans poser de problèmes. Celui en particulier de l'industrialisation. Mais il pose aussi la question de savoir comment il se fait que, dans une telle région de profusion, continue de subsister un véritable désert industriel dans le domaine de la conservation ou de la transformation des produits frais.

Des efforts d'équipement ont été réalisés que l'autoroute A 63 Bordeaux-Narbonne, dont l'ouverture est attendue pour

la fin de 1980, devrait utilement compléter. En plus de sa position privilégiée, le Lot-et-Garonne dispose de 744 kilomètres de routes nationales, de 2 441 kilomètres de chemins départementaux. La construction d'un hôpital régional s'achève à Agen, où d'importantes créations sont intervenues dans le domaine de la formation : ouverture de plusieurs sections d'ensei-

gnement supérieur technique et prochainement celle d'un nouveau collège industriel. L'automatisation du téléphone sera effective fin 1977, cependant que le chef-lieu Agen est, d'ores et déjà, relié à Paris par deux voies quotidiennes directes de la compagnie Touraine Air Transport. Des chances, mais pour l'instant des espoirs seulement.

H. B.



Souvenirs de Toscane

LOT-ET-GARONNE, terre de contrastes et pourtant par-dessus les deux fleuves qui les séparent, voici Villersal qui tend ses mains à Astaroff, Saint-Basille qui salue fraternellement Tournon, Casteljalous qui rejoint Beauville, Duras et Mézin, tandis que Houdelle et Ses filent avec les Landes, jusqu'à se croire d'elles. Il est vrai que ses fils y sont réinsérés, comme le constatent jadis une personnalité de chez nous plus familière avec la vertu qu'avec la gemme.

Il faut rêver à ce pays trop beau, à cette vie trop facile, à ce soleil trop ardent pour que les hommes y soient satisfaits : j'ai emprunté ces mots à un touriste anglais qui, nous jugeant tous pareils d'après un seul écrivain, justement d'abord, plus fausement ensuite : « Ce sont de vrais Gascons ; ils sont doux, bons pour la guerre, ne manquent pas d'esprit, pour la science et les arts, mais inconstants et peu laborieux, aimant les plaisirs, ils ne savent pas trop ce qu'il en est ensuite. »

Une comparaison qui revient souvent nous plonge dans ce passé. Paul Guth nous a parlé d'un tableau de Titien, mais Stenhal l'avait déjà souligné en son temps. « Entre Agen et Marmande, c'est un pays aussi beau que l'Italie, le charme des côtes, le costume, jusqu'au langage évoquent les rives de Florence et de Sienne. Le Lot-et-Garonne est la Toscane de la France. »

Des noms qui chantent

Et si ce n'était pas vrai, comment expliquer non seulement la venue des migrants actuels, mais cette prédilection pour notre région des illustres Italiens venus dès le seizième siècle s'installer chez nous pour y vivre et y mourir : M. de l'Escaie, au nom bien français, qui pourtant, un jour, s'appela, à Agen, Scalliger et qu'Eugène Sue honora sous ce nom, Mateo Bandello, ce prélat mondain qui écrivit ces vers légers, si légers du haut de ce Bazens qu'on surnommait Tivoli ? Sans oublier que les rois de

la Boyardie, qui nous firent vivre pendant un siècle à l'heure transalpine, nous avaient regardés et nous avaient aimés. Aussi les chères aux grands d'or (chanson de ces poètes) couvrirent pendant près de cent ans nos pruniers de leurs branches. Fontaines certes, politiques certainement, mais vus de nos consuls, mal vus de notre peuple, malgré leur zèle incontestable, malgré les dires de Léonard, qui fut d'Agon le brave enfant, pulgus âgé seulement de dix-neuf ans il disait d'un cœur sincère : « Nous chérissions cette ville de l'amour le plus tendre et nous l'ai-

mons tous de l'effusion de notre cœur paternel. Mais ces Italiens auraient-ils manqué à notre gloire s'ils ne nous étaient pas venus ? » Oui, si nous voulons en croire Bladé, cet écrivain lictoreux implanté chez nous qu'il n'aima jamais pour pouvoir l'aimer ainsi. C'est un peu à qui il manque un peu de noblesse et où l'homme cherche quelque chose qui lui échappe. Allons donc ! C'est mal le connaître et mal nous aimer.

Pardonnons-lui cependant pour avoir écrit ailleurs : « C'est presque l'Italie ; moi, latin que la Provence, moins

gras que le Languedoc. Une Italie toute de soleil et de ciel bleu consensuelle d'épigramme qui fait fleur l'hygie au coin de la signe et offre au pillage des politiciens, de ceux qui font l'école buissonnière, des fruits dignes d'une table d'étranger. »

Dans la grande histoire, le Lot-et-Garonne a toujours joué un rôle important et efficace. Les noms nous sont connus, ces noms de châteaux qui, pour avoir voulu défier les hommes, ne purent défer le temps : Biron, Duras, Fumel, Lauzun, Madallan, Xaintilles, Sauveterre et Bona-

guil. Mieux gardées, les bastides démantelées, un jour, montrait une garde vigilante contre les ennemis du dehors ou très voisins : Montflanquin, Villersal, Tournon, Beauville, Astaroff, font ces noms qui chantent à nos oreilles et à nos cœurs la chanson du berceau. Ces noms qui firent grande notre histoire : Euphrase Sévère et sainte For, Polon de Xaintilles et Bernard Palissy, Montesquieu et Théophile de Vian.

CHANOINE JEAN FONDA, historien, secrétaire perpétuel de la société académique.

L'homme

du jour

AVANT 1971 le nom de M. Pierre Esquirol était étroitement et presque uniquement associé au métier de chirurgien que cet Agennais de souche exerçait dans sa clinique, l'une des plus anciennes de l'agglomération. Sur le plan médical le docteur Esquirol est connu dans tout le département. Il est réputé au niveau national. On dit souvent à Agen pour décrire la popularité du praticien qu'il n'y a pas une seule famille dont l'un des membres ne soit passé un jour ou l'autre par les mains du docteur Esquirol. Ce n'est pas tout à fait inexact.

La réussite professionnelle de ce chirurgien est effectivement indiscutable ; son dévouement autant que son talent font en outre qu'il jouit dans les milieux les plus modestes de la cité d'un estime tout à fait comparable à celle dont bénéficient parfois les médecins de campagne. Pour une foule de patients agennais il fut longtemps et reste « le bon docteur Esquirol ».

Depuis 1971, sous la pression de personnalités de tous bords, cherchant à déboucher le notable populaire éventuellement capable de faire échec aux visées d'une liste de la majorité réunie sous le nom d'un autre chirurgien agennais (le docteur Auleng, membre de l'U.D.R.), est apparu un autre

aspect de la personnalité du chef de clinique.

Au fil des mois et des années les Agennais ont découvert et appris à connaître le docteur Esquirol, gestionnaire et homme public. Son style est souvent à rapprocher de celui du chirurgien. Le maire a l'habitude de trancher dans le vif. « Il mène les affaires de la mairie, affirme les tenants d'une administration plus « coulée », plus enveloppante, comme il devait diriger sa clinique. En patron, en seul patron. »

Le docteur Esquirol n'a jamais perdu enclin à recourir à des remèdes dont les effets seraient progressifs, et il semble douter généralement de l'efficacité réelle de la consultation systématique. « Agen souffre depuis des dizaines d'années, explique-t-il souvent. On a toujours reculé pour prendre les décisions qui s'imposent. Si l'on ne veut pas que la ville se meure, il faut à présent réaliser au lieu de palabrer. » Le docteur Esquirol est un maire d'action.

Un accident l'ayant poussé, dans les débuts de son mandat, à choisir entre son premier métier de chirurgien et son nouveau métier de maire, il se consacre désormais entièrement à la gestion de sa ville. C'est une heureuse décision, car chaque jour, il contrôle systématiquement tous les dos-

Le « patron »

siers et se déplace lui-même pour les défendre, à Paris, dans les ministères.

Si personne au fond ne conteste l'efficacité du maire d'Agon, la forme, qui procède souvent du fait accompli, suscite, en revanche, les critiques internes. Elles rejoignent celles que lui adresse depuis quelque temps, sur le plan politique, la minorité socialiste communautaire de son conseil municipal. Le docteur Esquirol, qui avait exigé, avant d'accepter de se présenter, de conduire une liste rassemblant toutes les tendances, refuse catégoriquement de donner à sa gestion une coloration politique.

Ayant interprété comme un refus l'attitude des élus du parti communiste au moment du vote des deux derniers budgets, il a depuis repoussé catégoriquement les avances des tenants du programme commun et définitivement scotché l'éventualité de « repartir », en mars prochain en compagnie de représentants du P.C.F. « La politique pourrait tout, ne cesse-t-il de répéter. Je n'appartiens à aucun parti. Je n'ai à défendre aucun système, mais à me préoccuper, avec le concours d'hommes capables, du seul développement de la ville d'Agon dans l'intérêt de tous ses habitants. »

HUBERT BARAT.

ELECTIONS PRESIDENTIELLES (premier tour)

1965		
M.M.		
Mitterrand	38,32 %	
de Gaulle	31,37 %	
Lecaulet	16,22 %	

1969		
Fompidon	34,65 %	
Pohet	28,11 %	
Duclos	25,47 %	
Defferre	4,13 %	

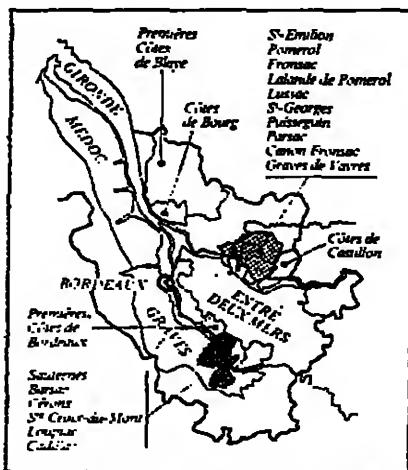
1974		
Mitterrand	61,11 %	
Giscard d'Estaing	22,88 %	
Chaban-Delmas	22,13 %	

LES PARLEMENTAIRES

Deux sénateurs : MM. Henri Caillaud (Rassemblement démocratique), Jacques Bordenave (Rassemblement démocratique) ; Trois députés : MM. Christian Langeron (P.S.), Robert Ruffe (P.C.), Edouard Schloesing (rép.).

LE CONSEIL GENERAL est présidé par René Andrien, radical de gauche.

Le négoce des vins et spiritueux de Bordeaux. Un objectif : satisfaire le consommateur.



Une nouvelle « entreprise Vins de Bordeaux » est née de l'association des négociants et des producteurs décidant d'un commun accord, au sein du nouveau C.V.B., d'organiser le marché des vins. L'objectif est simple : satisfaire le consommateur. Comment ? En lui assurant qualité, prix et disponibilité des vins de Bordeaux. Les négociants bordelais se veulent le fer de lance de cette action.

La Gironde avec une production de plus de 3 millions d'hectolitres de vins d'appellation d'Origine Contrôlée, est de loin la plus importante région de production de vins fins au monde.

C'est donc 400 millions de bouteilles de vins de Bordeaux, de la plus modeste à la plus prestigieuse, qui sont finalement mises sur la table des consommateurs, dont 1/3 environ dans plus de 160 pays étrangers.

Tâche immense assurée à près de 85 % par le négoce bordelais qui emploie actuellement 7000 personnes et réalise un chiffre d'affaires de plus de 2,5 milliards, avec l'aide d'un réseau inestimable mis en place et rodé depuis des générations.

C'est cette organisation qui lui permettrait, dès 1980, d'exporter plus d'un million d'hectolitres de vins, contribuant ainsi à répandre et à asseoir dans le monde la réputation de Bordeaux.

Ce tour de force réalisé, il y a 86 ans, reste un symbole. Une garantie de qualité. Les négociants bordelais se portent garants de la qualité des vins qu'ils distribuent. Par l'exercice même de son métier, le négociant est sans cesse en contact avec le consommateur. Il est donc le mieux placé pour connaître ses exigences, ses besoins. Soucieux de satisfaire des « amateurs » de plus en plus nombreux, il sélectionne et élève les vins dont le prix et la qualité sont en parfaite harmonie.

Des prix stabilisés.

L'organisation du marché devant permettre de normaliser les cours à la production, le négoce sera à même de mettre à la disposition du consommateur en France et dans le monde entier par les circuits les mieux adaptés et une sélection rigoureuse, les différents vins de Bordeaux, qu'ils soient mis en bouteilles à la propriété ou dans les chais d'élevage et de vieillissement, relais traditionnels indispensables.

Ainsi le consommateur sera assuré de se voir offrir des Vins de Bordeaux à des prix très bas, avec l'assurance du meilleur rapport Qualité/Prix.

La région de Bordeaux, c'est également une importante place de production de spiritueux. La première de France pour les rhums, qui, avec les liqueurs et les différents eaux-de-vie, contribuent largement à sa renommée.

Le négoce bordelais des vins et spiritueux qui s'adapte aux exigences de la distribution moderne en permanente évolution, permet chaque jour aux amateurs de poser sur leur table et d'apprécier un de ces bons produits d'Aquitaine qui font un peu la réputation de la France.

Les Vins et Spiritueux de Bordeaux. Syndicat des Négociants en Vins et Spiritueux de Bordeaux et de la Gironde.

Les plus beaux voyages du monde.

Canal à Rio & Amazonie. 12 jours 8.900 F
Découverte Pays Incas, Pérou. 8 jours 1.950 F
Bolivie 15 jours 8.500 F
Féerie des Mers du Sud, Moorea. 12 jours 7.570 F
Papeete, Bora-Bora. 7 jours 1.240 F
17 jours 12.045 F

Les îles :
"Seychelles", 10 jours 3.450 F
"Réunion-Maurice", 16j : 4.800 F
"Île de Goé", 10 jours 3.990 F

CROISIÈRES
Aux Caraïbes 9 jours 5.300 F
Au départ de Bordeaux en vol direct.

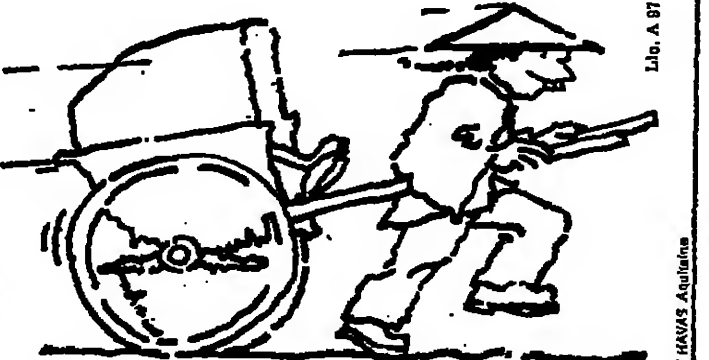
NOUVEL AN
SPECIAL DJERBA
9 jours 1.755 F

NEIGE
Ski Nordique en Norvège. 8 jours 1.950 F
Le Groenland à traîneaux à chiens. 12 jours 7.570 F
Tignes 7 jours 1.240 F

VOS WEEK-ENDS
A Londres 3 jours 1.075 F
A Pompadour (Club équestre). 2 jours 350 F

LA CHASSE/LA PÊCHE
"Surf Casting" en Mauritanie. 9 jours 3.700 F

Havas Voyages Bordeaux
54 cours du Chapeau Rouge
Tél. 52.67.91 - 52.87.82



Le Monde aujourd'hui

CINQ PETITS POUCETS

Comment savoir ce qui se passe dans la tête des gosses?

LORSQUE les policiers ont poussé la porte de l'appartement, au quatrième étage du bâtiment 15 de la cité Py, à Montreuil, qui dépend du commissariat du douzième arrondissement de Marseille, ils n'en ont pas cru leurs yeux.

Autour de la table de la cuisine, recouverte de papier journal, Bruno (six ans), Christophe (cinq ans), Stéphane (trois ans), penchés sur des feuilles blanches zébrées de couleures vives peignent, surveillés par leur « grande sœur », Véronique, sept ans. Tous étaient sages comme des images, seulement un peu étonnés de voir l'appartement ainsi envahi. Seule Nathalie ne semblait guère montrer de dispositions pour l'art pictural : il est vrai qu'à quinze mois, on a autre chose à faire qu'à perdre son temps en vaines occupations. Mieux vaut profiter de ses jambes toutes neuves pour partir à la découverte du monde. Le monsieur qui paraissait commander les autres s'est mis à parler. Gentiment. En s'efforçant de sourire. Mais Véronique n'était nullement effrayée. Tout à l'heure, le mouvement de surprise qu'elle avait eu n'était dû qu'à sa découverte en face de tant de gens inconnus. Elle croyait que c'était maman qui revenait...

Elle l'a dit aux policiers d'ailleurs. Elle avait l'habitude de s'occuper des petits que lui confiaient papa et maman, quand ils sortaient. Pas ensemble, non. Papa partait tout seul pour chercher du travail. Mais bien qu'il ait essayé plusieurs fois, il n'avait toujours rien trouvé, ce qui le mettait en colère. Il était souvent nerveux. Il ne parlait pratiquement à personne dans la cité. Maman ? Parfois elle sortait, parfois elle restait à la maison. Alors eux, les enfants, restaient seuls. Ils n'allaient pas à l'école, quand on ne les y conduisait pas. Maman avait tellement de travail à la maison...

Des voisins ont confirmé les dires

de Véronique. Les enfants traînaient souvent dans la cité. Ils n'étaient pas très bien tenus. Mais ce n'était certainement pas des enfants martyrs, non, ni maltraités. Leurs parents semblaient même tenir à eux. Comment avaient-ils pu les laisser ainsi, sans rien à manger, sans provisions, sans même un mot d'explication ? Est-ce qu'on sait maintenant, ce qui se passe dans la tête des gosses ? D'ailleurs cela ne nous regarde pas, ce qui se passe chez les autres, ont dit les gens de la cité. Chacun chez soi. Quand la nouvelle s'est répandue qu'ils étaient partis, l'un après l'autre, avec des valises hier matin, on a tout de même pensé que cette fois-ci, il fallait faire quelque chose. Avertir la police. Mais anonymement. On ne veut pas d'historiens. Le père était parfois violent. Après tout, ce qu'il a fait, ça le regarde.

« Il est parti quand, ton papa ? » a demandé le policier.

« Hier, un peu avant midi, a dit Véronique. Il avait une valise, lui aussi. Il a dit qu'il ne reviendrait pas. Qu'on appelle une voisine si on avait besoin de quelque chose. Hier soir, des gens de l'immeuble nous ont donné à manger. Et ce matin, une autre voisine nous a fait boire le café au lait... »

Quand ils ont reçu le coup de fil anonyme leur disant que cinq enfants en bas âge étaient, depuis la veille, abandonnés dans l'appartement familial, les policiers voulaient croire à une mauvaise plaisanterie, à une dénonciation calomnieuse d'un mauvais voisinage. Ils s'attendaient à tout. Même à une sordide histoire d'enfants martyrs. Mais pas à ça. Pas à découvrir — plus perdus qu'avant — la forêt où rôde l'ogre — cinq petits pouceots, à peine surpris de leur mésaventure, qui se regardaient, comme s'ils pensaient que ça devait arriver un jour. Habités à être, parfois pour des journées entières, livrés à eux-mêmes, ils pensaient simplement que, ce coup-ci, l'attente

se prolongeait un peu plus que d'habitude. Même après avoir vu papa et maman partir chacun de son côté, valises à la main, ils ne cherchaient pas à comprendre. Un papa, une maman, ça ne disparaît pas comme ça.

D'ailleurs ils ne sont pas les seuls à ne pas comprendre. Où sont partis les parents, pourquoi ont-ils ainsi disparu, quel drame ou quelle inconscience se cache derrière leur soudaine défection ? Nul n'en sait rien et, à vrai dire, nul ne s'en soucie.

En dépit des recherches, personne n'est encore venu réclamer les cinq petits pouceots. Les policiers, après avoir fait couper le gaz et l'électricité de l'appartement, ont ramené les enfants à la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale, qui a assuré leur placement provisoire au foyer départemental de Saint-Joseph, au nord de la ville. Cela s'est passé le 28 octobre 1976, à Marseille.

JEAN CONTRUCCI.

LA VIE

Les prix sont les prix

ELLE lave la vaisselle du dîner, en économisant 2 francs grâce au flux familial. Il a ouvert le carnet de comptes sur la table de service : il est chef de famille, il vérifie en savourant un vin blanc bonifié. Il saisit dans le tiroir un portefeuille, en tire quelques billets de 10 francs, modestes et qui ont l'air d'avoir peur ; il les frotte en émettant à côté du

caisse. Il respire un grand coup, avec le sentiment de ses responsabilités, et il appelle : « Haguette, laisse ta vaisselle et viens m'expliquer tout ça. Je tombe de haut, vois-tu ! » Elle trotte vers lui en s'essuyant les mains. « Haguette, je ne comprends pas : le 15, j'ai retiré 1 500 francs, exceptionnellement. On est le 28, et déjà plus rien. Tu n'as pas de méthode dans tes comptes, ne sois pas si bête, quel prix ! » — Mais, Jacques, les prix sont les prix. — Je ne suis pas aveugle, je surveille la publicité sur les affiches ! Je vois : Carrefour, université du 26

en 2, des prix les plus bas de l'année. Je vois : Samedis, opérations prix de gros, difficiles de trouver moins cher. Et encore : Mémentos bousculés les prix. Et puis : Mémentos les ventes. Et au R.E.V., tous les articles sont à moitié. 10 % : et sur ce catalogue, Serbi-Membles offre un chèque en porteur sur la banque de confort qui nous fait gagner 200 francs ! Alors, explique-moi ?

— Mais comment veux-tu, Jacques... — Oui, explique-moi : tout à l'heure à la radio, en vingt minutes, j'entends : au Printemps, relâche sur les prix : aux 3 J, des prix à vous couper le souffle ; Bonnet au Printemps, des prix qui vous laisseront pantois, bonnet, bonnet, bonnet ; à la Samaritaine, de tout à des prix incroyables depuis deux ans, par exemple des pyjamas d'enfants : enfants, la rentrée encore moins chère, chère, chère. Et j'arrive, je dis de bonnes bananes, je sature le café en promotion, je prends la porte-fenêtre : plus rien. Alors je ne comprends pas ! — Moi non plus, Jacques, je ne comprends pas !

ROBERT BANJOL.

L'ENNUI

LES « ROCKERS » DE QUINZE ANS

IL y a Paris, avec ses concerts de rock au Palais des sports ou à l'Olympia, avec ses magazines regorgeant de disques, avec ses musiciens de passage qui donnent des conférences de presse dans les salons d'hôtels de luxe. Il y a Paris, ses « rockers », ses vendredis soir à la Bastille, ses légendes vraies ou fausses, ses adolescents traînant dans les ruelles. Vieux miroirs brisés, reflets de cuir lustré et des chroniques de guitares, les disques de Jimi Hendrix (*Electric Ladyland*), et de Bob Dylan (*Blonde On Blonde*) font oublier que les mois passent, et, exprimant l'inexprimable, offrent ce que, dans la vie, on ne peut pas trouver.

Après Paris vient la banlieue, dont parfois aucun mot, aucune phrase ne peut, sur cette terre, dire le caractère sinistre. Et on s'étonne des actes de violence commis, on s'étonne que des vitrines, des rues entières parfois, soient pu être brisées, un samedi soir, après un bal. On s'étonne que les garçons, si jeunes, éprouvent de la haine.

« Yellow Submarine »

Pendant que les Américains font le circuit des châteaux de la Loire en cars Pullman, vont d'auberges gastronomiques en restaurants quatre étoiles, les voyous rêvent d'Amérique, de hamburger et de Cadillac. « Le bus, tout est vraiment mieux. » Il y a ceux qui n'y croient plus tout à fait, et, s'enlisant, se perdant lentement, vont grossir les rangs des paumés. Et puis quelques-uns de ces amoureux-là s'en vont pour toujours, après avoir écouté une dernière chanson, leur rêve une fois cassé.

Sur les milliers de petits villages, sur les hameaux accrochés

entre les champs, sur la France, la télévision règne en despote dès 6 heures du soir, plus les samedis, dimanches et jours fériés. Et les enfants ? Oh ! les enfants, ils prennent le car le matin, vont à l'école ou au lycée de la ville. Isolés, les « rockers » de quinze ans rêvent de gloire et du sourire de Marilyn Monroe : ils rêvent d'une guitare à 1 000 F. Deux fois par an, les plus tenaces d'entre eux voient une mobylette pour aller à un concert de pop-music, à 60 kilomètres. Une fois sur place, ils défoncent la porte, se battent pendant la première partie, envoient des esquimaux sur la scène. Quelques-uns cherchent à « en sortir ».

C'était au début de l'automne, dans une banlieue industrielle de Rouen, là où la Seine coule entre deux murs d'usines, de cheminées et de nuages artificiels. Semaine d'« action culturelle ». Semaine de bagarre — et de triomphe — contre une municipalité endormie, hostile, selon le mot du délégué syndical organisateur des manifestations prévues, « aux rassemblements de jeunes », aux velléités de vie. On cherchait à grouper, autour d'une série de films qu'animait un thème commun — le rock'n'roll — les insaisissables marginaux des environs, sans que se glisse où que ce soit la maligne idée de récupération. Ce soir-là il y avait le *Yellow Submarine*, des Beatles dans un vague hangar municipal accordé après un combat au corps à corps avec le maire. Le brave homme a tout de même prétexté un projecteur pétaradant comme un moteur en échappement libre et quelques sous pour la location du film. Certes, il aurait préféré avoir affaire au curé du village. Mais ce dernier a laissé tomber une bonne fois cette jeunesse qui casse tout et ne va même plus à la messe.

Yellow Submarine, donc. Belle histoire allégorique de créatures infernales qui ont jeté un sort à l'humanité, ses chansons et ses fleurs. Sur sa colline trône un personnage démoniaque entouré de sa cour et de son armée, qui part en guerre contre le sous-marin jaune, son sergent-pilote, secondé par ses amis les Beatles. Lesquels se promènent entre le temps et l'espace, avant de restituer au terme de mille ruses, roses, sourires et bonheur à la Terre, ici désignée « Pepperland ». Comme l'engin accordé par la mairie n'était pas encore tout à fait mortel, on entendit *Elephant Ring, Northern Man, All You Need Is Love, Northern Song*... Un journaliste anglais, Derek Taylor, l'a écrit : « La magie des Beatles n'a ni âge ni temps. »

Le grand vide

Venu présenter le film, je devais après coup « animer un débat », comme on dit. Mais cela n'a pas été des plus faciles : personne ne voulait parler. Combien sont-ils ? Vingt-cinq peut-être, qui tous habitent ce village lunaire. Et puis, il fait froid. Timidement, le projectionniste du film, l'organisateur de la soirée, prenant la parole, essayent de tuer net cette atmosphère gênée où tous se regardent, puis baissent furtivement les yeux. Alors une voix s'élève, celle d'un lycéen de dix-sept ans, d'origine algérienne, qui parle du film, mais peu, des Beatles davantage, et de la vie dans son C.E.G. beaucoup. Répétitions. Plaisanteries. Rires. Les autres, encouragés, se délient. Au fil des phrases noyées dans le bruit des chaises, il est question des cafés d'où on vous expulse, parce qu'on est Algérien et (ou) qu'on a dix-sept ans, et du racisme dans des écoles plus proches des collèges anglais du dix-septième siècle que des lycées démocratiques. Et surtout, surtout, du grand vide de la vie à 50 kilomètres à la ronde.

Onze heures. Dehors, pas un café n'est ouvert, bien sûr. Vingt et quelques têtes disparaissent à travers les rues livides, et l'organisateur qui repart avec la bobine de *Yellow Submarine* sous le bras rompt seulement le silence de la nuit glacée pour rappler que demain il passera à *Hard Day's Night*, un autre film rock.

BENOIT FELLER.

Au fil de la semaine

IL y a quelques temps, le journal « Libération » a été cambriolé (1). On lui a volé 130 000 francs en espèces, déposés dans un coffre-fort. C'est la première fois qu'une somme de cette importance était ainsi conservée, si l'on peut dire, dans les bureaux du journal. Encore ne devait-elle y rester qu'une seule nuit : les règlements auxquels elle était destinée devaient avoir lieu le lendemain. Les voleurs étaient bien renseignés.

Les lecteurs du quotidien d'extrême gauche, à en juger par le courrier dont, loyalement, « Libération » a publié des extraits, sont partagés entre la stupeur, le fou rire et l'indignation. La stupeur : pourquoi tant d'argent liquide ? Pourquoi une telle imprudence ? Pourquoi un coffre-fort ? Le fou rire : à force de prendre la défense des délinquants, de ricaner sur les manières du coffre-fort, de publier des recettes pratiques pour encourager le vol baptisé « nouvel art de vivre », cela devait arriver, et c'est bien fait. L'indignation : les casseurs qui ont osé s'en prendre à « Libé » au lieu d'attaquer « les gros » sont des minables, des salauds. Cette dernière réaction a été souvent le fait de ces « taulards » auxquels le journal réserve une rubrique quasi quotidienne et chaque semaine des petites annonces gratuites ; ils lui ont envoyé par petites sommes, en quelques jours, plus d'un million d'anciens francs pour l'aider.

A propos du cambriolage de la Société générale de Nice, « Libération » avait notamment écrit : « (...) Ce truc-frac est avant tout un exemple pour les jeunes casseurs prêts à manier le revolver pour rapiner quelques millions dans un bureau de tabac et s'enfuir avec deux ou trois otages... » Le conseil et l'exemple ont été, semble-t-il, compris et suivis. « Du travail propre, organisé, le travail sans haine, le travail sans violence et qui rapporte... », écrit un lecteur. « Surtout n'appellez pas les flics, ce serait trop marquant », ajoute un autre. Tirant la leçon de sa mésaventure, « Libération », de son côté, insiste : « Faut-il rappeler à nos lecteurs que s'opposer à la machinerie judiciaire n'est pas soutenir les assassins ? On peut être contre l'assassinat d'une vieille femme sans pour autant être favorable à l'enfermement carcéral, au système de la mutilation pénitentiaire. »

C'est vrai, et « Libération » a raison sur ce point. Être hostile à la peine de mort, ce n'est nullement, comme le croient une foule de braves gens qui vantent les vertus expiatoires de la guillotine, prendre le parti des assassins contre leurs victimes. Vouloir la réforme du système judiciaire, la transformation du système pénitentiaire, ce n'est pas excuser le crime et le vol, encore moins absoudre leurs auteurs.

Cependant, l'affaire fait apparaître avec éclat les contradictions dans lesquelles sont empiétrés les « jusqu'au-boutistes » de « la propriété, c'est le vol ». A la limite, elle interpelle même les réformistes, les libéraux, qui voudraient une justice plus équitable, une prison plus humaine, une société meilleure. En théorie, tout cela est facile : comme les accidents de la route, cela n'arrive qu'aux autres. Jusqu'au jour où le problème se pose à vos dépens dans la pratique, dans le concret. Alors on mesure la fermeté des convictions, le degré de sincérité, en un mot le courage, des partisans du changement.

Pour être allé trop loin dans la voie du laxisme, pour être passé du simple constat à l'encouragement, et de la revendication à l'incitation, « Libération » en fait aujourd'hui la coûteuse expérience.

Un autre exemple, tragique celui-là et non plus anecdotique, mais qui relève néanmoins de la même analyse. Une maîtresse auxiliaire chahutée par ses élèves, Annick Menu, se suicide à Reims. Quelques semaines plus tard, une de ses collègues de Nice, sans travail et sans ressources, Sylvie Boudouresque, se tue à son tour. Tout récemment, un troisième « suppléant » de l'enseignement,

TROP C'EST TROP

par

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Dominique M..., vingt-deux ans, chargé d'une classe de quatrième pratique dans un lycée de l'Eure, ne peut faire face à sa tâche et met fin à ses jours. Et on lit, dans « Libération » toujours : « La rentrée 76 accumule les cadavres » ; une bande dessinée raconte jour après jour « le génocide des auxiliaires ».

Une fois encore, trop, c'est trop. Les suicides de jeunes sont une plaie de l'époque, un mal du siècle, et sa honte. Tous ces jeunes morts portent condamnation de notre ordre ou plutôt de notre désordre social. Il est fort possible, dans les trois cas ainsi relevés, que les soucis professionnels aient joué un rôle important, peut-être décisif, dans le suicide de ces malheureux. Tantôt l'absence sans préparation dans l'air, tantôt utilisés comme remplaçants pour trois jours, trois semaines ou trois mois, toujours laissés sans garantie d'emploi et parfois sans travail, les « suppléants » sont les O.S. de l'enseignement et ils sont indignement traités. A cela s'ajoutent, dans l'affaire Boudouresque, la maladresse impatiente, l'indécence des justifications produites au bord d'une tombe par certains hauts responsables de l'éducation.

Néanmoins, il faut bien admettre que tous les professeurs chahutés, tous ceux qu'écrase leur responsabilité, tous les auxiliaires mal traités, n'en viennent pas, heureusement, à cette extrémité. Et ce n'est pas insulter la mémoire de ces jeunes sacrifiés que de penser qu'un ensemble de causes les a conduits à l'irréparable. Parmi ces causes, il est légitime, utile, que celle qui tenait à leur situation professionnelle soit bien mise en lumière. C'est l'occasion, en effet, de poser le problème des suppléants et il est urgent d'y porter remède.

Il reste que d'autres suicides, dans les mêmes semaines, ont, sans aucun doute, revêtu la même valeur d'avertissement, appelant l'attention sur des drames d'une tout autre nature : le chômage, la vieillesse, la maladie... La généralisation hâtive, les excès de langage, les dénonciations grandiloquentes, ne peuvent déboucher que sur de vaines et périlleuses polémiques, et risquent de nuire ainsi au changement que ces jeunes victimes ont, peu ou prou, réclamé en appuyant leur exigence du prix le plus élevé, du prix de leur vie.

Cette fois, ce n'est plus un journal qui est en cause, ni d'ailleurs l'extrême gauche, mais l'autre extrême. Un certain nombre d'immigrés nord-africains vivant en France — travailleurs, mais aussi étudiants et lycéens — ont reçu, au cours des dernières semaines, une circulaire reprographiée à l'entête « République française, Caisse d'assurances sociales, service des Excédents ». Par cette missive abjecte, dont nous ne donnerons pas le texte intégral tant il est choquant, le destinataire est avisé sur le ton administratif qu'il appartient à la fraction de la population, choisie chaque année par tirage au sort, qui doit être éliminée pour alléger les charges de l'Etat et de la Sécurité sociale. En conséquence, il est convoqué au Crématorium municipal, à date et heure fixées, afin d'y être incinéré. Il est prié de se munir d'un sac pour les cendres portant son identité en caractères majuscules et d'une somme représentant le coût de l'opération. Toutefois, une demande d'ajournement pourra être présentée si l'intéressé paie des impôts et n'a pas encore acquitté ceux de l'année en cours.

Bien sûr, une fois de plus, trop c'est trop. Les lycéens et étudiants qui ont reçu cette « convocation » n'auront pas été longs à flâner l'invraisemblance et à se dire, non sans amertume, qu'Hitler n'a pas fini de faire des émules parmi les racistes. Mais imagine-t-on la réaction d'un manœuvre à demi illettré, son affolement au moins d'un moment, la crainte et peut-être la honte que lui laissera cet épisode ? Dans un monde où le vol est vanté comme un art jusqu'au jour où on en est victime, où le suicide est présenté comme un meurtre, comment s'étonner qu'une telle agression puisse revêtir, aux yeux de ses auteurs, le caractère d'une plaisanterie ?

(1) Voir le Monde du 30 octobre.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

LOS ANGELES TIMES

Les affaires en gilet pare-balles

« Un gros homme d'affaires américain traverse l'aérogare de Buenos-Aires. Il paraît particulièrement « enveloppé » : c'est qu'il porte un gilet pare-balles. Un autre « businessman » américain part en Afrique avec son cuisinier personnel : il ne veut pas être empoisonné. »

Tout d'un coup, écrit le LOS ANGELES TIMES, les grandes sociétés américaines, longtemps incapables de parer au terrorisme, prennent des mesures pour se protéger. Les groupes terroristes ont, en effet, changé d'objectifs : au lieu de s'attaquer aux représentants du gouvernement américain, ils visent maintenant les entreprises (...).

L'une des principales raisons pour lesquelles les grosses firmes ont décidé de s'intéresser à la question est qu'elles ont de plus en plus de difficultés à convaincre leurs cadres supérieurs d'accepter des postes dans certaines régions du monde et d'y emmener leurs familles. C'est particulièrement vrai pour l'Argentine, l'Italie, la Colombie et le Venezuela (...).

Une société américaine baptisée Compagnie de sécurité industrielle a récemment organisé à Londres une session d'études pour les cadres supérieurs. Au programme : stratégie et tactique de défense contre l'extorsion de fonds, les attaques à l'explosif, l'enlèvement et l'assassinat.

En 1968, cinquante-trois personnes ont été tuées par des groupes terroristes. Le 31 août, le total était de sept cent cinquante-six. Parmi les quatre mille cinq cent vingt et un tués et blessés depuis huit ans et demi, 40 % étaient américains (...).

Cette nouvelle tendance provoque une floraison d'inventions et d'initiatives : du minuscule poste à émetteur qu'on peut cacher dans un talon de soulier, à l'aéroscop à gaz lacrymogène (...). Une entreprise texane s'est spécialisée dans la transformation des voitures en véhicules blindés. Coût : à partir de 30 000 dollars (150 000 francs).

ETHIOPIAN HERALD

Des diplomates bien économes

Le quotidien d'Addis-Abeba, ETHIOPIAN HERALD, publie cette lettre de lecteur indigné :

« Je suis stupéfait du traitement infligé aux Nord-Coréens par la presse impérialiste. Parce qu'ils auraient « vendu » des cigarettes, de l'alcool et du haschisch au Danemark et en Finlande, les gouvernements de ces pays ont ignominieusement expulsé les diplomates de Corée du Nord. Nous savons bien que la presse occidentale n'est jamais à court d'idées pour discréditer nos frères socialistes. »

S'il est vrai — ce qui est peu probable — que les Nord-Coréens ont effectivement vendu des cigarettes, de l'alcool et des stupéfiants, c'est sans doute qu'ils ont mal compris certaines « lois » capitalistes. Il faut souligner que les diplomates nord-coréens ne grèvent pas l'économie de leur gouvernement comme le font les diplomates occidentaux. Les diplomates coréens en poste à l'étranger assurent eux-mêmes leur subsistance ainsi que celle de leur ambassade, et évitent d'alourdir encore les charges de leur gouvernement.

Fraternité

« Drôles de gens !... »

Le quotidien d'Abidjan, FRATERNITE MATIN, s'inquiète des « actions surprenantes » des Guinéens :

« Nous sommes les amis des Ivoiriens et nous le resterons » toute notre vie, car rien ne nous oppose », a dit récemment le président guinéen, M. Sékou Touré.

Drôles d'amis que nous avons là, qui vous maintiennent deux heures durant, dans l'air, sur l'air d'interrogation !

« Drôles de gens qui, pour nous manifester leur amitié, vous déshabillent, vous confisquent vos biens et même les médicaments que vous avez emportés, vous insultent et vous assomment !... »

Nos peuples, qui ne demandent qu'à s'unir, qu'à bénéficier d'échanges et d'apports des uns et des autres, n'ont que faire de passions exacerbées et vaines. D'autant plus vaines et d'autant plus inutiles qu'elles vous confinent dans une solitude déplorables au vingtième siècle et qu'elles desservent notre continent déjà rendu ridicule par des actions surprenantes, par des querelles, de quelques dirigeants.

Il semble d'ailleurs qu'il soit de bon ton dans certains pays africains de signaler à l'attention — quand on n'a rien d'autre à montrer — par des actions indignes de chefs d'Etat, et par des déclarations tapageuses qui n'ont d'autre résultat que de nous humilier.

Ainsi, celle faite récemment par la Voix de la révolution guinéenne : « La pratique du fétichisme et du sacrifice humain, chère aux fantoches ivoiriens, constitue un crime qui répugne à la conscience du peuple guinéen et de tous les peuples, musulmans, catholiques et progressistes du monde entier. »

« Fétichisme ? Sacrifice humain ? »

De drôles, nous ne sommes bien d'autres choses à penser et à faire en Côte-d'Ivoire que nous adonner à ces pratiques barbares ! »

Du bon usage de l'ail

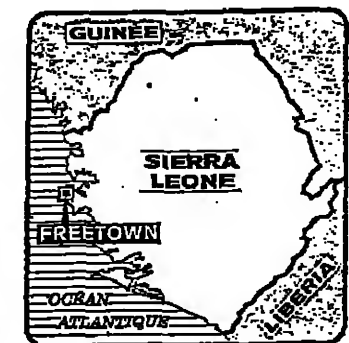
On connaît l'horreur des étrangers, surtout anglosaxons, pour le plat d'escargots. Le correspondant à Londres de l'INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE en donne cette « explication » :

« Le mot français pour ail est une contraction de « Et Weh ! », une onomatopée qui imite le cri d'une personne confrontée à quelqu'un qui vient juste d'en manger. (...) L'ail est le condiment le plus efficace, car en consommant est le plus sûr moyen de décourager toute approche, sexuelle ou autre. L'effet dure plusieurs jours et est, malheureusement, renouvelable (...). Rabelais signale que le seul moyen que les habitants du Paris du seizième siècle avaient de préserver la virginité de leurs filles jusqu'à neuf ou dix ans était de leur donner, tous les deux jours, des cuisses de grenouilles « provençales ».

Les Anciens connaissaient bien les propriétés aphrodisiaques de l'ail. Hérodote raconte comment Cyrus fut incapable de vaincre une féroce tribu scythie, les Kressents (« Croissants ») jusqu'à ce qu'il leur envoie des émissaires chargés de les convaincre que l'ail les rendrait invincibles. Cridés, les « Croissants » avalèrent ce conte en même temps que beaucoup d'ail. Cyrus n'eut plus qu'à attendre que la tribu s'éteigne. Ce qu'elle fit en une génération. On les a appelés, depuis, les « Croissants » infertiles. »

Lettre de Freetown

L'irrésistible ascension des « natives »



Il est d'autant plus aisé de contester les sévères propos de Graham Greene sur la capitale de Sierra Leone, que l'ancien secrétaire de rédaction au Times, agent des services spéciaux britanniques en Afrique occidentale durant la deuxième guerre mondiale, a fait son autocritique. Dix ans après avoir publié *Journal without maps* (Voyage sans cartes), il écrit : « J'ai aujourd'hui quelque remords en relisant les paroles dures que j'ai employées pour parler de Freetown... Si j'écrivais aujourd'hui un livre sur cette ville, mon tableau serait, par contre, exagérément rose, car voici que je me souviens plus que des cocheries de soleil, des moments où tous les chemins couverts de latrines se balançaient, brusquement, pendant quelques minutes, de couleurs de fleurs ; je retrouve le vieux fort des négriers où les canons gisent dans l'herbe ; la ligne de chemin de fer abandonnée, où les poussettes circulent en piochant dans la petite gare pourrissante ; le goût du premier gin rose à 8 heures... » (1).

Intellectuelle, qui était bien de nature à séduire Graham Greene. Noirs et Blancs au coude à coude, les ivrognes qui s'étendent devant leur verre de Guinness, en lorgnant avec un œil égaré les prostituées africaines, semblent avoir si profondément abîmé toute dignité qu'ils paraissent être des caricatures des héros de Greene eux-mêmes. Mais, aux abords immédiats du City Hotel s'arrête cet univers délétère.

Quant au réel, l'atmosphère ambiante évoque plutôt le charme désuet des « Indes occidentales » et plus précisément de la Jamaïque qui est la plus séduisante de ces îles Caraïbes. Ce site, ces architectures, où se mêlent harmonieusement le bois et la pierre, le fer et la brique, cette population de sangs mêlés, équestre Kingdon, ses quartiers colorés et son petit peuple de mulâtres cohabitants quaternaires, octavona et chabins, issus des unions illégitimes des ménages noirs et des planteurs blancs de l'époque du esclavage. Le pittoresque des habitations au style colonial, les toits et les façades de bardeaux, les monuments — si rares ailleurs en Afrique — tranchent avec la banalité de nombreuses cités du littoral ouest-africain. Ici, sous une brise de mer dont la fraîcheur tempère les rigueurs du climat tropical, c'est aux vieux bourgeois de l'île Maurice ou de la Réunion, à certains villages de la vieille Acadie américaine que l'on songe.

Il est vrai que l'origine de la population initiale de Freetown explique ces aspects spécifiques. Ceux que l'on appelle les « cris », équivaient local des créoles des « Vieilles colonies » françaises, proviennent, en majorité de trois milieux. Il s'agit d'anciens esclaves ayant appartenu à des propriétaires anglais installés aux Etats-Unis, aux côtes desquels ils combattirent contre les colons rebelles à la « mère patrie », et qui repâtèrent en Nouvelle-Ecosse, après la guerre d'indépendance américaine, furent transportés ici pour y faire souche. Virent ensuite les rejoindre des « marons » révoltés déportés de la Jamaïque. Enfin, de 1807 à 1860, furent débarqués ici de nombreux « recaptives », repris par les navires de guerre britanniques aux négriers qui croulaient sous le poids de l'indolence commerciale de la traite.

Cette société « cris » vit sans doute ses derniers jours d'apogée. La rumeur publique affirme même que beaucoup de « cris » vendent terrains et immeubles aux commerçants libanais et indiens, fuyant discrètement devant l'irrésistible ascension des « natives », populations de l'intérieur, Tammes et Mendes notamment, aujourd'hui au fait du pouvoir. « They are going home », disent avec une pointe d'humour les Africains de souche, qui font ainsi allusion à certains départs définitifs pour les îles britanniques.

Extrême-Orient par l'Afrique occidentale. Marins anglais et marins allemands, embarqués à bord des sous-marins « pirates » qui croisaient au large, utilisaient alors comme point de repère le gigantesque fromager (coton-tree) qui trône au cœur de la cité et dont les ramures sont contemporaines de la création de la ville, à la veille de la Révolution française. De tous les monuments historiques de la ville, ce somptueux végétal est sans doute le plus précieux.

Les habitants de Freetown ont porté un attachement sentimental à l'arbre qui est devenu le symbole de leur cité, et ils demeurent fiers de tout ce qui les relie au passé. Aussi accompagnent-ils plus volontiers le visiteur de passage au musée, aux restes des anciennes fortifications, au viell escalier du wharf que gravissent des centaines de capifs libérés, à « Maroon Church », bâtie cinq ans après la bataille de Waterloo, qu'au Parlement ou au State House, Construit sur les ruines du fort Thornton, qui leur servent de fondations, ce palais présidentiel, il est vrai, peu d'allure. Extérieurement, il ressemble au casino d'une modeste ville de province française. Néanmoins, cette façade de goût dans une ville aux séductions par ailleurs multiples ne saurait suffire à expliquer une apparente indifférence au modernisme.

Blanc que les transformations de la ville soient encore modestes, une évolution radicale est amorcée. La Barclays et la Standard Bank ont, comme il se doit, donné l'exemple et édifié d'imposants bâtiments pour abriter leurs services. Quelques ambassades, dont celle de la République fédérale allemande, des sociétés minières, ont suivi le mouvement. La République populaire de Chine achève la construction d'un stade géant, tandis que la Corée du Sud termine celle d'un nouvel hôtel de ville qui n'a pas le caractère de l'ancien. Sur les plages de sable fin de la périphérie, de nouveaux hôtels de grand standing sortent de terre. Comme les deux patrouilles offerts par le gouvernement de Pékin, sembleraient à l'amarre face au marché du roi Jimmy, cette récente fibre de construction témoigne de ce que tombe le carapace de la société « cris » et de tout ce qui en fait encore la spécificité.

PHILIPPE DECRANE.

(1) Le livre de poche n° 4018, pp. 7-8.

PORTSMOUTH

Un hôpital équipé à coups de pédales

Portsmouth, l'hôpital général est notoirement mal équipé pour le traitement des maladies de cœur. L'urgence de la situation est en effet criante, et tout le monde s'accorde à dire qu'il faut faire quelque chose, et vite. Mais, dès qu'on parle financièrement, la belle unité de la population se fritte.

En l'absence d'un consensus sur la forme à adopter, le maire de Portsmouth, M. Ian Gibson, s'est résolu, il y a quelques mois, à lancer un appel pressant à la population pour qu'elle contribue à la construction d'un hôpital. Les résultats ont, paraît-il, été fort décevants.

Sur le pont

L'idée a alors germé dans l'esprit d'un garagiste local d'organiser un concours de pronostics, dont les enjeux seraient affectés à la modernisation de l'hôpital. Les responsables de la paroisse Saint-George ont proposé un thème original : faire pédaler des jeunes entre Portsmouth et Cherbourg — la pratique de la bicyclette est le meilleur moyen de se garantir l'insouciance et de demander aux parieurs de trouver la distance effectivement couverte par les champions cyclistes en herbe.

La compagnie Townsend-Thorne a accepté d'offrir un vélo d'entraînement doté d'un totalisateur de route sur le pont du Viking Victory, qui assure la liaison régulière entre Portsmouth et Cherbourg. Quatorze garçons et filles de la paroisse se sont aussitôt engagés à « rouler pour le cœur » et les paris n'ont pas tardé à affluer.

Au total, 900 livres sterling ont été ainsi recueillies ; ce qui n'est déjà pas mal, si l'on songe que le vainqueur ne pouvait espérer gagner, dans l'affaire, que l'estime de ses concitoyens et la médaille d'honneur de la « ville de Portsmouth ». Mais les jeunes gens qui se relayèrent sur la bicyclette du Viking Victory gagnèrent, en plus, un excellent repas en compagnie du commandant de bord : celui-ci se montra beau joueur lorsqu'il constata, non sans surprise, que les jeunes cyclistes avaient couvert 71 miles en quatre heures de traversée, soit 3 miles de plus que son bateau.

Quant à l'argent ainsi recueilli, il a été, bien sûr, affecté à l'achat du matériel, de points, qui fait déjà à l'hôpital de Portsmouth. La somme étant toutefois nettement insuffisante par rapport aux besoins, d'autres concours seront vraisemblablement mis sur pied. La formule est, en effet, plaisante, et elle séduit particulièrement les Anglais. « C'est beaucoup plus efficace, et surtout plus sympathique qu'une quête », a commenté le lord-maire de Portsmouth.

Un observateur français a fait remarquer que les Anglais ne d'entraînent pas d'idées, eux qui ont déjà du pétrole.

ROLAND GODEFROY.

TÉMOIGNAGE

Le racisme ordinaire

Un jeune médecin tunisien nous adresse le témoignage suivant :

Dans la nuit du 4 au 5 novembre 1976, alors que je rentre de Rome à Paris, le train s'arrête à la frontière de Modane, vers 1 heure du matin, pour le contrôle de police et de douane.

Un policier se présente dans le compartiment, où je me trouve seul, un bagage à main près de moi, sur la banquette. Il me fait remarquer algérien que la place des bagages est en haut, dans le filet, même si, comme je le lui dis, le wagon est vide. Il me demande ensuite mes papiers d'identité. Je lui présente mon passeport — tunisien — et ma carte de séjour en France. Après s'être enquis de ma profession, il réclame ma carte d'identité, que je n'ai pas. Je lui indique que ma carte de séjour mentionne, avec mon identité, ma profession. Cette remarque le met en colère.

A ce moment, retrouvant ma carte d'identité, et pensant éviter d'autres désagréments, je la lui remets. Il prend alors, sans me la regarder, tous mes papiers et part en me disant de l'attendre sur le quai afin, ajoute-t-il, d'étudier ma situation. Il reparait cinq à dix minutes plus tard sur le quai, où je n'étais pas descendu, prêtant l'oreille dans le train. En effet, il faisait très froid, et le sol était recouvert de neige. Il se fait menaçant, m'ordonne brutalement de descendre du train et ajoute qu'en cas de « désobéissance » de ma part il se charge de me faire descendre. Je descends, donc, avec mes bagages, et je le suis. Il me fait savoir que je ne suis « pas chez moi ici », et qu'il ne faut pas descendre. Je tente de m'excuser, mais il ajoute qu'il ira jusqu'au bout » et qu'il me gardera au commissariat jusqu'à la relève du matin ; que, lui, il a tout son temps. Puis il fait signe au train de partir.

L'arbitraire

Sachant qu'il n'y aurait pas de train avant trois jours en raison de graves problèmes en Italie, et ne voyant pas, de toute façon, le motif réel, et plus encore l'issue, de tout cela, j'explose de ma colère de médecin stagiaire en spécialité dans un C.H.U. parisien, et j'insiste sur le fait que je suis tenu de rentrer tout de suite à Paris. Il lance alors un rapide coup d'œil, le premier, sur mon passeport, qui mentionne mon titre de médecin. Le train roule déjà lentement. Le policier ouvre alors la porte d'un wagon pour me permettre de remonter — ce que je fais avec difficulté, car je suis chargé, je tombe. Ironie : sur son signal, le train s'arrête, et le policier ouvre la porte pour s'enquérir avec sollicitude de ma santé.

Que me serait-il arrivé si je n'avais pas bien maîtrisé la langue et n'avais pas pu me défendre contre l'arbitraire et l'agressivité ?

صلى الله عليه وسلم

RADIO-TELEVISION

« NÉS NATIFS DE VENDEE », de J.-C. Bringuier

DEUX SIÈCLES APRÈS, EN « PAYS CHOUAN »

Parti à la recherche des traces d'un passé, le passé rouge sang de la Vendée « blanche », sur le terrain d'une guerre civile déchirée il y a cent quatre-vingts ans, le réalisateur Jean-Claude Bringuier est revenu curieux d'éclaircir ce qu'il avait découvert. L'importance de sa mission l'a amené à dépasser les limites de la série des « Provinciales », qu'il coproduit avec Hubert Knapp. Au-delà du portrait de Julien, vieille gardienne de seigneurie, au-delà du croquis très « fin de siècle » du vicomte de Rougé, méromane et royaliste, le réalisateur a, dans une troisième émission, tenté la remontée dans l'histoire.

Interrogeant les historiens, il a cherché les sources et, dit-il, trouvé les causes d'une généralisation qu'il présente comme une évidence : la Vendée, pays conservateur, vote à droite.

Quelle Vendée ? Et à l'occasion de quelles consultations électorales ? Ces questions manquent. Comme manquent peut-être, pour nuancer l'affirmation, le rappel de quelques pourcentages (41 % de voix socialistes à Noirmoutier pour les dernières élections cantonales) et de certains faits : la poussée à gauche du département, moins importante que sur l'ensemble du territoire mais néanmoins sensible ; les grands conflits syndicaux de mars et d'avril 1974 à Saint-Nozire.

Jean-Claude Bringuier préfère les chiffres ronds (cinq cent mille morts dans les rangs royalistes au cours de la répression de 1793) et les approximations territoriales (le « pays chouan ») à des jalons chronologiques ou géographiques qui risquent peut-être, à ses yeux, d'« embêter », comme il dit — et cette terre de légende. Une coïncidence ? Julien et le vicomte, « ses » deux Vendéens, vivent dans de somptueuses demeures vides.

« Mon projet était double, dit Jean-Claude Bringuier, mais répondait d'abord au but précis des « Provinciales » : voir un peu comment les gens vivent et le montrer à la manière subjective des écrivains du dix-neuvième siècle. Une autre direction, cependant, m'est bientôt apparue quand j'ai pris conscience d'une énigme : le monde change, la Vendée reste immobile. J'avais lu, avant de partir, un texte d'Emmanuel Le Roy Ladurie qui se référait à la thèse du professeur Paul Bois sur les paysans de l'Ouest. J'ai donc conçu ma troisième émission comme une véritable enquête : un montage de témoignages (Julienne et le vicomte, d'un nouveau, quelques autres, plus jeunes) et, en protagonistes, les deux historiens. Il s'est trouvé que leur discours théorique ne faisait que mettre en lumière ce qui était présent dans les paroles et les attitudes de Vendéens.

Peut-il s'agir d'une méthode ?

— Quand je suis parti en Vendée, j'avais, derrière la tête, l'étrangeté de ce pays, je l'avais lue. Puis j'ai eu, devant les yeux, des gens rencontrés au petit bonheur. Certains possédaient une présence, certains non. J'ai choisi les plus sympathiques. Ça ne suffit pas, peut-être. Mais la sympathie détermine la qualité des rapports : si quelqu'un rêve bien, il provoque en vous une révélation. Me touchent — et donc m'intéressent — les gens qui possèdent cette capacité. On a beau se vouloir concret, être au courant des réalités socio-économiques, tout le monde rêve. Certains, le font mieux que d'autres.

« J'ai rencontré environ trois cents personnes. J'en ai filmé une vingtaine. J'ai écouté tout le monde, y compris les communistes. Et dans les propos que j'ai recueillis, à droite et à gauche, j'ai retrouvé, au fond

du sac, des constantes. Restait à les comprendre. Mon essai peut se définir ainsi : un mouvement de propulsion interne. Les questions fomentées au cours des conversations, dans le clair-obscur et le bonheur quotidien, ont précipité la demande d'enquête.

— Le rêve d'abord, la théorie ensuite ?

— Je ne vois pas ce que ça enlève à la pulpe des êtres d'essayer de comprendre de quoi ils sont faits, de dire pour eux ce qu'ils sont incapables d'exprimer. Le discours historique facilite la lecture du réel, permet d'analyser les raisons des silences, des comportements, dans ce groupe humain-là, qui a vécu ça. Bien sûr, ils l'ont oublié. Ils sont amnésiques, ils ne savent pas qu'ils ont en eux cette horreur — tous ces morts ! L'incrustation s'est faite, comme dit quelqu'un dans mes émissions, « plus dans les coutumes que dans les mémoires » : belle parole de sociologue. Et prodigieuse occultation : on se souvient des vingt-cinq mille morts de la Commune, mais pas de la répression des royalistes vendéens par les républicains. Pourquoi ? Qu'est-ce que l'histoire officielle a enseigné ? Et cette histoire, qui l'a faite ?

— Bon sujet d'émission...

— On ne peut pas tout faire en même temps. Et il faut commencer par aller à la recherche de gens encore intacts, à la rencontre de la fraîcheur vivante, de plus en plus loin, sur un terrain piétiné, encaissé. Sans doute, Julien et le vicomte représentent des systèmes de vie caducs. Mais ils ont le droit à cette vie-là, ils sont à écouter. Est-ce leur faute si le monde, tout autour, s'est écroulé ?

Propos recueillis par ANNE REY.

★ A partir du mardi 23 novembre, TF 1, 21 h. 25.

Au « Cinéma de minuit »

La dernière incarnation de Marlène chez Sternberg

« L' » A version de l'histoire de mes rapports avec Mme Dietrich a été contée en sept films par la caméra et je ne serais pas surpris que cette version soit la moins véridique de toutes », a écrit Josef von Sternberg dans son livre Souvenirs d'un monstre d'ombres. Ses sept films sont l'Ange bleu, tourné à Berlin en 1930, puis, de 1931 à 1935, Morocco, Désobéissance (X-27), Shanghai Express, Blonde Vénus, l'Impératrice rouge et la Femme et le Pantin, tournés à Hollywood.

Dans ses souvenirs, Sternberg ne se montre pas tendre envers celle dont, même s'il s'est acharné à le nier, il a fait, plus qu'une star, un mythe. Et c'est bien dans ces sept films romanesques et portés par une esthétique baroque qu'on trouve l'histoire de leurs rapports de réalisateur à vedette, de créateur à créature. Cette femme, qu'il fait sortir de sa gangue dans l'Ange bleu, dont il a, ensuite, façonné la beauté jusqu'à ce qu'elle devienne une splendide abstraction, Sternberg a été profondément lié à elle jusqu'à la dernière image qu'il a donnée. Le dernier des sept films « marliens », le plus étonnant, le plus rare (tous les autres ayant été redistribués et redécouverts ces dernières années), nous est enfin présenté au « Cinéma de minuit » de FR 3.

La Femme et le Pantin est tiré d'un roman de Pierre Louÿs qui fut adapté par John Dos Passos, « alté et fiévreux » (Sternberg dit), inutile de se rélèver à ce roman (qui connaît aussi une adaptation avec Brigitte Bardot), histoire d'une jeune Espagnole poussant la coquetterie et la perversité jusqu'à s'offrir et se refuser constamment à un homme qui est son frère. Chez Sternberg, Concha Perez et Don Pascual sont unis par un rapport sadomasochiste dont la répétition, sur le thème musical du Caprice espagnol de Rimski-Korsakov, fait d'elle une obsession. Marlène était devenue pour son Pygmalion.

L'acteur Lionel Atwill, interprète du rôle de Don Pascual, ressemble, d'ailleurs, à Sternberg, avec son physique de dandy quadragénaire. Concha Perez, femme quelque peu mystérieuse, fait souffrir et humilie cet homme qui la retrouve toujours sur son chemin. Mais il y a loin de ce rapport à la déchéance dans laquelle tombait le professeur Unrath, par sa liaison avec la Circé canaille de l'Ange bleu. Outre que la liaison n'est pas consommée, l'homme et la femme sont, ici, conscients du jeu qu'ils mènent ensemble. Elle est le couple, il est la proie. On ne cite pas Baudelaire par hasard.

Sternberg a banni de ses images tout réalisme, tout naturel. Il a conçu les décors et dirigé lui-même la photographie pour obtenir ce climat de rêve glauque dans lequel se déplace Concha et son adorateur. Concha Perez apparaît d'abord, au milieu du carnaval de Séville, à un jeune homme, Antonio Galvan (César Romero) qui ne la connaît pas. C'est une idole sur un char. Et ce visage qui surgit soudain d'un lacs de serpents et de ballons est le plus beau, le plus sophistiqué, le plus imaginaire qui soit. Antonio suit Concha pour obtenir d'elle un rendez-vous. Plus tard, il apprend, de la bouche de Don Pascual, ami retrouvé, qu'elle est.

Mais le retour en arrière est imprégné de ce visage, de cette silhouette qui s'est dérobée derrière une grille ouvragée. Lorsque Don Pascual évoque sa première rencontre avec Concha, paysanne chargée de paquets dans un train, il est bien évident qu'on assiste au premier des travestissements de cette créature féminine. Espagnole ou pas, jamais une paysanne (même à Hollywood) n'a ressemblé à ce qu'est Marlène, blonde, les joues creuses, les sourcils épilés. Marlène traverse alors le film, cigarière, puis danseuse et chanteuse, couverte de robes et de bijoux, de chapeaux, de manilles, de dentelles, de volants, de pompons, de bijoux, costumée de

façon de plus en plus extravagante par le couturier Travis Banton, qui prit aussi sa part à l'élaboration du mythe. Elle brûle d'un érotisme inaccessible dont ces costumes, qui sont autant de superbes déguisements, fontent les remparts.

Qu'importe les gestes de la coquetterie. Le jeu de Marlène est entièrement stylisé. Ainsi, parée, ornée, souveraine dans ses attitudes, elle provoque chez son partenaire une humiliation consentie, un asservissement moral dont ils sont complices jusque dans la cruauté. Lorsque Don Pascual, blessé dans un duel avec son rival, se réveille dans un lit d'hôpital, Concha vient le voir, le visage voilé, femme-vampire vêtue de noir. Mais Don Pascual ne mourra pas et le lien ne sera pas rompu. La Femme et le Pantin est l'apothéose de l'esthétique stérilisée et du mythe de la femme ensorcelée par son pouvoir érotique. Avec Marlène, Sternberg était allé aussi loin que possible. C'est pour cela — et non à cause de l'insuccès commercial du film — qu'il rompit leur association. Marlène continua sans lui sa carrière de star. Il ne devait jamais l'oublier.

JACQUES SICLIER.

★ Dimanche 21 novembre, FR 3, 22 h. 30.

Sur FR 3

Zitrone sans questions

L'HOMME en question, ce dimanche, sur FR 3, c'est Zitrone. Léon Zitrone, contesté par quelques journalistes — audio-visuel, presse écrite, — quelques roquets japonais, tournicotant sur les berges glissantes d'un étang de glauque, d'obscur, d'ambitieux, d'impudente vanité. On ne voit sous sa lourde paupière fripée que son petit œil en fente, son regard fou, calculateur et glacé, ce regard qui regarde ailleurs, toujours à l'affût d'une nouvelle proie, d'une prise plus belle encore, tête couronnée, célébrité, à ingurgiter dans un hoquet de respect.

Observez à la radio, à la télé, sa manière précise, discrète et pressée de se taire, au saccadé d'une impeccable diction et sous couvert d'une admiration touz azimuts, la part du lion. On lui a reproché, il le sait, son français — pourfendu, résonnant — on l'a accusé — il s'en défend — de jouer les carpes, les faux-valets. Rien de moins vrai.

Ce qui déconcerte, ce n'est pas sa façon de parler, c'est sa façon de s'écouter ; ce qui agace inconsciemment, ce n'est pas de le voir s'écarter devant une personnalité, c'est de le voir se hisser sur ce socle de compliments apparemment épluchés pour l'autre ; ce qui gêne, c'est de sentir qu'il s'admire par personne interposée ; ce qui frappe, ce sont moins les événements dont il est le témoin que les propos qu'on lui tient que son absence, son empressément à les commenter, à les recueillir dans toutes les langues, dans tous les domaines ; c'est cette familiarité longuement étudiée avec les grands personnages et les grands problèmes ; c'est cet art — l'art celui-là — de tirer la couverture à lui. A vedette, vedette et demi.

Curieusement, Michel Drucker, Michel Drot, Roger Louis, eux-mêmes fort connus, s'étonneront de son goût pour la notoriété, la sienne. Ils se demanderont ce qui fait courir Zitrone d'inter-ville aux obèses du général Franco en passant par le journal télévisé. Il répondra : famille, travail, public et gros sous ; il leur fera admettre qu'au demeurant un présentateur n'est pas vraiment un rédacteur, à plus forte raison un rédacteur en chef, et, s'il avait à choisir entre la carrière d'Yves Mourousi ou celle de Jean Daniel, il avouera pour finir préférer... les deux.

Ce qui fait courir Zitrone, ne cherchez pas, c'est Léon, c'est le désir de se glisser et de se maintenir — poussez-vous donc un peu, s'il vous plaît — sur un strapontin du premier rang d'orchestre.

CLAUDE SARRAUTE.

★ Dimanche 21 novembre, FR 3, 20 h. 30.

LA RADIODIFFUSION DES ANNÉES 80

La concurrence, la complémentarité et le pluriel

Après avoir étudié les tendances de l'évolution des techniques et des pratiques de radiodiffusion, on peut s'interroger sur une politique radiophonique dans un pays comme le nôtre. D'abord, y a-t-il une seule politique possible ? Evidemment non, le choix peut être arbitraire dans la mesure où les matériels ne posent aucun impératif particulier. De même la demande est multiple. Pourtant à relativement court terme le mauvais choix débouche sur l'impasse : l'inadaptation. Pourquoi ? Cela peut paraître contradictoire. Parce que le choix, à certain moment de l'évolution, fait partie du « hasard » ou de la « nécessité » et que la sélection « naturelle » opère, tel comme ailleurs. Qu'est-ce que cela veut dire ? Quel. Au moment où les matériels apportent cette souplesse, cette flexibilité alignées par Emile Noël, producteur à France-Culture, dans deux précédents articles (« Le Monde » daté 7-8 novembre et 14-15 novembre), on s'en tient encore à un débat aussi vieux que primaire entre complémentarité et concurrence, ponctués d'antagonismes simplifiés entre radio locale et grand réseau de diffusion.

par ÉMILE NOËL



C'EST un très vieux débat. A l'apparition du cinéma, on a parlé de la concurrence qu'il faisait au théâtre ; à l'apparition de la radio, on en a parlé aussi. La télévision, selon certains pronostics, sonnera le glas du théâtre, du cinéma et de la radio même.

Souvent, le remède a été cherché dans une hypothétique complémentarité. Mais cette façon de réduire la problématique est sans doute inadéquate. Elle est en tout cas dépassée par les faits qui n'accroissent ni les pronostics pessimistes de la disparition des autres moyens d'expression, ni la stimulation par la concurrence, ni l'équilibre dynamique par la complémentarité.

Les différents moyens d'expression ou de communication ne se disent généralement concurrents que pendant le temps où, un nouveau moyen n'étant pas encore maîtrisé, la confusion reste possible. Puis, assez rapidement, chaque médium ayant acquis sa spécificité dans l'épreuve retourne à un équilibre, une dynamique propre, l'éventuel état de crise étant plus lié à la crise culturelle globale qu'à des fluctuations de rivalité.

L'accroissement de la demande de radio, généralement constatée en ce moment dans nos pays, le montre à l'évidence. Cet accroissement n'est pas dû à un transfert d'écoute de la télévision vers la radio. Le tassement de l'audience de la télévision a d'autres causes qui ont été assez bien analysées récemment. On doit beaucoup plus cet accroissement à une plus grande diversité des besoins ; nous y revoyons. A cette lumière apparaît l'insuffisance des notions de concurrence ou de complémentarité pour répondre à la demande réelle. Est-ce que le borborygme et le bourgogne sont complémentaires ou concurrents ? Ni l'un ni l'autre. Ils sont l'un et l'autre des éléments d'un tout, hautement pluriel. Pour mieux poser le problème, il est donc plus important de se demander si le pays dans lequel nous vivons dispose ou non d'une certaine richesse dans les éléments qui s'offrent au choix. De même, chaque médium subtilement spécifié trouve sa place aux tables d'un pays gastronomique, de même chaque médium trouve sa place dans le champ de communication d'un pays moderne dynamique.

La radio et la télévision sont deux moyens de communication différents et différenciés. Les notions de concurrence et de complémentarité leur sont tout aussi inadéquates ;

— Même si radio et télévision utilisent le même vecteur, comme le câble en cas de distribution, la nature, la forme, l'opportunité de la communication, répondent à des besoins différents.

— Même si radio et télévision s'attaquent aux mêmes contenus, l'information par exemple, la forme, la nature, les temps d'intervention, sont spécifiques.

Quant aux autres types de messages (jeux, fiction, musique, etc.), le médium s'impose comme l'élément déterminant de la différenciation.

Les stations entre elles

Peut-être, alors, faut-il rechercher la concurrence uniquement sur le terrain radiophonique. Nous nous y trouvons dans un milieu plus homogène où la différenciation, la spécificité, ne peut différencier pas être attribuée à la spécificité du médium. Sous l'aspect purement radiophonique, la notion de concurrence comme celle de complémentarité peuvent emprunter un discours cohérent. Dans le premier cas, il s'agit de s'approprier ou, tout au moins, de définir au prix d'une lutte incessante un seul et même territoire. Dans le deuxième cas, il s'agit de remplir, selon des modalités à définir, toutes les cases d'un même échiquier en utilisant des « couleurs » considérées comme complémentaires.

L'état de concurrence est très souvent artificiellement entretenu, et il entraîne souvent un affaiblissement des niveaux de programmes. Il suffit de constater ce que la concurrence a fait des trois chaînes de T.V. depuis l'éclatement de l'O.R.T.F. : deux d'entre elles ont été jusqu'à proposer le même soir le même match de football. Ces processus ont été mille fois analysés. Quant à l'état de complémentarité, c'est une vue de l'esprit plus qu'une réalité plausible. Quel est complémentarité de quoi, et pour qui ? C'est d'ailleurs un état de plus en plus illusoire devant l'éclatement des publics.

Si l'on veut bien admettre que cette diversification concerne les publics, les besoins d'un même public et aussi la mobilité dans la diversification, on conviendra que c'est en concevant des systèmes évolutifs tant sur le plan des contenus que des vecteurs qu'on répondra le mieux à cette nouvelle demande.

Cela suppose une prolifération de petits systèmes tous parfaitement

interconnectés, de telle façon que, selon le cas, l'ensemble, des parties de l'ensemble ou des éléments seuls fonctionnent isolément ou groupés.

La vie répond à la vie.

Le problème, le vrai problème, est de se demander si l'évolution actuelle de la technique est capable de mettre en place une structure qui permettrait cette diversification. A cet égard, aucun obstacle technique ne paraît infranchissable. On ne peut en revanche pas en dire autant des obstacles économiques et politiques.

Les constructeurs s'intéressent à faire progresser les matériels en fonction des marchés et modifient l'implémentation des réseaux d'émetteurs hertziens dans le sens d'une régionalisation.

Cette mission de régionalisation et de spécialisation pose de nombreux problèmes aux vieux organismes verticaux et centralisés. Elle demande une véritable expression des régions et des communautés locales, assortie d'une mise à disposition de moyens techniques, humains et financiers, peu considérables mais rarement disponibles.

Après une époque d'hypertrophie nationalisme des mass media, la mise à disposition de moyens de production et de diffusion légers, rationnels et peu coûteux devrait entraîner un phénomène que l'on désigne régulièrement sous le nom de group media. Le tout est de savoir comment ce phénomène s'organiserait et comment il s'harmoniserait avec l'univers de ce que j'ai appelé le « son subtil ».

Les grands organismes doivent se préoccuper du développement anarchique de petites stations, mais ils doivent se garder de s'opposer à leur création.

La masse et les pesanteurs

Née de petits corps isolés se développant et se multipliant rapidement, puis regroupés en monopoles nationaux publics ou privés, la radio de masse, sous la pression de la technique et de la demande de l'auditeur, tend à se diversifier, non pas en retour vers le morcellement des premières années, mais en débouchant sur un système plus évolué, plus complexe et non pas plus compliqué, qui intégrerait précisément tous les moments de cette évolution. Telle semble être, en tout

cas, la courbe générale, sans demande d'investissements déraisonnables pour peu qu'on veuille bien être un peu imaginatif. Alors tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes ? Ce serait compter sans les pesanteurs.

Il n'y a pas à proprement parler de pesanteur technique, tant les matériels actuels sont riches de potentialités. Mais sans vouloir mettre en doute la notion de progrès ou de perfectionnement, on peut se poser modestement des questions sur ses limites concrètes.

La pesanteur psychologique ne dit généralement pas son nom. C'est toujours la même volonté qui se manifeste, la volonté de puissance. La médiocratie à la parole et tend à la garder, quoi qu'il prétende. Qu'on monopolise ou qu'on revendique la parole, on fait que répondre à la même pulsion : le goût du pouvoir. Voilà une autre illusion à débusquer, l'illusion de la parole donnée à ». La parole ne se donne pas, elle se prend.

Par extension immédiate, on comprend quelles résistances peuvent rencontrer des idées posant une diversification comme celle suggérée ici à plusieurs reprises.

La diversification des publics pourrait permettre une pluralité d'expressions, mais elle demande aussi une souplesse des structures d'organisation, de gestion et de tutelle. Le mot pesanteur est ici un euphémisme. Il s'agit d'un véritable blocage administratif. Sans doute est-il lui-même la résultante de toutes les autres pesanteurs (psychologiques, sociologiques, économiques, politiques), mais il est impossible de ne pas se poser la question sur les relations de la compétence et des pouvoirs de décision. De pseudo-décisions se prennent au sein d'appareils aux structures monolithiques dont aucune réforme n'a jamais touché la verticalité. Les responsables de tous les niveaux appliquent systématiquement le « principe du notable », qui consiste à prétendre que l'on connaît la pratique mieux que le praticien et les besoins et les goûts du consommateur mieux que le consommateur lui-même. Partout, l'on retrouve le caractère archaïque du centralisme, bien que, de jour en jour, les données du vrai problème apparaissent plus clairement.

Les dinosaures à gros ventre et petite tête sont tous morts. Des choix sont à faire.

RADIO-TELEVISION

« DUPLICATION » OU « CONVERSION » ?

Polémique sur la coloration de TF 1

QUAND — et comment — peut se faire, sur tout le territoire, le passage à la couleur de TF 1 ? Télédiffusion de France (T.D.F.), organisme chargé de la gestion du service public de la diffusion, poursuit un programme d'équipement depuis le 23 décembre 1975. Le 22 décembre prochain, le Nord-Pas-de-Calais et la Haute-Normandie bénéficieront, après la région parisienne, d'une première chaîne en couleur, grâce à la mise en service des émetteurs de Lille, Rouen et Le Havre. Cette mesure permettra donc à 28 % de la population de recevoir TF 1 en couleur, pourcentage qui s'élèvera à 75 % en 1980 — la territoire devant être entièrement « couvert » en 1983.

Le procédé adopté par T.D.F. (et approuvé en 1975 par un comité interministériel chargé d'étudier la « coloration » de TF 1) se nomme la « duplication ». Il consiste en une double diffusion : d'un même programme, par deux chaînes de télévision, l'une en noir et blanc (c'est-à-dire le réseau actuel 819 lignes V.H.F. de TF 1) et l'autre en couleur (c'est-à-dire le réseau à créer en ondes décimétriques, réseau 625 lignes U.H.F., comme ceux de A 2 et FR 3). Il est probable que le gouvernement se réservera dans quelques années la possibilité d'accroître le processus selon des techniques et des modalités de financement à déterminer, et d'abandonner progressivement le 819 lignes à partir de 1980 lorsque ce réseau sera devenu inutile.

C'est le choix de ce procédé qui a été mis en cause par le général Aubert, député U.D.R. des Alpes-Maritimes, au cours d'une communication à l'Assemblée nationale. Selon lui, les programmes de TF 1 peuvent être retransmis en couleur en quelques mois et presque sans frais sur toute la France. Plutôt que de procéder au doublement des émetteurs existants et à l'implantation d'une centaine d'autres qui entraîneront une dépense de 580 millions de francs, le général Aubert propose une reconversion en 625 lignes U.H.F. de l'actuel réseau (819 lignes V.H.F.). Il se fonde sur le fait que les ondes métriques (U.H.F.) peuvent indifféremment diffuser de la couleur. Il cite également à l'appui de sa thèse des expériences positives, notamment celle de Télé-Monte-Carlo et celle de l'O.R.T.F., qui, de 1970 à 1972, avait fait des essais de ce type le mardi

matin à l'intention des radio-électiciens.

Cette solution, appelée « conversion », avait été envisagée par T.D.F. puis rejetée, donc, au profit de la « duplication ». Pour Télédiffusion de France, la « duplication » évite de priver de toute télévision les quelque cinq à six cent mille possesseurs de postes anciens qui ne peuvent recevoir que la première chaîne. Elle permet, d'autre part, d'éviter des transformations techniques coûteuses à un million trois cent mille spectateurs en possession de récepteurs vieux de plus de huit ans. A cela, le général Aubert répond que T.D.F. pourrait prendre en charge le matériel déficient. De son côté, Télédiffusion de France déduit du coût de « duplication » les 245 millions de francs correspondant au renouvellement des émetteurs du premier réseau maintenant âgés d'une vingtaine d'années qu'elle aurait à sa charge.

Enfin, Télédiffusion de France ajoute que la suppression immédiate du 819 lignes noir et blanc (préconisée par le général Aubert) et l'introduction de signaux couleur en 625 lignes sur le réseau actuel de TF 1 auraient provoqué une réduction sensible des zones desservies par les émetteurs principaux et un nombre nécessairement important de télé-spectateurs (entre 1,5 million et 3 millions) auraient été par conséquent privés des programmes de TF 1 en couleur. D'autres, signalant T.D.F., auraient eu la qualité des émissions altérée par des brouillages ou des interférences ; certains, enfin, n'auraient pu être desservis.

Deux raisons techniques sont encore citées par Télédiffusion de France pour expliquer le choix qui a été fait. La France est actuellement le seul pays à utiliser pour une chaîne de télévision — une bande de fréquences réservée dans d'autres nations aux télécommunications mobiles (fréquence radio-téléphone) : la « duplication » permet de restructurer cette bande de fréquences au bénéfice d'autres services publics. Enfin, la « duplication » permet le maintien des quatre réseaux alloués à la France par le plan Stockholm ; elle présente le maximum de garanties techniques de normalisation : les trois chaînes actuelles seront ainsi diffusées en ondes décimétriques (U.H.F.) avec des normes identiques. — C.L.D.

Écouter, voir

• **ETUDE : BERGSON.** — Du 22 au 26 novembre, France-Culture, 8 heures.

Il y a bien sûr la théorie fondamentale de Bergson, son « intuition de la durée ». Mais certains aspects de la pensée du philosophe ont été parfois laissés de côté. Avec l'aide d'Henri Gouhier, membre de l'Institut, de Madeleine Madala, professeur de philosophie à l'U.R.E. de philosophie et sciences humaines de l'université de Picardie, d'André Robinet, directeur de recherches au C.N.R.S., d'Hervé Barreau, responsable de la formation de recherches « fondements des sciences » de Strasbourg, et de Marie Carlier, maître-assistante de philosophie à l'université de Lyon, Angèle Kremer-Marletti se propose de renouveler l'interprétation du bergsonisme.

• **SEMAINE ESPAGNOLE.** — Du 22 au 30 novembre, France-Musique.

Pour célébrer le centième anniversaire de la naissance de Manuel de Falla, France-Musique retransmetra chaque soir — en direct ou en différé — un concert de musique espagnole : musique du quinzième siècle et du seizième siècle, récital Hopkinson, opéra-comique d'Albeniz, et bien sûr, œuvres de Manuel de Falla.

Le dimanche 28 novembre, de 8 h. 30 à 9 heures, on entendra François Chapirol jouer sur les orgues de la cathédrale de Grenade, et le lundi 29 novembre, trois heures seront consacrées, l'après-midi, à une séance de travail de la cantatrice Monserat Caballé, enregistrée salle Gaveau.

• **DOSSIER : FRANCE-INTER EN AQUITAINE.** — Du 22 au 29 novembre, France-Inter.

Tout l'équipe de France-Inter se déplace dans le Sud-Ouest, pour une semaine avec la région Aquitaine. Les problèmes locaux seront évoqués au cours de magazines quotidiens. La « Radioscopie » de Jacques Chancel aura lieu chaque jour en direct d'un endroit différent. Le lundi, M. Jacques Chabanel, ancien premier ministre, répondra aux dix questions de France-Inter. M. Yves Guéna sera l'invité de Jean-Pierre Elkabbach, en direct de Périgueux. Mardi à Bordeaux, Anne Gaillard sera mise en question par des représentants de la presse nationale.

• **TELEFILM : L'HOMME DE SABLE.** — Mercredi 24 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Adaptation fidèle du roman de Jean Joubert (prix Renaudot en 1975), ce téléfilm de Paul Carrère a été tourné en Camargue, à La Grande-Motte, aux Saintes-Maries-de-la-Mer, aux marais de Gaillican. Et les gens du pays, tous figurants, se sont passionnés pour le sujet : la défense de leur terre contre les promoteurs, contre les banquiers.

L'homme de sable montre en effet la lutte d'un architecte idéaliste qui s'obstine à réaliser sur un marais un projet de ville utopique, aux formes pyramidales. Victime de trahisons successives, de spéculations financières, il se heurte surtout à l'incompréhension. Esthète, créateur en conflit avec la société, Durban sera contraint d'abandonner : la ville inachevée s'enfoncera lentement dans les sables.

• **CINÉMA 16 : LE BERGER DES ABEILLES.** — Mercredi 24 novembre, FR 3, 20 h. 30.

En 1961, Armand Lanoux racontait, au miroir de France-Inter, l'histoire de l'homme qui suit le printemps. L'émission de radio est devenue roman, puis scénario pour la télévision. L'aventure d'Aimé Longhi a été complétée, réécrite, elle est devenue conforme à la vérité historique, mais reste un beau récit : en 1943, Aimé Longhi, après trois années passées dans une prison allemande, revient dans les Pyrénées, son pays transformé en un maquis, où il faut se battre, se méfier et parfois tuer. Entré dans la résistance locale aux côtés de l'instituteur de Velmagna, Longhi, artiste, idéaliste, apprend le réalisme, l'efficacité froide et dure : il a du mal. Il passera en Espagne, pour rejoindre l'Armée du Nord mais surtout pour fuir une situation ambiguë.

Armand Lanoux pose la question du choix entre l'engagement politique et les sentiments. Cette production de FR 3 Marseille a été réalisée par Jean-Paul Le Chanois.

• **SOIXANTE MINUTES POUR CONVAINCRE : LA SÉLECTION UNIVERSITAIRE.** — Jeudi 25 novembre, TF 1, 21 h. 20.

Président de l'université d'Aix-en-Provence, Charles Debash défend l'idée de sélection, ceci contre les parti-

sans de la « démocratisation » de l'enseignement. Il se fait l'avocat d'un tri intervenant à l'entrée dans l'université et se livre à un véritable réquisitoire, l'idée d'« orientation » des étudiants, prenant pour argument le chômage des diplômés.

• **MAGAZINE VENDREDI : LA BATAILLE DU LIVRE.** — Vendredi 26 novembre, FR 3, 20 h. 30.

La bataille, c'est celle que se livrent les éditeurs pour remporter les grands prix, en novembre. L'enjeu, c'est la conquête du marché des livres de Noël. Voilà pour l'actualité, bien parisienne. Mais, à côté du commerce, au-delà des conflits entre éditeurs et distributeurs, il y a une réalité qui se traduit dans des chiffres, tout nus, inquiétants : 50 % des Français ne lisent jamais de livres, plus de 80 % n'en lisent presque jamais. La bataille du livre, la vraie, est encore à gagner.

Au cours de cette émission, des usagers-lecteurs disent ce qu'ils attendent de la lecture, pourquoi, comment, ils lisent, ou ne lisent pas. Des enseignants, des bibliothécaires, expliquent leurs méthodes, leur pédagogie. On en vient enfin au prix des livres, aux problèmes de la distribution (grandes surfaces et ventes par correspondance face à la librairie traditionnelle).

• **ESSAI : DAGUERRÉOTY-PES.** — Lundi 29 novembre, TF 1, 22 heures.

Rue Daguerre, Agnès Varda regarde la boulangère, l'épicière, la repasseuse, qui, dans leur boutique, travaillent, échangeant avec les clients de l'argent, des marchandises, des sourires et des regards. Paroles du commerce. Puis silence : les marchands attendent les acheteurs, et quand ils les servent, ce sont les clients qui attendent, à leur tour, dans le vide, immobiles. Soudain, un magicien (Pantomas ou charlatan ?) fait son apparition dans le café du coin, la fête commence. L'illuministe mime les gestes des personnages, chacun avec son histoire. Mystag (c'est son nom) hypnotise la concubine, endort la boulangère, raidit le coiffeur. Les voilà tout immobilisés en portraits aussi statiques que ceux de Daguerre, patron de leur rue.

Les touches impressionnistes d'une femme cinéaste.

Les films de la semaine

• **LA PRINCESSE D'EBOLI.** — Dimanche 21 novembre, TF 1, 17 h.

La princesse d'Eboli était borgne, et c'est pourquoi Olivia de Havilland, un œil masqué d'étoffe noire, ressemble un peu à un corsaire. Quant à la passion despotique du roi d'Espagne Philippe II pour la dame et les péripéties qu'elle engendre, on s'en souvient fort peu. Le scénario est anémique et le film se traîne dans des décors typiques sans arriver à décoller de l'imaginaire historique conventionnel.

• **LA FEMME ET LE PANTIN.** — Dimanche 21 novembre, FR 3, 22 h. 30.

Ce dernier film de l'association Sternberg-Marlene Dietrich est devenu extrêmement rare et c'est pourquoi il ne faut pas le manquer. Le mythe de Marlene vu par son « créateur » attire l'œil. Le scénario est apogée esthétique. Dans les décors artificiels d'une Espagne au baroque exagéré, vêtue d'extraordinaires toilettes, apparaissent comme une idole dans les serpents et les confetti d'un carnaval déchaîné, Marlene est une superbe abstraction, l'image du pouvoir radicaux de la femme faisant subir mille tourments amoureux à un adorateur vieillissant qui ressemble, d'ailleurs, à Sternberg. Un poème baudelairien qui est, peut-être, l'histoire des rapports de la vedette et du metteur en scène, qui est, en tout cas, le chef-d'œuvre, jadis méconnu, d'un art starnbergien du cinéma.

• **QUI ?** de Leonard Keigel. — Dimanche 21 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Jeux de l'amour, du crime et de la mort dans un suspense où l'on retrouve les ressorts dramatiques et les fausses pistes chères à Hitchcock. Cet « à la manière de » délégué, où Romy Schneider est à la fois séduisante et inquiétante, est réalisé avec beaucoup de savoir-faire et tient en haleine jusqu'à la fin, qui rappelle celle de *Flem Solait*, de René

Clément, dont Leonard Keigel fut l'assistant.

• **LES NAUFRAGÉS DE L'ESPACE.** de John Sturges. — Lundi 22 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Ce qui arriverait si, à la suite d'une défaillance technique, un vaisseau spatial américain tombait en panne loin de la Terre. Moins science-fiction qu'hypothèse réaliste, John Sturges a travaillé dans la précision documentaire et ses explorateurs modernes réagissent comme des êtres humains. Il a aussi abordé le problème de la solidarité américaine-soviétique, ce qui était une façon d'appeler à la coexistence pacifique.

• **M 15 DEMANDE PROTECTION.** de Sidney Lumet. — Lundi 22 novembre, FR 3, 20 h. 30.

D'après un roman de John Le Carré, une histoire d'espionnage où le monde des agents secrets est démythifié. Complexité psychologique et désenchantement ; pas de héros, mais des fonctionnaires avançant prudemment dans un univers feutré, inquiet, marqué par la trahison. Mise en scène efficace.

• **LES GÉANTS DE L'OUEST.** d'Andrew McLaglen. — Mardi 23 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Comment un colonel nordiste et un autre colonel, sudiste, vont, après la fin de la guerre de Sécession, chercher fortune dans un Mexique en révolte contre l'empereur Maximilien, se rencontrent et deviennent bons amis. Andrew McLaglen imite tout le monde, John Ford, Sam Peckinpah et Sergio Leone, sans parvenir à faire prendre sa copie pour un original. Mais les chevaux galopent bien dans la poussière.

• **CELUI PAR QUI LE SCANDALE ARRIVE.** de Vincent Minnelli. — Jeudi 25 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Parce qu'il découvre que son père, riche propriétaire texan, a eu un autre fils, non légitime, un adolescent

entre en révolte contre sa famille et provoque pas mal d'embrouilles. Avec tout autre que Minnelli, un tel sujet sombrerait dans le pire mélodrame. Or Minnelli réussit à décoller du schéma assez grossier de l'histoire et à trouver une esthétique romanesque où la couleur et le rythme en disent plus que les situations. En fin de compte, on se laisse prendre.

• **LES NOCES.** d'Andrzej Wajda. — Vendredi 26 novembre, A 2, 22 h. 50.

Un peu difficile à comprendre pour des spectateurs français, il faut bien le reconnaître. Toute l'histoire de la Pologne : démembrements, insurrections, mauvaise conscience des intellectuels, recherche de l'identité nationale et culturelle, passe dans cette délicate noce villageoise traversée de visions fulgurantes. Mais le tourbillon des images est tellement splendide, l'atmosphère de la poésie fantastique tellement grande, qu'on est subjugué, fasciné, par cette danse au bord du gouffre de l'histoire, cette expression parfois douloureuse de l'âme polonaise.

• **L'AFFAIRE MATTEI.** de Francesco Rosi. — Dimanche 28 novembre, TF 1, 20 h. 30.

L'histoire d'un « californien » italien qui périt dans un accident d'avion peut-être criminel — liée à l'impérialisme économique, la guerre du pétrole et les rapports avec le tiers-monde. Cherchant à résoudre l'énigme d'une destinée individuelle qui fut exceptionnelle, Rosi la relie au monde moderne, trouve le mythe derrière la vie, la politique derrière les données psychologiques. Le puzzle finit par s'ordonner, bien qu'il y manque des pièces et l'on voit se précipiter un jeu qui se joue à l'échelle mondiale. Ce film-enquête, c'est du grand cinéma d'aujourd'hui.

• **HÉROS A VENDRE.** de William Wellman. — Dimanche 28 novembre, FR 3, 22 h. 30.

Comme *Wild boys of the road*, récemment présenté au ciné-club d'Antenne 2, ce film

POINT DE VUE

Les artistes en grève défendent la création

par SERGE BAUDOUIN (*)

DEPUIS le jeudi 18 novembre, les artistes du spectacle sont en grève dans toutes les productions de télévision en cours, aussi bien dans les sociétés issues de l'O.R.T.F. que dans les sociétés de télévision « indépendantes », telles Téléfrance, Technisonor, Téléci, etc., et, à partir du 23 novembre, à Radio-France.

Cette décision est le résultat des assemblées générales du Syndicat français des artistes interprètes C.G.T. le 25 octobre et de l'Union syndicale des artistes (autonome) le 15 novembre. Pourquoi cette action précisément au moment où la production semble redémarrer et où se préparent les émissions de fin d'année ? Le S.F.A. répond : parce que c'est justement le moment où les travailleurs intermittents que nous sommes pouvons faire valoir par la grève les arguments que le simple langage de la raison n'a pu faire admettre.

Voici près d'un an que nous négocions sans obtenir aucune réponse satisfaisante sur les points essentiels, et, pendant ce temps-là, nos conditions d'engagement et de travail n'ont cessé de se détériorer. Des droits acquis dans le C.G.T.F. sont remis en cause, comme si l'on essayait de nous imposer un état de fait nouveau.

Ce n'est pas le public que nous visons : au contraire, en réclamant des conditions de travail saines, notamment une organisation du travail et des cadences de répétition et de tournage normales, c'est la qualité des émissions que nous défendons ; en réclamant une garantie de volume de pro-

duction, c'est la diversité de la vie même de nos cultures nationales que nous voulons préserver. Et si nous faisons la grève maintenant, c'est que les sociétés de télévision et de radio ont encore le temps, en nous accordant rapidement ce que nous réclamons, de préserver les émissions de fin d'année.

Le maintien d'une vie artistique en France est lié, affirmant les syndicats, au maintien d'une production vivante. C'est pourquoi le premier point des revendications des artistes est la reconnaissance de tous leurs droits sur les utilisations de tout enregistrement de leur travail. Leurs ressources, pour 75 %, proviennent, à l'heure actuelle, de l'audiovisuel. Ce pourcentage ne pourra qu'être accru par la venue sur le marché des vidéocassettes, de la vidéo-distribution : si huit heures de travail qui donnent quelques minutes de temps d'antenne peuvent se traduire par des milliers d'heures d'exploitation sans limite dans l'espace et dans le temps sans rémunération pour ceux-ci, il n'y aura pas d'exploitation possible, il n'y aura plus d'artistes pour de nouveaux temps d'antenne.

Avec ces droits, les artistes revendiquent le respect de tous leurs droits sociaux et syndicaux liés au travail et à la convention collective unique pour toutes les sociétés de télévision, garantissant des conditions d'engagement, de rémunération et le travail commun à toutes les sociétés.

(*) Délégué général du Syndicat français des artistes interprètes (C.G.T.).

625 - 819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : 13 h. Le Journal d'Yves Mourousi ; 20 h. Le Journal de Roger Gicquel (le dimanche, Jean-Claude Bourret présente une édition à 19 h. 45) ; Ven 23 h. TF 1 dernière. Pour les jeunes : « Les infos », de Claude Fierand (le mercredi, 17 h. 30).

A 2 : 13 h. (les samedis et dimanches), le journal du week-end ; 14 h. 30. « Flashs » (sauf les samedis et dimanches) ; 18 h. 30 (sauf les samedis et dimanches), le journal d'Helène Vida ; 20 h. Le Journal de Guy Thomas (Patrick Poivre d'Arvor, les samedis et dimanches) ; ven 23 h. Dernière édition.

FR 3 : 18 h. 55 et 19 h. 55. « Flashs » (sauf le dimanche) ; ven 22 h. Journal.

ÉMISSIONS PRATIQUES

TF 1 : A la bonne heure (du lundi au vendredi, 18 h. 15) ; Je voudrais savoir (le

mardi, 13 h. 30) ; Six minutes pour vous défendre (le samedi, 18 h. 40) ; Magazine « Formation » (une fois par mois, le samedi, 11 h.).

A 2 : D'accord, pas d'accord (le mardi, le jeudi, puis le samedi à 20 h. 20).

FR 3 : 90 secondes pour le consommateur (le jeudi, 19 h. 40).

RELIGIEUSES

ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 : (le dimanche), 9 h. 15. A Bible ouverte (le 28) ; 9 h. 30. La source de vie (le 21), Orthodoxie (le 29) ; 10 h. Présence protestante ; 10 h. 30. Le jour du Seigneur ; « Actualités de l'Eglise » (le 21), « L'Eglise pour quoi faire ? » (le 28) ; 11 h. Messe à l'église de Locudy, Finistère-Sud (le 21), à la basilique de Bon Secours à Guingamp, Côtes-du-Nord (le 28).

ABRÉVIATIONS

Dans ce supplément radiotélévisuel, les signes (*) renvoient à la rubrique Écouter, voir, ou aux articles de première page de l'encart ; (R) indique des émissions sortant de l'ordinaire ; (N) les programmes en noir et blanc ; (B) les rediffusions.

صلى الله عليه وسلم

RADIO-TELEVISION

Samedi 20 novembre

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Variétés : Les magiciens ; 21 h. 35. Série : Mac Goy, avec Tony Curtis. Première aventure d'une série de cinq épisodes, scénar par un Arène Lupin à l'américaine, et très entêtée.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. (●). Dramatique : « Gustalin ».

d'après M. Aymé, adapt. et dial. A. Franck, réal. G. Jorre, avec J. Turpin, Cl. Mavros, H. Crémieux, J. Jehanneuf.

Élaborant dans un petit village bien tranquille, un couple d'intellectuels bien parisiens fait souffler un vent de révolte contre les traditions rurales. Pas pour longtemps.

22 h. 5. Variétés : Les gens heureux ont une histoire ; 22 h. 45 (●). Variétés : Drôle de baraque.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Les ateliers du magicien ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Un homme, un événement : Les scientifiques ; 20 h. Magazine d'outre-mer.

20 h. 30. Téléfilm : « Frankenstein », de J. Smight, d'après le roman de M. Shelley, avec L. Whiting, N. Parolel (première partie). Peu de temps après la mort de son frère, étudiant en médecine Victor Frankenstein continue les travaux de son père.

FRANCE-CULTURE

20 h. (●). « Le Tas de sable », de K. Andersson, avec J.-P. Farre, C. Arant, V. Billeloux ; 21 h. 35. Ad 18 ; 22 h. 5. La fugue du samedi, ou m'importe, m'importe ; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

19 h. 35 (●). Audiogrammes, par le Groupe de recherches musicales de l'INA : Pierre Henry des années 50 et « Musique pour une fête » ; 23 h. 15. Villies d'été : Wilhelm Mengelberg dirige l'orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam (Mahler, Grieg, Ravel, Mendelssohn) ; 0 h. 5. Une échappée intérieure, avec M. Lonsdale ; 1 h. 30. Girolamo Fantini.

Dimanche 21 novembre

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 30 (III). Émissions religieuses et philosophiques ; 12 h. (III). La séquence du spectateur ; 12 h. 30 (III). Bon appétit d'Y. Mouroussi ; 13 h. 20 (III). Vive le cirque ! ; 14 h. (III). Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 35. Sports Direct à la une ; 17 h. 10 (R.J.) Film : « La Princesse d'Éboli », de T. Young (1954), avec O. de Havilland, G. Roland, P. Scott, D. Price. Le roi d'Espagne Philippe II, époux de la



princesse d'Éboli, contrarie la liaison de celle-ci avec un secrétaire d'état.

CHAÎNE II : A 2

10 h. 30. Émission du C.N.D.P. 12 h. Magazine des spectacles : Écran blanc, rideau rouge ; 13 h. 30. Série : Kim et Cie ; 14 h. 30. Monsieur Cinéma ; 14 h. 55. Téléfilm américain : « Vin, vacances et valinées » ; 16 h. 15. Magazine : Des animaux et des hommes ; 17 h. 5. Résultats sportifs ; 17 h. 10. Jeu : Chacun chez soi ; 18 h. 5. Série : Super Jaimie ; 19 h. Sports : Stade 2 ; 20 h. 30. Variétés : Récital Scope (musique de films) ; 21 h. 30. Spécial élections législatives partielles.

Débat avec MM. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., Jacques Dominiati, secrétaire général des républicains indépendants.

et Pierre Bergey, représentant du parti socialiste au Comité de la maison de la gauche.

CHAÎNE III : FR 3

11 h. A. Écrans ouverts ; 11 h. 30. Immigrés parmi nous ; 17 h. 35. Pour les jeunes : Colarcol au Far-West ; 17 h. 50. Culture : Méditerranée (rediffusion de la septième partie : Espaces) ; 18 h. 45. Spécial DOM-TOM ; 19 h. 5. Magazine régional : Hexagone (Le souvenir suspendu) ; 20 h. 5. Feuilleton : Flèche noire.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 7. La tenture ouverte ; 7 h. 15. Horizon ; 7 h. 40. Chasseurs de son ; de 8 h. à 11 h.

Émissions philosophiques et religieuses ; 11 h. Regards sur la musique : « La Khoranika » (Mousorgski) ; 12 h. 5. Allegro ; 17 h. 45. Musique de chambre.

14 h. 5. Poésie ; 14 h. 5. La Comédie-Française présente : « Lorsque l'enfant parait », d'A. Roussin, avec J. Tola, M. Tristant, G. Rouyer ; 14 h. 5. Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction B. de Vinogradov, avec C. Bonneton, pianiste (Prin, Vartse, Stravinski, Khakladi) ; 17 h. 30. Rencontre avec C. Malraux ; 19 h. 10 (●). Le cinéma des cinéastes ; 20 h. Poésie ; 20 h. 40 (●). Atelier de création radio-phonique : « Chilli 1 : Les yeux de cuivre et de sautoir », par Andrew Orr ; 23 h. Black and blue ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Concert promenade ; 8 h. Canette ; 9 h. 2. Musical graffiti ; 11 h. En direct du Théâtre d'Orsay : « Tros » de Schubert et Beethoven, par E. Krivine, F. Louton, J.-C. Penver ; 12 h. Sortilèges du flamenco ; 12 h. 35. Opera bouffon ; 13 h. 35. Pellets torses ; 14 h. La tribune des critiques de disques : « Tosca » (Puccini) ; 17 h. (●). Le concert d'été de G. Streiner (Bach, Mozart, Beethoven, Brahms, Mahler, Verdi, Ravel, Berg, Webern) ; 19 h. La route des longjumeaux ; 19 h. 35. Jarry vivant ; 20 h. 30. Échanges internationaux de Radio-France : Semaines musicales de Zurich II. Orchestre de la Tonhalle ; direction E. Leinsdorf, avec le pianiste E. Gulets ; Concerto pour piano et orchestre en la mineur (Schumann) ; et Symphonie n° 7 (Brahms) ; 22 h. Musique vivante ; 23 h. Musique de chambre ; 0 h. 5. Chantier Palestine ; 1 h. 15 (●). Trêve.

Lundi 22 novembre

CHAÎNE I : TF 1

10 h. 30 (III). Émission du C.N.D.P. (reprise, à 14 h. 51) ; 12 h. 15 (III). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III). Midi première ; 13 h. 35 (III). Magazines régionaux ; 13 h. 50 (III). Restez donc avec nous, le lundi... à 14 h. 50 (R.J.). Série : Maîtres et valets ; 17 h. 35. Variétés : Le club du lundi ; 18 h. 5 (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : Anne jour après jour ; 19 h. 45. Eh bien ! raconte.

20 h. 30 (R.J.). L'avenir du futur... (film : « Les Naufragés de l'espace », de P. Sturges (1968), avec G. Peck, R. Crenna, D. Janssen, J. Franciscus.

Un vaisseau spatial américain, ayant à son bord trois astronautes, tombe en panne pendant son retour vers la Terre.

Vers 22 h. Débat : Pourquoi la conquête de l'espace ? Avec MM. Ichtiague-Rasool, de la NASA ;

R. Sagdeev, de l'Institut de recherches cosmiques de Moscou ; R. Gibson, directeur général de l'Agence spatiale européenne, et H. Curien, président du Centre national d'études spatiales.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Chanteurs et musiciens des rues ; 14 h. 5. Aujourd'hui, madame... à 15 h. (R.J.). Série : Les rues de San-Francisco ; 15 h. 50. Aujourd'hui magazine ; 18 h. 5. Fendrez sur la Terre ? d'A. Ducrocq ; 18 h. 35. Le palmarès des enfants ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45 (R.J.). La caméra invisible.

20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55. Chronique : Les années Bonheur racontées par G. Bonheur (1935 : Sous les drapeaux) ; 22 h. 50. Polémique : L'huile sur le feu, de Ph. Bouvard (La parapsychologie).

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : Flash ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : M. Bry, vice-président des universités de Paris ; 20 h. Les jeux de 20 heures.

20 h. 30. Cinéma public : « M15 demande protection », de S. Lumet (1967), avec J. Mason, S. Signoret, M. Schell, H. Anderson.

Un haut fonctionnaire du Foreign Office enquête sur le suicide d'un de ses collaborateurs, qui a été accusé de sympathies communistes, et découvre un réseau d'espionnage.

FRANCE-CULTURE

7 h. 5. Matinales ; 8 h. 5. Les chemins de la connaissance : (x) « Bergson, ni le tunnel ni le pont, le fleuve », par A. Kramer-Mariotti ; à 8 h. 30. Alexandre ; le rêve du Dieu soldat », par D. Barrère ; 8 h. 50. En direct du Théâtre des Champs-Élysées ; 9 h. 7. La maîtrise de la musique ; 10 h. 45. L'histoire, l'histoire de France à travers les mythes ; 10 h. 45. Le texte et la marge ; 11 h. 2. Événement-musique ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ;

13 h. 30. Evell à la musique ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Mémoires du roi David », de C. Coclé ; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture : L'invité du jour : Ichtiague-Rasool, directeur de la NASA ; à 17 h. 15. L'heure de pointe ; 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : George Sand (F. Schumann) ; 19 h. 25. Présence des arts ; 19 h. 35. Poésie ; 20 h. 30. « La France », de V. P. Ferguson, avec L. Badie, M. Vitold, P. Clav, F. Chaumette ; 21 h. « L'autre scène », de J. Viala et les Dians ; 22 h. 30 (●). Entretiens avec J. Calvino ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 9 h. 2. Clair-obscur ; 10 h. Anthologie de la musique espagnole ; 12 h. La chanson ; 12 h. 35. Sélection concert ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-tacteur ; 14 h. Mélodies sans paroles ; Portrait de M. Ohana (15 h. 30. Après-midi lyrique ; Barokk (Schubert) ; 18 h. 2. Écoute magazine musical ; à 19 h. Second souffle ; 19 h. 35. Kiosque ; 19 h. 40. Concours international de guitare ; 20 h. 30 (●). En direct du Studio 105. Ensemble Hesperion XX : Musique profane de l'Espagne chrétienne et juive des quinzième et seizième siècles ; 22 h. 30. Ouvertures de F. Schubert ; 0 h. 5. Musique du Mali ; 0 h. 30. Chants d'étoiles.

Mardi 23 novembre

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15 (III). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III). Midi première ; 13 h. 45 (III). Restez donc avec nous... à 14 h. C.N.D.P. (reprise à 17 h. 1) ; à 14 h. 50 (R.J.). Série : Maîtres et valets ; 18 h. (III). A la bonne heure ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : Anne jour après jour ; 19 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 45. Eh bien ! raconte.

20 h. 30. Variétés : la Rose d'or d'Antibes, concours international de la chanson ; 21 h. 23 (●). Scène documentaire : Les provinciaux (Nés natifs de Vendée), d'H. Knapp et J.-Cl. Bringuier... Première partie : Juliette.

Le portrait d'une servante, symbole d'une région tournée vers son passé, et prénée d'une étude en trois parties sur le pays de Charente.

22 h. 15. Émission littéraire : Le livre du mois, de J. Fervollet, Ch. Collaer, « Interrogatoire », d'É. Béri ; Jacqueline Froger ; « La Réforme en France depuis 1900 », de Louis Favre ; « Le Scapulaire », d'É. Vilar ; Raymond

Aron : « La Chute totale », d'O. Todd ; René Tavernier : « Tempête sur l'Occident », de L. Weiss ; M. Ségel : « Les Hauts Fonctionnaires et la Politique », d'É. Suleman ; Claude Imbert : « La Petite blanche », de P. Chauvin et G. Sullert ; Jean-François Kahn : « Les Débutants de la vie moderne », de B. de Jouvenel.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Chanteurs et musiciens des rues ; 14 h. 5. Aujourd'hui, madame... à 15 h. (R.J.). Série : Les rues de San-Francisco ; 15 h. 50. Aujourd'hui magazine ; 18 h. 5. Fendrez sur la Terre ? d'A. Ducrocq ; 18 h. 35. Le palmarès des enfants ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45 (R.J.). La caméra invisible.

20 h. 30 (●). Les dossiers de l'écran... Téléfilm : « Tous chefs », par J.-F. Delassus.

Ceux qui aspirent à passer une commande de l'entreprise ; ceux qui ont des responsabilités ; les colles ; les cadres, représentés par des volontaires recrutés, pour participer à la réalisation de ce document, par petites annonces.

Vers 22 h. Débat : les cadres.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : l'Union des Grandes Ecoles ; 20 h. Les jeux.

20 h. 30 (R.J.). Westerns, films policiers, aventure : « Les Géants du Ouest », d'A. McLaughlin (1968), avec J. Wayne, R. Hudson, T. Aguiar, R. Gabriel.

La guerre de Sécession (film, un colonel nordiste et un colonel sudiste se rencontrent, par hasard, au Mexique, et deviennent alliés devant les dangers communs).

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. 5. Les chemins de la connaissance : « Bergson, ni le tunnel ni le pont, le fleuve », par A. Kramer-Mariotti ; à 8 h. 30. Alexandre ; le rêve du Dieu soldat », par D. Barrère ; 8 h. 50. En direct du Théâtre des Champs-Élysées ; 9 h. 7. La maîtrise de la musique ; 10 h. 45. L'histoire, l'histoire de France à travers les mythes ; 10 h. 45. Le texte et la marge ; 11 h. 2. Événement-musique ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ;

13 h. 30. Evell à la musique ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Mémoires du roi David », de C. Coclé ; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture : L'invité du jour : Ichtiague-Rasool, directeur de la NASA ; à 17 h. 15. L'heure de pointe ; 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : George Sand (F. Schumann) ; 19 h. 25. Présence des arts ; 19 h. 35. Poésie ; 20 h. 30. « La France », de V. P. Ferguson, avec L. Badie, M. Vitold, P. Clav, F. Chaumette ; 21 h. « L'autre scène », de J. Viala et les Dians ; 22 h. 30 (●). Entretiens avec J. Calvino ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 9 h. 2. Clair-obscur ; 10 h. Anthologie de la musique espagnole ; 12 h. La chanson ; 12 h. 35. Sélection concert ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-tacteur ; 14 h. Mélodies sans paroles ; Portrait de M. Ohana (15 h. 30. Après-midi lyrique ; Barokk (Schubert) ; 18 h. 2. Écoute magazine musical ; à 19 h. Second souffle ; 19 h. 35. Kiosque ; 19 h. 40. Concours international de guitare ; 20 h. 30 (●). En direct du Studio 105. Ensemble Hesperion XX : Musique profane de l'Espagne chrétienne et juive des quinzième et seizième siècles ; 22 h. 30. Ouvertures de F. Schubert ; 0 h. 5. Musique du Mali ; 0 h. 30. Chants d'étoiles.

Mercredi 24 novembre

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 30 (III). C.N.D.P. (reprise à 11 h.) ; 12 h. 15 (III). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30 (III). Midi première ; 13 h. 35 (III). Les visiteurs du mercredi ; 13 h. 50 (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : Anne jour après jour ; 19 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 45. Eh bien ! raconte.

20 h. 30 (●). Téléfilm : « L'Homme de sable », d'après J. Joubert, adapt. P. de Beaumarchais, réal. J.-P. Carrière, avec M. Ronet, C. Claisse, J. Vinci, Ch. Nobel, C. Cartier, H. Aris.

En plein vent, entre le ciel, la mer et le sable, le club de ses rêves.

22 h. Émission musicale : Presto, de P. Petit (Takashi Chimizu, violoniste).

(R.J.). Série : L'aventure est au bout de la route ; 15 h. 50. Un sur cinq ; 18 h. 35. Le palmarès des enfants ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45 (R.J.). La caméra invisible.

20 h. 30. Série : Kojak ; 21 h. 30. Magazine d'actualité : C'est à dire, prés. J.-M. Cayada (Grand témoins : M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche) ; 23 h. 10. Magazine : Pour adultes, de F. Chalais.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Émissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Le monarchiste Bertrand Renouvin ; 20 h. Les jeux de 20 heures.

20 h. 30 (●). Cinéma 16 : « Le Berger des abeilles », d'après A. Lanoux, réal. J.-P. Le Chanols, avec J.-P. Andréani, R. Salik, M. Sarfat, W. Stobäler.

Après trois ans de détention en Allemagne, un révolté revient au pays et, malgré ses déceptions et sa crise de conscience, reprend le maquis dans les Pyrénées.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. 5. Les chemins de la connaissance : « Bergson, ni le tunnel ni le pont, le fleuve », par A. Kramer-Mariotti ; à 8 h. 30. Alexandre ; le rêve du Dieu soldat », par D. Barrère ; 8 h. 50. En direct du Théâtre des Champs-Élysées ; 9 h. 7. La maîtrise de la musique ; 10 h. 45. L'histoire, l'histoire de France à travers les mythes ; 10 h. 45. Le texte et la marge ; 11 h. 2. Événement-musique ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ;

13 h. 30. Recital d'orgue ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Le vent est méchant », d'Anne Loeach ; à 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture, Mercredi jeunesse ; à 16 h. 25. Match ; à 17 h. 15. L'heure de pointe : Interdit aux adultes ; 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : « George Sand à travers ses lettres » ; 19 h. 25. La science en marche ; 19 h. 35. Poésie ; 20 h. 30. « La France », de V. P. Ferguson, avec L. Badie, M. Vitold, P. Clav, F. Chaumette ; 21 h. « L'autre scène », de J. Viala et les Dians ; 22 h. 30 (●). Entretiens avec J. Calvino ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 9 h. 2. Clair-obscur ; 10 h. Anthologie de la musique espagnole ; 12 h. La chanson ; 12 h. 35. Sélection concert ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-tacteur ; 14 h. Mélodies sans paroles ; Portrait de M. Ohana (15 h. 30. Après-midi lyrique ; Barokk (Schubert) ; 18 h. 2. Écoute magazine musical ; à 19 h. Second souffle ; 19 h. 35. Kiosque ; 19 h. 40. Concours international de guitare ; 20 h. 30 (●). En direct du Studio 105. Ensemble Hesperion XX : Musique profane de l'Espagne chrétienne et juive des quinzième et seizième siècles ; 22 h. 30. Ouvertures de F. Schubert ; 0 h. 5. Musique du Mali ; 0 h. 30. Chants d'étoiles.

13 h. 30. Evell à la musique ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Mémoires du roi David », de C. Coclé ; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture : L'invité du jour : Ichtiague-Rasool, directeur de la NASA ; à 17 h. 15. L'heure de pointe ; 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : George Sand (F. Schumann) ; 19 h. 25. Présence des arts ; 19 h. 35. Poésie ; 20 h. 30. « La France », de V. P. Ferguson, avec L. Badie, M. Vitold, P. Clav, F. Chaumette ; 21 h. « L'autre scène », de J. Viala et les Dians ; 22 h. 30 (●). Entretiens avec J. Calvino ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

20 h. 30. « La France », de V. P. Ferguson, avec L. Badie, M. Vitold, P. Clav, F. Chaumette ; 21 h. « L'autre scène », de J. Viala et les Dians ; 22 h. 30 (●). Entretiens avec J. Calvino ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 9 h. 2. Clair-obscur ; 10 h. Anthologie de la musique espagnole ; 12 h. La chanson ; 12 h. 35. Sélection concert ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-tacteur ; 14 h. Mélodies sans paroles ; Portrait de M. Ohana (15 h. 30. Après-midi lyrique ; Barokk (Schubert) ; 18 h. 2. Écoute magazine musical ; à 19 h. Second souffle ; 19 h. 35. Kiosque ; 19 h. 40. Concours international de guitare ; 20 h. 30 (●). En direct du Studio 105. Ensemble Hesperion XX : Musique profane de l'Espagne chrétienne et juive des quinzième et seizième siècles ; 22 h. 30. Ouvertures de F. Schubert ; 0 h. 5. Musique du Mali ; 0 h. 30. Chants d'étoiles.

13 h. 30. Evell à la musique ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « Mémoires du roi David », de C. Coclé ; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture : L'invité du jour : Ichtiague-Rasool, directeur de la NASA ; à 17 h. 15. L'heure de pointe ; 18 h. 2. La gazette du piano ; 18 h. 30. Feuilleton : George Sand (F. Schumann) ; 19 h. 25. Présence des arts ; 19 h. 35. Poésie ; 20 h. 30. « La France », de V. P. Ferguson, avec L. Badie, M. Vitold, P. Clav, F. Chaumette ; 21 h. « L'autre scène », de J. Viala et les Dians ; 22 h. 30 (●). Entretiens avec J. Calvino ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

PROGRAMMES ÉDUCATIFS

Les programmes des émissions éducatives diffusées à la radio sur le réseau ondes moyennes de France-Culture et à la télévision sur la première chaîne les jours de semaine sont parus dans « le Monde de l'éducation » (n° 22, daté novembre 1976), qui les publie régulièrement tous les mois.

Petites ondes - Grandes ondes

Régulières

FRANCE-INTER : (informations toutes les heures) ; 5 h. La main à la pâte ; 7 h. Gérard Sire ; 9 h. 10. Le magazine de Pierre Bonnetier ; 10 h. 5. Les malices (samedi) : Questions pour un samedi ; 11 h. Anne-Gallard ; 12 h. Rétro-nouvelles ; 13 h. (●) Journal de Jean-Pierre Elkabbach ; 14 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche : L'île en coin) ; 16 h.

17 h. L'heure de musique classique ; 17 h. Radioscopie ; 18 h. Bananas ; 19 h. Journal ; 20 h. 10. Marche ou rêve (samedi : La tribune de l'histoire ; dimanche : Le masque et la plume) ; 22 h. 10. Le Pop-Club.

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : Informations à 7 h. (coût) ; 7 h. 30 (cult. mus.) ; 8 h. 30 (cult. et mus.) ; 15 h. (cult.) ; 15 h. 30 (cult.) ; 19 h. 30 (mus.) ; 23 h. 55 (cult.) ; 24 h. (mus.)

EUROPE 1 : (Informations toutes les heures) ; 5 h. Musique et nouvelles ; 6 h. 40. Philippe Gilès ; 9 h. 15. Denise Fabre ; 11 h. File ou face ; 12 h. 30. C'est ; 13 h. Journal d'André Arnaud ; 13 h. 30 (●). Les dossiers extraordinaires du crime ; 14 h. (●) Une femme, un homme (le samedi : Histoire d'un jour) ; 16 h. 30. Tout peut arriver ; 18 h. Le journal de Pierre Lescure ; 19 h. Jean-Loup La-

fon ; 20 h. 30. Pierre Pichin ; 22 h. 30. Europe-Panorama ; 23 h. 35. Top à Wall Street (samedi : Ça va être ou flic) ; 24 h. G. Saint-Es.

R.T.L. : (Informations toutes les heures) ; 5 h. 30. Marthe Favière ; 9 h. 15. A.-M. Payson ; 11 h. 30. La case André ; 13 h. Le journal de Philippe Bourard ; 14 h. et 15 h. Méné Grégoire ; 14 h. 30. Appelles, on est là ; 18 h. 30. Journal de Jacques Paoli ; 19 h. Hit Parade ; 21 h. Les nouvelles sous symphonie ; 22 h. Journal ; 24 h. Variétés.

RADIO-MONTÉ-CARLO : (Informations toutes les heures) ; 5 h. 30. José Sarré ; 7 h. Frédéric Gérard ; 9 h. 30. J.-P. Fouquet ; 11 h. 30. Jeux ; 12 h. 40. Quoi ou double ; 13 h. R.M.C. Choc ; 14 h. 30. Le cœur et la raison ; 15 h. 30. Toute la vérité ; 17 h. Radio plus ; 19 h. Hit Parade ; 20 h. 30. Gérard Klein ; 22 h. 30. Journal ; 0 h. 5. Monu.

FRANCE-INTER (météo marine) : 7 h. 55 et vers 19 h. 53.

FRANCE-CULTURE :

ANNIVERSAIRE

par René Servoise

Le centenaire de « la Prière sur l'Acropole »

Le 1^{er} décembre 1876 — il y a cent ans — la Revue des Deux Mondes publiait la Prière sur l'Acropole, d'Ernest Renan. Ce fut d'abord un événement littéraire.

« Je suis né, d'essence aux yeux bleus, de parents barbares, chez les Cymérides dans une mer sombre, hérissée de rochers, toujours battus par les orages. » Et les périodes, graduellement, comme la bouille même de l'océan, portaient le lecteur jusqu'à la conclusion, jusqu'à l'ultime chute inattendue, puisque le flot se retirait, la déesse était abandonnée pour être « soigneusement roulée dans le linoléum de pourpre où dorment les dieux morts ».

A l'époque, Renan a cinquante-trois ans. Il est au sommet d'une gloire éphémère, conquise qu'il porte au-delà des frontières nationales. La Vie de Jésus a paru en 1863. Saint Paul (les Origines du christianisme) en 1869. La Réforme intellectuelle et morale en 1871. Professeur au Collège de France, membre de l'Institut, il est à la veille d'être élu à l'Académie française. Pour son intelligence, la prière ne doit jamais être détachée de son préambule, exposant prosaïquement les arguments qu'il y a soutenus précédemment. Évoquant dans ce propos l'initiale son passage à Athènes en 1885, Renan concluait : « Il y a un lieu où la perfection existe, il n'y en a pas deux, c'est celui-là. Un vieux papier que je retrouve parmi mes notes de voyage contient ceci : « Prière que je fis sur l'Acropole quand je fus arrivé à en comprendre la parfaite beauté ».

Renan avait en effet séjourné à Athènes onze ans plus tôt (13 février-28 mars, 1845-46), au cours de son second voyage en Orient en 1844-1845, entrepris pour reconstruire les missions de saint Paul. Il avait alors visité l'Égypte et Constantinople. À Athènes, hôte de l'École française, il mène de front ses recherches, ses travaux en bibliothèque et une vie assez mondaine. Il est reçu par le ministre plénipotentiaire Gobineau, qui retrouve en Mme Renan la jeune Comédie Schœffer, sa charmante épistolaire de jadis. Il puise sa documentation dans les quatre cents pages de l'Acropole d'Athènes, de Benli, paru en 1853. Le maître — il a quarante-deux ans — est accompagné sur l'Acropole, le Lycabette, la Pnyx, à l'Ilissos et à l'Érope, par un brillant sujet de l'École, Emile Gebhart. Il se rend une douzaine de fois à l'Acropole, dans l'après-midi en général, un soir au clair de lune. Renan a dit un jour, admirer et expliquer, mais pas de l'Acropole, ni de la « Gloria », notera plus tard le jeune guide, assez

goguenard, et qui sait d'ailleurs se faire écouter, puisqu'un de ses canulars est apparemment gobé par Renan, « la vérité des dieux est en proportion de la beauté solide des temples qu'on leur a élevés ».

A propos de cette célèbre prière, trois mystères se posent relatifs à sa composition, sa forme et enfin son succès.

Renan laisse entendre qu'il a composé la Prière en 1868 sur les lieux mêmes de son inspiration. Est-ce vrai ? Pour les réminiscences Jean Pommeret et Henriette Pelchard, c'est une licence littéraire. Nombre d'expressions proviennent d'impressions ultérieures et plus d'une allusion se rapporte à des événements postérieurs. Bref, s'il a passé des heures en méditation sur la colline sacrée, si une contemplation esthétique a emporté une conversion (Quand je vis l'Acropole, j'eus la révélation du divin), la Prière a été composée ailleurs et à un autre moment.

C'est en France, à Fontainebleau, durant ses vacances du 1^{er} août au 15 septembre 1876, qu'il l'écrivit. Il a emporté ses carnets et le livre de Benli. Face au parc du château, à l'hôtel Lauzun (actuellement au numéro 37 du boulevard Magenta) il retrouve ses impressions. Les souvenirs reviennent et les idées émergent des notes prises pour son Saint Paul. Renan a expliqué sa méthode dans l'Acropole de la science : « La pensée se présente à moi d'une manière complexe, la forme claire ne me vient qu'après un travail analogue à celui du jardinier qui taille son arbre. » Selon Taine, « son procédé pour écrire est de jeter des bouts de phrases, des idées de paragraphes par-ci, par-là. Quand il est arrivé à la sensation d'ensemble, il soude et fait le tout ».

La Prière sur l'Acropole paraît donc dans Souvenirs d'enfance et de jeunesse, en décembre 1876. Prière, pourquoi ce terme ? Renan avait songé à Hymne. Méditation aurait pu convenir. Il retient finalement Prière, dont il avait précédé le sens dans ses Dialogues philosophiques. « Je ne nie pas la prière comme hymne mystique. Tout acte d'admiration, de foi et d'amour est une prière en ce sens. » Prière, ce texte est également par le rythme, le caractère incantatoire dû à la répétition de certains mots créant une sorte de monotonie propre à toute liturgie. Les mots dieu et divin reviennent vingt-sept fois ; raison, huit fois ; beauté, sept fois ; éternel, six fois ; temple, cinq fois ; barbare, quatre fois. Cet hymne mystique, cette

méditation philosophique, se développe en treize versets (ou paragraphes) selon une dialectique plusieurs fois modifiée. Les contemporains ont loué à l'envi la prose de ce chant liturgique. Il devait plaire au siècle où Leconte de Lisle fait paraître ses Poèmes antiques (1852), Michelet, la Bible de l'humanité, dont un chapitre sur la Grèce (1884), Flaubert, la Tentation de Saint-Antoine (1874). A l'époque, les peintres affectaient les reconstructions historiques et le style académique est à l'honneur dans les salons. L'enthousiasme de Flaubert éclate : « Quel morceau ! Je ne sais s'il existe en français une plus belle page. Je me la dédicace à moi-même (tout haut sans m'en lasser) ». Il en recommande la lecture à sa nièce : « C'est cela qui n'est pas bourgeois. La princesse Mathilde m'a écrit qu'elle n'y comprend goutte ! Je crois bien !... ».

La chère dame ne fut pas seule — et ce n'est pas encore aujourd'hui la seule — à s'interroger moins sur le sens général, que sur l'interprétation de certains passages.

Renan confesse « une sorte de mollesse dans la communication verbale de sa pensée ». Il s'en plaint, mais précise : « Non seulement je n'ai rien dit que ce que je pense, mais, chose bien plus rare et bien difficile, j'ai dit tout ce que je pense ». La prière, où son agnosticisme est finalement davantage confessé que proclamé (« Un immense fleuve d'oubli nous entraîne dans un gouffre sans nom. Oubliez, tu es le Dieu unique... »), illustre cette pente. Il parvient à tout dire sans blesser par des « nuances aussi indiscernables que celles du cou de la colombe ».

Par coquetterie de mandarin, il publie la Prière sans aucune note explicative. Comprenez qui pourra ! Sur la vingtaine d'invocations à la déesse, combien sont intelligibles ? Sans doute, une allusion permet-elle chaque fois de pressentir le sens des vocatifs, mais c'est une dictée à la Méméris : « O Théonoe, ô Erygane, ô Hippias, ô Salpinx, ô Eurythmias, etc. » Lesquels le néophyte interprète valablement la déesse. « Te souviens-tu de ce Calédonien (de cet Hyperboréen sauvage, disait le broche) qui, il y a cinquante ans, brisa ton temple à coups de marteau pour l'emporter à Thulé ? Il convient de traduire : le souvenir de l'ambassadeur Th. Bruce, comte d'Elgin (le Calédonien), qui fit transporter en 1803, pour orner sa demeure en Angleterre (Thulé), des éléments du Parthénon ? ».

Ce feu d'artifice n'a pas nui à la séduction exercée par la prière. Au

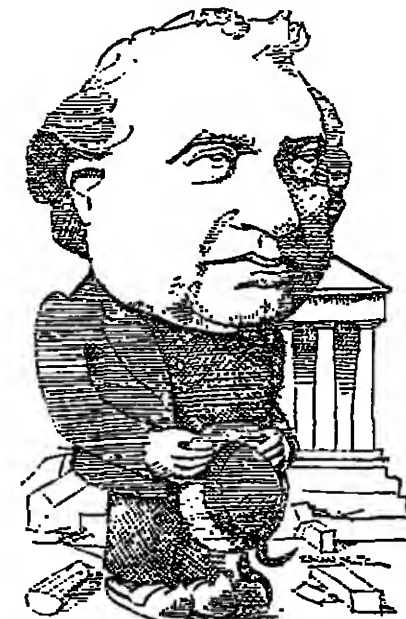
contraire. Elle eut les mêmes admirateurs et admiratrices que l'Opéra de Garnier, achevé en 1875. Elle est du style second Empire. Mais cette préciosité a vraisemblablement porté tort aux considérations toujours intéressantes.

« Toute noblesse a disparu. Les Scythes ont conquis le monde. Il n'y a plus de républiques d'homme libres, il n'y a plus que des rois issus d'un sang ténébreux, que des majestés dont la soumission de la pambolée au monde entier ? Il affirme sa foi en la démocratie : « Toi dont le dogme fondamental est que tout bien vient du peuple, et que, partout où il n'y a pas de peuple pour nourrir et inspirer le génie, il n'y a rien, apprends-nous à extraire le diamant des joules impures ». Un siècle après, sa doctrine serait assimilée par les uns au marxisme, par d'autres à l'hitlisme. Sa réflexion sur le temple d'Agia-Sophia à Byzance (consacré non à sainte Sophie mais à la Sagesse divine) est belle et plus originale. « Il est l'image de la voûte du ciel. Il croulera ; mais si la cello devait être assez large pour contenir une foule, elle croulerait aussi ».

Anatole France avait murmuré à Athènes : « Je n'ai pas la Prière sur l'Acropole ». Dans ses Huit jours chez M. Renan, le jeune Barthes l'avait condamné avec désapprobation au fur et à mesure de sa lecture. La Prière, elle, y a incontestablement séjourné. Elle fut soigneusement roulée dans le linoléum des manuels de littérature, et ses éditions de luxe furent posées au plus haut de nos bibliothèques. Après la ferveur, l'oubli.

Un Trégorrois, demeuré moralement chrétien dans toutes ses fibres, pouvait-il se défaire du sentiment de l'infini et de sa foi bretonne, et se prétendre initié sur celle de la Raison (si tant est que la Grèce s'y confine) ?

Une clé de l'hellénisme de Renan et de la Prière se trouve au chapitre VII de l'Acropole, consacré à la découverte d'Athènes par l'apôtre, auquel l'auteur prête sa psychologie. Là, avec plus de lucidité et de rigueur, Renan analyse les caractères de la civilisation grecque et les oppositions entre le paganisme et le christianisme. « La profondeur du sentiment religieux, allemand et celtique, manque à la race des vrais Hellènes... C'est une race superficielle prenant la vie comme une chose sans surnaturel et arrière-plan... Nous autres, Celtes et Germains, la source de notre génie, c'est notre cœur. Au fond de nous se trouve une fontaine de lées, une fontaine claire et profonde, où se reflète l'infini. » Dès lors, ses réticences s'éclaircissent. Le



Dessin de Zoran Orlic

néophyte évoque sa foi ancestrale dans le temple même de sa nouvelle religion. Converti, ne va-t-il pas jusqu'à réciter les litanies de la Vierge face à Athènes ? « Salut, étoile de la mer, Tour d'ivoire... » « Salut, déesse, quand je me rappelle ces chants, mon cœur se fonde. » Mais son cœur se glace à vouloir laborieusement évoquer les appellatifs de la déesse, « ô Raison, ô Hygie, ô Area ». S'il entonne un hymne solennel au nouveau culte par trois versets (7, 8 et 9), il l'a équilibré par un chant à son enfance de trois versets également (2, 3 et 4). Autant ceux-ci sont naturels, coulant de la source même des fontaines, autant les autres sont artificiels, sentis de biais rapportés sur l'église d'Athènes, sorte de créature à la Gustave Moreau.

Aujourd'hui, seuls ont surmonté l'épreuve du temps les versets évoquant son enfance sur le mode mineur, et comparables par leur émotion contenue au récit de sa promenade avec sa mère à l'ossuaire de Ploubazlanec (l'Avenir de la science). Là, sur sa lande de granit, entouré de ses morts, Renan atteint au chant profond. A Athènes, parmi les marbres de la colline sacrée, son exaltation et sa prière — si sincères fussent-elles — demeurent cérébrales. Un délire verbal le saisit, puis il vacille, et oscille entre la logique et la mystique, balance ensuite entre le rationalisme et la foi, hésite entre la luminosité attique et les ténus bretons.

(1) Souvenirs d'enfance et de jeunesse, livre de la Bibliothèque de la Prière sur l'Acropole.

LA VIE DU LANGAGE

Les peuples, les États, la langue

ORGANISE par la Régie de la langue française au Québec et l'Association française de terminologie (1), le récent colloque du lac Delago (P.C.) avait pour thème le fonctionnement des lois linguistiques : loi 22 au Québec, loi sur le bilinguisme administratif au Canada, loi Bas-Lauriol en France.

Peut-on compter sur la loi (du moins sur elle seule) pour modifier le comportement linguistique d'une société ? Juristes et linguistes en doutent. Ce qui paraît s'opposer en premier lieu au dirigisme de langue, c'est le nombre très grand des « actes de langage » produits en un temps très court par un groupe social donné.

Chaque fois qu'un Français, par exemple, prononce ou écrit (ou même lit) l'ultime au lieu de à plain temps, de show-biz au lieu de industrie du spectacle, etc., il produit un acte linguistique qui modifie, très peu sans doute, mais indubitablement, la situation antérieure : en l'espèce, le rapport des forces entre les termes français et les termes anglais, dans un sens favorable à ceux-ci.

Du fait même de leur nombre, ces millions d'actes individuels sont insaisissables par aucun dispositif judiciaire. D'où les réserves des juristes, qui craignent d'être amenés à réprimer pour l'exemple des infractions extrêmement banales. Certes, bien des manquements à la loi, dans tous les domaines, restent ignorés des juges. Mais ni la violence ni le vol, par exemple, ne sont à beaucoup près des actes aussi quotidiens et universels que l'emploi d'un mot étranger pour un mot français.

La réussite d'une politique linguistique suppose d'abord un consensus qui ne doit pas seulement parlementaire, doit représenter du peuple voterait contre une loi linguistique, si ce n'est pour en réclamer une plus sévère ?

Mais le consensus populaire ne s'établit pas aussi facilement. Sa formation suppose qu'il n'y a pas (toujours dans le domaine linguistique) de conflit de modèles à l'intérieur de la population.

L'exemple de la France confirme rétrospectivement l'importance des notions de consensus et de mobilité dans la réussite d'une politique de langue volontariste. Si le français de Paris l'a emporté sur les langues régionales (et les français locaux) au dix-neuvième siècle, c'est qu'il bénéficiait, auprès des groupes sociaux qui ne l'avaient pas pour langue maternelle, du prestige d'un modèle culturel international.

La répression scolaire et administrative, si déplaisante qu'elle ait été, n'est qu'un facteur secondaire du succès du français central. Et c'est parce que ce modèle classique (et académique), usé jusqu'à la corde, est aujourd'hui plus ou moins explicitement refusé par les jeunes générations qu'apparaissent sur le devant de la scène trois « problèmes » hier encore négligeables : la concurrence des langues régionales, celle (dans le vocabulaire) de l'anglais et une dégradation très sensible du rapport des forces entre les termes français et les termes anglais, dans un sens favorable à ceux-ci.

Se comprendre et s'entendre

C'est à un thème voisin, « Langues et nation », qu'était consacré le colloque organisé à Bruxelles (21-23 octobre) par l'ISTE — Institut supérieur de l'État de traducteurs et interprètes (2) — à l'occasion de son quinzième anniversaire.

Trois questions posées. La première : une langue commune à des nations différentes crée-t-elle des affinités politiques, sociales ou économiques ? Sans que la colloque ait pu formuler clairement une réponse, celle-ci ne peut être affirmative.

Les « affinités » entre la Grande-Bretagne et les États-Unis, entre le Mexique et l'Espagne, le Portugal et le Brésil, ne dépassent guère le niveau des facilités touristiques. Aucun État du continent américain n'a de langue propre ; et cependant, aucun n'est particu-

lièrement lié à son « Etat maternel » européen.

On peut même parfaitement (et malheureusement) concevoir que les deux États allemands se sentent plus proches l'un de la Russie, l'autre des États-Unis (ou de la France), que l'un de l'autre.

Deuxième question : une langue tierce commune peut-elle donner à différentes nations le sentiment d'appartenance à une entité politique ou culturelle ? Le cas se présente plutôt rarement, et sous deux formes différentes. Dans la première, la langue tierce assure les fonctions de communication supra-nationale d'un « empire » fédéral, et la fonction de communication de l'ethnie dominante ; ainsi le russe en Union soviétique (et dans les monarchies d'Europe) l'arabe en Arabie saoudienne, le chinois en Chine.

Il est alors difficile de déceler à la fois le sentiment d'appartenance à une entité fédérale naît de l'usage d'une langue tierce ; ou si plutôt cet usage n'est pas le résultat du rassemblement (plus ou moins consenti) des ethnies dans un ensemble étatique.

Dans la seconde forme, la langue tierce est celle d'un ensemble informel d'États et de communautés ethniques dispersées. Exemple type : la francophonie. Une fois faite la part d'illusions sentimentales et d'effusions lyriques, il est difficile d'affirmer que la communauté d'usage du français crée entre les Belonnois, les Wallons, par exemple, autre chose que la conscience superficielle d'un passé historique commun mais diversement interprété.

Deuxième question posée à Bruxelles : le plurilinguisme joue-t-il un rôle dans l'équilibre sociopolitique d'un État ? Réponse positive avec réserves. Le bilinguisme (suisse ou belge) est certainement un facteur de cohésion et de compréhension, à condition qu'il ne soit pas impliqué dans un conflit de modèles. Il en va de même dans le cas précédent.

Autres rencontres, colloques, séminaires, etc., du même domaine. Du 14 au 18 novembre à Nice, l'Etat présent des études croisées : orientations et perspectives, sous les auspices de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF).

A Kinshasa (Zaire), 13-15 décembre, séminaire sur « Le langage et l'éducation en Afrique ». A Paris, au Collège de France, colloque, le 4 et le 5 février, organisé par l'Association pour l'avancement des études islamiques. Thème : discours, écriture et société dans le monde islamique contemporain. A Strasbourg, du 17 au 23 juillet 1977, deuxième rencontre mondiale des départements d'études françaises, organisée par l'AUPELF, avec le concours de l'université de Strasbourg et du Conseil de l'Europe. Thème : Le renouveau des études françaises à l'université : fonctions, contenus et méthodes.

Cette importante rencontre prend place dans un ensemble de manifestations universitaires prévues en France pour l'été 1977, entre autres le congrès de l'Association internationale des études françaises (Collège de France, dernière semaine de juillet).

Les inscriptions pour la rencontre de Strasbourg sont reçues dès maintenant au bureau européen de l'AUPELF, 73, boulevard Saint-Germain, 75273 - 75272 Paris, Cedex 06.

A Moncton (Nouveau-Brunswick, Canada), Québec et Montréal, P.Q., du 17 au 21 août 1977, Septième Biennale de la langue française. Thème principal : « Langue française et identité culturelle ». Inscriptions sollicitées dès maintenant, auprès du secrétariat de la Biennale de la langue française, M. A. Guillemin, 47, rue de Lille, 75007, Paris.

JACQUES CELLARD.

(1) AFTERM, 22, rue de Babylone, 75007 Paris.
(2) ISTE, rue Joseph-Bazard 34, 1180 Bruxelles. Le colloque était organisé par l'Association pour la promotion de l'étude des langues modernes (même adresse).

CORRESPONDANCE

A propos de « L'amour est-il un crime ? »

Le point de vue de Gabriel Matzneff publié sous le titre « L'amour est-il un crime ? » (Le Monde daté 7-8 novembre) a provoqué de nombreuses réactions de nos lecteurs, pour la plupart critiques, voire hostiles et quelquefois indignées. Nous publions ici deux extraits de ces correspondances qui reflètent bien, nous a-t-il semblé, les sentiments les plus communément exprimés.

Ce n'est pas de l'amour

Une lectrice de Paris, Mme T. Louré, écrit :

Si je trouve effectivement scandaleux qu'on puisse garder à vue des gens quels qu'ils soient sans les inculper ni les juger pendant une aussi longue période, je trouve également scandaleux qu'un journal comme le votre offre ses colonnes à une défense d'vice présentée sans scrupule sous le nom d'amour, qu'il s'agisse de l'amour véritable à l'affaire avec les adultes vieillissants tentés par les adolescents de « moins de seize ans » ?

Qui peut en témoigner ?

De son côté, Mme S. Florentin, de Lancy (Rhône), nous adresse une réponse dont nous avons détaché les passages suivants :

Une première réponse au Point de vue de Gabriel Matzneff est fournie à la page suivante du même numéro par l'article de Pierre Georges, sur le viol d'une fillette, cas certainement plus fréquent que le livre consentement. Mais, disant les « amoureaux de l'extrême jeunesse », l'éveil de l'instinct et des pratiques sexuelles chez la très jeune fille ou chez le jeune garçon, loin d'être nuisible, leur est favorable à condition, bien sûr, qu'ils soient consentants. Il est certain que, la curiosité de l'un aidant les bonnes manières de l'autre, des enfants puissent accepter une expérience sexuelle et y trouver un plaisir momentané qui appelle la répétition. Mais après ? Ces expériences avec un « vieux » ne laissent-elles pas une trace plus profonde que les jeux sexuels entre contemporains ? Qui peut en témoigner ? Certainement pas l'initiateur, qui continue sa recherche de chair fraîche sans se soucier le plus souvent de l'enfant devenu adulte ; rarement ce dernier, qui cherche à oublier (ce qu'il a de mieux à faire).

Voici ce qu'écrit Colette à ce sujet :

« En peu d'heures, un homme sans scrupules fait, d'une fille ignorante, un prodige de liberté, qui ne compte avec aucun

dégoût. Le dégoût n'a jamais été un obstacle. Il vient plus tard, comme l'innocence. » (1)

Le dégoût, ou simplement le refus a posteriori, n'est qu'un aspect, peut-être le moins important, dans la mesure où l'acte sexuel est dédramatisé dans l'environnement du mineur ; mais c'est loin d'être le cas le plus fréquent. Plus grave est l'orientation, parfois définitive, donnée à la sexualité de l'enfant qui passe par une période d'ambivalence, alors que le plus élémentaire respect de la personne humaine commande que les adultes lui laissent la liberté véritable de ses choix futurs.

(1) Mes apprentissages (Œuvres complètes), Tome VIII, page 205.

LA CROISIÈRE ANTI-TABAC

En réponse à l'article de P.-M. Doutelet, intitulé « La petite folie du Massalia », et consacré dans le Monde daté 24-25 octobre à l'opération anti-tabac de Radio-France, M. François Gentile, directeur de la Fédération française des sociétés d'assurances, nous écrit :

Si je partage certaines de vos observations, si je suis réservé à l'égard de certaines autres, il en est une, en tout cas, que je ne peux laisser passer sans vous faire part de ma réaction : c'est votre calcul final selon lequel les 750 000 F dépensés seraient une folie comparés au nombre des curistes guéris, car ils représenteraient 2 000 F par tête.

D'une part, votre calcul est faux, car vous passez sous silence les très nombreuses personnes qui, sensibilisées à distance par les émissions de Radio-France, ont pratiqué chez eux l'opération « cinq jours sans ».

D'autre part, avant de qualifier la croisière anti-tabac de folie, il faut savoir qu'un cancer du poudron, dont la durée moyenne est de dix-huit mois, revient à la collectivité à 1 000 F par jour, soit environ 550 000 F. Il suffit donc que la croisière anti-tabac évite à terme deux cancers pour être largement rentabilisée.

Quai des cendres...

XAVIER GRALL

Visite aux gitans de Meaux

FRANCOISE BERGER.

(3) Association des Amis des gens
du voyage de Seine-et-Marne : 2,
allée du Bois-Plaisance, Vert-Saint-
Denis 77240 OISSON.
Comité d'enfants des gens du
voyage, 2, rue d'Hautpoul, 75019
PARIS.

Le manège endormi

« Allons enfants... » sans retard à ces jeux il faut vous préparer. »

BERNARD CONRAU.

MOTS CROISÉS

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

Veuillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les noms propres en
capitales d'imprimerie.

PALAIS GALLIERA
Obj. art et de très bel ameubl. XVIII.
Coll. Baron A. de Gunzburg et d'aut.
amateurs. Remarqu. ens. de céram.
Marseille, Midi, Indes, Chine, Italie.

s et conférences

JEUDI 21 NOVEMBRE

3 GUIDES ET PROMENADES
- Caisse nationale des Monuments historiques, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30.

Clovis : « Visite du lycée Henri-IV »
(Mme Férard). - 15 h. 23, rue Clovis - Les parties antiques du lycée Henri-IV (Mme Hager). - 15 h. Musée des monuments français. - 15 h. Les clovis, rue de la

tiens la réponse que le ministre doit donner avant la fin du mois sur la colonie politique du gouvernement de régler le douloureux problème de l'immédiation des rapatriés. Si, en désespoir de cause, aucun calendrier précis n'était alors défini, les fils de rapatriés et les rapatriés, las d'attendre depuis plus de quinze ans, seraient contraints d'en tirer toutes les conséquences au plan électoral et politique, ultime recours de leurs possibilités d'action. »

Cité : « L'île de la Cité avant les travaux d'Hausmann » (Connais-sance d'ici et d'ailleurs). — 15 h, 12, rue Daru, Mme C. Roederer : « La cathédrale russe » (Connais-sance de Paris). — 15 h, 23, rue

Polynes - (les Artisans de l'esprit)
De 10 h. 30 à 18 h. 45, 30, boulevard de Fort-Royal : « Journée d'étude sur le thème de la ville » (Centre universitaire d'études juives). — 9 bis, avenue d'Éna, M. Ro-

60, boulevard Latour-Maubourg, docteur Vellay : « Tu enfanteras dans la joie » : « Victoire de la femme » (Centre d'étude de l'accouchement sans douleur) (projections). — 20 h-15, rue Lesauz : « Qu'est ce que l'A.O.O. ? »

AÉRONAUTIQUE

DEPUIS LE MOIS DE JUILLET

Le groupe Dassault n'a enregistré aucune commande de l'étranger

Le chiffre d'affaires (hors taxes) du groupe aéronautique Dassault-Breguet, pour les neuf premiers mois de 1975, est en hausse de près de 37 % sur celui de la même période de 1974. Environ 3 700 millions de francs, au lieu de 2 707 millions. A première vue, donc, les affaires de la société privée vont bien, si l'on oublie que ces évaluations correspondent aux livraisons de matériels civils ou militaires à l'Etat français et à l'étranger, et non pas au montant des commandes enregistrées, qui sont le véritable baromètre de l'activité d'une industrie aéronautique. Or, sur ce point, notamment à l'exportation, le groupe Dassault-Breguet enregistre un tassement de ses activités.

Depuis juillet, aucun contrat d'avions militaires n'a été signé à l'étranger, très exactement depuis que l'Espagne a décidé de commander neuf nouveaux intercepteurs Mirage F1. Le seul accord intervenu entre-temps a été la confirmation, par la Belgique, d'une commande de trente-trois avions d'entraînement Alpha-Jet. Le principe en était acquis de longue date, mais les difficultés du gouvernement français à garantir à son client des progrès annuels de prix inférieurs à l'inflation avaient retardé la conclusion de l'accord.

« Parlez-nous de l'affaire Dassault-Lockheed »

En revanche, le groupe Dassault-Breguet vient d'obtenir une série de marchés extérieurs, le Pérou et la Finlande, par exemple, au profit de ses concurrents soviétiques et britanniques, dans des cas précis. Dans d'autres cas, comme au Togo, la signature éventuelle des contrats a été reportée. Dans un autre pays, les Etats-Unis, plusieurs sociétés américaines sont d'ailleurs à l'opposé d'un front commun au choix — justifié par des raisons techniques et finan-

cières — du directeur Falcon-20 de Dassault pour équiper les garde-côtes américains. Enfin, dans deux pays du Moyen-Orient, l'Iran et le Koweït, les négociateurs de Dassault-Breguet qui en reviennent ont été accueillis par un : « Alors, parlez-nous de l'affaire Dassault-Lockheed ! », comme s'il existait des raisons d'associer ces deux sociétés dans un même scandale.

Les responsables de la société privée ne sont pas éloignés de penser que les spéculations à l'étranger de l'affaire Dassault-Lockheed commencent à se faire sentir et à leur causer un réel préjudice commercial. La preuve en est, confondent-ils, que les affaires se sont arrêtées pratiquement en juillet, après le contrat qui a été conclu avec Madrid avant que ne soit connu le dénouement d'un dossier jugé compromettant.

Il est difficile de mesurer avec précision l'impact des révélations de l'ancien directeur-comptable de M. Dassault sur l'image de marque, principalement à l'étranger, de la société aéronautique. Il est possible que des clients aient préféré attendre pour signer que la justice française ait pu apurer les comptes de Dassault-Breguet, et surtout, que les incertitudes soient levées sur l'avenir de ce groupe privé menacé de nationalisation. Les remous actuels sur l'éventualité d'un changement, à terme, des structures juridiques Dassault-Breguet ont, peut-être, incité certains acquéreurs potentiels à réserver leur attitude.

Mais toutes ces considérations ne suffisent pas à expliquer la longueur des transactions à l'exportation. C'est, en réalité, l'ensemble de l'industrie aéronautique française qui est touchée présentement, et pas seulement parce que la construction aéronautique, en France, subit avec régularité les contrechocs des succès ou des échecs commerciaux du fabricant du Mirage.

Un flottement politique

De leurs contacts fréquents avec les clients internationaux, les nombreux voyageurs de l'aéronautique française tirent le sentiment que le flottement actuel de la politique extérieure de la France et le moindre renouveau de son action diplomatique sont à l'origine de leurs déboires commerciaux. La perspective d'une arrivée au pouvoir, en France, de la gauche, qui n'a pas encore eu l'occasion de préciser publiquement sa politique d'exportations aéronautiques, inquiète aussi des clients étrangers, dès lors qu'il pourrait exister des risques d'embargo sur les livraisons à venir d'une commande conclue aujourd'hui.

Sur le terrain, les négociateurs français observent, enfin, un regain de la concurrence américaine après ce qu'ils appellent « la crise de moralisation », liée aux affaires du Watergate et des commissions de Lockheed pour les exportateurs d'armes. Ce sentiment, le ministre de la Défense, M. Yvon Bourges, le partage, lui qui a vu avoir été impressionné par la vigueur et la portée de la présence militaire américaine ou britannique en Arabie Saoudite, lors de son récent déplacement pour y traiter, notamment, de ventes d'armes.

JACQUES ISNARD.

Pour préparer un futur concile

LES DELEGUÉS DE TOUTES LES EGLISES ORTHODOXES SE RÉUNIRONT À GENÈVE

Genève (A.F.P.). — La première réunion des délégués de toutes les Eglises orthodoxes pour préparer le premier concile depuis le huitième siècle s'ouvrira le 21 novembre à Chambéry, dans la banlieue de Genève.

Présentant cette réunion à la presse, le métropolite Meliton de Chalcédoine, chef de la délégation du patriarcat œcuménique de Constantinople, qui en a coordonné la préparation, a souligné qu'elle aurait un caractère ecuménique et œcuménique. « Elle n'a rien à faire avec la politique, a-t-il dit. Elle traitera uniquement des questions religieuses face aux besoins du monde et de l'homme moderne ».

Le métropolite Meliton, rappelant que l'Eglise orthodoxe a une structure « fédérale » et des procédures « tout à fait démocratiques », a indiqué que l'ordre du jour de la conférence serait fixé « par une réunion des chefs des délégations ». Il a précisé cependant que la conférence n'abordera que des questions concrètes, parmi lesquelles il a cité :

— Les relations des Eglises auto-céphales entre elles et avec le patriarcat œcuménique ;

— Les problèmes du clergé, notamment en ce qui concerne la possibilité d'un remariage pour les prêtres ;

— Les problèmes des fidèles, en particulier les mariages avec les non-orthodoxes et l'adaptation des rites aux conditions de la vie moderne. La conférence aura aussi à débattre des rapports de l'Eglise orthodoxe avec les Eglises sœurs des autres confessions et avec le Conseil œcuménique des Eglises. Enfin, le problème du calendrier ecclésiastique, particulièrement la recherche d'une date de Pâques commune à tous les chrétiens, fera l'objet d'une étude spéciale.

RELIGION

Quarante-deux prêtres-ouvriers veulent « sortir de la clandestinité »

Les vrais « silencieux » de l'Eglise ne sont pas les seuls traditionalistes. Les prêtres-ouvriers sont, eux aussi, des « silencieux ». Ils sont près d'un millier aujourd'hui en France à exercer ce ministère particulier qui consiste à représenter l'Eglise dans le monde ouvrier. Discrètement, mais avec ténacité, ils cherchent depuis dix ans (1) non seulement à montrer une image « crédible » de l'Eglise à leurs camarades de travail, mais aussi à interpeller l'Eglise tout entière au nom de la « classe ouvrière exploitée ».

Ils se réunissent, informellement et à huis clos, pour échanger leurs expériences, tous les deux ans, avec quelques évêques. Lors de la dernière réunion, qui a eu lieu en juin, une minorité des quatre cent cinquante prêtres-ouvriers présents ont essayé, sans succès, d'ouvrir le débat sur la « clandestinité » — nuisible à leurs yeux — de cette expérience collective. « C'est pourquoi quarante-deux d'entre eux, de quinze départements et représentant une centaine de prêtres, se sont réunis à Paris les 13 et 14 novembre afin d'instaurer un « vrai débat ».

Dans une déclaration remise à la presse le 19 novembre, ces prêtres déclarent qu'« après des années de silence, il nous apparaît que l'existence et l'action des prêtres-ouvriers ne peuvent rester plus longtemps clandestines. Nous ne pouvons être là, avec une responsabilité recueillie, l'Eglise, sans travailler à lui faire découvrir l'urgence d'un changement d'attitude et l'urgence des choix que lui impose l'Exemple entre le camp des exploités et celui des exploités, entre une neutralité illusoire et l'engagement résolu avec les pauvres pour leur libération. Nous regrettons que l'épiscopat puisse aujourd'hui parler aux chrétiens de France de la mission de l'Eglise sans faire la moindre référence à la classe ouvrière, aux espoirs, aux combats quotidiens de la classe ouvrière ».

Dans une lettre adressée, avec cette déclaration, à tous les prêtres-ouvriers de France, les quarante-deux prêtres expliquent la portée de leur démarche. Après avoir précisé que la récente lettre des évêques aux catholiques de France le 10 novembre (lire page 10) les a « laissés sur leur faim », ils affirment clairement qu'il ne s'agit pas d'inventer une autre

fol pour une Eglise ouvrière. « Nous ne rêvons pas, disent-ils, d'une autre Eglise à naître ou à faire naître. Nous restons fidèles à l'Eglise. C'est ce qui rend si urgent pour nous qu'elle devienne autre ».

S'il ne s'agit ni d'ouvriérisme, ni de « sectes sociologiques à investir », l'essentiel, c'est la fidélité à l'Evangile. « Pour l'Evangile », constatent-ils, ce sont les valeurs qui sont la référence. Ce sont toujours les exploités qui posent les vraies questions, celles qui remettent en cause et qui ont une portée universelle. Quant au sacerdoce, ces prêtres le conçoivent ni comme « une réalité magique » ni comme « une simple fonction ministérielle », mais comme « un droit et un devoir apostoliques à la parole dans l'Eglise. En nous enfonçant dans l'actuel statut des prêtres-ouvriers, concluent-ils, les évêques nous ont condamnés collectivement au silence ».

L'initiative de ces prêtres ne manquera pas de susciter des réactions chez les évêques, qui redoutent — comme les initiateurs — que l'expérience des prêtres-ouvriers n'alimente à nouveau les colonnes de la presse à sensation. Elle risque aussi de susciter des réticences chez certains prêtres-ouvriers eux-mêmes, pour qui l'engagement dans le monde du travail se suffit à lui-même.

Faut-il les « quarante-deux », au contraire, non seulement il importe de savoir pourquoi ils sont prêtres, mais de se demander s'ils ont quelque chose à dire, collectivement, à l'Eglise qui les a placés au cœur d'une contradiction.

ALAIN WOODROW.

(1) Après l'interruption de l'expédition par le Saint-Siège en 1954, celle-ci a repris, dans un silence prudent, en 1965.

ÉDUCATION

UN CONGRÈS DE SPÉCIALISTES A LILLE

L'enseignement des langues vivantes : de la culture à l'outil

Lille. — Quelle formation faut-il donner aujourd'hui aux professeurs de langues vivantes ? Cent vingt enseignants réunis à Lille, les 13 et 14 novembre, ont profité des journées d'études organisées par l'Association des professeurs de langues vivantes (A.P.L.V.) pour étudier ce problème qui, au-delà des cinq mille adhérents de cette organisation, intéresse près de quarante mille enseignants en France.

« L'enseignement des langues est-il un moyen ou une fin en soi ? » Cette question, posée lors d'un débat en commission, résume l'essentiel des préoccupations de ceux qui, dans les collèges d'enseignement secondaire, les collèges techniques et les universités, s'efforcent d'enseigner les « langues étrangères ». Cet enseignement, fondé autrefois sur un matériel essentiellement écrit et littéraire, ressemble beaucoup à l'étude des langues mortes. Il en avait souvent le côté humaniste et gratuit, et laissait les élèves, à la fin des études secondaires, incapables d'arriver correctement à une phrase dans la langue de Goethe ou celle de Shakespeare.

De notre envoyé spécial

Aujourd'hui, grâce aux échanges internationaux et aux méthodes audiovisuelles, il donne une place privilégiée à l'oral. Il s'agit d'acquiescer la maîtrise d'un outil précieux pour la vie sociale et professionnelle. Chez les professeurs, cette mutation suscite parfois des inquiétudes. Leur enseignement est remis en question presque à leur insu, car ils ne sont guère associés à la définition des objectifs qui sont aujourd'hui assignés à l'enseignement des langues vivantes. Leur formation, de surcroît, n'a pas suivi ces évolutions.

L'anglais « impérialiste »

Chargés d'une discipline considérée comme mineure dans les conseils de classe — surtout lorsqu'il s'agit de langues dites « secondaires » comme l'italien, le russe ou l'espagnol — les professeurs de langues souffrent de voir leur enseignement réduit à l'état de « langue morte ». C'est, dit un professeur d'anglais, « à n'y a pas à rougir de transmettre un savoir immédiatement utile. L'anglais est une langue pour servir, c'est pour nous très réconfortant. Mais il ne faut pas se laisser "user" par les nouvelles méthodes de la transmission d'un outil, le cours de langue présente une ouverture sur un monde nouveau, étranger, qui, selon les cas, inquiète ou fascine ».

Cette « fonction d'outil » a fait l'objet de longues discussions à Lille. Beaucoup d'enseignants ont souligné l'importance des langues vivantes comme instrument pédagogique. « Apprendre à réutiliser des notions fraîchement acquises, apprendre à écouter ce qu'on ne comprend pas d'emblée, c'est un acte qui exige beaucoup plus que de l'agilité mentale, explique un professeur de C.E.S. L'enfant doit accepter d'entrer dans un monde qui lui est totalement étranger, après des années d'immersion par une culture homogène, sécurisante. Cet effort est d'une valeur inestimable dans l'apprentissage de la vie ».

Plusieurs enseignants ont cité le cas d'enfants qui, « débouqués » grâce au cours de langue, ont fait des progrès spectaculaires dans d'autres disciplines. Si l'apprentissage d'une langue a une valeur pédagogique universelle, l'enseignement pose une multitude de problèmes particuliers, selon les langues et les publics. L'italien enseigné en deuxième langue revêt généralement un caractère « culturel » plus qu'utilitaire. L'arabe destiné à des enfants de travailleurs immigrés d'Afrique du Nord ne joue pas le même rôle que l'allemand appris par des petits Bretons.

Quant à l'anglais, dont « l'impérialisme culturel » a été dénoncé par certains de ceux qui enseignent, il ne représente évidemment pas la même chose pour l'enfant de sixième, l'élève de collège technique et l'étudiant. « En fait, dit un participant, nous sommes des généralistes avec les enfants et des spécialistes avec les adultes ». Voire, disent d'autres : dans les C.E.T., pour des raisons de commodité, l'anglais est presque toujours rigoureux. Il est une discipline technique au même titre que la mécanique ou le dessin industriel. « D'ailleurs, souligne un anglais, c'est rarement l'élève qui choisit la langue qu'il va étudier. Beaucoup de parents, d'enseignants ou de chefs d'établissement optent pour une langue en fonction de la durée prévisible des études de l'enfant ».

Autre problème : la solitude du professeur de langue, et particulièrement de langue minoritaire (espagnol, italien, russe, arabe, hébreu, etc.). Par rapport à la « troupe royale » des anglicistes et des germanistes, hispanistes ou italianistes ont l'impression de constituer une force d'appoint. D'où ce désir des « minoritaires » de travailler en équipe au sein des établissements. D'où aussi les appels à la solidarité lancés par l'A.P.L.V. : les professeurs de langue entendent ne pas se couper du reste du corps enseignant, déjà beaucoup trop « atomisé », à leur goût.

ROGER CANS.

Les autonomes et les transferts d'enseignements. — La Fédération des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur, dans un communiqué, « approuve les transferts d'enseignants volontaires effectués de Paris-Nanterre à Paris-V ou de Lyon-II à Lyon-III, ainsi que les mesures prises à Amiens ou qui vont être prises dans un certain nombre d'autres universités comme Toulouse-Le Mirail. Ces transferts ne sont dus qu'à la nécessité de ces enseignants d'effectuer le travail pour lequel ils sont rémunérés et d'assurer la continuité du service public dans des conditions de tolérance, de dignité et de sécurité ».

LE DÉBAT SUR LE COUT D'UN ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE

Une lettre de M. Achille Peretti à propos du C.E.S. André-Maurois de Neuilly

Un article de Bertrand Le Gendre paru sous le titre « Les mensurations d'un C.E.S. en or massif » (Le Monde du 2 octobre) et cite un passage de ma lettre au Monde, selon laquelle la municipalité n'a pas voulu faire de cet « affaire une question électorale », pour me reprocher justement d'en faire une.

Voici ce que je peux répondre : 1) Il serait tout à fait légitime qu'une municipalité fasse état, à la veille d'une consultation électorale, des réalisations qu'elle a eues le bonheur d'accomplir. Mais il se trouve que je me suis borné à le faire à l'occasion d'une date de Pâques commune à tous les chrétiens, fera l'objet d'une étude spéciale.

Dans notre journal du 13 novembre, un de vos collaborateurs parle du « concert de critiques » qui a accompagné l'ouverture du collège, des parents d'élèves qui ont écrit au maire de Neuilly, et à l'origine de la réclamation de M. Achille Peretti, député (U.D.R.) et maire de Neuilly-sur-Seine, une lettre dont nous avons publié l'essentiel (Le Monde du 21 octobre). Un second article intitulé « Un C.E.S. en or massif (suite) » a jailli, et, notamment, de certaines critiques relatives au coût de construction et à l'insécurité de la cour de récréation du C.E.S. (Le Monde du 13 novembre), nous vaut une nouvelle mise au point de M. Peretti que nous publions ici pour clore le débat.

Reconnu coupable d'occupation illégitime d'un lycée de Creil

M. PAPINSKI EST DISPENSÉ DE PEINE. Le tribunal de grande instance de Senlis (Oise) a rendu, vendredi 18 novembre, son jugement dans la nouvelle « affaire Papinski » (Le Monde du 31 octobre). L'ancien instituteur d'Homécourt (Meurthe-et-Moselle) était poursuivi sur plainte du proviseur du lycée technique de Creil, pour avoir tenu, le 18 mars 1975, un meeting dans l'enceinte de l'établissement. L'investigation d'élèves en grève. Le tribunal a déclaré M. Jacques Papinski coupable du délit de « réunion illégitime dans un lieu affecté à un service public ». Mais, conformément aux modifications apportées au code pénal par la réforme de 1975, il l'a dispensé de peine.

Au bureau de l'Union nationale des comités d'action lycéens, M. Frédéric Petit, ancien président de l'UNCAL, vient d'être élu secrétaire général, en remplacement de M. Pierre Laurent. M. Frédéric Petit, qui compte, selon ses responsables, trente mille adhérents

de 500 m² d'un terrain contigu sur lequel la ville projette la construction de logements I.L.N., et cite un passage de ma lettre au Monde, selon laquelle la municipalité n'a pas voulu faire de cet « affaire une question électorale », pour me reprocher justement d'en faire une.

Voici ce que je peux répondre : 1) Il serait tout à fait légitime qu'une municipalité fasse état, à la veille d'une consultation électorale, des réalisations qu'elle a eues le bonheur d'accomplir. Mais il se trouve que je me suis borné à le faire à l'occasion d'une date de Pâques commune à tous les chrétiens, fera l'objet d'une étude spéciale.

2) Contrairement à ce qu'écrit votre collaborateur, il ne s'agit pas d'une « superficie de quelque 500 m² », mais bien de 5 422 m² et on commença en décembre prochain à construire des I.L.N. Un fait accompli contre lequel nous ne pourrions rien. Il est exact que quelques parents avaient manifesté le désir de voir la municipalité renoncer à ce projet social. C'est moi-même qui, au cours d'un déplacement, détaché 400 m² d'un espace vert des I.L.N. pour les rattacher au lycée.

3) En effet, c'est très important et cela n'a cependant jamais été dit : les espaces de récréation sont supérieurs de 18 % aux normes de l'éducation nationale qui examinent notre projet commun et l'a approuvé. Encore ne compte-t-on pas les couloirs promenoirs qui sont à l'origine du malentendu. J'ai remis à vos services des tableaux comparatifs sur les autres établissements qui n'ont suscité que des compliments.

Une mise au point de Mme Gorce-Franklin

De son côté, Mme Edith Gorce-Franklin, conseillère générale de Neuilly-sur-Seine (U.D.R.), adjointe à Neuilly, vient par l'intermédiaire de l'envoi par le maire d'une de ses adjointes « pour défendre le C.E.S. dans une réunion de parents d'élèves », nous fait savoir, chargée par délégation du maire des problèmes scolaires, elle avait été invitée à assister à l'assemblée générale de la Fédération de parents d'élèves (Fédération des parents d'élèves de la ville de Neuilly) d'une autre école de la ville (groupe scolaire du boulevard de la Saussaye) assemblée prévue depuis deux mois. Elle n'a fait un exposé sur les conditions dans lesquelles s'est effectuée la rentrée scolaire. Elle poursuit : J'ai été amenée, au cours de

Il est démontré que le C.E.S. André-Maurois est privilégié à tous les égards ;

4) Voilà maintenant qu'après nous avoir reproché cet établissement, trop luxueux, il nous reproche d'être trop cher. Outre que l'on ne construit jamais assez bien et que le bon marché coûte cher, il s'agit évidemment de prix établis et obtenus par adjudication publique. Nous avons donc bâti ce que nous avons voulu avec cette caractéristique que vous avez signalée, que les habitants de Neuilly n'en demeurent pas moins, sur le plan de la fiscalité locale, parmi les moins imposés de France ;

5) Comment se fait-il que l'on ne s'est jamais fait l'écho de ceux infiniment plus nombreux qui sont enchantés par le C.E.S. André-Maurois ?

6) Je n'ai envoyé aucune adjointe expliquer quel que ce soit auprès de quelconque stade si cela avait été, en quoi aurions-nous dérogé à des règles de correction ou d'honnêteté ? N'y aurait-il place que pour l'information tendancieuse, déformée ou sans objet ?

Je ne suis pour rien évidemment dans les doléances demandées à des élèves de cet établissement qui inspire de la jalousie. Car, en fin de compte, il s'agit bien de cela. Il n'est pas non plus négligeable d'indiquer que la concertation pour la construction du C.E.S. a été exécutée. C'est ainsi que les représentants des associations de parents d'élèves ainsi que tous les responsables scolaires ont été associés à tous les stades de la mise au point et de la construction du C.E.S.

Je n'ai donc pas été envoyée par personne. J'étais tout simplement invitée par une association de parents d'élèves, deux mois avant que ne commence une campagne que je ne qualifierai pas, au sujet du C.E.S. qui honore la ville de Neuilly.

JUSTICE

Les suites du « casse » de Nice

(Suite de la première page.)

Albert Spaggiari, dit « Bert », connaît le monde à la mairie. Et pas seulement au bureau des mariages, que dirige un ancien policier, Jacques Médéric, confiant toutes les enquêtes sociales. Photographe, Albert Spaggiari était donc autorisé, comme d'autres professionnels, à fixer pour les journaux les sourires des époux consentants.

On sait dans les services municipaux que est Albert Spaggiari : un ancien parachutiste d'Indochine, un résident de l'Algérie française et un anticomuniste déclaré. On sait également que la plupart des hommes de confiance de Jacques Médéric, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur du conseil général des Alpes-Maritimes et qu'un secrétaire d'état au tourisme, ont été à la faculté de droit de Nice, des militants d'extrême droite ou des opposants à l'indépendance de l'Algérie, quelquefois même des activistes. Le président de l'Association des anciens détenus d'Algérie, le conseiller municipal au nom de la pluralité démocratique, on ne peut reprocher au maire de Nice d'avoir choisi des options plus sentimentales que politiques, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles apparaissent franchement démodées.

Le vernis culturel

Il est logique, en tout cas, que les membres de cet état-major dévoué fassent appel quand les circonstances électorales exigent à des gens qui partagent leurs convictions et leur nostalgie. Il semble que ce soit par cette voie subalterne que Spaggiari, bien intégré par ailleurs à la petite communauté des « pieds-noirs » de Saint-Augustin, ait été amené à recourir à des menus services, dont Jacques Médéric n'a pas eu formellement connaissance.

En regardant d'un peu plus près la biographie d'Albert Spaggiari, on s'aperçoit qu'il aurait dû inspirer quelque méfiance à des gens ayant le souci de leur réputation. Spaggiari, qui enfant, s'entendait mal avec le second mari de sa mère, a fait une première fugue à l'âge de douze ans. A dix-sept ans, en 1949, il disparaît à nouveau, visite l'Afrique du Nord et atterrit en Italie, comment en Sicile où il rencontre un jeune fasciste anglais, disciple de Mosley. Ce garçon l'amène à partager ses idées et aussi la quête dans laquelle il s'engage pour rejoindre Salvatore Giuliano, bandit d'honneur qui se fait une idée particulière et exclusive de la justice sociale en Italie. Spaggiari, un an plus tard, s'engage pour la guerre d'Indochine. C'est un baroudeur prêt à mourir pour l'Occident attaqué par les hordes rouges.

De là à en faire un moine-soldat à la manière des héros de Larzac, il n'y a que le tiroir-cassé d'un bordel de Saigon dont il s'empare au cours d'une éviction punitive. En 1954, en effet, le tribunal des forces armées qui aurait certainement admis que l'on venge un légionnaire malade par des dures, condamne Albert Spaggiari à quatre ans de prison pour vol qualifié.

Après l'Indochine, « Bert » cherche de nouvelles émotions fortes au Sénégal puis en Algérie. Il milite au sein de l'O.A.S. et par deux fois, le 8 novembre 1961, à Hyères, et à Paris le 20 mai 1962, il participe à des attentats. Il aurait dû aborder l'assassinat du général de Gaulle. Mais tout rate et Spaggiari est arrêté et condamné à quatre ans de prison.

Autodidacte, intelligent, il lit beaucoup d'ouvrages philosophiques, des classiques, des poètes. Il a ainsi acquis un vernis culturel qui, le moment venu, subjuguera les truands, lesquels verront en lui l'intellectuel dévoué à une grande cause. Cette grande cause, Spaggiari est allé pendant un an à Munich en retrouver les thuriferaires. Il a appris l'allemand, pas que l'allemand, mais aussi la technique de ses pratiques et qui a, lie son sort, il y a dix-sept ans, à celui de ce bizarre mari dont les absences ne revêtent jamais d'explications, s'est

montrée d'une grande discrétion devant les policiers.

Il faut dire que la perquisition que ces derniers effectuèrent dans la vieille maison qu'il restaurée dans sa cellule, tandis que son avocat reploie des scénarios. Cependant, on trouve encore de nombreux « sceptiques » pour estimer que la réalité est peut-être plus terre à terre et que le crois Spaggiari pourrait bien avoir aussi le sens de l'épargne. C'est à n'en pas douter avec de l'argent volé dans les coffres de la Société générale qu'il s'est offert successivement avec sa femme des voyages aux États-Unis et au Japon. Après avoir mis son commerce de photographe en gérance, comme un propriétaire à l'aise.

Aux États-Unis, Spaggiari et sa femme ont cherché à acquiescer un restaurant ou un hôtel. On ne sait s'ils ont conclu une affaire, mais on est certain que l'ancien parachutiste a proposé des services à la C.I.A. aurait offert aux Américains établis de faire sauter en France les objectifs communistes, dont il a affirmé connaître toutes les implantations. Bien que nand de références, Spaggiari fut gentiment éconduit, et la C.I.A. alerta les services français. Les Américains n'ont pas voulu de lui, mais il a continué à se croiser pour un mythe.

Le voyage au Japon eut peut-être pour Spaggiari une autre justification que la propagande touristique de la C.I.A. d'après nous, nous avons retrouvé plusieurs participants à ce vol, dont fait partie Jacques Médéric en tant que secrétaire d'état au tourisme. Le meilleur groupe fait, c'était la municipalité nicoise qui avait organisé un voyage en groupe, comptant sur la présence des visiteurs, et des agents de relations publiques des grands casinos qui seraient disposés à accompagner le maire et une quinzaine de personnalités locales à l'inauguration d'une exposition des trésors des musées de la Côte d'Azur dans un grand magasin de Tokyo. Le meilleur groupe fait, c'était la municipalité nicoise qui avait organisé un voyage en groupe, comptant sur la présence des visiteurs, et des agents de relations publiques des grands casinos qui seraient disposés à accompagner le maire et une quinzaine de personnalités locales à l'inauguration d'une exposition des trésors des musées de la Côte d'Azur dans un grand magasin de Tokyo.

Or les hôteliers qui ont déjà participé à de semblables voyages de la Côte d'Azur, et à ces derniers jours du départ fin à 9 octobre, de nombreux passages n'étaient pas vendus. Aussi, tant à la mairie de Nice qu'à la chambre de commerce, on se demande comment on fit savoir de bouche à oreille que des places étaient disponibles.

90 millions de butin

Parmi les questions qu'on est en droit de se poser quant à l'organisation de l'opération souterraine figure celle du courant électrique. On sait que les « égoûters » captaient celui-ci par un câble de 500 mètres de long à travers les égouts de la rue Gioffredo, où se trouvent les locaux d'une sûreté urbaine. Une d'inspiration, il est possible que Spaggiari ait eu l'intention d'inculper Spaggiari pour vol de courant électrique, mais il s'agit, certainement, de lever les complications qui ont pu faciliter la tâche du commando. Or, il se trouve que Spaggiari possède un excellent ami au sein de l'entreprise qui assure toutes les installations électriques municipales.

Autre point obscur : celui du matériel mis en œuvre par les mineurs clandestins. Y compris la lance thermique qui les maîtres de la lance ne purent utiliser, sa flamme absorbant tout l'oxygène dans le souterrain, il y en avait 2 tonnes. Les ressources de Spaggiari étant insuffisantes pour acquiescer les outils et les équipements, l'ancien membre de l'O.A.S. aurait fait un emprunt de 200 000 francs. Son avocat, M. Jacques Feyrat, qui devait dit-on figurer sur la liste de Jacques Médéric lors des prochaines élections municipales, nous a confié que « Bert » avait en effet dû prêter 200 000 francs au butin pour rembourser ceux qui avaient avancé la somme.

Si Spaggiari avait été l'un des auteurs, en 1975, du vol des 60 kilos d'or de la Banque de Paris et des Pays-Bas, place Mazarine, comme les policiers le soutiennent, il aurait eu besoin de trouver des bailleurs de fonds.

Quant au butin qui se monte finalement à 90 millions en argent liquide et lingots d'or, auxquels il convient d'ajouter 25 à 30 millions de valeurs et de bijoux, il aurait été partagé équitablement en deux parts égales entre le groupe des « politiques » et celui des truands techniciens. Spaggiari a expliqué que, sorti de la banque le lundi matin, la bande avait dû travailler jusqu'au mercredi soir pour espérer l'argent et faire les parts. L'opération a mis en œuvre vingt-trois personnes, pensent les enquêteurs, le commando comprenant, en plus des mineurs, des gendarmes, se surfaça et des agents de liaison.

Le voyage au Japon

Si certains truands, ayant touché leur part de butin, disparurent d'autres, on le sait, furent arrêtés. Parmi ceux-ci, Henri Michelucci, appréhendé à Brive avec 600 000 francs en billets de banque et lingots d'or. Comme Michelucci ne fut qu'un homme de troupe du commando sans responsabilités particulières, les policiers estiment que le montant de sa part est une bonne indication sur ce qui revint, en moyenne, aux participants. La part des « politiques » représenterait au moins 40 millions. Ces fonds auraient été versés, d'après Spaggiari, à une organisation destinée d'aider aux activités néo-fascistes en diffinition, nommée « Calena ». A ce jour l'enquête n'a pu établir l'existence de ce réseau dont le siège se trouverait à Madrid.

Déjà deux journalistes se sont livrés au travail pour écrire des livres sur le « casse » du siècle. Spaggiari lui-même, pour les battre de vitesse, gratta du papier dans sa cellule, tandis que son avocat reploie des scénarios. Cependant, on trouve encore de nombreux « sceptiques » pour estimer que la réalité est peut-être plus terre à terre et que le crois Spaggiari pourrait bien avoir aussi le sens de l'épargne. C'est à n'en pas douter avec de l'argent volé dans les coffres de la Société générale qu'il s'est offert successivement avec sa femme des voyages aux États-Unis et au Japon. Après avoir mis son commerce de photographe en gérance, comme un propriétaire à l'aise.

Aux États-Unis, Spaggiari et sa femme ont cherché à acquiescer un restaurant ou un hôtel. On ne sait s'ils ont conclu une affaire, mais on est certain que l'ancien parachutiste a proposé des services à la C.I.A. aurait offert aux Américains établis de faire sauter en France les objectifs communistes, dont il a affirmé connaître toutes les implantations. Bien que nand de références, Spaggiari fut gentiment éconduit, et la C.I.A. alerta les services français. Les Américains n'ont pas voulu de lui, mais il a continué à se croiser pour un mythe.

Le voyage au Japon eut peut-être pour Spaggiari une autre justification que la propagande touristique de la C.I.A. d'après nous, nous avons retrouvé plusieurs participants à ce vol, dont fait partie Jacques Médéric en tant que secrétaire d'état au tourisme. Le meilleur groupe fait, c'était la municipalité nicoise qui avait organisé un voyage en groupe, comptant sur la présence des visiteurs, et des agents de relations publiques des grands casinos qui seraient disposés à accompagner le maire et une quinzaine de personnalités locales à l'inauguration d'une exposition des trésors des musées de la Côte d'Azur dans un grand magasin de Tokyo. Le meilleur groupe fait, c'était la municipalité nicoise qui avait organisé un voyage en groupe, comptant sur la présence des visiteurs, et des agents de relations publiques des grands casinos qui seraient disposés à accompagner le maire et une quinzaine de personnalités locales à l'inauguration d'une exposition des trésors des musées de la Côte d'Azur dans un grand magasin de Tokyo.

Or les hôteliers qui ont déjà participé à de semblables voyages de la Côte d'Azur, et à ces derniers jours du départ fin à 9 octobre, de nombreux passages n'étaient pas vendus. Aussi, tant à la mairie de Nice qu'à la chambre de commerce, on se demande comment on fit savoir de bouche à oreille que des places étaient disponibles.

A Lyon

M. OLIVIER GUICHARD ASSISTE A LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DES TRIBUNAUX DE COMMERCE

Le grand des socs s'est rendu, vendredi 19 novembre, à Lyon, où il a assisté aux travaux de la conférence générale annuelle des tribunaux de commerce.

Après avoir évoqué l'évolution des deux dernières années qu'il a passées à la présidence de la justice économique, M. Olivier Guichard a parlé de l'avenir des magistrats consulaires à travers une réforme de la fonction, attendue depuis longtemps, et qui permettrait de « marier plus intimement magistrats professionnels et bénévoles ».

Parlant ensuite du « réseau » des tribunaux, le ministre a déclaré qu'il ne faut pas se laisser aller à l'émotion, mais qu'il faut rationaliser ce réseau comme il le faut, la faire s'adapter à la réalité des besoins, à la fois des services judiciaires et des services volontaires : « Les tribunaux de commerce, ce sont des tribunaux nouveaux, et c'est utile, multiplions le nombre des juges d'un tribunal des juges de la charge des affaires, et quand un tribunal n'a plus les moyens de fonctionner, acceptons d'envisager de le regrouper ».

En conclusion, M. Guichard s'est déclaré confiant de voir le droit adapté à la vie, se félicitant de l'esprit qui anime les magistrats consulaires.

ATTENTION 2^e EXPOSITION POUR 2 JOURS SEULEMENT

SAMEDI 20 et DIMANCHE 21 NOV. 1976

Une exceptionnelle Exposition

d'ART de la CHINE et du JAPON

vous sera présentée par le MALE D'ORIENT au GRAND HOTEL (Salon DEBussy), 2 rue Serpente, 10 h à 18 h, PARIS, du 19 au 21 novembre 1976.

MAGNIFIQUE COLLECTION d'OBJETS et PIÈCES DURES travaillées (Jades, Lapis, Turquoises et Corail de Pékin).

Nocturne samedi jusqu'à 21 h. 30. Entrée libre.

Après la réquisition de non-lieu à propos du centre d'hébergement d'Arenç

LE SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE CRITIQUE L'ATTITUDE DU PARQUET DE MARSEILLE

(De notre correspondant.)

Marseille. — Après la décision du parquet de Marseille de requérir un non-lieu à propos du centre d'hébergement d'Arenç, où furent retenus des ressortissants étrangers en instance d'expulsion (le Monde daté 14-15 novembre), la section de Marseille du Syndicat des avocats de France (S.A.F.) estime que cette attitude « touche les libertés fondamentales ».

« En s'abstenant de présenter la requête, affirme le S.A.F., le parquet n'a pas fait application des textes du code de procédure pénale, qui exigent la présentation sans délai de cette requête à la chambre d'instruction de la Cour de cassation. En prenant une réquisition de non-lieu, au lieu de transmettre le dossier, déclare le S.A.F., le parquet détourne, à notre avis, le sens des textes qui ont été chargés d'appliquer. Il ne pouvait, sans la réquisition officielle, se dispenser, après quatre mois de silence, des réquisitions de non-lieu ».

LE NOUVEAU CONSEIL DE L'ORDRE DES AVOCATS

Les huit derniers membres du conseil de l'ordre des avocats à la Cour de Paris ont été élus vendredi 19 novembre à la majorité relative au quatrième tour de scrutin. Il s'agit de M. Maurice Rayroux, Jacques Joustra, Jacques Riba, Didier Cayol, Philippe Lafarge, Jean-Paul Clément et Serge Coche.

Le conseil est ainsi composé pour 1977 de M. Francis Mollet-Viville, bâtonnier en exercice, Albert Brunois, Claude Lussan, Jean Lemaire, Bernard Baudouin, Bernard Lasserre, anciens bâtonniers, Bernard Lippman, ancien président ; Louis Pettit, bâtonnier désigné (« dauphin ») ; Jacques Segressan, Emmanuel Errera, Jacques Riba, Jean Nicolas, Alain Tixeyre, Jacques Tournier, Jacques Dreyfuss, Robert Akoué, Jacques Turian, Guy Hamel, Jacques Epinat, Serge Coche, Jacques Soulier, Maxence Rayroux, Pierre-Alexandre, Philippe Jacob, Philippe Lafarge, Jacques Chanson, Jean-Paul Clément, Marc Siat, Robert-Jean Neckoux, Serge Brilhat, Didier Cayol et Maurice Fronteau, membres du conseil.

MAURICE DENZIERE.

UN COLLECTIF D'ENQUÊTE DÉNONCE LES PRATIQUES PSYCHIATRIQUES EN INDRE-ET-LOIRE

(De notre correspondant.)

Tours. — Le collectif d'enquête sur les pratiques psychiatriques en Indre-et-Loire, qui organisait un d'été vendredi soir 19 novembre à Tours, a fait salle pleine. Il faut dire qu'un « fou reconnu » était à la tribune : M. Eric Burmann qui se débat depuis six ans pour faire connaître les conditions dans lesquelles il avait été détenu en 1970 à l'hôpital psychiatrique de Tours.

M. Eric Burmann, interné à la suite d'une manifestation, était resté plus de dix jours à l'hôpital. Au moment de sa sortie, « surpris de drogue », dit-il, il avait accepté de signer une demande de placement volontaire. Peu après, il devait déposer une plainte qui finissait par aboutir à l'inculpation du sous-directeur de l'hôpital de Tours.

An « Eric Burmann » s'est ajournée au printemps à l'adresse Jean Bérriot. Celui-ci, toujours interné à l'hôpital de Tours, en traitement depuis 1969, M. Bérriot avait ignoré, parce qu'il ne lui avait été communiqué que le livre de sortie, sa guérison. Informé enfin en mai dernier par un autre malade, il écrivait à un avocat. La réponse de celui-ci ne lui serait parvenue qu'en septembre. Peu après, M. Bérriot rédigeait une demande de placement volontaire de son épouse appuyée d'un certificat médical. M. Bérriot se retrouvait donc cette fois officiellement interné.

Pas pour longtemps, espère son défenseur actuel, M. Tison-Croze, car il semble bien que M. Bérriot ait été gardé contre sa volonté du 8 mai, date de sa lettre à son avocat, au 11 juin, date de la demande d'internement. D'autre part, le certificat médical serait irrégulier puisque son auteur est responsable d'une consultation en psychiatrie, ce qui est interdit par une loi du 30 juin 1953. C'est au nom du respect de cette loi que le collectif d'enquête réclame la libération de M. Bérriot. — C. R.

FAITS DIVERS

3 Athlètes en Corse. — Deux camions frigorifiques ont été placés dans la soirée du vendredi 19 novembre. L'un appartenait à la société Sodia, dirigée par M. Henri Bourdieu, l'autre à un fabricant de yaourts, M. Sarocci, connu pour ses idées autonomistes, et qui avait bénéficié d'un non-lieu dans l'affaire de la fusillade de ce sport en République démocratique.

L'attention contre un diplomate iranien

LES DÉFENSEURS DES DEUX INCULPÉS DÉNONCENT LA COLLABORATION ENTRE LA POLICE FRANÇAISE ET LA SAVAK

(De notre correspondant.)

M. Thierry Migon, en compagnie de M. Michèle Beauvillier et M. Jean-Pierre Mignard, a déclaré que si, au cours de l'interrogatoire de police, « les deux étudiants avaient cherché à cacher les noms de leurs camarades en raison de la collaboration manifeste et scandaleuse de la police française avec la Savak (police secrète iranienne) », les inculpés seraient de donner au juge d'instruction chargé de l'enquête, M. Guy Floch, « une liste de onze noms pour M. Takbiri et de neuf noms pour M. Oskoui, noms de personnes avec lesquelles ils se trouvaient tout au long de la journée du 2 novembre ». « Le magistrat », a promis, « ne pourra pas communiquer à la police française ».

Les trois avocats ont annoncé d'autre part que les deux inculpés seraient entendus au début de la semaine prochaine par M. Guy Floch, et qu'à la suite de ces auditions ils avaient l'intention de demander la mise en liberté de leurs clients.

Enfin, M. Mignard a indiqué que des démarches ont été faites auprès du directeur des affaires criminelles et des grâces « pour l'audition des quatre témoins capables en Suède », et auprès du garde des sceaux, M. Olivier Guichard, « pour que les deux prisonniers bénéficient du régime spécial » prévu pour les détenus « politiques ».

« Deux auteurs d'une prise d'otages condamnés à Paris. — La cour d'assises de Paris a condamné, vendredi 19 novembre, Emile Maestri, trente-trois ans, et Gérard Paul, quarante ans, respectivement à dix-neuf et quinze ans de réclusion criminelle. Le 31 janvier 1974, les deux hommes, en compagnie d'Alain Sanchez, vingt-dix ans, avaient attaqué une banque de Chambray-sous-Bagneux dans les Hauts-de-Seine (le Monde du 2 février 1975). Surpris par la police ils prenaient des otages, Alain Sanchez était tué au cours de la fusillade qui s'ensuivit.

Plusieurs des meilleurs nageuses de République démocratique allemande — Hannelore Harbo, Kornelia Ender, Rosemarie Gabriel-Kohler, Kornelia Ender — ont annoncé, le 14 novembre, leur décision de mettre fin à leur carrière sportive. Toutes titrées — championnes olympiques, championnes d'Europe, du monde, détentrices de records mondiaux, aucune n'a cependant autant marqué une époque que l'a fait Kornelia Ender.

SPORTS

L'Allemande de l'Est vient de renoncer à la compétition

Kornelia Ender, celle qui a précipité l'évolution de la natation féminine

Grande (1,80 m.), folle et robuste à la fois, mais surtout extrêmement douée pour réussir dans ce sport, Kornelia Ender a renoncé à la compétition quelques jours après avoir été son dix-huitième anniversaire. Elle s'arrête donc à l'âge où tout commence pour d'autres, mais Kornelia Ender a joué, avec raison, le rôle d'une étoile plus grande que son talent en natation et, surtout, plus rien à prouver.

Aux Jeux olympiques de Munich, en 1972, elle enlevait, à l'âge de quatorze ans, trois médailles d'argent. Un an plus tard, elle devenait, à Belgrade, championne du monde du 100 mètres nage libre et du 100 mètres papillon. En 1974, aux Jeux de Montréal, elle obtenait quatre médailles d'or, et ont se souvient peut-être qu'elle fut la gageure de gagner, en moins d'une heure, le 100 mètres nage libre et le 200 mètres nage libre. Dans l'olympiade, elle avait battu vingt-trois records du monde et fait progresser de près de trois secondes celui du sprint. Son détachement lui valut aussi de détacher des records mondiaux en 100, 200, 400, 800, 1 500, 2 000, 4 000, 8 000, 16 000, 32 000, 64 000, 128 000, 256 000, 512 000, 1 024 000, 2 048 000, 4 096 000, 8 192 000, 16 384 000, 32 768 000, 65 536 000, 131 072 000, 262 144 000, 524 288 000, 1 048 576 000, 2 097 152 000, 4 194 304 000, 8 388 608 000, 16 777 216 000, 33 554 432 000, 67 108 864 000, 134 217 728 000, 268 435 456 000, 536 870 912 000, 1 073 741 824 000, 2 147 483 648 000, 4 294 967 296 000, 8 589 934 592 000, 17 179 869 184 000, 34 359 738 368 000, 68 719 476 736 000, 137 438 953 472 000, 274 877 906 944 000, 549 755 813 888 000, 1 099 511 627 776 000, 2 199 023 255 552 000, 4 398 046 511 104 000, 8 796 093 022 208 000, 17 592 186 044 416 000, 35 184 372 088 832 000, 70 368 744 177 664 000, 140 737 488 355 328 000, 281 474 976 710 656 000, 562 949 953 421 312 000, 1 125 899 906 842 624 000, 2 251 799 813 685 248 000, 4 503 599 627 370 496 000, 9 007 199 254 740 992 000, 18 014 398 509 481 984 000, 36 028 797 018 963 968 000, 72 057 594 037 927 936 000, 144 115 188 075 855 872 000, 288 230 376 151 711 744 000, 576 460 752 303 423 488 000, 1 152 921 504 606 846 976 000, 2 305 843 009 213 693 952 000, 4 611 686 018 427 387 904 000, 9 223 372 036 854 775 808 000, 18 446 744 073 709 551 616 000, 36 893 488 147 419 103 232 000, 73 786 976 294 838 206 464 000, 147 573 952 589 676 412 928 000, 295 147 905 179 352 825 856 000, 590 295 810 358 705 651 712 000, 1 180 591 620 717 411 303 424 000, 2 361 183 241 434 822 606 848 000, 4 722 366 482 869 645 213 696 000, 9 444 732 965 739 290 427 392 000, 18 889 465 931 478 580 854 784 000, 37 778 931 862 957 161 709 568 000, 75 557 863 725 914 323 419 136 000, 151 115 727 451 828 646 838 272 000, 302 231 454 903 657 293 676 544 000, 604 462 909 807 314 587 353 088 000, 1 208 925 819 614 629 174 706 176 000, 2 417 851 639 229 258 349 412 352 000, 4 835 703 278 458 516 698 824 704 000, 9 671 406 556 917 033 397 649 408 000, 19 342 813 113 834 066 795 298 816 000, 38 685 626 227 668 133 590 597 632 000, 77 371 252 455 336 267 181 195 264 000, 154 742 504 910 672 534 362 390 528 000, 309 485 009 821 345 068 724 781 056 000, 618 970 019 642 690 137 448 362 112 000, 1 237 940 039 285 380 274 896 724 224 000, 2 475 880 078 570 760 549 793 448 448 000, 4 951 760 157 141 521 099 586 896 896 000, 9 903 520 314 283 042 193 173 793 793 000, 19 807 040 628 566 084 386 347 587 587 000, 39 614 081 257 132 168 772 695 175 175 000, 79 228 162 514 264 337 545 390 350 350 000, 158 456 325 028 528 674 090 780 700 700 000, 316 912 650 057 057 348 181 401 401 000, 633 825 300 114 114 696 362 802 802 000, 1 267 650 600 228 228 392 725 605 605 000, 2 535 301 200 456 456 785 451 211 211 000, 5 070 602 400 912 912 154 902 422 422 000, 10 141 204 801 824 182 308 804 844 844 000, 20 282 409 603 648 364 617 609 689 689 000, 40 564 819 207 296 729 235 219 378 378 000, 81 129 638 414 593 458 470 438 756 756 000, 162 259 276 829 187 916 940 877 513 513 000, 324 518 553 658 375 833 881 755 026 026 000, 649 037 107 316 751 667 763 510 052 052 000, 1 298 074 214 633 503 335 527 020 104 104 000, 2 596 148 429 267 006 671 054 040 208 208 000, 5 192 296 858 534 013 342 108 416 416 000, 10 384 593 717 068 026 684 216 832 832 000, 20 769 187 434 136 053 368 432 665 665 000, 41 538 374 868 272 106 736 865 331 331 000, 83 076 749 736 544 213 472 730 662 662 000, 166 153 499 473 088 426 944 146 325 325 000, 332 306 998 946 176 853 888 292 650 650 000, 664 613 997 892 353 707 777 585 301 301 000, 1 329 227 995 784 707 415 555 170 602 602 000, 2 658 455 991 569 414 831 111 341 204 204 000, 5 316 911 983 138 829 662 222 682 408 408 000, 10 633 823 966 277 659 324 445 365 816 816 000, 21 267 647 932 555 318 648 890 731 633 633 000, 42 535 295 865 110 637 297 781 463 266 266 000, 85 070 591 730 221 274 595 526 926 526 000, 170 141 183 460 442 549 119 105 853 053 053 000, 340 282 366 920 885 098 238 210 706 106 106 000, 680 564 733 841 770 196 476 421 412 212 000, 1 361 129 467 683 540 392 952 842 824 424 000, 2 722 258 935 367 080 785 905 685 648 848 000, 5 444 517 870 734 161 571 811 377 297 297 000, 10 889 035 741 468 323 142 622 754 594 594 000, 21 778 071 482 936 646 285 245 509 118 118 000, 43 556 142 965 873 292 570 490 236 236 000, 87 112 285 931 746 584 114 980 472 472 000, 174 224 571 863 493 168 229 960 944 944 000, 348 449 143 726 986 336 458 192 188 188 000, 696 898 287 453 972 672 916 384 376 376 000, 1 393 796 574 907 945 345 832 768 752 752 000, 2 787 593 149 815 890 691 665 536 504 504 000, 5 575 186 299 631 781 383 331 072 101 101 000, 11 150 372 599 263 562 766 662 142 202 202 000, 22 300 745 186 527 125 533 324 284 404 404 000, 44 601 490 373 054 251 066 648 568 808 808 000, 89 202 980 746 108 502 133 297 137 617 617 000, 178 405 961 492 217 004 266 594 27

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

Libres opinions

La fuite en avant

par GUY HENNINOT (*)

Pour M. François Ceyrac, le plan Barre est celui de la dernière chance, et il invite les patrons petits et grands à ravaler leurs ressentiments à l'égard du blocage des prix et à donner l'exemple de la discipline dans la lutte contre la vie chère. Les dirigeants d'entreprises, et notamment les commerçants, dont on bloque les prix de vente et réduit les marges, doivent tout accepter avec le sourire.

Le civisme de cette catégorie socio-professionnelle ne peut être mis en doute par quiconque. Chaque fois qu'il fut question de participer à des opérations du type « frein sur les prix », l'immense majorité des commerçants a montré avec quel élan elle participait à l'effort réclamé par les pouvoirs publics, allant souvent au-delà de ce qu'on lui demandait.

Mais les mesures autoritaires en régime libéral ont des limites. D'autant que les exemples abondent d'articles taxés depuis des années et étroitement surveillés par des services de contrôle qui poursuivent allégrement leur ascension.

Ainsi, le beurre, soumis à la règle de la taxation depuis vingt-cinq ans, a grimpé de 20 % chaque année. Les fruits et les légumes, taxés depuis novembre 1973, ne cessent d'augmenter. Alors, pourquoi cette politique de contrainte, diamétralement opposée au principe de la libre concurrence ? L'économie libérale devrait défendre les règles traditionnelles destinées à équilibrer le marché par la loi de l'offre et de la demande. Les hypermarchés, dont on loue, à tort parfois, à raison d'autres fois, les prix avantageux pour le consommateur, devaient constituer un régulateur et peser sur les excès auxquels seraient enclins certains agents économiques.

Hélas ! les grandes surfaces, comme les petits commerçants, ont des charges qui s'accroissent sans cesse, et les produits qu'ils achètent augmentent. On ne peut imputer ni aux uns ni aux autres la responsabilité de la montée des cours. Le rôle modérateur de la loi chère, rêvé par les pouvoirs publics, que devaient jouer les géants de la distribution est resté une illusion. Les taxations ne sont plus suffisantes pour endiguer la hausse des produits de consommation. A présent, on a recours à des marges imposées soumettant les entreprises à des marges commerciales réduites, qui, compte tenu des frais généraux, freinent la vente à perte.

Dès lors, l'exploitation, parvenue au-dessous de son seuil de rentabilité, est vouée à la disparition, à la fermeture ou à la faillite. Jouer le jeu sans protester est en quelque sorte signer un arrêt de mort. Est-ce cela la dernière chance ? Les classes moyennes doivent-elles penser, comme le *Wall Street Journal*, que l'inflation doit être combattue par le freinage de la création de monnaie, la réduction des impôts et la limitation des dépenses publiques ?

Le plan Barre conduit tout droit à une récession économique engendrant le chômage et la ruine de nombreuses entreprises. On freine, par les mesures d'encadrement de crédit, les investissements ; on réduit les stimulants à la production, et, par la baisse de la consommation, on accentue le ralentissement des chiffres d'affaires. Ainsi se développe la crise que l'on voudrait briser. L'exemple allemand est pourtant présent pour témoigner de l'erreur française en la matière. Sa politique de fuite en avant lui a permis de réduire un taux d'inflation à 4,50 %, tout en renforçant son économie et sa monnaie. D'autres pays de la Communauté européenne fournissent le même exemple. Est-il possible d'intensifier la production et de diminuer les taxes et impôts pour obtenir de meilleurs coûts et, pourtant, réduire l'inflation dans notre pays ? Certes, mais il est nécessaire, avant toute chose, d'avoir la vocation exportatrice, notamment en fournissant, par la simplification et la sécurité d'exécution des contrats, les commandes vers l'étranger des petites entreprises. La France n'a pas encore évolué dans ce sens.

C'est une politique globale d'audace en matière économique et de confiance en matière politique qu'il faut mettre en œuvre. Les contraintes imposées aux petites entreprises industrielles et commerciales ne sont que billes volées parmi les remèdes contre l'inflation. Les Français le savent, et c'est la raison pour laquelle ils n'acceptent plus de subir des sacrifices inutiles. La dernière chance est dans l'art de gouverner loin des technocrates, en se plongeant dans la réalité humaine et le dynamisme.

(*) Président du Syndicat national des classes moyennes et de la Fédération des petites et moyennes entreprises.

Le gouvernement met en place une procédure exceptionnelle de recours contre les hausses excessives de la nouvelle patente

Les chefs d'entreprise ou les membres de professions libérales qui, du fait de l'application de la taxe professionnelle, subissent en 1976 des augmentations de charges importantes par rapport à 1975, pourront, grâce à une procédure exceptionnelle, dire en place par le gouvernement, tenter d'obtenir des délais de paiement ou des dégrèvements partiels.

Les demandes pourront être soumises à un comité départemental composé du préfet, du directeur des services fiscaux et du directeur de la Banque de France.

Four avoir recours à cette procédure exceptionnelle, il faut que la somme réclamée par le contribuable soit supérieure de 70 % à la somme versée au titre de la patente en 1975.

Cette mesure intervient après « vives et multiples protestations élevées par les professionnels (C.M.F.P., F.A.M., chambres de commerce et d'industrie) contre les hausses enregistrées, il atteignent dans certains cas de 400 % ».

Il n'est cependant pas question de modifier la loi. Ce sondage portant sur quarante mille entreprises (enquête

tuellement en cours) que le gouvernement décidera s'il est nécessaire de soumettre au Parlement, au cours de la prochaine session de printemps, des amendements au dispositif législatif actuel.

A LA LIGUE EUROPEENNE DE COOPERATION ECONOMIQUE (LECE), M. Edouard Bonnefous, membre de l'Institut, président de la commission des finances du Sénat, a proposé pour lui succéder M. Olivier Giscard d'Estaing, vice-président délégué de la section française de la LECE. M. Edouard Bonnefous conservera son poste de vice-président international de la LECE.

AGRICULTURE

MANIFESTATION DE SOUTIEN A UN FERMIER DANS L'ORNE

Droit au travail ou droit de propriété

Rouen. — M. Busnot, trente-neuf ans, marié, père d'un garçon de onze ans et d'une fille de huit ans et demi, exploite depuis le mois de mars 1974 une ferme de 18 hectares bien groupés au lieu-dit Malabri, sur la commune de Rouellé, dans le Domfrontais (Orne). Cette ferme, il la tient à titre précaire de la SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) de Basse-Normandie,

qui lui a joué son droit de préemption le 21 juin 1973. Auparavant, il avait été évincé d'une petite exploitation de 13 hectares et demi à Saint-Jean-des-Bois, dans le même département. M. Busnot risque de devoir déménager à nouveau, car il a été jugé que la SAFER a fait jouer à tort son droit de préemption. Dimanche 21 novembre, une manifestation de soutien est organisée sur la ferme.

De notre correspondant

Le dossier n'est pas extrêmement favorable au propriétaire du fait de la situation familiale des Corvées. Mais si la législation actuelle lui interdit d'exploiter cette terre, il la louera !

En revanche, M. Bourban, le président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants, est formel : il est pour le maintien de M. Busnot dans les lieux et rejette, tant que faire se peut, les conclusions des juges de Caen. Mais avec les représentants de la chambre d'agriculture et les membres de son bureau syndical il a refusé de participer à la « Journée ferme ouverte » organisée, dimanche 21 novembre, à Malabri. « Nous craignons, nous avons dit M. Bourban avant cette manifestation, qu'on ne sorte du problème posé pour l'élargir à d'autres problèmes qui ne sont pas du ressort du syndicalisme ».

La fédération départementale, qui se sent dépassée sur sa gauche, préfère laisser aux représentants locaux la responsabilité de cette action. « La F.D.S.E.A. nous soutient, mais avec réserve », nous a dit le frère de M. Busnot, qui ajoute : « Nous, nous faisons passer le droit au travail avant l'achat de la terre. Notre comité de soutien comprend des gens variés sans appartenance syndicale, mais opposés à la F.F.A. et à la propriété agricole ».

Dans certains milieux du syndicalisme et de la propriété, on a vite fait de qualifier de gauchistes les animateurs du comité de soutien à M. Busnot, surtout depuis qu'il a choisi M. Henri Leclerc pour assurer sa défense. Dans ce comité, il y a des fermiers de l'Orne, proches, d'ailleurs, des paysans-travailleurs, et les fermiers de la Manche, dont les positions dures sont connues, ne sont pas loin non plus de cette région du Domfrontais. C'est-à-dire pour le syndicalisme paysan, qui s'affirme unitaire. Comment défendre à la fois le propriétaire et le fermier ?

JACQUES GRALL

Refus du cumul

Que s'est-il passé ? Après une première instance, la cour d'appel, le 4 mars 1975, puis le 31 mai 1975 la Cour de cassation ont donné tort à la SAFER. D'après ces jugements, elle ne pouvait faire jouer son droit de préemption, car elle aurait eu l'intention de démanteler une exploitation viable pour agrandir des exploitations voisines. En outre, la justice remarquait que l'attribution définitive de la ferme en faveur de M. Busnot n'avait pas été prononcée par le conseil d'administration de la SAFER.

« On nous reproche », dit M. Souhier, directeur de cette SAFER, « d'être d'intention. M. Busnot est depuis plus de deux ans sur sa ferme. Tout le monde peut voir que nous n'avons rien démantelé. A l'inverse, le jugement favorise M. Corvée, dont les autres terres sont fort éloignées de Malabri. En outre, le comité départemental des structures lui a refusé le droit de cumuler. » Sur ce

point, M. Corvée a fait appel devant le tribunal administratif. L'affaire n'est pas encore venue.

Aujourd'hui, M. Busnot occupe sans titre la ferme de Malabri. Et les esprits s'échauffent. M. Bernard Corvée, qui entend faire appliquer la décision des tribunaux, estime que la SAFER se doit de lui rendre libre une ferme qu'il a prise libre. Après avoir demandé sans succès le soutien de la force publique, le 22 octobre 1975, avec une cinquantaine d'amis, des agriculteurs et des marchands de bestiaux, il avait tenté d'occuper Malabri. Alerlés, une centaine d'autres agriculteurs étaient venus à la rescousse pour les déloger.

Le 15 novembre dernier, un groupe plutôt hétérogène envahissait les locaux de la SAFER de Caen. L'occupation a duré cinq heures. Il y avait là des responsables de la Fédération nationale de la propriété agricole, de la fédération départementale de l'agriculture, de la fédération départementale des exploitants.

Farmi les participants, M. de Gasté, qui porte la « double casquette » de la propriété agricole et de la F.D.S.E.A. Il déclare ne pas être contre la SAFER en général mais contre l'usage abusif du droit de préemption généralisateur.

« Nous sommes, nous a-t-il dit, pour le respect de la législation en vigueur et des décisions de justice. La SAFER joue les Ponce Pilate. Elle doit rendre la ferme libre. Notre organisation a aussi le souci de l'occupation actuelle. C'est pourquoi nous ne lions pas de délai à son départ ».

Il reconnaît que la F.F.A. — organisation conservatrice rivale — offre une oreille plus attentive que la F.D.S.E.A. à ce problème et que le

LA C.F.T.C. A ETE RECUE PAR LE MINISTRE DU TRAVAIL le 19 novembre. Elle a exprimé ses craintes sur l'aggravation du chômage et proposé la création d'observatoires économiques régionaux. Les militants chrétiens ont également parlé de la réduction des écarts de salaires, de la Sécurité sociale, de la politique familiale, etc.

M. PIERRE BATAILLE, P.-D.G. DE POCLAIN, et son frère Claude, directeur général, devront verser en vertu d'un jugement du tribunal correctionnel de Senlis, une amende de 1 000 F. chacun, ainsi que 800 F. à la C.O.T., 600 F. à la C.F.D.T. et 1 000 F. à chacun des quatre délégués syndicaux qu'ils avaient mis à pied en avril dernier (le Monde du 2 avril), en les accusant de « séquestration ».

Ces militants avaient nié les faits imputés, mais n'avaient pas été réintégrés, en dépit de deux jugements en référé. Le 6 juillet, M. Michel Durafour, alors ministre du travail, avait autorisé les quatre licenciés.

LE MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS MAURICIENS (M.T.M.) a appelé ses adhérents à se réunir dimanche 21 novembre, à 16 heures, en l'église Sainte-Odile, 2, avenue Stéphane-Mallarmé, à Paris (17^e), en présence de Mgr Maréchal, évêque de Port-Louis, sur le thème : Régularisation des sans-papiers et annulation des expulsions.

AU CANADA, le taux d'exportation a été ramené de 9,5 % à 9 %. Selon la Banque du Canada, cette mesure est justifiée par le ralentissement de la hausse des prix et la dégradation de la masse monétaire. — (A.F.P.)

A L'ÉTRANGER

LE JAPON PROPOSE UN « SOMMET » DES GRANDS PAYS INDUSTRIELS

Tokyo (A.F.P.). — Le premier ministre japonais, M. Takeo Miki, a proposé officiellement, le 20 novembre, une nouvelle conférence économique au sommet des grands pays industrialisés. Cette rencontre devrait, selon lui, avoir lieu après l'investiture, en janvier, de M. Jimmy Carter, président des États-Unis.

Le premier ministre japonais considère que cette rencontre, qui pourrait se tenir à Tokyo, est devenue nécessaire en raison de l'ampleur des problèmes économiques actuels. La question d'une nouvelle conférence avait été évoquée lors de la récente visite du premier ministre canadien, M. Pierre Elliott Trudeau, au Japon.

EN BELGIQUE, le chômage a atteint son niveau le plus élevé depuis la fin de la guerre. Louchant 244 312 personnes, dont 144 572 femmes, — soit 9,2 % de la population active (6,1 % en septembre). Le précédent « record » datait de janvier 1976, avec 8,8 %. Le gouvernement pourrait instaurer pour les chômeurs de moins de vingt-cinq ans un « service civil » obligatoire de deux à trois jours par semaine dans les communes, les provinces et les bureaux d'assistance sociale. (A.F.P.)

FAITS ET CHIFFRES

LA C.F.T.C. A ETE RECUE PAR LE MINISTRE DU TRAVAIL le 19 novembre. Elle a exprimé ses craintes sur l'aggravation du chômage et proposé la création d'observatoires économiques régionaux. Les militants chrétiens ont également parlé de la réduction des écarts de salaires, de la Sécurité sociale, de la politique familiale, etc.

M. PIERRE BATAILLE, P.-D.G. DE POCLAIN, et son frère Claude, directeur général, devront verser en vertu d'un jugement du tribunal correctionnel de Senlis, une amende de 1 000 F. chacun, ainsi que 800 F. à la C.O.T., 600 F. à la C.F.D.T. et 1 000 F. à chacun des quatre délégués syndicaux qu'ils avaient mis à pied en avril dernier (le Monde du 2 avril), en les accusant de « séquestration ».

Ces militants avaient nié les faits imputés, mais n'avaient pas été réintégrés, en dépit de deux jugements en référé. Le 6 juillet, M. Michel Durafour, alors ministre du travail, avait autorisé les quatre licenciés.

LE MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS MAURICIENS (M.T.M.) a appelé ses adhérents à se réunir dimanche 21 novembre, à 16 heures, en l'église Sainte-Odile, 2, avenue Stéphane-Mallarmé, à Paris (17^e), en présence de Mgr Maréchal, évêque de Port-Louis, sur le thème : Régularisation des sans-papiers et annulation des expulsions.

AU CANADA, le taux d'exportation a été ramené de 9,5 % à 9 %. Selon la Banque du Canada, cette mesure est justifiée par le ralentissement de la hausse des prix et la dégradation de la masse monétaire. — (A.F.P.)

SÉCURITÉ SOCIALE

LA COMMISSION COUDURIER SE PRONONCE CONTRE LA RADIATION DE 480 MÉDICAMENTS

La commission Coudurier, organisme paritaire chargé d'établir les prix des spécialités pharmaceutiques et de réviser périodiquement la liste des produits remboursables par la Sécurité sociale (1), s'est prononcée contre la radiation de quatre cent quatre-vingts médicaments (fortifiants, laxatifs, levures) qui devaient en principe intervenir avant le 1^{er} décembre (le Monde du 6 août). En contrepartie, elle propose un abaissement du ticket modérateur actuellement fixé à 10 %.

La radiation de ces spécialités de la liste des médicaments remboursables avait été proposée par les pouvoirs publics, afin de réduire le déficit de la Sécurité sociale. Les difficultés de l'industrie pharmaceutique, consécutives au « gel » des prix et aux précédents abaissements de tarifs (5 % sur deux cent cinquante spécialités en février et 30 % sur les pénicillines semi-synthétiques en juin), ont sans doute été prises en compte par la commission. La radiation de ces produits, qui représentent 560,7 millions de francs de chiffre d'affaires, entraînerait une baisse des ventes pour cent cinquante laboratoires. On peut penser que les membres de la commission ont estimé que l'économie attendue pour la Sécurité sociale (392 millions de francs) était sans rapport avec le risque encouru par les firmes : rien ne permet d'ailleurs d'affirmer que cette économie aurait été intégralement réalisée dans la mesure où un phénomène de transfert vers des médicaments plus chers mais toujours remboursables aurait toute chance de se produire.

La commission Coudurier ne dispose, on le sait, que d'un pouvoir consultatif. Il appartient aux ministres de tutelle, Mme Simone Veil (santé), M. Christian Beullac (travail) et bien sûr M. Raymond Barre. — A. D.

(1) Sur les singularités de fonctionnement de cette commission, voir « le Monde » du 16 avril 1975 : « Le médicament malade du profit ».

LES POURSUITES JUDICIAIRES contre les rapatriés débiteurs envers l'Etat au titre de prêts de réinstallation sont suspendues. Cette décision a été prise par M. Michel Durafour, ministre délégué à l'économie et aux finances, après concertation avec les associations de rapatriés.

ELETROSUL CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A.

(Subsidiaire de l'Eletrobras)

SYSTEME SALTO SANTIAGO
APPEL POUR LA PRÉQUALIFICATION DES FABRICANTS DE PARAFODRES, TRANSFORMATEURS DE COURANTS, DIVISEURS CAPACITIFS DE TENSION, TRANSFORMATEURS DE TENSION, CONDENSATEURS DE COUPLAGE, SECTIONNEURS, DISJONCTEURS 230 KV.

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. - ELETROSUL ouvrira des adjudications internationales, pour la fourniture d'équipements cités ci-dessous, destinés au Système Salto Santiago en 230 KV, 60 Hz.

- GROUPE I. Trente-trois (33). Parafodres.
- GROUPE II. Quarante-deux (42). Transformateurs de courant.
- GROUPE III. Dix-huit (18). Diviseurs capacitifs de tension.
- GROUPE IV. Neuf (9). Transformateurs de tension.
- GROUPE V. Neuf (9). Condensateurs de couplage.
- GROUPE VI. Trente-neuf (39). Sectionneurs, tripolaires, avec mécanisme d'opération motorisé, montage horizontal, ouverture verticale et semi-pantographe.
- GROUPE VII. Quatorze (14). Disjoncteurs, tripolaires, à air comprimé, SF₆ ou à petit volume d'huile.

Des négociations sont en cours avec la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour l'obtention des moyens nécessaires à l'acquisition de ces équipements.

Seuls les fabricants domiciliés dans des pays membres de la BIRD ou en Suisse pourront participer au présent appel.

Les instructions pour l'établissement des offres de préqualification pourront être retirées gratuitement par les intéressés jusqu'au 17 décembre 1976 à l'adresse suivante :

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A.
ELETROSUL - DIRETORIA ADMINISTRATIVA
Rua Trejano, 41 - 3o andar
88.000 - Florianópolis - Santa Catarina - Brasil.
Télex : 0482 164.

VII^e Colloque C.F.E.

sur « Le chauffage des locaux et le conditionnement de l'air par l'électricité »

Le Comité Français d'Electrothermie organise les 2 et 3 décembre prochain son VII^e Colloque sur le thème « Les Professions et les Métiers du Chauffage et l'Electricité dans les Locaux Neufs et Existants », au Palais des Congrès de Versailles.

PROGRAMME :

Le 2 et le 3 au matin : 35 communications rapportées et discutées en séance : les organismes professionnels et les professions s'expriment tour à tour sur :

- Les difficultés, les solutions apportées, leurs réussites dans le chauffage par l'électricité ;
- Les problèmes de formation, de contrôle, de maintenance ;
- Quelques références en matière de locaux neufs et existants ;
- Quelques références en matière d'industries ;
- Des inédits en matière d'isolation ;
- Les trains au développement de la pompe à chaleur de moyenne importance et pour le « petit tertiaire ».

Le 3 après-midi : visites de réalisations « Tout Electric » et de Centre de Recherches.

Montant de l'inscription aux visites : 120 F.

Montant de l'inscription aux visites : 130 F.

Les personnes qui désirent participer à ce Colloque et disposer de toutes les communications s'inscrivent au C.F.E. : 25, rue de Prov., 75017 PARIS. Tél. : 227-94-60.

LA REVUE DES VALEURS

Bourse de Paris

SEMAINE DU 15 AU 19 NOVEMBRE

RECHUTE

Le frère espoir éveillés ces derniers temps par les fréquentes améliorations de tendance paraît s'être évanoui. Cette semaine la Bourse s'est révélée incapable de se sentir la tête hors de l'eau, et s'enfonçant à nouveau, elle a enregistré son plus vif repli depuis la mi-octobre.

Le mouvement a été à sens unique. La baisse a sévi sans discontinuer séance après séance, ne se ralentissant que pour s'accroître un peu plus encore à la veille du week-end, sorte que les différents indices ont fléchi de 3 % en moyenne. Il faut remonter à la semaine du 11 au 15 octobre pour retrouver un recul d'une telle ampleur. Rarement, il est vrai, la conjonction de facteurs défavorables n'aura été si totale.

Déjà secoué par les résultats du premier tour des élections législatives partielles, le marché a accueilli sans plaisir la perspective peu réjouissante d'un relèvement inévitable du prix du pétrole dont M. Barre a reçu l'assurance lors de son voyage en Egypte.

Surtout, il a très mal encaissé la nouvelle et forte dégradation du commerce extérieur de la France en octobre et la baisse corrélative du franc. D'autant que l'annonce de cette dégradation intervenait avec la publication de la dernière enquête de la Banque de France sur la production industrielle, qui sans être franchement pessimiste, laisse planer un sérieux doute sur l'avenir.

Pour tout arranger, les graves ennuis éprouvés par un petit établissement financier du Nord auraient entraîné en fin de semaine des ventes forcées chez plusieurs agents de change. En temps ordinaire, la Bourse aurait sans doute pu digérer de tels dégagements. Mais, affaiblie par le manque d'affaires, elle a mal réagi. En outre, dans l'attente du deuxième tour des élections dimanche prochain, la plupart des opérateurs ont préféré s'abstenir.

Ajoutons enfin que la proximité de la liquidation générale — celle-ci aura lieu lundi — n'était pas de nature à susciter les initiatives.

Sur le marché de l'or, le lingot après avoir franchi lundi pour la première fois depuis plus d'un an la barre des 220 000 F, baissé pour s'établir finalement à 21 955 F (— 700 F).

Fait notable, pour la première fois aussi depuis bien longtemps, l'or a valu un peu moins cher à Paris qu'à Londres.

Le napoléon, qui avait plus modérément fléchi, a effacé vendredi ses pertes initiales, gagnant même 0,80 F à 233,90 F.

ANDRÉ DESSOT.

Banques, assurances, sociétés

d'investissement

Le Crédit foncier de France a réalisé, au cours des neuf premiers mois de l'année, un chiffre d'affaires « hors taxes » de 3 213 millions de francs (contre 3 197 millions).

Le groupe Locafrance annonce, pour les trois premiers trimestres :

	19 nov.	diff.
R.C.T.	100	- 12
Cetelem	183	+ 9
Comp. bancaire	254	+ 3
C.C.F.	96	+ 2,50
Crédit foncier	282	- 2
Financ. de Paris	128	- 2,20
Locafrance	108	- 1
Locabail	153	+ 11
Prehabail	309	- 3
U.F.R.	120	- 3
U.F.R.	307,50	+ 9,50
La Hénin	295	- 4
U.F.R.	321	- 11
Eurafrance	179	+ 9,50
Schneider	124,50	- 14
Suez	201,50	+ 5,50
A.G.F.	239,50	- 2

Un montant d'investissements de 741 millions de francs (hors taxes), en progression de plus de 23 %, et l'encassement, au titre des loyers, d'une somme de 842 millions de francs (+ 4 %).

Les dirigeants de Locafrance estiment très probable une augmentation du prochain dividende.

UCIP-Bail, dont les résultats provisoires des neuf premiers mois de l'année ont représenté 10,23 millions de francs (+ 11,95 %), prévoit, pour la totalité de l'exercice, un accroissement de plus de 15 % des revenus encaissés.

Alimentation

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe J. Borrel s'est élevé, pour les neuf premiers mois de l'année, à 1 053 millions de francs (contre 652 millions). Rappelons :

	19 nov.	diff.
Béglio	69	- 0,55
R.S.N.-Cerr-Dan	69	- 0,55
Carrefour	1294	- 87
Casino	1050	- 40
C.D.C.	179	+ 83
Hoff-Benassy	440	- 3
Mumma	383	- 3
Ollivier et Caby	129,50	- 2,40
Radard	220,50	- 2,10
Radard	373,50	- 4,20
Raffin, St-Louis	75,50	- 1
S.A.S.	220,50	- 2,10
Vente Clicquot	430	- 5,50
Vlaiprix	453	- 28
Cibis Méditerranée	263,50	- 2,70
Perrier	82,40	- 0,10
Jacques Borel	232,50	- 13,50
PLM	70	- 5
Nestlé	649	- 30

que, à l'issue des opérations de restructuration qui viennent de se dérouler, la société américaine Grace détient 15,2 % du capital de l'entreprise.

Bâtiment et travaux publics

Chiffres d'affaires hors taxes des neuf premiers mois de l'exercice en cours, comparés à ceux de la période correspondante de 1975 :

	19 nov.	diff.
Auxil. d'entrepr.	181,30	- 5,90
Bouygues	363	- 19
Chimie, et Ront.	91	- 5,50
Clément	121,4	- 41,10
Dumez	447	- 13
Ent. J. Lefebvre	182	- 10
Général d'entrepr.	128	- 8,80
Gds Travaux de Mars	177	+ 10,60
Lafarge	133,10	- 8
Marin	120	- 12,80
Poliet et Chausson	148	+ 0,50

loatives au cours des trois premiers trimestres, contre 113 millions. Le bénéfice prévisible pour l'exercice entier devrait permettre l'augmentation du dividende.

2 381,9 millions de francs contre 2 325,7 millions.

Fongroilles (sociétés françaises), 1 823,7 millions de francs contre 1 536,2 millions.

Filatures, textiles, magasins

Les ventes au détail du groupe Printemps, comprenant celles de la société mère, des filiales et des magasins métropolitains affiliés, ont totalisé 6 235 millions de francs hors taxes du 1^{er} janvier au 30 septembre 1976, contre 5 891 millions pour la période correspondante de 1975.

« Bail Investissement » a perçu 130 millions de francs de recettes :

	19 nov.	diff.
Dollfus-Mieg	46	- 2,50
Souhait-Albert	485	- 2,80
Lainière Roubaix	19	- 1,50
Vitos	93	- 3
E.P.A.O.	384,50	- 12,10
E.P.A.O.	384,50	- 12,10
Galerie Lafayette	53,50	- 1,50
Novelles Galeries	30,50	- 2,50
Paris-France	2,50	- 2,50
Préfontaine	35,50	- 3,50
Printemps	40,10	- 1,40
La Redoute	128,50	- 1,50
S.C.O.A.	61	- 3
Uniprix	41,50	- 3,30

Aux termes d'un accord signé vendredi, l'I.T.T. a cédé 51 % de la France des usines sur procédés Rhône-Poulenc et accroîtra ses achats à cette société, le montant global du marché étant à présent de 6 milliards de francs.

Le groupe chimique allemand

Matériel électrique, services

Progression du cours de la G.E.E., dont les résultats prévus pour 1976 s'élèvent, hors plus-

Produits chimiques

Aux termes d'un accord signé vendredi, l'I.T.T. a cédé 51 % de la France des usines sur procédés Rhône-Poulenc et accroîtra ses achats à cette société, le montant global du marché étant à présent de 6 milliards de francs.

Le groupe chimique allemand

L'étranger... par bonheur

« La marche et les résultats de nos affaires hors de France continuent, comme en 1975, de nous apporter nos plus concrets espoirs de satisfaction », a déclaré M. Roger Martin, président de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, devant les analystes financiers. L'Allemagne va bien, la Belgique va mieux, l'Espagne va beaucoup mieux, l'économie italienne, si paradoxale qu'elle n'a pas mal pour le groupe. Aux Etats-Unis, la filiale Certaine Teed a de bons résultats, et l'activité au Brésil reste satisfaisante. Voilà donc les 47 % de ventes effectuées par les filiales étrangères : « Si nous avons mieux que d'autres supporté la crise, c'est à elles que nous le devons. » Quant à la France, 44 % des ventes, en déclinant, la situation s'y est presque inversée par rapport 1975. Le chiffre, très déprimé l'an dernier avec la crise du bâtiment et surtout de l'automobile, se porte nettement mieux. En revanche, le département « canalisations », très actif en 1975, commence à souffrir de la dégradation du marché international après la flambée de 1974.

L'emballage n'est toujours pas bénéficiaire, surtout la flacon-

« B.A.S.F. » poursuit son redressement

Ses résultats pour le troisième trimestre ont augmenté au même rythme que durant les deux premiers. Pour les neuf mois son chiffre d'affaires marque ainsi une progression de 18,7 % à 15 690 millions de DM. Son bénéfice avant impôts a, quant à lui, tout simplement doublé, atteignant 1 073 millions de DM, dépassant ainsi de 224 millions celui dégagé en 1975.

Doublément aussi du bénéfice de la société mère à 653 millions.

19 nov. diff.

C.M.-Industries	121	- 17,50
Cottelle et Pouchet	39	+ 1,30
Industrie Minière	231	+ 3
Laboratoire Bellon	162	- 11
Nobel-Borel	74,50	- 4,10
P.E.R.E.	63	- 3,50
Pierrefite-Auby	55,20	- 4,60
Rhône-Poulenc	70	- 2,20
Roussel-Uclaf	115	- 4,50

de DM pour un chiffre d'affaires accru de 18,9 % à 1 362 millions de DM. Dans les deux cas, l'on constate une forte amélioration de la rentabilité. Par rapport à l'exercice 1975, celle-ci passe de 4,6 % à 6,8 % pour le groupe et de 6,6 % à 8,3 % pour la société mère. L'on est cependant encore loin des taux de 14 et 15 % atteints en 1975.

Amélioration confirmée également chez « Unilever ». A taux de change constants, le bénéfice net du groupe (N.V. + Limited) a progressé de 24 % durant le troisième trimestre et de 87 % (900 millions de florins) pour les neuf mois. Les dividendes intermédiaires suivants seront payables le 1^{er} décembre : 3,20 florins (c. 5,32 fl.) pour N.V. et 1,46 pence (c. 5,24 p.) pour Limited.

Métallurgie, constructions

mécaniques

Nouveau recul des valeurs de métallurgie, fort déprimées par

19 nov. diff.

Châtillon	29	- 0,40
La Chiers	71	- 1,20
Cresson-Lobbe	85	- 11,40
Dema Nord-Est	56	- 2,80
Marine-Wendel	55,10	- 4,70
Métal. Normand	62	- 2
Pompey	75,50	- 1,50
Sacilor	29	- 1,20
Sauniers	34,50	- 8,50
U.S.M.	24	- 2
Vallourec	123	- 8,50
Alpi	68,30	- 1,20
Alpi	115	- 3,15
Général de fonderie	143	- 3
Poelatin	139	- 12
Sagem	467	- 12
Sauter-Dural	77	- 5,50
Peugeot	189	- 24
Citroën	338,20	- 4,60
Pérol	199,50	- 7,50

l'aggravation de la crise dans ce secteur.

Pétroles

Vif recul de l'ELF-Aquitaine, au plus bas depuis 1970, et avance sensible de Norsk Hydro, dont le marché a été très animé et qui a retrouvé son plus haut niveau de l'année.

19 nov. diff.

Aquitaine	256,30	- 21,70
Esso	51,55	- 0,45
France des pétroles	98	- 2,60
Pétroles R.F.	60,70	- 2,30
Primagaz	168,50	- 8,50
Raffinage	67	- 0,50
Socorex	77	- 0,50
Exxon	253	+ 7,50
Norsk Hydro	266,50	+ 11,90
Petrofin	865	+ 12
Royal Dutch	224,20	- 1,30

Mines, caoutchouc, outre-

mer

Le semestre, au 30 septembre 1976, s'est soldé pour Charrier Cons. par des revenus atteignant 21,85 millions de livres contre 18,48 millions un an plus tôt. Le

19 nov. diff.

Imetal	91	- 2
Peñarroya	42	- 0,05
Antarctique	137	+ 2
Charrier	10,75	- 0,50
Inco	154,50	- 1,30
R.T.Z.	151,10	- 6,25
Tananyika	15,50	- 0,10
Union minière	134,50	- 2,50
Z.C.F.	16,50	- 0,01
Richemont-Waga	169	- 3
Klüber	45,70	- 4,70
Michelin	1135	- 79

bénéfice net attribuable à chaque action ordinaire s'est élevé à 0,59 pence contre 0,50 pence. Un dividende intermédiaire de 2,75 pence par action, contre 2,50 pence, sera distribué.

Valeurs diverses

A périmètre de consolidation identique, le groupe Rosignol a réalisé, au cours des six premiers mois de son exercice 1976-1977, un chiffre d'affaires hors taxes

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	13 nov.	16 nov.	17 nov.	18 nov.	19 nov.
Termes	54 010 285	63 413 009	53 394 668	52 329 916	64 988 296
Comptant	71 208 086	72 270 304	83 375 690	70 181 678	154 572 626
R. et obl.	34 726 350	29 848 861	49 524 446	27 200 623	23 674 104
Actions	180 004 711	165 634 074	188 284 802	149 772 217	248 233 026

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E., base 100, 31 décembre 1975)

	78,5	77,8	77,1	76,9	76
Valeurs					
Françaises					
Etrangères	106,3	107	105,2	106,5	107,5

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 29 décembre 1961)

Indic. gén.	61,9	61,3	60,9	60,8	60,4
-------------	------	------	------	------	------

APÉRITIF-SURPRISE

Quand on ajoute à un Pernod-Ricard la grenade, on obtient une « tomate ». Quand on y verse de la menthe, c'est un « perroquet ». Quand on l'additionne de Dubonnet-Cinzano-Byrre (C.D.C. en Bourse) cela devient une potion très appréciée par les actionnaires minoritaires de C.D.C. Suspendus, le vendredi 12 novembre, dans l'attente d'une absorption par la maison-mère Pernod - Ricard (53,5 % du capital), la cotation de l'action C.D.C. reprenait le mardi suivant avec une chute de 29 % (192 F contre 261 F). La partie annoncée par l'absorption était, en effet, de nature à décevoir et la cote de certains porteurs de C.D.C., qui, suivant des informations « pulvérisées aux meilleurs sources » (parallèle), tablait depuis des mois sur des bénéfices bien plus favorables (2 Pernod-Ricard pour 3 C.D.C., voire 3 pour 4). Et de protester vigoureusement contre les conditions de l'opération, estimant que l'actif net de C.D.C. (47 % de 150 millions de francs), sans son riche patrimoine et ses filiales de champagne, valait bien davantage que les 52 millions de francs en titres, donnés en échange. De l'autre côté, l'on rétorque que l'action Pernod-Ricard vaut au moins 500 F, et que cet échange est équitable. Eternel problème que ces éternelles opérations de fusion, la seule opération qui souffrirait le moins de contestation étant l'OPA en espèces, pure et simple. Encore faut-il le vouloir et le pouvoir. Rendez-vous à l'assemblée générale du 30 décembre prochain. — F. R.

en progrès de 39,27 % à 190,55 millions de francs contre 136,82 millions.

19 nov. diff.

L'Air liquide	324,50	- 9,50
Bic	740	- 20
Europe n° 1	338	- 1,50
L'Oréal	874	- 17
Cibis Méditerranée	353,50	- 3,70
Arizonal	115	- 1,50
Hachette	148	- 8
Presses de la Cité	176	- 2,90
St-Gobain	266,50	- 4,70
Skis Rosignol	124	- 30
Chargeurs réunis	174	- 1,50

Mines d'or, diamants

Les actionnaires de Rand Selection encaisseront un dividende final de 35 cents, faisant

19 nov. diff.

Angold	92,50	- 1,60
Anglo-American	14,30	- 0,30
Buffelstein	28,60	- 1,50
Goldfields	13,25	+ 0,85
Harmony	18,40	+ 1
President Brand	35,30	- 0,50
Randfontein	138	+ 8,50
St-Gobain	75	- 0,50
Union Corporation	14,85	+ 1,85
West Driefontein	122,70	- 1,50
Western Deep	49,75	- 2,15
Western Holdings	96,20	- 4,20
De Beers	11,90	- 1,90

un total de 65 cents, contre 75 cents précédemment.

TITRES LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉS À TERME

	Nbre de titres	Val. en F
4 1/2 % 1973	27 380	16 606 080
N.E.E.	9 900	16 027 025
Pernod-Ricard	28 375	18 471 025
I.T.T.	63 150	18 373 415
Michelin	8 238	9 948 520
Norsk Hydro	33 575	9 963 919

MARCHÉ DE L'OR

	COURS 12/11	COURS 19/11
Or fin (cité en barre)	21 875	21 850
« Cite en lingot »	21 850	21 850
Pièce française (20 fr.)	233 30	233 30
Pièce française (10 fr.)	116 65	116 65
Pièce suisse (20 fr.)	295	297 50
Union latine (20 fr.)	294	293 50
« Pièce latine (20 fr.) »	162	165
« Souverain »	212 20	211 20
« Souverain émis en 1974 »	245 50	235 50
« Souverain émis en 1975 »	212	211
Pièce de 20 dollars	1990	1995
« 10 dollars »	525	529
« 5 dollars »	262 50	260
« 20 pence »	882	840
« 20 marks »	295	288
« 10 florins »	212 20	205 50
« 5 roubles »	195 50	193 50

EN BATEAU...

Les voyages touristiques peuvent être sujets à bien des fortunes de mer, surtout s'ils se font en croisière transatlantique, filiale à 64 % de la très nationalisée Générale maritime. Annoncée depuis le début de l'année, la fusion de la « Transat » avec les Messageries maritimes, autre filiale (à 79 %) de la Générale maritime, avait éveillé bien des espoirs, concrétisés par un triplement du cours du titre en neuf mois (de 99 francs à 299 francs).

« Exploits successifs, fondés sur de vaines spéculations », avertissaient pourtant les dirigeants de la société. Précipitée par une hausse du titre Transat coté « demandes réduites », le mardi 16 novembre, la suspension des cotations des deux filiales le lendemain soulevait les plus folles rumeurs : « Opis de la Générale maritime sur les lignes fil

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
- 2-3. EUROPE
3. ASIE
3. AMÉRIQUES
4. DIPLOMATIE
4. AFRIQUE
- 17-18. POLITIQUE

— La compétition pour la mairie de Paris.
— POINT DE VUE : « L'Europe et le droit », par Jacques Robert.

LE MONDE AUJOURD'HUI

Pages 31 à 38
— Au fil de la semaine : Trop, d'est trop, par Pierre Vianen-Ford.
— Lettre de Freeport, par Philippe Desmarest.
— La centenaire de « la Prière sur l'Aéroport », de Renan, par René Servais.
— La vie du langage, par Jacques Cellard.
— RADIO-TELEVISION : « Nés nulle de Venise », de J.-C. Benigne, par Anne Bay.
— Zézane sans questions, par Claude Sarrailh, Marthe et Sternberg au « Cinéma de minuit », par Jacques Steller.

39. AÉRONAUTIQUE
39. ÉDUCATION
39. RELIGION
40. JUSTICE
40. SPORTS
- 41-43. ARTS ET SPECTACLES

— CINÉMA : Hollywood toujours présent au Festival de Paris : Je, Tu, Il, Elle, de Chantal Akerman.
— MUSIQUE : « L'opéra de la gare de Lyon ».

43. SCIENCES
44. PRESSE
44. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

— PARIS : le nouveau quartier de la gare de Lyon.
— LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
— CONJONCTURE : « La fuite en avant », par Guy Henning.

- 46-47. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (33 à 38)
— Annonces classées (49)
— Carnet (43) : Aujourd'hui (38)
— Journal officiel (38) : Médécologie (38) : Mots croisés (38).

Le numéro du « Monde » daté 20 novembre 1976 a été tiré à 585 616 exemplaires.



DECOUVERTE INDIVIDUELLE

	TUNIS	NEW YORK	DAKAR	RIO
	720 F	1 450 F	1 700 F	2 800 F

ALLER-RETOUR

VOIS À DATES FIXES

CIRCUIT ORGANISÉ

Découverte de l'Égypte
du 20/12 au 02/01
du 03/01 au 22/02
du 12/02 au 22/03
du 05/03 au 19/03

2 550 F
avec transport, hôtels, repas, assurances, visas, etc.

BON À DÉCOUPER ET À ENVOYER À NOUVELLES FRONTIÈRES
66, bd Saint-Michel - 75006 PARIS
Tél. : 325.57.51 - 633.28.91



Je désire recevoir la documentation sur le voyage

A B C D E F G

En raison d'un désaccord ministériel sur la sélection à l'entrée de l'Université

L'application de la réforme Haby dans les lycées pourrait être retardée de trois ans

La réforme Haby va entrer en application en septembre 1977 dans les cours préparatoires des écoles élémentaires et les classes de sixième. Les quatre décrets d'application relatifs à l'organisation des écoles, des collèges et des lycées ont été publiés, affirme-t-on, avant les fêtes de fin d'année. Les projets de programme doivent encore être soumis, d'ici là, au conseil de l'enseignement général et technique. Ils seront suivis de circulaires et d'instructions dont la publication, espère-t-on, devrait intervenir plusieurs mois avant la rentrée.

Mais M. Haby tiendra-t-il son calendrier pour le deuxième cycle secondaire ? En fait, l'application de la réforme dans les lycées, déjà reportée à 1978, semble compromise : l'organisation du baccalauréat n'est toujours pas fixée et dans ces conditions on ne peut pas appliquer la réforme du deuxième cycle. C'est, en effet, le baccalauréat qui détermine l'organisation de la classe terminale et par voie de conséquence de l'enseignement.

L'organisation du baccalauréat implique un choix sur les modalités d'accès à l'université. Or, M. Haby et Mme Sauzet-Gellé, secrétaire d'État aux universités, ne sont pas d'accord sur ce point. Telle serait la cause du retard de la réforme. Celle-ci suppose les « sections », remplacées par des options. En terminale, notamment, seules la philosophie et l'éducation physique sont obligatoires. Dans cet esprit, il appartient aux universités de fixer leurs exigences vis-à-vis du profil et des résultats des bacheliers, et donc de prendre la responsabilité d'une sélection plus stricte si elles l'estiment nécessaire. C'est cet esprit qu'un « avant-projet » de décret sur les examens a été préparé par le ministère de l'éducation en juin dernier.

Mme Sauzet-Gellé craint que ce baccalauréat ne soit « une passe-avant ». Elle estime que, déjà actuellement, ce diplôme est accordé à trop de jeunes peu aptes à faire des études supérieures : la crise de l'université, déclarait-elle en mai dernier, « provient sans doute du fait que le baccalauréat est trop facile et que de nombreux possesseurs de ce diplôme ont accès à des facultés où ils n'ont rien à faire » (le Monde du 12 mai 1976). Aussi voudrait-elle que le baccalauréat soit renforcé et que, dans ce but, il comporte une partie de matières obligatoires, notamment des matières obligatoires. Elle estime aussi qu'il faudrait une orientation plus ferme dès la fin de la troisième, dirigeant un plus grand nombre d'élèves vers des filières techniques ne conduisant pas à l'enseignement supérieur. « Ce n'est pas à l'entrée de l'université que la sélection doit s'exercer », affirmait-elle à Reims le 23 octobre. Dès lors que l'orientation à tous les stades est efficace, la sélection est inutile. En fait, le ministre et le secrétaire d'État se renvoient la balle :

MORT DE L'ARCHITECTE ANGLAIS BASIL SPENCE

L'architecte anglais Sir Basil Spence est mort, le 18 novembre, dans sa propriété du Suffolk. Il était âgé de soixante-neuf ans.

(Né aux Indes en 1907, Basil Spence fut l'architecte aux universités de Londres, d'Edimbourg et ouvert son agence en 1930, après avoir été l'assistant de l'architecte anglais le plus connu de sa génération par des réalisations relevant d'un style expressionniste. Il a construit notamment le Pavillon de la Mer pour le Festival de Grande-Bretagne (1951), nombreux bâtiments universitaires, le centre civique de la « nouvelle ville » de Bedford (1954-1962), la cathédrale de Coventry (1954-1962), son œuvre la plus célèbre, devenue l'un des hauts lieux touristiques du pays.)

De cet air le passé, un autre sur le présent, Sir Basil Spence a donné une orientation nouvelle à l'architecture contemporaine menacée de déséquilibre par une industrialisation sans âme. Imprégné de tradition classique, il avait trouvé dans le sacralité de la cathédrale de Coventry, en 1953, une inspiration « révolutionnaire » qu'il ne peut dire, en tout cas à contrepoint du maniérisme moderniste de l'acier et du béton cinquant.

Mais c'est avec l'université du Sussex que Sir Basil Spence a donné sa mesure. Il s'agit en effet de l'une des architectures sociales les plus convaincantes du moment et d'une œuvre « habitée » où les formes en béton et en briques apparentes définissent des espaces d'un esprit à l'imaginaire avant de les construire.

M. Michel Durafour, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'économie et des finances, a indiqué vendredi 19 novembre, en réponse à une question écrite de M. Francis Palmero, sénateur centriste des Alpes-Maritimes, que le dernier dossier d'indemnisation des rapatriés d'Algérie du Nord sera réglé d'ici à 1983. M. Durafour a précisé que les dossiers intéressant les personnes de plus de soixante-cinq ans avaient été réglés à la fin du premier semestre de 1976, et que ceux des personnes de soixante-cinq ans et plus seront à la fin de 1977.

Le dialogue est amorcé entre les provinces et les dirigeants de la Caisse d'épargne de Paris.

DEUX TREMBLEMENTS DE TERRE MENACENT LA RÉGION DE PÉKIN ET TANG-CHAN

Pékin (A.F.P. Reuter). — Un tremblement de terre de magnitude 5,5 a eu lieu le 19 novembre dans la région de Tang-Chan, à 160 kilomètres au sud-est de Pékin (dans la région où ont eu lieu le séisme catastrophique du 26 juillet et la violente secousse du 15 novembre dernier). Le second au sud-est de Pékin. Tel est l'avertissement qui a été donné, ce samedi 20 novembre, par le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères aux étrangers résidant dans la capitale chinoise.

La population chinoise, prévenue elle aussi, a commencé à évacuer en quelques points de la ville des abris aux structures de bois. La localisation de ces abris semble avoir été choisie selon un plan soigneusement préparé, et chaque espace familial est bien délimité par des filets tendus entre les arbres. Pour le moment, les habitants restent chez eux, mais si l'épave se précipite, ils pourraient trouver dans ces abris un refuge contre le froid, qui est déjà assez vif.

Aucun ordre d'évacuation des immeubles n'a été donné aux ambassades. Mais les autorités chinoises ont fait monter, dès l'après-midi de ce 20 novembre, les troupes de la région de Pékin, de grandes tentes militaires dans les cours intérieures des immeubles diplomatiques. Certains personnels de ne plus occuper les étages situés au-dessus du cinquième, et d'autres ont été proposés à leurs membres de s'installer dans les halls et couloirs des résidences. Il faut noter que tous les immeubles habités par la colonie étrangère de Pékin ont très bien supporté le violent séisme du 26 juillet.

Laissez-le vivre...

Dans son numéro du 20 novembre, le quotidien d'extrême-gauche Rouge publie de bien surprenants documents sur les rapports « complexes » qui liaient, en 1974, l'association « Laissez-les vivre », présidée par le professeur Lelonne, et le Parti libéral, présidé par M. Emmeline Amory.

On sait que la diffusion de la presse est contrôlée par l'Office de l'information. En 1974, avant que ne soit désorganisée sa fabrication et sa distribution, le Parti libéral lutait, avec France-Sol, pour le « ruban bleu » de la presse quotidienne.

Rouge publie le fac-similé d'une note adressée au président Amory par l'un de ses collaborateurs, et dont voici quelques extraits : « Au dernier O.J.D. et même actuellement, nous avons tous les jours des ventes irrégulières de nos numéros » ou « ressources-concours », pour des quantités importantes : 50 000 à 50 000 exemplaires et plus. Or la recette est rentrée par caisse, en argent liquide, ce qui, dit Tréhoullou (il s'agit du directeur de l'O.J.D.), « vous vous payez ma tête ». Pour éviter cette objection, il faut donc que l'abonnement régulier soit effectué au moyen de chèques que je puisse présenter (c'est-à-dire n'émanant pas de sociétés du groupe).

C'est alors qu'un accord intervient avec Mme Lelonne, à qui il fut proposé d'« acheter » au nom de « Laissez-les vivre » cinq cents exemplaires « irréguliers » de Rouge, à raison de 0,80 F, soit 10 400 F par mois. En échange de cette complaisance, une subvention du même montant est versée par le Parti libéral à « Laissez-les vivre ».

Il est probable que cette supercherie (les deux parties ont des moyens identiques qu'ont été justifiés la totalité des cinquante mille exemplaires de Rouge) a été découverte par les professeurs de morale et de vertu devraient être eux-mêmes irréprochables. — J. S.

En grève depuis quarante-cinq jours, les employés de la Caisse d'épargne de Paris ont, le 20 novembre, reconquis leur action. Mais, pour la première fois, la veille, cinq délégués syndicaux avaient été longuement reçus par les dirigeants du conseil d'administration. Ce conseil se réunira le 22 ou le 23 novembre.

L'Assemblée générale du Conseil des comités d'Europe (C.C.E.), s'est ouverte vendredi 19 novembre à Lyon. Cette réunion, qui groupe deux cent cinquante maires et conseillers généraux, a pour thème le rôle des élus locaux dans la campagne pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct. (A.F.P.)

Face au ralentissement de l'activité économique aux États-Unis M. Jimmy Carter n'a pas encore arrêté sa politique

Le taux d'escompte américain a été abaissé d'un quart de point le 19 novembre, revenant de 5,50 % à 5,25 %. Cette mesure, qui, selon le Système fédéral de réserve (FED), résulte de la baisse des taux d'intérêt à court terme sur les marchés financiers, coïncide avec une accélération de la croissance de la masse monétaire au cours des dernières semaines. Pour les milieux économiques, elle pourrait traduire le désir des autorités monétaires de suivre une politique plus libérale face au ralentissement de la reprise économique aux États-Unis. Le taux d'escompte américain avait été ramené, le 19 janvier, de 6 % à 5,50 %.

La hausse du coût de la vie s'est à nouveau ralentie en octobre. Les prix de détail ont augmenté de 0,3 % seulement — ce qui constitue le taux le plus faible depuis mars (0,4 %) — contre 0,4 % en septembre et 0,5 % les trois mois précédents. En un an, par rapport à octobre 1975, la hausse s'est établie à 5,3 %.

De notre correspondant

Washington. — Les statistiques publiées le 18 novembre confirment le ralentissement de la reprise économique au cours du troisième trimestre. Corrélativement, ses premières estimations, le département du commerce a annoncé que, de juillet à septembre, le taux annuel d'augmentation du P.N.B. s'est élevé de 3,8 % par rapport à la même période de l'an dernier, et non pas de 4 % comme primitivement indiqué.

La chute des taux de croissance de 3,2 % au premier trimestre à 4,5 % au second s'est donc accélérée au cours du troisième trimestre de 1976. Selon les indices révisés, les ventes au détail sont en baisse par rapport au second trimestre. Les bénéfices bruts des sociétés ont augmenté de 4 milliards de dollars au cours du troisième trimestre contre 9 milliards 500 millions au premier, et de 5 milliards 100 millions au second. Seul poste positif : le taux d'inflation a été ramené à 4,2 % au lieu des 4,4 % primitivement annoncés.

ment annoncé, progrès notable par rapport aux 5,2 % du second trimestre.

Ces statistiques ne peuvent qu'inciter M. Carter à agir rapidement. Néanmoins, aucune décision définitive ne sera prise avant que l'on connaisse les résultats du quatrième trimestre.

Actuellement, le président n'est pas en mesure de trancher entre les avis contradictoires qu'il reçoit des économistes officiels et privés. Ainsi, M. Greenspan, président du bureau des conseillers économiques de M. Ford, a admis que la reprise marquait une « pause » plus longue que prévu, et cela, a-t-il dit, en raison de l'insuffisance des investissements, due au manque de confiance des milieux d'affaires. Mais il a fermement exclu le retour à une situation de récession, ajoutant que « 1977 serait une très bonne année » et qu'il « est encore beaucoup trop tôt pour spéculer si une réduction des impôts est nécessaire ». M. Greenspan a précisé que les 10 milliards de dollars d'allégements fiscaux demandés par M. Ford ne visaient pas à stimuler l'économie, mais à compenser l'incidence de l'inflation sur les petits et moyens revenus.

De son côté, M. Burns, président de la Réserve fédérale, a répété sa mise en garde contre une diminution des impôts. « La conjoncture ne semble pas assez mauvaise pour justifier une telle mesure », a-t-il déclaré, tout en ajoutant qu'il pourrait changer d'avis si la situation économique l'exigeait et à condition de comprimer simultanément les dépenses fédérales. M. Burns a précisé qu'il prêterait la formule d'une réduction globale et non pas sélective, dont les sociétés bénéficieraient tout autant que les personnes physiques. M. Carter envisage quant à lui de favoriser les contribuables de faibles et moyens revenus.

Bien que leurs points de vue soient différents, MM. Burns et Carter semblent décidés à éviter un affrontement et même à coopérer. M. Carter, dans ses récentes déclarations à la presse, a dit que M. Klein, son premier conseiller économique, s'efforçait de rassurer la communauté bancaire et les milieux d'affaires. « Jimmy Carter est un modéré en matière économique. Il ne se conduira pas comme un étourdi dans un magasin de porcelaine », a dit M. Klein Quant au nouveau président, après avoir tenu un rendez-vous d'adieu à M. Burns, il a seulement laissé prévoir une réduction temporaire (et non permanente) des impôts en faveur des catégories sociales les moins favorisées, accompagnée de mesures volontaires de contrôle des prix et des salaires.

HENRI PIERRE.

Les pays consommateurs de pétrole ne sont pas en mesure d'influencer les décisions de l'OPEP estime M. Kissinger

estime M. Kissinger

M. Henry Kissinger a admis, le 18 novembre, devant des hommes d'affaires américains, que les États consommateurs de produits pétroliers « ne seront pas en mesure d'influencer efficacement les pays producteurs aussi longtemps qu'ils ne pourront pas faire pression sur le marché ».

Selon le New York Times, qui rapporte les propos du secrétaire d'État, ce dernier aurait ajouté : « Notre marge de décision est relativement limitée, et même si nous réduisons cette fois-ci ce qui est possible, le problème fondamental demeure ». Réussira-t-on cette fois ? Rien n'est moins sûr. En effet, les experts économiques de l'OPEP, réunis à Vienne, sont convenus, au cours de leurs travaux, qu'une hausse des prix serait justifiée à partir du 1^{er} janvier pour compenser la dépréciation de leur pouvoir d'achat causée par l'inflation. Selon l'A.F.P., ces experts recommanderaient une augmentation de l'ordre de 20 %.

Toutefois, l'ampleur que devrait revêtir cette hausse reste très controversée. Après les déclarations modérées de l'Arabie Saoudite et du Venezuela, le chah d'Iran a répété, dans une interview publiée le 19 novembre par le jour-

RHÔNE-POULENC SIGNE AVEC L'U.R.S.S. UN IMPORTANT ACCORD DE COOPÉRATION

Le groupe chimique Rhône-Poulenc vient de conclure avec l'Union soviétique un accord-cadre de coopération d'un montant global de 6 milliards de francs. Le contrat a été signé le vendredi 19 novembre par MM. Somekhov, vice-ministre soviétique du commerce extérieur, et Renuud Gillet, président du groupe.

Un communiqué précise qu'aux termes de cet accord « l'U.R.S.S. achète en France une installation sur procédé Rhône-Poulenc pour la production de produits chimiques, notamment d'engrais et d'insecticides. L'U.R.S.S. accroît également sur dix ans ses achats de produits Rhône-Poulenc ».

